

Dossier

Diffusé par

 Dialogue 

**Les dernières (mauvaises)
nouvelles
des
industries extractives
en RDC**



Pour mémoire et jusqu'à perception par les acteurs de la communauté internationale qui agiront en conséquence ... après le travail remarquable effectué par les agences de presse Bloomberg et Reuters, par Global Witness (GW), Human Right Watch (HRW) Congo Research, Resources Matter et tant d'autres organisations de la société civile nationale congolaise et internationale.

J'ai du mal à comprendre le silence assourdissant qui entoure ce pillage systématique d'un pays et cela dans une indifférence coupable et justifié par une prétendue "Real Politik"

cherchant soi-disant la stabilité de la sous-région. Si ce n'était pas aussi dramatique, j'en rirais sous cape ...

Yuma assis entre deux chaises est dans une situation intenable, comme PCA de la GCM, il stigmatise la profession minière dans des déclarations incendiaires et ensuite comme Président de la FEC. il la sollicite pour des contributions exceptionnelles.

Mais là où les contradictions touchent au fond du problème, c'est lorsque les brouillons de "communiqués de presse" ont beaucoup de mal à se faire avaliser par la direction de la Chambre des mines qui semble et on peut les comprendre un peu terrorisé à l'idée de "contrarier" la Présidence de la FEC, tellement proche du sommet du pouvoir.

Là ou le OFF FYEO est concerné, c'est sur les sources et aussi sur la forme des documents (en dehors des documents publics comme ceux d'Amnesty), mais son contenu et les arguments "démarqués" peuvent servir d'appui à toute analyse librement exprimée.

Sommaire

LES CONTOURS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE POLITIQUE DU CONGO Par ELISABETH CAESENS et JASON STEARNS

Communiqué de presse du secteur minier Kinshasa, le 24 Novembre 2017

Lettre FEC concernant la « cotisation spéciale »

« VOILÀ POURQUOI ON MEURT »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS EN RDC ALIMENTENT LE COMMERCE MONDIAL DU COBALT

« LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

LES CONTOURS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE POLITIQUE DU CONGO Par ELISABETH CAESENS et JASON STEARNS

Il y aura une vague d'activité diplomatique sur le Congo dans les prochains jours. Le Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs, un conclave réunissant d'importants donateurs et diplomates, se réunira jeudi à La Haye pour discuter entre autres de ce qu'il faut faire sur le marasme politique actuel à Kinshasa. Puis, au cours du week-end, les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI auront lieu à Washington, DC.

Aucune de ces réunions ne reçoit beaucoup de pression, et les délibérations ne sont pas publiques. Mais des questions importantes sont à l'ordre du jour: les donateurs, y compris la MONUSCO, doivent-ils soutenir les élections congolaises malgré les questions de transparence? L'Union européenne et les États-Unis devraient-ils étendre leurs sanctions pour cibler les membres de la famille du président Kabila, comme l'ont demandé Human Rights Watch et d'autres groupes? Et les diplomates devraient-ils commencer à soutenir les appels lancés par une foule de groupes de la société civile et de l'opposition, pour que Kabila se retire fin décembre 2017 pour faire place à un gouvernement de transition?

Toutes les questions importantes et difficiles. Mais d'autres questions sont moins souvent abordées, concernant le système économique - au Congo et à l'étranger - qui influence et façonne la crise actuelle. Certaines de ces questions seront plus gênantes pour les donateurs occidentaux et les institutions financières car elles suggèrent que les facteurs de la crise actuelle ne se trouvent pas seulement à Kinshasa mais aussi dans les capitales occidentales.

*

L'économie du Congo est minuscule - seulement 41 milliards de dollars, à peu près la taille d'une grande multinationale. Le président congolais, ainsi que les entreprises internationales, exercent une influence considérable sur cette économie. Le président approuve les chefs d'entreprises d'état et les agences fiscales, qui génèrent des milliards de dollars de revenus, souvent avec peu de surveillance. Le président a également le pouvoir d'approuver ou de refuser les permis pétroliers et a conservé le contrôle direct du projet hydroélectrique d'Inga, d'une valeur d'environ 13 milliards de dollars, et du contrat de 6,2 milliards de dollars en Chine. Kabila exerce cette même autorité de manière informelle sur les grandes opérations minières.

Les sociétés minières internationales ont pu profiter du manque de responsabilité pour obtenir des transactions extrêmement rentables. Les compagnies multinationales ont été impliquées dans une série d'opérations minières suspectes qui ont coûté au moins 1,36 milliard de dollars de recettes potentielles au Congo et ont donné d'importants contrats à des membres de la famille

du président (par exemple Moto Goldmines et Ivanhoe Mines, mais aussi la Banque mondiale Les Nations Unies). La recherche publiée par le Congo Research Group en juillet 2017 montre que la famille Kabila détient des participations dans plus de 80 entreprises de plusieurs dizaines de millions de dollars, y compris dans la plus grande entreprise de télécommunications du pays.

Le manque de transparence fiscale au Congo et dans les paradis fiscaux étrangers rend difficile l'examen approfondi de ces transactions et la détection des pratiques de corruption. Néanmoins, des documents juridiques récents du ministère américain de la Justice suggèrent que des fonctionnaires de la RDC ont reçu plus de 100 millions de dollars de pots-de-vin du milliardaire israélien Dan Gertler en échange de l'approbation des investissements liés au fonds spéculatif Och-Ziff, dont 11 millions à une personne presque certainement président Kabila. Le Serious Fraud Office du Royaume-Uni étudie les accords conclus entre Gertler et la multinationale kazakhe ENRC peu de temps avant les élections de 2011. Au début de l'année 2017, Glencore a racheté Gertler à ses deux projets congolais, lui fournissant plus d'un demi-milliard en espèces.

Ce manque de transparence, la concentration du pouvoir à la présidence et le caractère douteux d'un grand nombre de ces accords ont privé l'État de ressources précieuses. L'ONG britannique Global Witness estime que des centaines de millions de dollars sont allés à la Gécamines au cours des trois dernières années avec peu de choses à montrer. Entre-temps, présidé par Albert Yuma, l'un des conseillers les plus fidèles du président, Gécamines n'a payé que 36 M \$ en impôts sur 515 M \$ en revenus déclarés en 2014 et 2015. Les revenus restants sont extrêmement difficiles à retracer.

Certains de ces investissements ont été faits par des sociétés cotées en Bourse à Londres, à Toronto et à New York. D'autres ont été réalisés par des entreprises privées ou publiques. Certains des plus grands investissements récents ont été faits par des sociétés privées et publiques chinoises (dont certaines sont négociées sur des bourses importantes), qui ont investi des milliards au cours des cinq dernières années - de loin la plus grande source d'investissements directs étrangers au Congo .

Comment tout cela est-il lié à la crise politique actuelle ? De plusieurs façons:

Premièrement, le coût énorme des élections proposées par le gouvernement devrait permettre aux donateurs de faire une pause. Les dépenses prévues - entre 800 millions et 1,8 milliard de dollars pour l'ensemble du processus électoral - représentent plus de 20% du budget annuel actuel du Congo. Les élections sont donc le plus important poste budgétaire unique et pourraient être une source tentante de corruption. La banque de la CENI. les comptes bancaires de la banque BGFI publiés dans la fuite de «Lumumba Papers» montrent des transactions douteuses qui ne semblent pas cadrer avec la prétendue volonté de faire avancer le processus électoral.

Le PDG de BGFI est le frère Selemani du président Kabila. Cela ne veut pas dire que les donateurs et La MONUSCO ne devrait pas soutenir les élections - sans leur soutien, en particulier celui de la MONUSCO, les élections seront difficiles à organiser. Et il faut se méfier de tout ce qui pourrait fournir une excuse pour retarder encore les élections. Cependant, comme l'a dit l'Eglise catholique, tout soutien devrait être subordonné à une plus grande transparence de la part de la commission électorale. Certains hauts diplomates étrangers commencent à se demander en privé si le processus d'enregistrement a déjà été sérieusement truqué, bien qu'il n'y ait pas de preuves tangibles jusqu'à présent.

Deuxièmement, les donateurs devraient se rapprocher de leur pays d'origine, et être incorporés dans leurs juridictions. Certaines des plus grandes sociétés minières multinationales sont impliquées dans des opérations minières douteuses au Congo - il sera crucial de poursuivre les poursuites pénales et civiles dans la mesure du possible, mais aussi d'améliorer la transparence en général, par exemple en créant un registre public des bénéficiaires effectifs

Troisièmement, et en particulier pour la Banque mondiale et le FMI, tout soutien financier substantiel au gouvernement congolais devrait être conditionné au respect de la matrice de gouvernance approuvée par ces institutions. Cela signifierait une plus grande transparence, y compris pour certaines grandes transactions récentes. A l'approche de la date limite constitutionnelle pour les élections de 2016, la Gécamines s'est engagée dans un partenariat pour certains de ses actifs les plus stratégiques avec la China Metal Nonferrous Metal Mining (CNMC). Facilement valant des milliards, les transactions CNMC restent inédites à ce jour, violant les propres règles de transparence du Congo. En 2016, Gécamines a cédé ses parts dans Kolwezi Tailings à ENRC (maintenant ERG) pour un montant non divulgué et a reçu 130 millions de dollars lors du changement d'actionnaire sur Tenke Fungurume Mining, le plus grand site minier du pays. projet hydroélectrique, d'une valeur estimée à 13 milliards de dollars. L'appel d'offres en cours est directement géré par la présidence et peu supervisé de manière indépendante. Alors que le retrait de la Banque mondiale du projet en raison d'un manque de transparence a ralenti la conclusion de l'appel d'offres, la présidence espère toujours signer un accord de collaboration exclusif avec un développeur avant la fin de l'année. Le projet pourrait générer plus d'un milliard de recettes annuelles s'il décolle.

Le Congo a récemment demandé une facilité de crédit rapide face à la crise économique qui affecte le pays. Le FMI a conditionné tout futur programme de prêts ou aide financière à «un chemin crédible vers la stabilité politique» et la transparence. Cette pression devrait être élargie pour inclure d'autres donateurs, des investisseurs, des sociétés multinationales impliquées dans des accords non transparents et des acteurs économiques congolais. Les actions qui ne parviennent pas à s'attaquer aux aspects économiques de la crise actuelle, tant au Congo qu'à l'étranger, ne provoqueront vraisemblablement pas de changement et risquent d'éroder les gains importants réalisés dans le processus de paix au Congo.

*

A propos des auteurs :

Elizabeth Caesens est la fondatrice de Resource Matters en travaillant à combler le fossé entre la richesse des ressources et la pauvreté économique.

Jason Stearns est le directeur du Congo Research Group à l'Université de New York.

Communiqué de presse du secteur minier Kinshasa, le 24 Novembre 2017-

1. Suite aux derniers développements en rapport avec le projet de révision du Code Minier, l'Industrie Minière tient à exprimer ses préoccupations.

En premier lieu, il apparaît que l'objectif principal affiché, à savoir l'accroissement immédiate des recettes provenant du secteur par l'augmentation systématique des assiettes et taux de la quasi-totalité des impôts, taxes et droits repris dans le Code Minier de 2002 est le fruit d'une perception erronée, et ne pourra être satisfait.

En effet, ces hausses ne sauraient affecter les titulaires actuels avant l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la révision envisagée, le Code Minier de 2002 ayant instauré un mécanisme de stabilité garantissant aux investisseurs une sécurité juridique décennale, une pratique incitative en application dans plusieurs pays.

Bien plus, le projet du Code révisé ne pourra qu'impacter négativement les recettes supplémentaires qui auraient pu être obtenues à moyen et long terme sous l'empire du Code actuel.

Au regard de leur importance et du temps nécessaire pour les rentabiliser, les titulaires actuels ayant pour ambition de procéder à de nouveaux investissements seront incités à reporter ces derniers, le temps pour le législateur de revenir, inévitablement, sur les modifications du Code opérées en 2017.

Quant aux potentiels nouveaux investisseurs, ces derniers seront contraints d'orienter leurs choix d'investissements vers des juridictions dont le régime fiscal est plus équilibré.

2. Face à cette situation, la Chambre des Mines de la FEC exprime sa profonde inquiétude quant au format du processus engagé et au contenu du projet de Code révisé.

Le processus en lui-même, à savoir une révision unilatérale du régime juridique et fiscal gouvernant actuellement l'industrie, représente un signal négatif fort lancé par la RDC qui ne pourrait qu'altérer, pour une période longue, la confiance des acteurs du secteur, qu'ils soient ou non présents à date en RDC.

Le cadre participatif et inclusif tel que défini en 2013 et qui devait gouverner les modifications à apporter au Code, n'a, en 2017, à l'évidence pas été respecté.

Pour mémoire, alors que le projet de révision engagé en 2013 avait, après la tenue de séances tripartites, abouti à son abandon, l'industrie a ensuite marqué sa surprise lorsqu'en mai 2017, le Gouvernement a décidé de relancer le processus de révision du Code Minier en soumettant directement le projet au Parlement tout en faisant l'économie de toute consultation ou séance tripartite qui aurait permis d'aplanir les divergences et d'analyser les développements récents pertinents dans le secteur.

Ledit processus, et la teneur même de cette révision engagée par la RDC, à savoir des propositions qui se résument à une augmentation systématique de l'ensemble des taxes et redevances, couplées à l'augmentation d'autorisations administratives et des attermolements quant au respect par la RDC de ses engagements en matière de

stabilité pourtant garantie par le Code de 2002, doivent en outre être mis en perspective au regard du non-remboursement par l'Etat congolais de ses dettes de TVA (représentant à date près de 1 milliard de dollars) et de la situation économique et politique de la RDC.

Le seul secteur minier a généré en 2015, 98% des exportations et 25% des revenus gouvernementaux actuels, et a contribué à plus de 21% du produit intérieur brut, pour l'année 2015 les emplois directs pour les nationaux se situaient autour de 47.000 et 27.000 pour les emplois indirects (voir rapport ITIE 2015). Ce cœur économique de l'économie de la RDC est maintenant sérieusement menacé alors qu'il devrait être à minima préservé et idéalement renforcé.

Or, les modèles économiques et financiers ont prouvé à suffisance que le présent projet de loi ne permettrait pas de rentabiliser une mine d'or, et ne générerait que des gains insuffisants pour justifier un investissement dans le secteur du cuivre.

En découlerait de fait la disparition certaine d'une jeune industrie pourtant motrice dans les réalisations de l'économie nationale.

L'Industrie Minière ne peut que s'étonner en outre de la dissonance qui existe entre le contenu du projet de Code révisé (multiplication des autorisations et agréments, augmentation des impôts, taxes et redevances) et les annonces récentes du Gouvernement quant à l'impérieuse nécessité d'améliorer le climat des affaires, d'ailleurs soutenues par les recommandations du Forum National sur la Réforme du Système Fiscal de la RDC, au cours duquel il a été établi que le système fiscal congolais était très onéreux et peu favorable pour l'émergence à laquelle aspire le pays.

Enfin, fort de son expérience, l'Industrie Minière note que contrairement à l'opinion largement répandue, le Code Minier en vigueur, bien qu'ayant atteint l'objectif d'attirer les investisseurs, n'est pas spécifiquement compétitif.

Une analyse comparée des régimes fiscaux, partant de recherches indépendantes, prouve que la RDC n'est pas l'une des juridictions les plus attractives du continent dans le secteur minier, et ce, abstraction faite du climat des affaires en général. La Chambre des Mines rappelle qu'elle s'est toujours engagée avec le Gouvernement de la RDC et la société civile dans une discussion ouverte et transparente depuis 2014 quant à l'opportunité et au contenu de la révision du Code de 2002.

Des améliorations, nécessaires, peuvent être apportées de manière constructive avec la participation réelle de toutes les parties prenantes, en ce y compris bien entendu le secteur privé et la société civile.

La Chambre des Mines tient à réitérer cet engagement et, en particulier, compte tenu des risques immédiats à court et à moyen terme pour l'économie de la RDC, demeure désireuse de contribuer à la prise en charge du coût d'un conseiller indépendant désigné par les trois parties qui pourrait aider à formuler des propositions économiquement saines et soutenues par les différentes parties prenantes.

Par ailleurs, la Chambre des Mines tient à souligner qu'il pourrait être opportun pour les finances publiques de la RDC de normaliser la situation d'opérateurs qui évoluent au sein de cadres réglementaires alternatifs à ceux du Code Minier et des conventions.

L'Industrie Minière tient également à revenir sur le fait que l'actuel code a davantage souffert de son non-respect, qui s'est notamment illustré par la multiplicité des taxes indues à l'importation ou à l'exportation, une compréhension disparate de la notion d'exclusivité et exhaustivité du régime fiscal, ou par l'introduction de la TVA en 2012. En conclusion, c'est pour l'ensemble des raisons sus évoquées que la Chambre des Mines recommande la prudence pour préserver le climat des affaires dans ce secteur.

- i. Elle presse le Gouvernement et le Parlement d'identifier en premier lieu les objectifs qui sous-tendent la révision afin de s'assurer en toute neutralité que les amendements proposés les rencontrent, et ne soient pas, en définitive, contreproductifs.
- ii. Elle insiste pour que tout processus de révision du code soit engagé dans un cadre réellement participatif qui permettra à l'ensemble des parties prenantes, et au premier chef, l'Industrie Minière, d'apporter l'ensemble des contributions utiles pour que les objectifs qui auront été prédéfinis soient atteints.
- iii. Enfin l'Industrie Minière en appelle à la responsabilité historique des uns et des autres face à une situation dont les conséquences fâcheuses marqueraient les générations futures.

FEC



Fédération des
Entreprises du Congo

Le Président

Kinshasa, le 12 11 2017

TFM

A KINSHASA

N/REF.: SG/NKO/BL/F. 1816/2017

V/REF.:

Concerne : Demande cotisation spéciale

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Entreprises

L'Espace Présidentiel de la FEC a, au cours de sa réunion du mercredi 15 novembre 2017, examiné, entre autres points, les difficultés de fonctionnement du Secrétariat de la Fédération qui, au bas du mot, est très préoccupante au regard des cotisations volontaires à mobiliser et les engagements contraignants à tenir.

C'est ainsi que, pour permettre à ce dernier de couvrir tant soi peu les charges de fonctionnement de deux derniers mois de l'exercice budgétaire en cours, l'Espace Présidentiel a décidé de recourir à une cotisation spéciale de membres de la Fédération.

Aussi, vous saurions-nous bien gré de contribuer à hauteur de 5.000 USD à titre de cotisation spéciale pour l'exercice 2017.

Cette cotisation peut être payée soit à la caisse de la FEC, soit au compte bancaire :

Banque : BCDC

Intitulé : Fédération des Entreprises du Congo

Numéro de Compte (USD) : 00011-00101-00000123050-60

Nous vous remercions à l'avance pour votre sollicitude et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Chefs d'Entreprises, l'expression de notre considération distinguée.

Albert YUMA MUMBAT

« Rassemblés pour construire »

Kinshasa : 10, Avenue des Aviateurs - Commune de la Gombe / Kinshasa - République Démocratique du Congo
B.P. 7247 Kin 1 - Téléphones : (+243) 81 248 88 90 (+243) 81 248 89 09 - E-mail : fec@ckt.cd // feccongo2@yahoo.fr
Lubumbashi - Kisangani - Bukavu - Mbandaka - Matadi - Kananga - Mbuji-Mayi - Kikwit - Goma - Kindu

IDENT. NAT. A 16217 C



« VOILÀ POURQUOI ON MEURT »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO ALIMENTENT LE COMMERCE MONDIAL DU COBALT



AMNESTY
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui se battent pour un monde où tous et toutes peuvent exercer leurs droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



© Amnesty International 2015

Sauf indication contraire, ce document est sous licence Creative Commons : Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0.

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org.

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Version originale publiée en 2015
Amnesty International,
Peter Benenson House,
1 Easton Street,
Londres WC1X 0DW,
Royaume-Uni.

Index : AFR 62/3183/2016
Original : Anglais

Photo de couverture : Charles, 13 ans, travaille avec son père les après-midis et va à l'école le matin quand il a de l'argent. Il trie et rince le minerai avant d'aider à le transporter vers un maison d'achat à proximité, mai 2015. © Amnesty International

amnesty.org

CONTENTS

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	4
MÉTHODOLOGIE	12
1. LE CONTEXTE : L'EXPLOITATION MINIÈRE DU COBALT EN RDC	14
L'extraction du cobalt en RDC	15
L'essor de l'exploitation minière artisanale au Katanga	16
La réglementation du gouvernement de l'exploitation minière artisanale	17
Commerce mondial	18
2. ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE DU COBALT	19
i. Conditions de travail dangereuses dans les mines artisanales de cobalt	19
ii. Les enfants dans l'exploitation artisanale du cobalt	28
iii. Incapacité du gouvernement de la RDC à protéger les populations des atteintes aux droits humains	33
3. LE DEVOIR DE DILIGENCE : LA NORME INTERNATIONALE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS	40
4. CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT : ABSENCE DE DILIGENCE ENTRE LA MINE ET LE MARCHÉ	46
i. Les entreprises en amont	48
ii. Les entreprises en aval	54
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	67
Annexe	71

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Dans le monde entier, les individus dépendent de plus en plus des batteries rechargeables pour alimenter leurs téléphones mobiles, leurs tablettes, leurs ordinateurs portables, leurs appareils photo et d'autres appareils électroniques portatifs. Le marché mondial en plein essor des appareils portables et des batteries rechargeables engendre une demande accrue pour l'extraction du cobalt, un composant essentiel des batteries rechargeables de type lithium-ion.

Plus de la moitié de l'offre mondiale totale provient de la République Démocratique du Congo (RDC). D'après les estimations du gouvernement, 20% du cobalt actuellement exporté depuis la RDC provient de mineurs artisanaux basés au sud du pays. Il existe environ 110 000 à 150 000 mineurs artisanaux dans cette région, qui travaillent aux côtés d'exploitations industrielles beaucoup plus importantes.

Ces mineurs artisanaux, appelés creuseurs en RDC, extraient le minerai à la main en utilisant les outils les plus rudimentaires pour déterrer des pierres à partir de tunnels souterrains. Parmi ces mineurs figurent des enfants, âgés de sept ans pour les plus jeunes, cherchant à récupérer des roches contenant du cobalt rejetées parmi les résidus des mines industrielles et qui lavent et trient ce minerai avant qu'il ne soit vendu.

Ce rapport, pour lequel des recherches ont été menées conjointement par Amnesty International et African Resources Watch (Afresource), examine les conditions dans lesquelles les mineurs artisanaux extraient une proportion importante de l'offre mondiale en cobalt avant de retracer le parcours du minerai jusqu'à sa commercialisation. Il s'agit du premier compte-rendu exhaustif de la manière dont le cobalt provenant des mines artisanales de la RDC parvient jusque dans la chaîne d'approvisionnement de multinationales, parmi lesquelles figurent certaines des sociétés d'électronique les plus riches au monde. Ce rapport détermine à quel point les entreprises ont mis en place les mesures relatives au devoir de diligence pour connaître l'origine du cobalt contenu dans leurs produits et les conditions dans lesquelles cette substance minérale est extraite et commercialisée.



Charles, 13 ans, va à l'école les matins quand son père en a les moyens. Chaque après-midi, il trie et lave le minerai avant d'aider son père à le transporter vers un comptoir d'achat à proximité, mai 2015 (image extraite d'un film tiré par Amnesty International). © Amnesty International et Afresource

L'ESSOR DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE AU SUD DE LA RDC

La RDC est un des pays les plus pauvres au monde et souffre de conflits et d'une mauvaise gestion depuis des décennies. Les mines artisanales ont commencé à fournir un moyen de subsistance à un grand nombre d'individus lorsque la plus grande société minière publique du pays s'est effondrée dans les années 1990. Ce secteur a poursuivi sa croissance durant la Seconde guerre du Congo (1998-2003) lorsque le Président Laurent Kabila a encouragé la population à creuser elle-même dans la mesure où le gouvernement ne pouvait pas relancer l'industrie minière.

En 2002, le gouvernement a publié un nouveau code minier dans le but de redynamiser le secteur et d'attirer des investisseurs étrangers. Le Code minier a ainsi établi que l'exploitation minière artisanale ne pouvait avoir lieu que dans les zones d'exploitation artisanales (ZEA) autorisées dans lesquelles l'exploitation minière industrielle ou semi-industrielle n'était pas viable. Les mineurs artisanaux ont été chassés de nombreux sites miniers qui ont été mis à la disposition de grandes entreprises occidentales et chinoises. Toutefois, dans la mesure où le gouvernement a créé très peu de ZEA au sud du pays, la plupart des mineurs artisanaux ont fini par travailler dans des zones non-autorisées et non-réglées ou par s'introduire illégalement dans les exploitations minières industrielles.

Les mineurs artisanaux en RDC travaillent de diverses manières et à divers endroits pour extraire du cobalt. À certains endroits, les mineurs creusent très loin sous terre pour accéder au minerai. Ces mineurs, qui sont pour la plupart des hommes, travaillent dans des tunnels souterrains et utilisent des marteaux, des burins et d'autres outils manuels. Ailleurs, les mineurs, notamment des enfants, récupèrent du cobalt rejeté par un grand nombre de mines industrielles implantées dans la région (résidus de roches issus des processus d'extraction et de raffinage). Ils ramassent des pierres contenant du minerai reposant à la surface ou à proximité de la mine, le plus souvent sans la permission des entreprises. Les pierres qu'ils récupèrent sont ensuite nettoyées, tamisées et triées dans des courants d'eau et des lacs situés dans les alentours. Généralement, les femmes et les enfants sont impliqués dans le lavage et le tri du minerai.

Le mode de gestion et l'organisation des exploitations minières artisanales varient d'un site à l'autre. Par exemple, les adultes et les enfants qui ramassent les pierres à

la main à la surface ou près des concessions minières industrielles travaillent à leur compte. Ils vendent leur minerai à des négociants ou à des intermédiaires. En revanche, certains mineurs qui creusent sous terre le font sous contrat en percevant des honoraires de la part du propriétaire du terrain sur lequel ils travaillent, tandis que d'autres travaillent en équipes ou partagent leurs revenus avec les propriétaires des mines. Certains mineurs concluent également des accords commerciaux avec des investisseurs qui financent le creusage de tunnels et gèrent la vente des produits.

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DANS LES MINES ARTISANALES DE COBALT

Amnesty International et Afrewatch ont conduit des travaux de recherche dans les zones minières artisanales du sud de la RDC en avril et mai 2015 en se rendant dans cinq sites miniers. Ils ont interrogé près de 90 personnes y travaillant ou y ayant travaillé, dont 17 enfants.

L'exposition chronique à la poussière contenant du cobalt peut éventuellement résulter en une maladie pulmonaire mortelle connue sous le nom de « fibrose pulmonaire aux métaux durs ». L'inhalation de particules de cobalt peut également causer « une sensibilisation des voies respiratoires, des crises d'asthme, un essoufflement et un affaiblissement des fonctions pulmonaires ». En outre, un contact cutané prolongé avec ce minerai peut aboutir à des cas de dermatite. Cependant, les chercheurs ont découvert que la vaste majorité des mineurs travaillant de longues heures chaque jour au contact du cobalt ne disposaient pas de l'équipement de protection le plus élémentaire, à savoir des gants, des combinaisons ou des masques. Le Code minier de RDC (2002) et les réglementations en vigueur ne fournissent aucune directive aux mineurs artisanaux quant à l'équipement de sécurité ou à la manière de traiter les substances pouvant s'avérer dangereuses pour la santé, à l'exception du mercure.

Bon nombre de mineurs se sont plaints du fait qu'ils toussaient beaucoup ou qu'ils connaissaient des problèmes pulmonaires. Les chercheurs ont également parlé à des femmes se plaignant de problèmes et douleurs respiratoires après avoir transporté de lourdes charges et en raison des efforts physiques exigés dans le cadre de leur travail. Par exemple, une de ces femmes a indiqué devoir porter des sacs de minerai de cobalt de 50 kg avant de déclarer aux chercheurs : « Nous avons toutes des problèmes pulmonaires et avons mal partout. »

Les mineurs artisanaux travaillent dans des mines qu'ils creusent eux-mêmes. Les mines creusées à la main peuvent être étendues sur des dizaines de mètres sous terre, souvent sans aucune structure pour éviter leur effondrement, et sont généralement mal ventilées. Il n'existe pas de données officielles concernant le nombre de décès survenant dans les mines. Néanmoins, les mineurs indiquent que les accidents sont fréquents dans la mesure où il n'est pas rare que les tunnels s'écroulent. Rien qu'entre septembre 2014 et décembre 2015, la station de radio dirigée par l'ONU en RDC, Radio Okapi, a rapporté le décès accidentel de plus de 80 mineurs artisanaux dans l'ancienne province du Katanga. Toutefois, ce nombre est probablement bien en-deçà de la réalité dans la mesure où bon nombre d'accidents ne sont pas répertoriés et que les corps demeurent enterrés sous les décombres.

En 2014, l'UNICEF a estimé qu'environ 40 000 jeunes garçons et filles travaillaient dans l'ensemble des mines au sud de la RDC, beaucoup d'entre eux impliqués dans l'extraction du cobalt. Les enfants interrogés par les chercheurs ont décrit à quel point leur travail était éprouvant sur le plan physique. Ils ont indiqué travailler jusqu'à 12 heures par jour dans les mines, à transporter des charges importantes, pour un salaire quotidien oscillant entre un et deux dollars. Même les enfants scolarisés travaillaient de 10 à 12 heures durant le weekend et les vacances scolaires, ainsi qu'avant et après leurs heures de classe. Les enfants non scolarisés travaillaient dans les mines tout au long de l'année. Par exemple, Paul, âgé de 14 ans, a commencé à travailler dans les mines à l'âge de 12 ans à l'intérieur des tunnels souterrains. Il a indiqué aux chercheurs souvent « passer 24 heures dans les tunnels. J'arrivais le matin pour repartir le lendemain dans la matinée. »

D'autres enfants ont affirmé travailler à ciel ouvert, sous des températures élevées ou sous la pluie. Comme les mineurs adultes, ils étaient régulièrement exposés à de forts niveaux de cobalt mais n'avaient pas de gants ou de masques de protection à porter. Les enfants interrogés dans le cadre de ce rapport se sont plaints de tomber fréquemment malades. « Il y a beaucoup de poussière et il est très facile d'attraper un rhume. Et nous avons mal partout, » a expliqué Dany, un adolescent de 15 ans, aux chercheurs.

Plusieurs enfants affirment avoir été battus, ou avoir vu d'autres enfants roués de coups, par des gardiens de sécurité employés par les sociétés minières lorsqu'ils s'aventuraient sur les concessions de ces différentes entreprises. Les gardiens ont également tenté de leur soutirer de l'argent.

La plupart des enfants ont indiqué gagner entre 1 000 et 2 000 francs congolais par jour (soit un à deux dollars USD). Les enfants ayant récolté, trié, nettoyé, broyé et transporté du cobalt étaient payés par les négociants par sac de minerai. Les enfants n'avaient pas la possibilité de vérifier indépendamment le poids de leurs sacs ou la teneur du minerai et devaient accepter la somme offerte par les négociants, courant ainsi le risque d'être exploités.

Il est largement reconnu à l'échelle internationale que le recours aux enfants dans les mines constitue une des pires formes du travail des enfants que les gouvernements ont l'obligation d'interdire et d'éradiquer. D'après les observations des chercheurs, la nature du travail accompli par les enfants dans les mines artisanales de cobalt en RDC est dangereuse et potentiellement nuisible à leur santé et à leur sécurité.

Les enfants ont affirmé devoir travailler dans la mesure où leurs parents n'avaient pas de véritables emplois et ne pouvaient prendre en charge leurs frais de scolarité. Le Code de protection de l'enfance en RDC (2009) met en avant le droit à un enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous les enfants. Toutefois, en raison d'un manque de financement adéquat de la part de l'État, la plupart des écoles continuent d'exiger une contribution mensuelle (connue sous le nom de *minerval*) afin de couvrir différents coûts, tels que les salaires des enseignants, les uniformes et le matériel pédagogique. À Kolwezi, le personnel d'une ONG a indiqué aux chercheurs que ce montant allait de 10 000 à 30 000 francs congolais (10 à 30 dollars USD) par mois, soit une somme inabordable pour un grand nombre d'individus. Certains enfants ne sont pas scolarisés et travaillent à plein temps, d'autres vont à l'école mais travaillent en dehors des heures de cours, mais aussi durant les weekends et les vacances.



Les mineurs utilisent des burins, des maillets et d'autres outils à main pour exploiter le minerai de cobalt à des dizaines de mètres de profondeur sous Kasulo, un quartier résidentiel de Kolwezi, mai 2015 (image extraite d'un film tourné par un mineur avec une caméra GoPro pour Amnesty International). © Amnesty International et Afrewatch

INCAPACITÉ DE LA RDC À PROTÉGER LES INDIVIDUS DES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS

On constate des lacunes et des faiblesses notables dans les réglementations du gouvernement concernant l'exploitation minière artisanale. Le Code minier et les réglementations dans ce domaine contiennent des directives limitées en matière de santé et de sécurité, ainsi qu'un très faible nombre de dispositions visant à faire valoir les droits des mineurs artisanaux.

Il existe un véritable manque de compétences au sein des agences gouvernementales empêchant de suivre et d'appliquer les garanties nécessaires et d'améliorer les conditions de travail des mineurs artisanaux. Le Ministère du Travail doit veiller à l'instauration efficace du code du travail en RDC, notamment s'agissant de l'inspection des sites pour vérifier qu'ils ne recourent pas au travail des enfants et garantir qu'ils se conforment aux règles en vigueur sur le plan sanitaire et sécuritaire. Néanmoins, en 2014, ce ministère n'a employé que 20 inspecteurs pour l'ensemble de la région minière au sud de la RDC.

Le Ministère a été critiqué par les instances de l'ONU veillant au respect des droits humains, des groupes d'experts du BIT, des ONG et d'autres organes pour son incapacité à mettre en place un système adéquat d'inspection du travail visant à éradiquer les pires formes de travail des enfants et à faire de la scolarisation au niveau primaire une priorité. En 2011, la RDC a développé un plan d'action national visant à éliminer les pires formes de travail des enfants d'ici 2020 mais, quatre ans plus tard, ce plan n'a toujours pas été officiellement adopté.

Le Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining (SAESSCAM), l'agence gouvernementale créée en 1999 dans le but de réglementer l'exploitation minière artisanale et d'améliorer les conditions de travail des mineurs artisanaux n'opère que dans les ZEA. Même les responsables du gouvernement ayant été interrogés dans le cadre de ce rapport ont reconnu qu'il n'y avait pas suffisamment de ZEA pour répondre au nombre de mineurs artisanaux au sud de la RDC. Par conséquent, la vaste majorité de l'exploitation minière artisanale a lieu dans des zones minières non-autorisées au sein desquelles le gouvernement ne fait pour ainsi dire rien pour réglementer la sécurité et les conditions de travail des mineurs.



Des mineurs artisanaux tiennent des poignées de minerai de cobalt (à gauche) et de cuivre (à droite) qu'ils ont récupérées à partir de tas de résidus provenant de sites miniers industriels actifs et inactifs près du Lac Malo à Kapata dans la périphérie de Kolwezi en RDC. Les mineurs doivent alors trier, laver et écraser le minerai avant de le vendre à des maisons d'achat, mai 2015. © Amnesty International et Afwatch

Non seulement, les représentants de l'État sont au courant de ces activités minières non approuvées mais ils en tirent un bénéfice financier. Des responsables issus de différentes agences gouvernementales et sécuritaires contrôlent l'accès aux sites miniers non-autorisés et exigent des rétributions illicites de la part des mineurs artisanaux.

Durant leurs visites, les chercheurs ont vu des responsables en uniforme et d'autres individus déclarant travailler pour le compte d'agences gouvernementales au niveau de trois sites miniers non-autorisés. À Kasulo, ils ont vu des policiers en uniforme et ont été approchés par deux hommes en civil et un autre en uniforme déclarant appartenir à la police des mines. Ces hommes ont demandé aux chercheurs de quitter la zone en question dans la mesure où aucune personne étrangère n'est autorisée à visiter les sites miniers sans dérogation officielle. Il a en outre été demandé aux chercheurs de s'acquitter d'une amende. Les mineurs artisanaux travaillant dans ces exploitations et dans d'autres sites reprochent à la police des mines et à d'autres responsables de leur demander à être rétribués pour chaque sac de minerai ou pour travailler sur le site. Un haut fonctionnaire du Ministère des Mines a confirmé aux chercheurs qu'aucune de ces agences n'était autorisée à percevoir des paiements (connus sous l'appellation de « taxes » dans les zones minières) auprès des mineurs artisanaux. Les données suggèrent que les responsables de l'État extorquent illégalement des sommes d'argent aux mineurs artisanaux, tout en fermant les yeux sur leurs dangereuses conditions de travail qui vont à l'encontre des lois en vigueur à l'échelle nationale, notamment concernant l'interdiction du recours au travail des enfants dans les mines.

LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT

Les chercheurs ont suivi des véhicules de mineurs et de négociants transportant du cobalt entre les mines artisanales de Kolwezi et le marché de Musompo, où ce minerai est commercialisé. À Musompo, des négociants indépendants (des ressortissants chinois pour la plupart) achètent le minerai sans prêter attention à sa provenance ou à ses conditions d'extraction. Par la suite, ces individus vendent le minerai à des sociétés plus importantes en RDC chargées d'en assurer le traitement et l'exportation. Les recherches effectuées ont permis de découvrir que Congo Dongfang Mining International (CDM) était au cœur de ces échanges. CDM est une filiale appartenant exclusivement au groupe chinois Zhejiang Huayou Cobalt

Company Ltd (Huayou Cobalt) qui figure parmi les plus gros fabricants de produits à base de cobalt au monde. Opérant en RDC depuis 2006, CDM achète du cobalt aux négociants qui en font directement l'acquisition auprès des mineurs. CDM procède ensuite à la fusion du minerai dans son usine en RDC avant de l'exporter vers la Chine. Sur place, Huayou Cobalt fusionne davantage le minerai et vend le cobalt ainsi traité à des fabricants de composants de batteries en Chine et en Corée du Sud. Ces entreprises vendent alors leurs produits à des fabricants de batteries qui négocient ensuite avec des marques bien connues des consommateurs.

En se basant sur des relevés publics, notamment les documents destinés aux investisseurs et les déclarations publiées sur les sites web de différentes entreprises, les chercheurs ont identifié des fabricants de composants de batteries listés comme obtenant du minerai traité auprès de Huayou Cobalt. Ils ont ensuite retracer les entreprises citées comme clientes des fabricants de composants de batteries afin de déterminer de quelle manière le cobalt arrivait dans les produits destinés à la consommation. En cherchant à comprendre le fonctionnement de cette chaîne d'approvisionnement internationale, et à poser des questions à chaque entreprise concernant sa politique en matière de devoir de diligence, Amnesty International a écrit à Huayou Cobalt et 24 autres sociétés en Chine,



Lors de la visite des chercheurs, une centaine de personnes, essentiellement des femmes dont beaucoup avec des bébés et des jeunes enfants, travaillent dans l'eau et sur les rives du Lac Malo à Kapata. Une femme a raconté qu'elle lave entre 8 et 12 sacs de minerais de 50 kg par jour, ce qui lui rapporte 1 500 Francs congolais (environ 1,50 USD), mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

en Allemagne, au Japon, en Corée du Sud, à Taïwan, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Parmi ces entreprises figurent certaines des marques d'électronique les plus importantes au monde et les plus connues des consommateurs, à savoir Apple, Dell, HP Inc. (anciennement comme Hewlett-Packard Company), Huawei, Lenovo (Motorola), LG, Microsoft, Samsung, Sony et Vodafone, ainsi que les constructeurs automobiles Daimler et Volkswagen, et la firme chinoise BYD. Leurs réponses sont détaillées en annexe.

NON-RESPECT PAR LES ENTREPRISES DES NORMES INTERNATIONALES DE DEVOIR DE DILIGENCE

Les Principes directeurs des Nations Unies en matière de commerce et de droits de l'homme mettent en avant la responsabilité incombant aux entreprises de respecter les droits humains internationaux dans le cadre de leurs activités mondiales, notamment à travers leurs chaînes d'approvisionnement. Cela requiert entre autre que les entreprises exercent le devoir de diligence pour veiller au respect des droits humains et pour « déterminer, prévenir, réduire et recenser l'impact de leurs activités en termes d'atteintes aux droits humains. »

Un guide pratique présentant de quelle manière ce devoir de diligence doit être exercé au niveau des chaînes d'approvisionnement a été fourni par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Ce *Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque (Guide l'OCDE)* présentent un processus décliné en cinq étapes devant être suivi par toutes les entreprises impliquées dans l'approvisionnement en minerais. Les entreprises achetant du cobalt ou des composants contenant cette substance minérale n'ont aucune excuse pour ne pas suivre ces étapes relatives au devoir de diligence. La RDC constitue de loin la plus grande source d'approvisionnement en cobalt au monde, et les conditions précaires rencontrées dans les mines artisanales, ainsi que la présence d'enfants parmi les travailleurs, ont été rapportées publiquement par le passé.

Les travaux de recherche entrepris dans ce rapport démontrent que les entreprises incluses dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt ne conduisent pas les audits préalables nécessaires pour garantir le respect des droits humains. En tant qu'opérateurs de fonderie, CDM et Huayou Cobalt occupent un rôle d'une importance

critique dans la chaîne d'approvisionnement et il est attendu de ces sociétés qu'elles sachent comment le cobalt qu'elles achètent est extrait, traité, transporté et commercialisé. Elles doivent être en mesure de déterminer le lieu d'extraction, par qui ce travail a été réalisé et dans quelles conditions (notamment pour établir si des atteintes aux des droits humains ou toute autre forme d'actes illégaux ont eu lieu). Amnesty International et Afrewatch ont conclu de la réponse fournie par Huayou Cobalt que cette société n'entreprenait pas ces démarches essentielles et que son exercice de diligence n'était pas conforme au Guide de l'OCDE, qui ont été acceptées par la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minerais et de produits chimiques. Cette société ne veille pas au respect des droits humains et il existe un risque élevé que Huayou Cobalt achète (et revende ensuite) du cobalt issu de mines artisanales employant des enfants et des adultes confrontés à des conditions de travail dangereuses.

Amnesty International a contacté les entreprises listées comme clientes des fabricants de composants de batteries s'approvisionnant en minerai traité auprès de Huayou Cobalt. Amnesty International a demandé à chacune de ces firmes de présenter ses pratiques en matière de devoir de diligence concernant leur chaîne d'approvisionnement en cobalt. Ces entreprises situées en aval de la chaîne d'approvisionnement devraient être en mesure de retracer leurs fournisseurs jusqu'au niveau des fonderies (telles que CDM et Huayou Cobalt) et devraient avoir pleinement connaissance des pratiques de diligence requise de l'entreprise assurant la fusion des matériaux.

Dans leurs lettres à Amnesty International, la plupart des entreprises ont fait référence à des codes de conduite généraux et à des politiques internes obligeant les fournisseurs à respecter les droits humains et à ne pas employer d'enfants. Bon nombre de ces entreprises ont déclaré instaurer une politique de tolérance zéro concernant le travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement. Toutefois, elles n'ont pas fourni de détails portant sur des enquêtes et des vérifications spécifiques ayant été entreprises pour détecter un éventuel recours au travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt et pour y remédier. Aucune des entreprises approchées n'a indiqué avoir été en contact avec Huayou Cobalt avant de recevoir notre courrier.

Bon nombre de sociétés interrogées ont nié s'approvisionner en cobalt en RDC et/ou auprès de Huayou Cobalt bien qu'elles soient citées comme clientes dans d'autres documents d'entreprises (comme achetant du minerai à cette firme), sans pour autant expliquer d'où provient leur

cobalt. Si l'on considère la prépondérance du cobalt issu de RDC dans le marché mondial, il paraît peu probable que toutes ces grandes entreprises n'obtiennent pas de cobalt auprès de ce pays. Les firmes situées en aval de la chaîne d'approvisionnement devraient déjà révéler publiquement le nom des fonderies qu'elles utilisent, ainsi que les pratiques utilisées en matière de devoir de diligence. Toutefois, aucune d'elles n'a fourni une réponse suffisamment détaillée à Amnesty International pour que nous puissions procéder à une vérification de leur chaîne d'approvisionnement ou attester qu'elles entreprennent les cinq étapes des directives de l'OCDE concernant l'approvisionnement en cobalt.

La plupart des marques les plus connues des consommateurs que nous avons identifiées dans la chaîne d'approvisionnement de Huayou Cobalt disposent d'une présence à l'échelle mondiale. Pour elles, les obligations en termes de devoir de diligence pour l'ensemble des minerais, telles qu'établies par l'OCDE, ne constituent pas quelque chose de nouveau. Par ailleurs, beaucoup d'entre elles sont des firmes enregistrées aux États-Unis sous la loi Dodd-Frank qui les oblige à vérifier si certains minerais contenus dans leurs produits (étain, tantale, tungstène et or) contribuent au financement de groupes armés ou aux violations des droits humains en RDC et dans les pays voisins. Cependant, il est évident que ces entreprises n'appliquent pas les cinq étapes du processus de devoir de diligence établies dans le Guide de l'OCDE en dehors des matériaux cités ci-dessus. Une entreprise a d'ailleurs explicitement admis, et d'autres ont sous-entendu, que cela était dû au fait que le cobalt n'était pas couvert par la loi américaine. Cette lacune souligne clairement l'importance des lois dès lors qu'il s'agit d'influencer le comportement des entreprises.

CONCLUSION

Les travaux de recherche mis en avant dans ce rapport montrent que certains États d'origine (les pays où les multinationales ont leur siège), comme la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud et beaucoup d'autres, ne remplissent pas leur rôle du fait qu'ils n'obligent pas les entreprises à faire preuve d'une plus grande transparence concernant leurs modes d'approvisionnement en cobalt. À l'heure actuelle, aucun pays n'oblige légalement des entreprises à rapporter publiquement l'étendue de leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt.

Dans le cadre du droit international, les États doivent se prémunir des atteintes aux droits humains par l'ensemble des acteurs, notamment les entreprises. Pour cela, il est nécessaire que tous les gouvernements promulguent et appliquent des lois obligeant les entreprises à exercer le devoir de diligence et à révéler au public comment elles s'approvisionnent en cobalt et en autres minerais.

Le gouvernement de RDC doit créer davantage de ZEA et régulariser les zones minières non-autorisées partout où cela est possible. Il doit étendre et appliquer les mesures de sécurité et de protection destinées aux travailleurs et apporter le soutien nécessaire pour qu'elles bénéficient à l'ensemble des mineurs artisanaux. Le gouvernement doit également mettre en place de toute urgence un système adéquat permettant de suivre et d'appliquer les normes en vigueur en termes de travail, notamment s'agissant des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement doit veiller à ce que tous les enfants soient en mesure de bénéficier d'un enseignement primaire gratuit et obligatoire et apporter son soutien, le cas échéant, pour réintégrer dans le système scolaire les enfants rescapés des pires formes de travail des enfants.

Les entreprises doivent faire preuve de la diligence nécessaire et révéler au public les pratiques qu'elles emploient. Il est de leur responsabilité de remédier aux atteintes aux droits humains survenant à quelque endroit de leur chaîne d'approvisionnement, aussi bien actuellement que par le passé. Enfin les entreprises doivent, en collaboration avec d'autres acteurs concernés, tels que leurs fournisseurs et les autorités nationales, réparer les dommages subis par les personnes dont les droits humains ont été violés.



Les mineurs utilisent des burins, des maillets et d'autres outils à main pour exploiter le minerai de cobalt à des dizaines de mètres de profondeur sous Kasulo, un quartier résidentiel de Kolwezi, mai 2015 (Image extraite d'un film tourné par un mineur avec une caméra GoPro pour Amnesty International). © Amnesty International et Afrewatch

Les provinces avant 2015 dans la République démocratique du Congo



MÉTHODOLOGIE

Ce rapport est le fruit d'une recherche conjointe entre Amnesty International et African Resources Watch (Afrewatch). Amnesty International enquête depuis 2011 sur les atteintes aux droits humains perpétrées dans les mines de cuivre et de cobalt en République démocratique du Congo (RDC)¹. Afrewatch est une organisation non gouvernementale basée en RDC. Elle conduit des investigations sur les cas d'atteintes aux droits humains dans le secteur des ressources naturelles et appuie les

communautés touchées par des opérations minières de grande envergure².

Amnesty International et Afrewatch ont conduit des recherches dans le sud de la RDC entre avril et mai 2015. Ces investigations se sont essentiellement portées sur les activités minières et commerciales menées à Kolwezi, qui est le centre de l'exploitation minière artisanale du cobalt dans la région, et sur le marché du minerai de Musompo. Les chercheurs ont également enquêté sur la situation des villes minières de Kambove et de Likasi. Ils ont rencontré des responsables officiels à Lubumbashi, qui était alors la capitale de la province du Katanga. En juillet 2015, le gouvernement a procédé à un nouveau découpage des provinces et celle du Katanga a été scindée en quatre³.

Les nouvelles provinces créées à partir de l'ex-Katanga après 2015



1. Voir les rapports d'Amnesty International : *Après les bulldozers : Comment une compagnie minière a étouffé la vérité sur des expulsions forcées en République démocratique du Congo*, 2014, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr62/003/2014/fr/> et *Pertes et profits. Exploitation minière et droits humains dans le Katanga, en République démocratique du Congo*, 2013, <https://www.amnesty.org/en/documents/AFR62/001/2013/fr/>.
2. Voir page d'accueil Afrewatch : <http://www.afrewatch.org/>.
3. En juin 2015, le gouvernement de la RDC a divisé les 11 provinces existantes en 26 provinces. La partie sud de la province du Katanga traversée par l'arc cuprifère a été redécoupée en provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. La recherche présentée dans ce rapport a été conduite avant la création de ces provinces et donc la zone sera désignée comme Katanga dans l'ensemble du rapport. Voir Radio Okapi, *Découpage territorial : procédures d'installation de nouvelles provinces*, 13 juillet 2015, <http://www.radiookapi.net/actualite/2015/07/13/decoupage-territorial-procedures-dinstallation-de-nouvelles-provinces> (consulté le 15 décembre 2015).

Les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrowatch se sont rendus également dans les deux sites miniers de Kolwezi et de Kambove. Les chercheurs d'Afrowatch ont visité un site minier plus éloigné à Kolwezi et un autre à Likasi.

Les chercheurs ont interrogé 87 personnes qui travaillent dans les mines ou qui y ont déjà travaillé. Ils ont enquêté auprès de 17 enfants, âgés de 9 à 17 ans, et de 53 adultes, des hommes et des femmes, qui travaillent comme mineurs artisanaux ou dans le cadre d'activités de collecte, de nettoyage et de tri du minerai. Les chercheurs se sont aussi entretenus avec 18 personnes qui font du commerce de cobalt ou qui travaillent pour une entreprise de négociant de cobalt. De plus, ils ont rencontré deux hommes d'affaires, propriétaires d'entreprises commerciales à Musompo, et ont pu interroger le personnel de ces entreprises et celui de deux autres sociétés. Les équipes ont aussi mené des entretiens auprès de représentants de coopératives de mineurs artisanaux, de responsables du gouvernement ainsi que des membres de la société civile et des ONG qui travaillent avec les femmes et les enfants.

Les chercheurs ont conduit la plupart de leurs entretiens en swahili et le reste en français. La majorité des entretiens ont été menés en privé. Dans de nombreux cas, les personnes interrogées n'ont pas souhaité être identifiées et donc leurs noms ont été modifiés dans ce rapport par soucis de confidentialité. Les entretiens avec les personnes travaillant dans les mines et avec les représentants des coopératives ont été menés par groupes comprenant jusqu'à dix personnes.

Des membres de deux organisations caritatives ont organisé pour les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrowatch des entretiens auprès d'enfants travailleurs ou d'anciens enfants travailleurs⁴. Les chercheurs ont interrogé les enfants par petits groupes avec la présence

de membres d'ONG. Tous les enfants ont accepté d'y participer. Dans le rapport, leurs noms sont changés pour protéger leurs identités.

Les équipes d'Amnesty International et d'Afrowatch ont rassemblé des preuves sous forme de photographies et de vidéos qui montrent, entre autres, des enfants qui travaillent dans les mines et qui témoignent des conditions de travail à l'intérieur des mines.

Les chercheurs ont voulu prendre contact avec plusieurs représentants du gouvernement, lesquels n'étaient pas disponibles pour participer à des réunions. Il s'agit notamment du maire de Kolwezi, du chef du Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining (SAESSCAM) à Kolwezi et des responsables de l'administration provinciale à Lubumbashi.

Les chercheurs ont suivi le parcours du cobalt dans sa commercialisation en RDC et son exportation vers la Chine. À partir de données publiques, notamment des documents et des déclarations d'investisseurs publiés sur les sites web des entreprises, Amnesty international a identifié des sociétés dans la chaîne d'approvisionnement pour comprendre comment le cobalt termine son chemin dans les produits de consommation. Pour comprendre le fonctionnement de cette chaîne d'approvisionnement et pour se renseigner sur le devoir de diligence de chaque entreprise, Amnesty International a écrit à 26 sociétés dans les pays suivants : Chine, Allemagne, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Royaume-Uni et États-Unis. Les réponses sont résumées dans les annexes du rapport.

Les chercheurs souhaitent remercier tous les individus et les organisations en RDC et ailleurs dans le monde qui ont accepté de nous rencontrer pour ce rapport ou qui y ont contribué d'une quelconque manière.

4. Les « Soeurs de Bon Pasteur » à Kolwezi et le « Centre de Rattrapage Réconfort » à Kambove.

1. LE CONTEXTE : L'EXPLOITATION MINIÈRE DU COBALT EN RDC

Ce chapitre présente ce que nous entendons par "exploitation minière artisanale", les raisons de son ampleur dans le sud de la République démocratique du Congo (RDC) et la façon dont le gouvernement tente de la réglementer.

L'exploitation minière artisanale en RDC est synonyme d'une « exploitation réalisée à la main »⁵. Alors que l'extraction industrielle implique des machines, les

mineurs artisanaux travaillent à mains nues et avec des outils des plus rudimentaires pour creuser et excaver la roche contenant des minéraux (à savoir le minerai)⁶.

Les mineurs artisanaux en RDC travaillent de différentes façons et dans différents sites pour extraire le cobalt. Le cobalt est généralement trouvé dans une roche gris foncé appelé hétérogénite. Le cobalt peut être aussi extrait à partir d'autres minerais qui sont ramassés surtout pour leur teneur en cuivre et qui sont ensuite transformés⁷. Dans certains sites, les mineurs creusent très profondément pour avoir accès au minerai. Ces mineurs, essentiellement des hommes en âge adulte, sont appelés en RDC « des creuseurs ». Ils sont chargés de creuser des galeries souterraines et travaillent avec des burins, des marteaux et d'autres outils à main. Le minerai est mis dans des sacs qui sont attachés à des cordes et hissés à la main hors des puits dont la profondeur peut être de plusieurs dizaines de mètres.



Les mineurs prenant une pause au fond d'une mine de 10 mètres de profondeur où ils exploitent du minerai de cobalt sous Kasulo, un quartier résidentiel de Kolwezi, RDC, mai 2015. (Image tirée d'un film tourné par un mineur avec une caméra GoPro pour Amnesty International). © Amnesty International et Afrewatch

5. Il n'existe pas de définition commune au niveau international de l'exploitation minière artisanale. Voir Thomas Hentschel, Felix Hruschka et Michael Priester, *Artisanal and Small-Scale Mining: Challenges and Opportunities*, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)), 2003, p. 5, disponible à : <http://pubs.iied.org/pdfs/9268IIED.pdf>. « de manière générale, l'exploitation minière artisanale et de petite envergure désigne de l'exploitation minière pratiquée par des individus, des groupes, des familles et des coopératives avec peu ou pas de mécanisation souvent dans le secteur informel (illégal) du marché. Malgré plusieurs essais, il n'y a pas encore d'accord sur une définition de l'exploitation artisanale et à petite échelle. Dans certains pays, on distingue "l'exploitation artisanale" qui est uniquement manuelle et à très petite échelle des "exploitations minières à petites échelles" lesquelles opèrent à plus grande échelle et recourent à un peu de mécanisation ».
6. Pour des descriptions et des analyses de l'exploitation minière artisanale en RDC, voir Daniel Rothenberg et Ben Radley, *We miners take our lives in our hands, save nothing, and believe only in luck. The lived experience of human rights and labor violations in select artisanal mining sites in North and South Kivu*, Arizona State University, 2014. Pact Inc., *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*, 2010, <http://www.congomines.org/wp-content/uploads/2011/10/PACT-2010-ProminesStudyArtisanalMiningDRC.pdf> (consulté le 9 octobre 2015) et Nicolas Tsurukawa et al., *Social impacts of artisanal cobalt mining in Katanga, Democratic Republic of Congo*, Ōko Institut, 2011, p. 16, <http://www.oeko.de/oekodoc/1294/2011-419-en.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).
7. Un courriel de Kim Shedd, spécialiste des produits minéraux, Institut d'études géologiques des États-Unis (US Geological Survey, USGS), 7 octobre 2015.

Ailleurs, des mineurs, notamment de nombreux enfants, creusent à la recherche de cobalt dans des résidus miniers rejetés (des sous-produits tels que des roches restant après les procédés d'extraction et de raffinage) par les nombreux sites miniers industriels actifs et inactifs de la région. Le plus souvent sans l'autorisation

de l'entreprise, ces personnes collectent des pierres contenant des substances minérales qui sont à la surface ou à faible profondeur. Ces pierres sont ensuite lavées, tamisées et triées dans des ruisseaux et des lacs à proximité des mines. Beaucoup de femmes et d'enfants sont impliqués dans le lavage et le tri du minerai.



Un mineur artisanal trie du minerai de cobalt sur la rive du Lac Malo à Kapata dans la périphérie de Kolwezi en RDC. Malgré les risques en matière de santé liés à l'exposition au cobalt, le mineur ne porte ni masque facial, ni gants, ni vêtements de protection. Mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

Ces activités minières artisanales sont gérées et organisées différemment d'un site à l'autre⁸. Il y a par exemple des adultes et des enfants qui travaillent pour leur propre compte en ramassant à la main des pierres à la surface ou à faible profondeur dans des concessions d'extraction minière industrielle. En revanche, d'autres vont être embauchés pour creuser par le propriétaire de la concession sur laquelle ils travaillent. Il existe aussi des mineurs artisanaux indépendants qui travaillent en équipe et partagent leurs revenus avec les propriétaires des mines. Certains mineurs ont des arrangements commerciaux avec un investisseur qui finance le creusement des galeries et gère la vente du produit.

L'EXTRACTION DU COBALT EN RDC

La RDC est de loin la source la plus importante de cobalt à l'échelle mondiale. En 2014, la moitié du cobalt mondial est extraite des mines de la RDC. Le cobalt est utilisé dans la production de batteries rechargeables au lithium-ion qui alimentent en électricité des appareils électroniques comme des ordinateurs portables et des smartphones⁹. La demande en cobalt s'accroît au rythme de 5% par an et devrait continuer à augmenter avec l'expansion du marché de la batterie lithium-ion accompagnant le développement de la voiture électrique¹⁰.

8. Ces informations s'appuient sur une série d'entretiens menés auprès de mineurs et d'hommes d'affaires qui ont investi dans les mines artisanales à Kolwezi, à Kambove et à Likasi, mai 2015. Voir aussi *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*, PACT, 2012, p. 49-50, <http://www.congominer.org/wp-content/uploads/2011/10/PACT-2010-ProminesStudyArtisanalMiningDRC.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).

9. L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), *Mineral Commodity Summary: Cobalt 2015, 2015*, <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/cobalt/mcs-2015-cobal.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).

10. The Cobalt Development Institute, *Cobalt News juillet 2015*, p.5, http://www.thecdi.com/cdi/images/news_pdf/15-3_cobalt_news.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

Le cobalt est exploité avec le cuivre dans le sud de la RDC dans les provinces de Lualaba et du Haut-Katanga (cette région était connue jusqu'à récemment comme la province du Katanga)¹¹. Cette région bordant la Zambie a toujours été la zone d'exploitation minière la plus importante de la RDC mais la nature des opérations a beaucoup changé au cours du temps. Lorsque les mines se sont développées au début du XXe siècle, il s'agissait d'exploitations industrielles de grande envergure, gérées par une seule entreprise. Aujourd'hui, les mines industrielles de cuivre et de cobalt sont dirigées par un grand nombre de sociétés congolaises et internationales. Parallèlement à cela, il existe de nombreuses exploitations minières artisanales et non industrielles¹².

L'ampleur des activités minières artisanales est très importante. Le gouvernement estime que 20% du cobalt actuellement exporté par la RDC provient du travail des mineurs artisanaux du Katanga¹³. Une étude du gouvernement de la RDC estime à environ 110 000 mineurs artisanaux travaillant dans les mines de façon régulière au Katanga, cet effectif s'élevant à environ 150 000 sur une base saisonnière¹⁴.

L'ESSOR DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE AU KATANGA

L'ampleur de l'exploitation artisanale du cobalt a été attribuée à la mauvaise gestion chronique du gouvernement sur le plan économique depuis plusieurs décennies. En effet l'État a provoqué la faillite de la plus importante

société minière et n'a pas réussi à créer d'autres sources d'emploi¹⁵. A son apogée dans les années 1970 et 1980, la compagnie minière d'État, la Générale des carrières et des mines (Gécamines), employait quelques 34 000 ouvriers, et gérait des fermes, des hôpitaux et des écoles à leur intention. Cette société était le plus grand bailleur du Trésor public¹⁶. Lorsque le régime du président Mobutu Sese Seko s'est effondré au début des années 1990, ce fut aussi le cas de la Gécamines. La compagnie a cessé de payer les salaires et les employés ont été obligés de se débrouiller tout seuls, pillant ses biens en « cannibalisant l'appareil productif minier et en envoyant en Afrique du Sud des camions de pièces détachées, d'équipements et de concentrés de minerai »¹⁷.

De 1998 à 2003, le pays a été frappé par une seconde guerre alors que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont cherché à renverser Laurent Kabila, le successeur du président Mobutu¹⁸. Ne pensant pas pouvoir relancer le secteur minier industriel en raison des combats, le président Kabila a encouragé la population des villes minières à chercher du minerai pour leur propre compte¹⁹. Des milliers d'adultes et d'enfants, munis seulement d'outils à main, ont commencé à exploiter les concessions de la Gécamines. En 1999, le président Kabila a créé un organisme gouvernemental pour réglementer et taxer ce secteur en expansion²⁰. Le Service d'assistance et d'encadrement du small-scale mining (SAESSCAM) demeure le principal organisme gouvernemental chargé de surveiller l'exploitation minière artisanale (voir ci-dessous).

En 2002, le gouvernement a publié un nouveau Code minier²¹ dont l'objectif était de relancer le secteur

11. En juin 2015, le gouvernement a divisé les 11 provinces existantes de la RDC en 26 provinces. La partie sud de la province du Katanga traversée par l'arc cuprifère a été redécoupée en provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. La recherche présentée dans ce rapport a été conduite avant la création de ces provinces et donc la zone sera désignée comme Katanga dans l'ensemble du rapport. Voir Radio Okapi, *Découpage territorial : procédures d'installation de nouvelles provinces*, 13 juillet, 2015, <http://www.radiookapi.net/actualite/2015/07/13/decoupage-territorial-procedures-d'installation-de-nouvelles-provinces> (consulté le 15 décembre 2015).
12. L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), *2012 Minerals yearbook: Cobalt*, p.19.4, <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/cobalt/myb1-2012-cobal.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).
13. L'entretien d'Amnesty International avec le directeur du Service d'assistance et d'encadrement d'artisanal et small scale mining (SAESSCAM) au Katanga, Lubumbashi, mai 18, 2015.
14. Ces chiffres comprennent des mineurs qui travaillent dans le nord de la province de même que dans le sud de « l'arc cuprifère ». On ne sait pas si ces données incluent les femmes et les enfants qui travaillent dans la transformation du minerai et pas véritablement dans son extraction. *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*, PACT, 2010, p. 21, <http://www.congominer.org/wp-content/uploads/2011/10/PACT-2010-ProminesStudyArtisanalMining-DRC.pdf> (consulté le 9 Octobre 2015).
15. Voir Jason Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters*, New York : Public Affairs, 2011, p. 289.
16. Voir *Notre Histoire*, La Gécamines, disponible à <http://gecamines.cd/html/histoire.html> (consulté le 8 juin 2015) et Jason Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters*, New York : Public Affairs, 2011, p. 289.
17. James C. Jr McKinley, *Zairian Rebels' New Allies: Men Armed With Briefcases*, The New York Times, 17 avril 1997, <http://www.nytimes.com/1997/04/17/world/zairian-rebels-new-allies-men-armed-with-briefcases.html> (consulté le 8 juin 2015). Voir aussi B. Rubbers, *The Collapse of Gécamines*, Cahiers d'études africaines, 2006/1 (n° 181), http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CEA_181_0115.
18. Voir Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila*, London: Zed Books, 2002, et Jason K Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters*, New York : Public Affairs, 2011.
19. Nicholas Tsurukawa, et al., *Social impacts of artisanal cobalt mining in Katanga, Democratic Republic of Congo*, Öko Institut, 2011, p. 16, available at <http://www.oeko.de/oekodoc/1294/2011-419-en.pdf> (consulté le 9 Octobre 2015).
20. SAESSCAM, *Historique du SAESSCAM*, <http://www.saesscam.cd/SAESSCAM/pages/historique.php> (consulté le 10 juin 2015).
21. Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, Gouvernement de la RDC, 2002, http://mines-rdc.cd/fr/documents/codeminier_eng.pdf (consulté le 10 juin 2015).

d'exploitation minière en attirant des sociétés étrangères²². Les principales entreprises d'exploitation minière occidentales et chinoises ont repris l'exploitation minière dans les anciens sites les plus productifs de la Gécamines. Elles ont expulsé les mineurs artisanaux, suscitant parfois de violentes manifestations²³. Les mesures politiques prises par le gouvernement ont également permis l'augmentation du nombre de nouveaux mineurs artisanaux. C'est ainsi qu'en 2003, le gouvernement a restructuré la Gécamines avec l'appui de la Banque mondiale. Environ la moitié de la force de travail, quelques 10 655 employés, a perdu son emploi. De nombreux ouvriers au chômage ont par la suite rejoint l'exploitation minière artisanale²⁴.

LA RÉGLEMENTATION DU GOUVERNEMENT DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE

Le Code minier de 2002 a autorisé l'exploitation minière artisanale dans des limites strictement définies. L'article 21 du Code minier définit l'exploitation artisanale comme « toute activité par laquelle une personne de nationalité congolaise se livre, dans une zone d'exploitation artisanale délimitée en surface et en profondeur jusqu'à 30 mètres au maximum, à extraire et à concentrer des substances minérales en utilisant des outils, des méthodes et des procédés artisanaux »²⁵.

Le Code minier de la RDC dispose que les mineurs doivent tous être des adultes²⁶. Ils doivent détenir « une carte d'exploitant artisanal » émise par le gouvernement provincial²⁷. Les exploitants artisanaux ne sont autorisés à vendre leurs produits miniers qu'à des négociants

agréés par l'Etat²⁸ et doivent respecter les « normes en matière de sécurité, d'hygiène, d'utilisation de l'eau et de protection de l'environnement »²⁹, détaillées dans le Code de conduite de l'exploitant artisanal. Si les mineurs ne respectent pas ces règles, le gouvernement peut leur retirer leur carte d'exploitant minier³⁰. Toutefois, ces réglementations, publiées séparément en 2003, portent essentiellement sur l'atténuation des dégâts au niveau environnemental³¹. Elles n'offrent que peu de conseils en matière de santé et de sécurité. La réglementation interdit, par exemple, l'utilisation d'explosifs et de mercure mais ne mentionne pas comment manier des minéraux pouvant être dangereux comme le cobalt³². La réglementation interdit à l'exploitant artisanal de creuser des tunnels de plus de 30 mètres de profondeur. Il doit maintenir un degré d'inclinaison de 15 % et laisser des bancs horizontaux tous les 2 mètres de profondeur. Mais cette réglementation n'offre que peu d'information sur comment les mines devraient être construites et exploitées en toute sécurité³³.

Le Code minier stipule que l'exploitation minière artisanale ne peut être effectuée que dans des zones d'exploitation artisanale (ZEA) où l'exploitation industrielle ou semi-industrielle ne peut pas être assurée³⁴. Toutefois le gouvernement a été critiqué parce qu'il n'avait pas créé assez de ZEA³⁵. En conséquence, la plupart des mineurs artisanaux sont contraints de travailler dans des zones non autorisées et non réglementées ou de pénétrer illégalement sur des terres contrôlées par des compagnies minières industrielles pour avoir accès aux mines de cobalt ou d'autres substances minérales.

Il est illégal d'exploiter des mines en dehors des zones autorisées et les mineurs risquent d'être exposés à une amende. Selon certains, ces amendes sont si élevées et dépassent tellement les moyens des mineurs, qu'elles demeurent en fait d'aucune utilité et n'ont pas un effet

-
22. Thomas R Yager, *The Mineral Industry of Congo (Kinshasa)*, L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), 2012, p. 11.1 <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2012/myb3-2012-cg.pdf>
23. Par exemple, Joe Bavier, *Police clash with miners in Congo copper heartland*, Reuters, 31 mars 2008, <http://www.reuters.com/article/2008/03/31/congo-democratic-demonstration-idUSL3191292220080331> (consulté le 9 juin 2015).
24. Nicolas Tsurukawa et al., *Social impacts of artisanal cobalt mining in Katanga, Democratic Republic of Congo*, Öko Institut, 2011, p. 16, <http://www.oeko.de/oekodoc/1294/2011-419-en.pdf>. (consulté le 9 octobre 2015).
25. Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, Gouvernement de la RDC, 2002, http://mines-rdc.cd/fr/documents/codeminier_eng.pdf
26. Article 23, Code minier de la RDC (2002).
27. Article 111, Code minier de la RDC (2002).
28. Article 116, Code minier de la RDC (2002).
29. Article 112, Code minier de la RDC (2002).
30. Article 115, Code minier de la RDC (2002).
31. Code de conduite de l'exploitant artisanal, Gouvernement de la RDC, 2003, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Annexe_V.pdf (consulté le 9 octobre 2015).
32. Article 2, Code de conduite de l'exploitant artisanal, Gouvernement de la RDC, 2003, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Annexe_V.pdf (consulté le 9 octobre 2015).
33. Article 9, Code de conduite de l'exploitant artisanal, Gouvernement de la RDC, 2003, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Annexe_V.pdf (consulté le 9 octobre 2015).
34. Article 109, Code minier de la RDC.
35. Ministère des Mines – Unité d'exécution du projet PROMINES, *Audit du cadre institutionnel et organisationnel régissant le secteur des mines*, 2013, http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/Rapport_Orga_saess.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

dissuasif³⁶. Toute personne se livrant à des activités illégales d'exploitation minière est passible, par exemple, d'une amende qui varie entre 10 000 et 250 000 USD. De la même façon, toute personne achetant ou vendant des substances minérales en contrevenant à la loi est redevable d'une amende dont le montant s'élève entre 10 000 et 30 000 USD³⁷. Les mineurs travaillant dans des zones non autorisées vivent perpétuellement dans la crainte d'être chassés par le gouvernement. De violentes confrontations ont d'ailleurs eu lieu alors que les mineurs essayaient de résister³⁸.

Comme indiqué ci-dessus, le SAESSCAM est l'organisme gouvernemental chargé de régler l'exploitation minière et de veiller au respect du règlement. De nombreux rapports évoquent l'échec du SAESSCAM à remplir correctement ses missions³⁹. La principale critique à l'égard du SAESSCAM concerne son manque de capacité à surveiller les milliers de mineurs artisanaux travaillant en RDC. La question est examinée en détail dans le chapitre 2⁴⁰.

différentes fonctions commerciales, industrielles et militaires⁴¹. On utilise le cobalt, par exemple, dans la fabrication de superalliages destinés aux réacteurs, et dans les batteries lithium-ion qui alimentent la plupart des appareils électroniques comme des ordinateurs et des téléphones portables.

Les mineurs artisanaux vendent leurs produits à des maisons d'achat agréées à proximité des mines dont beaucoup sont dirigées par des ressortissants étrangers. Ces maisons d'achat vendent ensuite à des sociétés de commerce international le minerai, qui est raffiné en RDC avant d'être exporté. Les substances minérales sont généralement chargées sur des camions qui vont jusqu'au port de Durban en Afrique du Sud. De là, des bateaux transportent la plus grande partie en Chine où ces substances minérales sont à nouveau transformées et vendues à des fabricants de composants⁴². Dans le cadre de ce rapport, les chercheurs ont suivi de nombreuses entreprises impliquées dans cette chaîne d'approvisionnement (voir chapitre 4).

COMMERCE MONDIAL

Le cobalt excavé des mines artisanales de la RDC s'introduit très vite dans un réseau commercial mondial. Il s'agit d'une substance minérale importante qui a

-
36. PACT, *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*, 2010, p.25, <http://www.congomines.org/wp-content/uploads/2011/10/PACT-2010-ProminesStudyArtisanalMiningDRC.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).
37. Articles 299 et 302, Code minier de la RDC.
38. Joe Bavier, *Police clash with miners in Congo copper heartland*, Reuters, 31 mars 2008, <http://www.reuters.com/article/2008/03/31/congo-democratic-demonstration-idUSL3191292220080331> (consulté le 9 juin 2015).
39. Voir par exemple, Daniel Rothenberg et Ben Radley, *We miners take our lives in our hands, save nothing, and believe only in luck. The lived experience of human rights and labor violations in select artisanal mining sites in North and South Kivu*, Arizona State University, 2014 ; Pact Inc, *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*, 2010, <http://www.congomines.org/wp-content/uploads/2011/10/PACT-2010-ProminesStudyArtisanalMiningDRC.pdf> ; et Nicolas Tsurukawa et al., *Social impacts of artisanal cobalt mining in Katanga, Democratic Republic of Congo*, Öko Institut, 2011, p. 16, <http://www.oeko.de/oekodoc/1294/2011-419-en.pdf>. (consulté le 9 octobre 2015).
40. Certaines de ces mines non agréées se situent dans des concessions privées où les propriétaires autorisent des mineurs artisanaux de travailler en échange d'un pourcentage de leurs gains. Il existe d'autres mines artisanales non agréées qui sont exploitées hors des concessions minières où des habitants de la zone trouvent des minéraux. Ailleurs, les mineurs s'introduisent dans les complexes miniers industriels pour fouiller dans les résidus ou creuser des puits à la recherche de cobalt et d'autres minéraux. Amnesty International s'est entretenu avec deux responsables d'exploitation minière au Katanga en août 2015.
41. L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), *2012 Minerals yearbook: Cobalt*. <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/cobalt/myb1-2012-cobal.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).
42. L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), *Mineral Commodity Summary: Cobalt 2015*, www.minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/cobalt/mcs-2015-cobal.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

2. ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE DU COBALT

Ce chapitre expose les atteintes en matière de droits humains perpétrées dans le cadre de l'exploitation minière artisanale du cobalt dans la République démocratique du Congo.

Le chapitre est composé de trois volets. Dans la première partie, il sera question des risques sanitaires auxquels les mineurs sont exposés, notamment les risques d'accidents mortels. On y présentera également les activités minières à Kasulo, un quartier de la ville minière de Kolwezi. Puis la deuxième partie portera sur la question du travail des enfants dans les mines artisanales. Enfin, la dernière partie présentera les obligations de la RDC en matière de protection des travailleurs et des enfants en vertu du droit international relatif aux droits humains. Elle examinera l'échec de la RDC à y répondre.

I. CONDITIONS DE TRAVAIL DANGEREUSES DANS LES MINES ARTISANALES DE COBALT

ÉTUDE DE CAS: LE QUARTIER DE KASULO

Kasulo est un quartier résidentiel de Kolwezi, une ville construite autour d'un certain nombre de mines industrielles importantes de cuivre et de cobalt. En juin 2014, les résidents du quartier ont découvert un gisement d'hétérogénite sous leurs toits. En juillet 2014, le maire de Kolwezi a interdit l'exploitation minière à Kasulo, ce quartier n'étant pas officiellement désigné comme zone d'exploitation artisanale (ZEA)⁴³. Toutefois, depuis que le gisement a été découvert, les résidents ainsi que des milliers de mineurs qui ont afflué vers ce quartier creusent des mines à la recherche de cobalt. Les images satellites prises avant et après la découverte du cobalt mettent en évidence l'étendue de la zone touchée.



Images satellite de Kasulo avant que les résidents et les mineurs commencent à creuser en cherchant du cobalt en juillet 2014. © DigitalGlobe 2015.

43. Radio Okapi, *Le maire interdit l'exploitation artisanale de minerais à Kasulo*, 18 juillet 2014 <http://radiookapi.net/societe/2014/07/18/kolwezi-le-maire-interdit-lexploitation-artisanale-de-minerais-kasulo/> (consulté le 9 octobre 2015).



Images satellite de Kasulo prises après juillet 2014, lesquelles montrent l'importance des excavations dans le quartier où des centaines de mines ont été creusées. © DigitalGlobe 2015.

Les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrowatch se sont rendus à Kasulo en avril et mai 2015. Il s'agit d'une zone densément peuplée où les populations exploitent des mines à côté de leurs maisons et même souvent à l'intérieur de celles-ci. Dans une maison, ils ont même aperçu un puit de mine partant du plancher d'une chambre. Le propriétaire leur a dit qu'il ne voulait pas démarrer une mine mais il a senti qu'il n'avait pas choix lorsque ses voisins ont commencé à creuser un tunnel sous sa parcelle de terre⁴⁴.

L'intérieur de la mine a été filmé par un des mineurs grâce à un appareil de photo fourni par les chercheurs⁴⁵. Les images montrent un puit étroit qui descend très profondément, dont, d'après les mineurs, la profondeur s'élève à plus de trente mètres. Les mineurs descendent pieds nus, en s'appuyant sur de petites plateformes creusées sur les côtés. Au fond de la fosse, les mineurs ont creusé un tunnel qui suit la veine d'hétérogénite. Cette galerie n'est pas rectiligne dans la mesure où la veine suit un tracé qui serpente. Le tunnel peut à certains endroits déboucher sur des galeries creusées par des équipes voisines. Les mineurs sont inquiets que leurs voisins puissent s'introduire dans leurs tunnels pour voler leurs minerais pendant la nuit lorsque leurs mines ne sont pas surveillées. Dans certains endroits, le tunnel est assez haut et large pour que les hommes puissent se tenir debout. Dans d'autres, le tunnel est si étroit que les mineurs doivent ramper. Le tunnel n'est pas soutenu mais les mineurs disent savoir comment creuser à travers la roche sans qu'elle ne s'effondre.



Les mineurs sortent de la mine en plaçant leurs mains et leurs pieds dans des encoches taillées dans les parois du puit. Ils utilisent une corde fixée à une poutre placée en travers de l'entrée du puit qui sert d'appui. Un mineur a raconté aux chercheurs que la corde cédait parfois et que les mineurs tombaient. Mai 2015. © Amnesty International et Afrowatch

44. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

45. Film déposé à Amnesty International.



Les lampes frontales des mineurs éclairent le puits dans lequel ils creusent à la recherche de cobalt plusieurs dizaines de mètres sous Kasulo, où les résidents et les mineurs ont creusé des centaines de puits pour extraire cette substance minérale précieuse, mai 2015 (Image tirée d'un film tourné par un creuseur avec une caméra GoPro pour Amnesty International). © Amnesty International et Afrewatch

Les mineurs ont seulement en main des maillets, des burins et des lampes frontales. Ils travaillent sans gants, sans bottes et sans casques et ne portent pas de masques pour les empêcher d'inhaler des poussières de cobalt. A la fin de chaque quart de travail, les hommes tirent des sacs pleins de roches à la surface grâce à des cordes. Didier, un jeune étudiant de 22 ans, raconte comment il a commencé à exploiter des mines pour payer ses frais universitaires. Il raconte ensuite comment lui et ses camarades mineurs craignent d'avoir des accidents et boivent de l'alcool pour oublier les risques⁴⁶.

Cette étude n'a pu observer aucun enfant travaillant dans les tunnels à Kasulo. Toutefois, les enfants travaillent ouvertement à la surface des mines. D'ailleurs, les membres de l'équipe de recherche ont photographié deux groupes de garçons, qui semblaient avoir moins de 16 ans, triant des tas de minerai. Ils ne portaient ni gants ni masques faciaux, malgré la dangerosité du minerai de cobalt, comme nous le verrons ultérieurement. Les images de Kasulo prises avec un téléphone portable par un défenseur des droits humains ont montré plusieurs groupes d'enfants de moins de 16 ans faisant ce travail⁴⁷. Une jeune femme de 32 ans nommée Micheline, qui fournit de la nourriture aux mineurs de Kasulo, rapporte la présence de jeunes enfants de six ans. Elle a déclaré : « Ils collectent et rassemblent le minerai. Les parents envoient leurs enfants là-bas car ils n'ont ni argent, ni emploi »⁴⁸.

La zone minière est proche du centre de Kolwezi et accessible par la route principale. Il existe un poste de police à l'entrée du quartier. Les mineurs racontent que la police impose une taxe aux véhicules transportant du minerai lorsque ceux-ci passent devant. Au sein du quartier, l'équipe de chercheurs a été arrêtée par des hommes leur interdisant l'accès à la zone d'exploitation minière. Ces hommes, se présentant comme des membres de la police des mines, ont exigé d'être payés sous forme d'une amende. Alors qu'un des hommes portait un uniforme de policier régulier, les autres n'en portaient pas.



Des enfants triant et écrasant le minerai de cobalt dans le quartier de Kasulo à Kolwezi en RDC. En juillet 2014, les habitants du quartier ont découvert une riche veine de minerai de cobalt passant sous leur quartier. Depuis lors, des centaines de mines ont été creusées par des mineurs artisanaux dans le quartier, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

46. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

47. Il existe une série de films sur les activités minières, qui sont censés avoir été tournés à Kasulo en août 2014, par exemple, <https://www.youtube.com/watch?v=WrYC71j7OX8>

48. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

COBALT : LES RISQUES SANITAIRES

« Quand on sort de la mine, nous sommes fatigués. Il y a beaucoup de poussières. Certaines personnes ont des problèmes avec leurs poumons »

Pierre, 27 ans, mineur artisanal, quartier de Kasulo à Kolwezi.⁴⁹

Les hommes, les femmes et les enfants qui travaillent dans l'exploitation artisanale du cobalt sont exposés à un certain nombre de risques sanitaires. Tout d'abord, l'exposition à des niveaux élevés de cobalt peut avoir, selon l'Organisation mondiale de la santé, des effets négatifs sur la santé à court et à long terme⁵⁰. Selon le Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC), l'exposition chronique à de la poussière contenant du cobalt peut causer une maladie pulmonaire mortelle connue sous le nom de « maladie pulmonaire des métaux durs »⁵¹. L'inhalation de particules de cobalt peut également être responsable « d'une sensibilisation respiratoire, d'asthme, de dyspnée et d'une baisse de la fonction respiratoire ». S'il y a un contact prolongé du cobalt avec la peau, cela peut générer une dermatite de contact⁵².



Des enfants triant du minerai de cobalt dans le quartier de Kasulo à Kolwezi en RDC, mai 2015. © Amnesty International et Afreewatch

Le Code (2002) et le Règlement minier (2003) de la RDC n'apportent aucune indication sur le matériel de sécurité à utiliser ou sur la façon de manier des substances qui pourraient être dangereuses pour la santé humaine, à l'exception du mercure. En revanche, de nombreux organismes régionaux et nationaux prodiguent des conseils de sécurité pour des personnes maniant le cobalt régulièrement. Ces organismes conseillent aux personnes de porter un équipement protecteur pour ne pas entrer en contact avec le minéral ou inhaler sa poussière⁵³. Le CDC, par exemple, recommande aux personnes travaillant avec le cobalt d'utiliser un appareil de protection respiratoire, de porter des vêtements étanches, des gants et des « masques protecteurs »⁵⁴.

L'équipe de recherche d'Amnesty International et d'Afreewatch s'est rendue dans cinq sites miniers exploitant du cobalt et a enquêté auprès de 90 hommes, femmes et enfants impliqués dans le travail des mines. La grande majorité d'entre eux ne disposaient d'aucun équipement élémentaire de protection tel que des gants ou des vêtements de travail comme des salopettes. Malgré le risque mortel encouru par les mineurs s'ils inhalent de la poussière de cobalt, aucun de ceux interrogés ou vus par l'équipe d'Amnesty International et d'Afreewatch ne portaient des masques faciaux de base.

Les conseils de sécurité émis par les organismes de réglementation d'autres pays préconisent que les lieux de travail où la substance minérale est manipulée devraient être bien ventilés⁵⁵. Les mineurs ont fait savoir aux chercheurs d'Amnesty International et d'Afreewatch que les mines souterraines ne sont pas du tout ventilées et que l'accumulation de poussières dans les tunnels les affecte fréquemment. Les mineurs ont l'habitude de travailler douze heures de rang dans les mines souterraines⁵⁶.

De nombreux mineurs se sont plaints de tousser beaucoup ou de souffrir de problèmes pulmonaires. C'est le cas de Corneille qui a travaillé à la mine « Laverie » à Kambove

49. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

50. Organisation mondiale de la santé, *Concise International Chemical Assessment Document 69: Cobalt and Inorganic Cobalt Compounds*, 2006, disponible à <http://www.who.int/ipcs/publications/cicad/cicad69%20.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).

51. Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC, Center for Disease Control), *Workplace Safety & Health Topics: Cobalt*, disponible à <http://www.cdc.gov/niosh/topics/cobalt/> (consulté le 9 octobre 2015).

52. Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC, Center for Disease Control), *Workplace Safety & Health Topics: Cobalt*, disponible à <http://www.cdc.gov/niosh/topics/cobalt/> (consulté le 9 octobre 2015).

53. L'Agence européenne des produits chimiques (en anglais : European Chemicals Agency, ECHA) *Cobalt: Guidance on Safe Use*, [http://apps.echa.europa.eu/registered/data/dossiers/DISS-9c8246bc-6f29-126a-e044-00144f67d249/AGGR-8183f687-8b78-4582-8473-66e251a45822](http://apps.echa.europa.eu/registered/data/dossiers/DISS-9c8246bc-6f29-126a-e044-00144f67d249/AGGR-8183f687-8b78-4582-8473-66e251a45822_DISS-9c8246bc-6f29-126a-e044-00144f67d249.html#AGGR-8183f687-8b78-4582-8473-66e251a45822), (consulté le 18 novembre 2015) ; Le Health and Safety Executive du Royaume Uni, *Cobalt and you: Working with cobalt – are you at risk?*, 2013, <http://www.hse.gov.uk/pubns/indg442.pdf> (consulté le 18 juillet 2015).

54. Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC, Center for Disease Control), *Workplace Safety & Health Topics: Cobalt*, disponible à <http://www.cdc.gov/niosh/topics/cobalt/> (consulté le 9 octobre 2015).

55. CDC, *Workplace Safety & Health Topics: Cobalt*; European Chemicals Agency, *Cobalt: Guidance on Safe Use*; and UK Health and Safety Executive, *Cobalt and you*.

56. Entretiens menés par Amnesty International avec des mineurs artisanaux dans le quartier de Kasulo à Kolwezi le 10 mai, à Kambove le 15 mai 2015 et à Likasi le 16 mai 2015.

pendant quatre ans et d'Albert qui a travaillé dans plusieurs mines près de Likasi depuis 1997⁵⁷.

Les chercheurs se sont aussi entretenus avec des femmes qui se sont plaintes de souffrir de problèmes respiratoires et de douleurs dues aux lourdes charges qu'elles portent et à la nature exigeante de leur travail. C'est ainsi que Joséphine, une mère de 5 enfants âgée de 33 ans, doit porter des sacs de 50kg pendant plus d'une heure à la fois. « Nous avons toutes des problèmes avec nos poumons et des douleurs sur tout notre corps »⁵⁸. L'équipe a également discuté avec d'autres femmes qui se sont plaintes de souffrir fréquemment d'infection des voies urinaires qu'elles attribuent au fait de travailler dans de l'eau sale toute la journée⁵⁹.

Le gouvernement ne fait pas de suivi sanitaire, donc les personnes travaillant dans les zones minières disent qu'ils ne sont pas sûrs que les problèmes de santé dont ils se plaignent soient reliés à l'exposition au cobalt. Les études montrent que les mauvaises conditions d'hygiène et de prestations de soins de santé sont courantes dans les zones minières artisanales. Selon l'Institut international pour l'environnement et le développement :

« Ceci est généralement dû au statut supposément « temporaire » de ces communautés. Dans de nombreux cas, la découverte d'un gisement donne lieu à l'arrivée soudaine de mineurs en provenance d'autres régions en quête de nouvelles opportunités. Des camps non organisés apparaissent quasiment du jour au lendemain. Ces camps éloignés ne sont pas éligibles, en raison de leur statut temporaire, à accueillir des infrastructures de santé publique, surtout du point de vue des agents de santé publique qui disposent de faibles budgets du gouvernement en matière de santé »⁶⁰

LES RISQUES D'ACCIDENTS MORTELS DANS LES MINES SOUTERRAINES

« Il y a beaucoup d'accidents. De nombreux tunnels s'effondrent. Les corps sont toujours là-bas »

Emmanuel, 32 ans, mineur artisanal pendant 10 ans, dans le quartier de Kasulo à Kolwezi.⁶¹

Les mines sont des lieux de travail dangereux si leur construction et leur gestion ne respectent pas les normes de sécurité. La station de radio Okapi gérée par les Nations Unies en RDC est l'une des rares sources d'information fiables du pays. Elle a signalé des faits qui se sont déroulés en 2014 et en 2015 dans des mines artisanales non autorisées dans des zones où le cobalt est exploité :

- Le 8 septembre 2015, il y a eu au moins 13 mineurs qui sont décédés dans l'effondrement de leurs tunnels à Mabaya, une zone d'exploitation minière artisanale de cobalt. Selon une ONG locale, il y a eu 17 mineurs qui sont morts la semaine précédente lors de quatre différents accidents dans la même localité⁶²;
- Le 5 septembre 2015, 5 creuseurs sont morts et 13 personnes ont été blessées à la suite d'un incendie souterrain dans une mine de cobalt dans le quartier de Kasulo à Kolwezi. Les mineurs avaient mis le feu à un pneu pour essayer de fracturer la roche⁶³;
- En août 2015, sept mineurs sont décédés lors de différents effondrements dans trois tunnels dans des mines de cobalt à Kasumbalesa⁶⁴;
- Le 26 décembre 2014, 15 mineurs sont morts dans un incendie dans la mine de cobalt à Kasulo⁶⁵;

57. Entretien mené par Amnesty International à Kambove le 15 mai 2015 et à Likasi le 16 mai 2015.

58. Entretien mené par Amnesty International à Kolwezi, 11 mai 2015.

59. Selon un expert médical du gouvernement de la RDC, ces infections pourraient être dues à des bactéries dans de l'eau souillée par des excréments. Courriel de Dr Marie-Louise Mbo, 18 décembre 2015.

60. Thomas Hentschel, Felix Hruschka et Michael Priester, *Artisanal and Small-Scale Mining: Challenges and Opportunities*, l'Institut international pour l'environnement et le développement et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD, Conseil mondial des affaires pour le développement durable), 2003, p. 28, disponible à <http://pubs.iied.org/pdfs/9268IIED.pdf> (consulté le 9 octobre 2015).

61. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

62. Radio Okapi, *13 creuseurs meurent à la recherche du cobalt au Haut-Katanga*, 8 septembre 2015, www.radiookapi.net/2015/09/08/actualite/societe/rdc-13-morts-lors-dun-eboulement-de-terre-dans-une-nouvelle-mine-de (consulté le 23 décembre 2015).

63. Radio Okapi, *5 morts dans un incendie à Kasulo*, 5 septembre 2015, www.radiookapi.net/2015/09/05/actualite/societe/lualaba-5-morts-dans-un-incendie-kasulo (consulté le 23 décembre 2015).

64. Radio Okapi, *7 personnes meurent dans des éboulements de terre à Kasumbalesa*, 4 septembre 2015, <http://www.radiookapi.net/2015/09/04/actualite/societe/haut-katanga-7-personnes-meurent-dans-des-eboulements-de-terre> (consulté le 23 décembre 2015).

65. Radio Okapi, *15 creuseurs artisanaux morts brûlés dans une galerie souterraine à Kolwezi*, 27 décembre 2015, www.radiookapi.net/actualite/2014/12/27/katanga-15-creuseurs-artisanaux-morts-brules-dans-une-galerie-souterraine-kolwezi/ (consulté le 23 décembre 2015).

- En septembre 2014, 16 hommes sont morts lors de trois épisodes différents pendant qu'ils exploitaient des mines dans des sites de la zone de Kawama de Kolwezi, lors d'effondrements de puits miniers ou par asphyxie⁶⁶;
- En décembre 2014, au moins 9 mineurs sont morts dans un effondrement d'un puit dû à la pluie à Mashamba en dehors de Kolwezi⁶⁷.

Il n'existe pas de données officielles disponibles sur le nombre de morts dans les mines. Toutefois, les travailleurs dans les mines non réglementées disent qu'ils risquent d'être blessés ou de mourir à chaque fois qu'ils descendent sous terre et que les accidents sont très fréquents.

Jean-Pierre, propriétaire d'une mine dans le quartier de Kasulo à Kolwezi, a raconté qu'il y a cinq à six accidents par mois dans la zone et qu'il est sollicité financièrement à chaque fois pour aider les mineurs blessés⁶⁸. Pierre, un mineur travaillant là-bas, rapporte que « les effondrements dans les mines sont répandus ». Il s'est cassé la jambe lors de l'effondrement d'un tunnel en 2014. Il a été traîné hors de la mine par ses collègues et a mis 6 mois pour récupérer⁶⁹.

Sœur Nathalie Kangaj, qui dirige un centre d'assistance juridique à Kolwezi, a expliqué que de nombreux accidents ne sont pas enregistrés car les mineurs, qui travaillent sans permis dans des zones d'exploitation non autorisées, sont réticents à prendre contact avec les autorités. De surcroît, les mineurs ont parcouru un long chemin loin de leurs familles pour venir travailler dans les mines. Sœur Nathalie a rapporté que parfois les corps de mineurs morts dans des mines souterraines ne sont jamais récupérés. Elle s'est souvenue du cas d'un père de mineur qui était venu la voir et dont le fils avait été enterré vivant dans une mine sans que le corps ne soit jamais retrouvé. « Ils meurent et sont oubliés », a-t-elle déclaré⁷⁰.

Les mineurs ont rapporté certaines des raisons à l'origine des nombreux accidents. En effet, certains mineurs s'adonnent à des pratiques dangereuses comme celle d'allumer des feux sous la roche pour la disloquer. Cette pratique peut les tuer en raison de la consommation de l'oxygène présent dans les souterrains⁷¹. Des mines creusées à main nue peuvent s'étendre sur des dizaines de mètres sous terre, souvent sans aucun support pour soutenir les galeries⁷². Des mineurs artisanaux ont tracé des schémas montrant que les tunnels ne suivent pas un chemin rectiligne mais celui des veines du minerai⁷³. Les mineurs estiment que les tunnels peuvent atteindre 60 mètres de profondeur, sans toutefois disposer de mesures fiables. François, un mineur de 37 ans, a évalué la profondeur du tunnel à Kambove en se basant sur le temps qu'il met pour le descendre, à savoir 15 minutes⁷⁴. Les mineurs se fient à leur intuition et à leur savoir-faire pour veiller à ce que les tunnels ne s'effondrent pas. Mais des accidents se produisent s'ils commettent des erreurs ou si de l'eau de pluie pénètre dans les tunnels⁷⁵. Dans le quartier de Kasulo à Kolwezi, les mineurs se plaignent qu'il n'y a pas de coordination entre les groupes rivaux de sorte que les tunnels se rejoignent parfois avec leurs murs qui finissent par s'effondrer⁷⁶.

Michael, un mineur du site de Kambove âgé de 22 ans et travaillant depuis l'âge de 15 ans, explique qu'une des raisons des accidents vient du fait que certains mineurs ne tiennent pas compte de l'avertissement comme quoi il ne faut pas creuser dans des mines qui ont déjà connu des accidents :

« Les accidents sont fréquents. Ils inscrivent une croix rouge sur les puits où il y a eu un accident pour montrer que c'est dangereux. Mais certaines personnes continuent de travailler dans des mines qui ont été déclarées dangereuses. Samedi dernier, il y a eu un effondrement dans une mine et une personne est morte. Ils ont pu récupérer le corps que le mardi. Trois autres personnes ont été blessées. Puis le mardi il y a eu encore un effondrement et un autre mineur est décédé⁷⁷. »

66. Radio Okapi, *16 creuseurs artisanaux sont morts dans des mines à Kawama*, 26 septembre 2014, <http://radiookapi.net/actualite/2014/09/26/katanga-16-creuseurs-artisanaux-sont-morts-dans-des-mines-kawama/> (consulté le 23 décembre 2015).

67. Radio Okapi, *9 morts dans un éboulement de terre à Kolwezi*, 11 décembre 2014, <http://radiookapi.net/actualite/2014/11/12/katanga-9-morts-dans-eboulement-de-terre-kolwezi/> (consulté le 23 décembre 2015).

68. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

69. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 11 mai 2015.

70. Entretien mené par Amnesty International avec la Sœur Nathalie Kangaj, Kolwezi, 9 mai 2015.

71. Radio Okapi, *5 morts dans un incendie à Kasulo*, 5 septembre 2015, www.radiookapi.net/2015/09/05/actualite/societe/ualaba-5-morts-dans-un-incendie-kasulo (consulté le 23 décembre 2015).

72. Entretiens menés par Amnesty International, Kasulo, Kolwezi, 10 mai 2015, Kambove, 15 mai 2015, Likasi, 16 mai 2015.

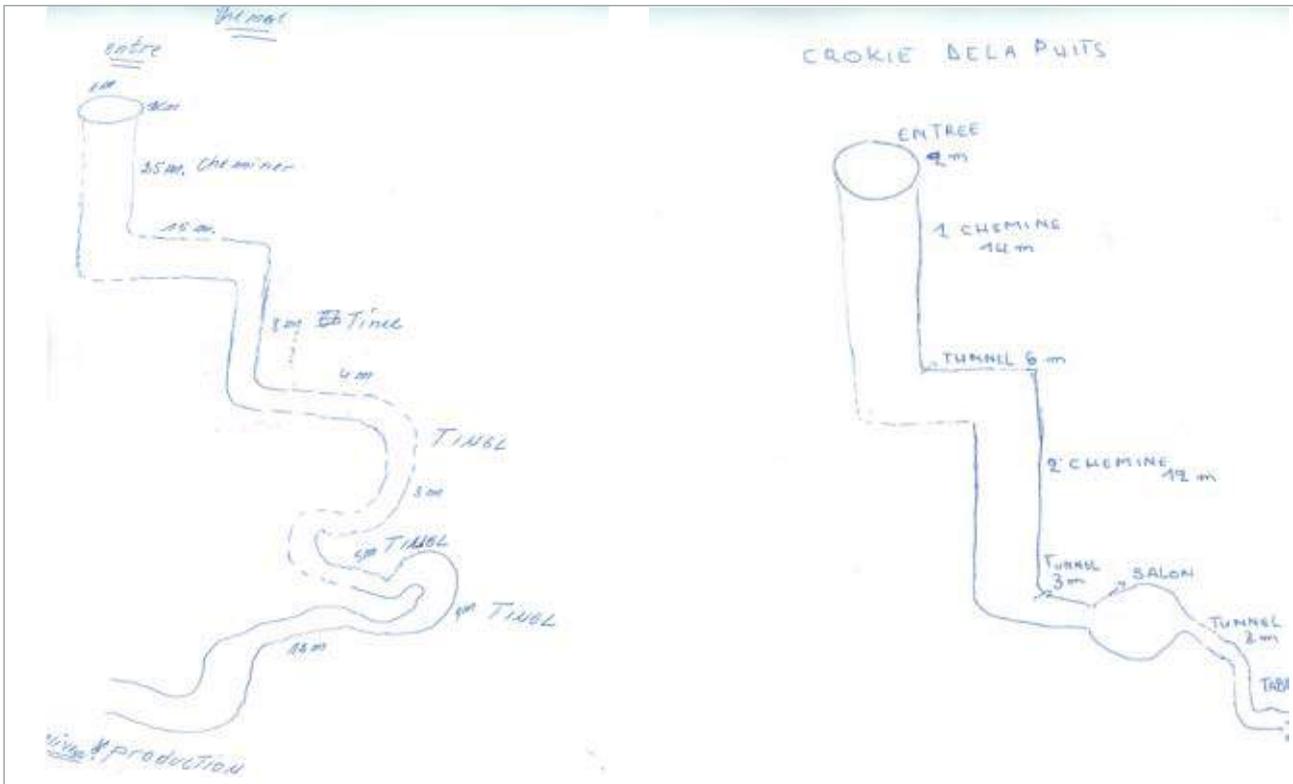
73. Entretiens menés par Amnesty International, Kambove, 15 mai 2015., Likasi, 16 mai 2015.

74. Entretien mené par Amnesty International à Kambove, 15 mai 2015.

75. Radio Okapi, *13 creuseurs meurent à la recherche du cobalt au Haut-Katanga*, 8 septembre 2015, www.radiookapi.net/2015/09/08/actualite/societe/rdc-13-morts-lors-dun-eboulement-de-terre-dans-un-nouvelle-mine-de/ (consulté le 23 décembre 2015)

76. Entretien mené par Amnesty International, dans le quartier de Kasulo à Kolwezi, 10 mai 2015.

77. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 15 mai 2015.



Des schémas dessinés par des mineurs artisanaux montrant la disposition et la profondeur de leurs mines. Les mineurs creusent des tunnels à partir d'outils manuels et suivent la veine du minerai de cobalt qui serpente et s'enfonce dans la terre. Les tunnels vont au-delà de la profondeur maximale de 30 mètres stipulée dans le Code minier de la RDC. © Amnesty International et Afrewatch

Certains puits miniers sont si profonds qu'il faut y insuffler de l'oxygène, avec le risque que le groupe électrogène tombe en panne et que les mineurs au fond du puit s'asphyxient⁷⁸. François, un mineur âgé de 37 ans travaillant à Kambove, a raconté que lorsque le groupe électrogène manque de carburant, les mineurs n'arrivent plus à respirer et doivent remonter à la surface le plus vite possible⁷⁹.

Les chercheurs ont pu voir les mineurs descendre pieds nus dans les puits du quartier de Kasulo, en plaçant leurs mains et leurs pieds dans des encoches taillées dans les parois du puit. Ils utilisent une corde fixée à une poutre placée en travers de l'entrée du puit qui sert d'appui. Un des mineurs a rapporté que parfois « la corde cédait et des personnes tombaient »⁸⁰.



Les mineurs utilisent une corde fixée à une poutre placée en travers de l'entrée du puit qui sert d'appui pour descendre dans le puit ou pour remonter, mai, 2015. © Amnesty International et Afrewatch

78. Radio Okapi, *Katanga: 16 creuseurs artisanaux sont morts dans des mines à Kawama*, disponible à <http://radiookapi.net/actualite/2014/09/26/katanga-16-creuseurs-artisanaux-sont-morts-dans-des-mines-kawama/> (consulté le 31 juillet 2015).

79. Entretien mené par Amnesty International, Kambove, 15 mai 2015.

80. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.



Une pompe à air fournit en oxygène les mineurs artisanaux qui travaillent dans les puits d'une mine dans la périphérie de Kolwezi en RDC. Un mineur a raconté que lorsque le groupe électrogène manque de carburant, ils ne peuvent plus respirer et doivent remonter le plus vite possible, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

UNE ÉTUDE DE CAS : LA CITÉ MINIÈRE DE KAPATA

La cité de Kapata a été construite au départ pour les mineurs dans la périphérie de Kolwezi. Elle est entourée par des concessions d'exploitation minière industrielle. On y trouve des rejets miniers industriels entassés constituant un barrage ayant conduit à la formation du lac Malo.

Les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrewatch se sont rendus à Kapata en mai 2015 et ont pu voir des centaines de personnes, et notamment des enfants, qui travaillaient au bord du lac et dans celui-ci. Ces personnes nettoyaient et triaient des minerais contenant du cobalt et du cuivre qui avaient été récupérés dans les résidus accumulés dans les mines industrielles. Certaines des femmes travaillant là-bas avaient leurs bébés et leurs jeunes enfants avec elles.

L'équipe de chercheurs s'est entretenu avec François qui triait de la roche avec son fils Charles âgé de 13 ans⁸¹. Il a raconté que Charles triait et nettoyait le minerai avant de l'aider à le transporter à un magasin d'achat des minerais situé à proximité. François a expliqué comment son fils va à l'école le matin et travaille à ses côtés l'après-midi.



Des femmes lavent le minerai dans le Lac Malo à Kapata dans la périphérie de Kolwezi en RDC. Une femme a raconté aux chercheurs combien les journées de travail sont longues et difficiles entre 6 heures du matin et 18 heures en plein soleil sans abri, ni ombre, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

81. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.

« Il est difficile de payer l'école et d'acheter de la nourriture. Nous travaillons parce que nous y sommes obligés et qu'il n'y a pas d'emplois. Donnez-nous un emploi et nous nous occuperons correctement de nos enfants »⁸².

Maude, âgée de 37 ans, travaille dans le lavage du minerai depuis sept ans. Elle a raconté aux chercheurs :

« Je lave les pierres pour payer le loyer et subvenir aux besoins de mon mari et de mes cinq enfants. J'ai trois enfants à l'école mais je n'ai pas les moyens pour les deux autres. »⁸³

Maude a expliqué qu'elle nettoyait entre huit à douze sacs de 50 kg par jour pour lesquels elle reçoit un salaire de 1 500 francs congolais (CDF) (environ 1,50 USD). Elle ajoute combien les journées de travail sont longues et difficiles entre 6 heures du matin et 18 heures en plein soleil sans abri ni ombre⁸⁴. Il y a quatre femmes qui ont raconté qu'elles étaient obligées de payer 500 Francs congolais (0,50 USD) tous les jours à titre de taxe à un responsable de l'organisme gouvernemental SAESSCAM (Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining), que l'équipe de recherche a rencontré⁸⁵.

Après avoir lavé et trié le minerai, les personnes qui travaillaient là-bas le transportent à un des maisons d'achat des environs. Une société de négoce chinoise, appelée « Good Show », se situe à environ 50 mètres du lac. Des travailleurs ont raconté que cette société vend ensuite le minerai à de plus grosses entreprises qui le raffinent et l'exportent⁸⁶.



De nombreuses femmes, certaines avec des bébés et des jeunes enfants, lavent et trient du minerai sur les rives et dans les eaux peu profondes du Lac Malo à Kapata, dans la périphérie de Kolwezi, RDC, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

82. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.
 83. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.
 84. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.
 85. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.
 86. Entretien mené par Amnesty International, Kapata, 12 mai 2015.

II. LES ENFANTS DANS L'EXPLOITATION ARTISANALE DU COBALT

« J'ai travaillé dans les mines parce que mes parents n'avaient pas les moyens de me payer à manger et de m'acheter des vêtements. Papa est au chômage et maman vend du charbon. »

Arthur, qui a travaillé à la mine entre 9 et 11 ans.⁸⁷

Les chercheurs d'Amnesty International et d'afrewatch ont interrogé 17 enfants – garçons et filles – qui avaient exploité, collecté et manié du cobalt dans les sites miniers de Kolwezi et de Kambove. Le plus jeune avait 7 ans lorsqu'il a travaillé à la mine. Tous les enfants, à l'exception d'un d'entre eux, ont travaillé en surface des mines, soit en ramassant des minerais dans les montagnes de rejets accumulés dans les sites d'exploitation industrielle de mines actives et inactives, soit en travaillant dans les ruisseaux ou les lacs à proximité des concessions où ils

rincent et trient la roche. Un des garçons a raconté qu'il avait aussi travaillé comme un mineur souterrain⁸⁸.

En avril et mai 2015, l'équipe de chercheurs a également observé des enfants travaillant dans quatre zones d'exploitation minière non réglementées : deux à Kolwezi (le quartier de Kasulo et le lac Malo) et deux à Kambove (un site inactif des Gécamines et la Laverie). Il est notoire que des enfants exploitent du cobalt en RDC. Le ministère du Travail des États-Unis a classé le cobalt, depuis au moins 2009, comme un bien provenant du travail des enfants⁸⁹. Plusieurs organisations non gouvernementales ont aussi publié des études sur le travail des enfants dans les mines du Katanga. L'UNICEF a estimé en 2014 qu'il y aurait environ 40 000 enfants, garçons et filles, qui travaillent dans les différentes mines de l'ancienne province, beaucoup d'entre eux étant impliqués dans l'exploitation du cobalt⁹⁰. L'ONG World Vision a publié une étude détaillant le travail des enfants dans une mine artisanale de Kambove en 2013⁹¹.

LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

La RDC est partie de la Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants de l'Organisation internationale du travail (OIT), laquelle demande aux gouvernements de prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants⁹². Les enfants sont définis comme l'ensemble des personnes de moins de 18 ans⁹³ et « les pires formes de travail des enfants » comprennent entre autres « les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant »⁹⁴.

La recommandation 190 de l'OIT fournit des directives aux États parties pour déterminer les formes de travail qui peuvent compromettre la santé, la sécurité et la moralité des enfants. Il est recommandé qu'une attention soit accordée aux :

- a) travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels ;
- (b) travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés ;
- (c) travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges ;
- (d) travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer des enfants à des substances, des

87. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

88. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

89. Ministère du Travail des États-Unis, *List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor*, disponible à www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/list-of-goods/ (consulté le 9 octobre 2015).

90. UNICEF, *Factsheet: enfants dans les mines*, décembre 2014.

91. World Vision, *Child Miners Speak: key findings on children and artisanal mining in Kambove, DRC*, mars 2013, [http://www.worldvision.org/resources.nsf/main/press-reports/\\$file/201303_Child-Miners-Speak_REPORT.pdf](http://www.worldvision.org/resources.nsf/main/press-reports/$file/201303_Child-Miners-Speak_REPORT.pdf)

92. L'Organisation internationale du travail (OIT), *Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants*, article 1, disponible à : http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C182 (consulté le 18 juillet 2015).

93. OIT, *Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants*, article 2.

94. OIT, *Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants*, article 3 (d).

agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé ; (e) travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur.

Selon une étude de l'OIT, [l]es travaux dans les mines et les carrières sont des activités dangereuses pour les enfants à tous égards »⁹⁵. « Les travaux dans les mines et les carrières sont physiquement dangereux du fait des charges lourdes et peu maniables, du travail exténuant, des structures souterraines instables, de la lourdeur des outils et des équipements, des poussières et produits chimiques toxiques et de l'exposition à des températures extrêmes »⁹⁶. L'OIT indique que : « Les données recueillies à partir de diverses enquêtes et études prouvent que le secteur minier est de loin le plus dangereux pour les enfants en termes de lésions mortelles »⁹⁷. Différentes études sur la santé ou des études de base sur les problèmes de santé liés aux travaux dans les mines et à l'exposition à des produits chimiques sont décrites dans ce rapport. Il est mentionné que : « Une étude transversale conduite au sein d'une mine artisanale a mesuré la présence de 17 métaux et non-métaux différents chez 47 enfants âgés de moins de 14 ans travaillant ou vivant à la mine. Cette étude a révélé une exposition importante à divers métaux des enfants qui travaillent. Dans l'ensemble, une analyse d'échantillons d'urine a fait apparaître des concentrations de métaux toxiques chez les enfants mineurs nettement supérieures à celles des adultes, même si ces enfants étaient moins exposés »⁹⁸. L'OIT a aussi signalé que le « cobalt, qui peut endommager le cœur, la thyroïde et les poumons et exacerber l'asthme professionnel, a été trouvé chez 87 pour cent d'enfants vivant à proximité d'un site d'extraction minière ; les concentrations sanguines étaient non seulement supérieures aux valeurs limites d'exposition professionnelle mais étaient supérieures aux concentrations jamais observées auparavant chez une population dans son ensemble »⁹⁹.

LES ACTIVITÉS DANGEREUSES

Toutes les activités menées par les enfants dans les mines exigent qu'ils transportent de lourds sacs de minerai, parfois des charges plus lourdes qu'eux. Les enfants ont raconté qu'ils soulevaient des sacs pesant entre 20 et 40 kg¹⁰⁰. Hormis les risques immédiats, le transport de charges lourdes peut avoir des effets à long terme comme des déformations osseuses et articulaires, des lésions à la colonne vertébrale, des lésions musculaires et musculo-squelettiques¹⁰¹. Des anciens enfants travailleurs dans les mines ont déclaré aux chercheurs d'Amnesty International qu'ils avaient soufferts de douleurs au niveau des muscles, de la colonne vertébrale, des hanches ou de l'ensemble du corps¹⁰². Loïc, qui a travaillé entre l'âge de 9 et 11 ans dans les mines, a raconté qu'il avait souffert du dos en raison de ses activités minières au cours desquelles il

devait se pencher pour ramasser des pierres et transporter des sacs lourds¹⁰³.

Les enfants avec lesquels les chercheurs se sont entretenus ont décrit la nature de leur travail qui est exigeante sur un plan physique. Ils ont raconté qu'ils travaillaient jusqu'à douze heures par jour dans les mines, en soulevant des charges lourdes, pour gagner entre un et deux dollars par jour. Même les enfants qui vont à l'école travaillent entre 10 et 12 heures pendant les week-ends et les vacances scolaires et aussi avant et après les heures d'école. Les enfants qui ne vont pas à l'école travaillent dans les mines toute l'année. Paul, âgé de 14 ans, travaille dans les mines souterraines et a commencé dès l'âge de 12 ans. Il a raconté aux chercheurs qu'il pouvait souvent « passer 24 heures au fond des tunnels. J'arrive le matin et je repars le lendemain matin »¹⁰⁴.

95. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p.34 disponible à http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_155430.pdf (consulté le 18 juillet 2015).

96. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p.35.

97. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p. 36.

98. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p. 38.

99. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p. 38.

100. Lorsqu'ils vendent le minerai à des négociants, ils sont payés en fonction d'une estimation du poids. C'est pour cela que les enfants savaient le poids approximatif des sacs qu'ils transportaient. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

101. OIT, *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire*, 2011, p. 37.

102. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

103. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

104. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

Les enfants disent qu'ils travaillent en plein air, exposés à des températures élevées ou à la pluie. Tout comme les travailleurs adultes dans les mines, aucun des enfants enquêtés dans le cadre de ce rapport ou observés sur les sites miniers ne portait un équipement de protection tel que des gants ou des masques faciaux pour manipuler le cobalt. Les enfants sont donc exposés de façon régulière à des niveaux élevés de cobalt, les rendant vulnérables à des effets néfastes sur leur santé à court et à long terme.

Les enfants enquêtés pour ce rapport se sont plaints d'être souvent malades. « Il y a beaucoup de poussière, c'est très facile d'attraper un rhume et on a mal partout », raconte Dany, un jeune garçon de 15 ans¹⁰⁵. Selon Olivier qui a travaillé dans les mines entre 10 et 13 ans, « je toussais, j'avais des courbatures et le nez qui coulait. Lorsqu'il pleuvait, c'était très difficile et je suis tombé malade »¹⁰⁶.

Lorsqu'ils travaillent dans les mines, les enfants restent souvent toute la journée sans manger. Mathy, qui a dû travailler dès l'âge de 9 ans quand son père a perdu son emploi après un accident, raconte qu'il arrivait souvent qu'elle ne mangeait pas de la journée : « Je pouvais seulement manger quand j'avais assez d'argent », raconte-t-elle¹⁰⁷.

VIOLENCES PHYSIQUES AUXQUELLES SONT EXPOSÉES LES ENFANTS

Le travail dans les mines artisanales expose les enfants à de la souffrance dans leurs activités quotidiennes dans les mines mais cela peut aussi impliquer d'autres formes de danger et de traumatismes. Un délégué de la protection de l'enfance travaillant à l'UNICEF a précisé aux chercheurs que les enfants qui vivent et travaillent dans ces zones sont exposés à de la violence physique, à de la toxicomanie et à de l'exploitation et de la violence sexuelles¹⁰⁸. L'équipe de recherche d'Amnesty International et d'Afrefwatch a enquêté auprès de plusieurs enfants qui ont raconté avoir été battus ou qui ont vu d'autres enfants battus par des agents de sécurité dans les mines de Kolwezi.

Pour arriver aux résidus miniers dans lesquels ils peuvent collecter des pierres contenant du cobalt, les enfants disent qu'ils doivent pénétrer dans des concessions minières surveillées par des agents de sécurité. Les enfants à Kolwezi expliquent que les agents de sécurité les attrapent parfois et les maltraitent physiquement. Les enfants disent que certains gardiens étaient au service de la société minière nationale Gécamines.

Mathy, a décrit comment en 2012 quand elle avait 12 ans, elle a été attrapée avec une amie sur une concession par des agents de sécurité :

« Ils ont demandé de l'argent mais nous n'en avons pas... Ils ont saisi mon amie et l'ont poussée dans une citerne avec du gasoil. J'ai réussi à m'échapper et à me cacher mais j'ai vu ce qui s'est passé. J'ai pleuré, j'avais peur, je me suis échappée et cachée, alors j'ai vu ce qui s'est passé »¹⁰⁹.

Loïc a indiqué que lui et ses amis se faisaient souvent poursuivre par des gardiens : « Ils nous ont attrapés et battus plusieurs fois ». Selon Roger, un garçon âgé de 13 ans, des agents de sécurité privés « avaient l'habitude de nous fouetter et parfois de nous tremper dans de l'eau sale »¹¹⁰.

Juste, qui avait 11 ans quand il travaillait à la mine, a raconté que les mineurs artisanaux d'âge adulte cherchaient aussi à faire peur aux enfants et volaient parfois leurs sacs de minerais. Olivier, 14 ans, a expliqué qu'il travaillait dans une équipe composée de cinq garçons. S'ils étaient attrapés par les agents de sécurité, ils devaient payer 1 500 francs congolais (1,50 USD), sinon les gardiens confisquaient leurs sacs.

Les enfants ont confié qu'ils n'avaient pas dénoncé ces incidents à la police parce qu'ils savaient qu'ils s'introduisaient illégalement sur des terres contrôlées par des sociétés minières et qu'ils ne voulaient pas s'attirer des ennuis. Ils ont aussi craint que leurs plaintes ne soient pas prises sérieusement.

105. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

106. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

107. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

108. Entretien mené par Amnesty International auprès d'un délégué de la protection de l'enfance de l'UNICEF, Lubumbashi, 10 mai 2015.

109. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

110. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

EXPLOITATION FINANCIÈRE DES ENFANTS TRAVAILLEURS

Les enfants dans les mines travaillent de façon indépendante en collectant et rassemblant des substances minérales qu'ils vendent ensuite à des négociants qui eux-mêmes les vendent à des maisons d'achat.

La plupart des enfants ont indiqué qu'ils gagnaient entre 1 000 et 2 000 francs congolais par jour (entre 1 à 2 USD). Les enfants qui collectent, trient, rincent, broient et transportent des minéraux sont payés au nombre de sacs de minerai par les négociants. Les enfants n'ont aucun moyen de vérifier le poids des sacs ou la teneur en métal du minerai et doivent donc accepter le prix des négociants, les rendant vulnérables à l'exploitation. Loïc, 13 ans, a confié aux chercheurs qu'il gagnait environ 2 000 francs congolais par jour (2 USD) mais qu'il avait le sentiment de ne pas être rétribuer équitablement pour son travail.

« J'ai vendu à des négociants qui ont des balances. Mais certains autres négociants n'ont pas de balance et ils estiment simplement le poids et ne sont pas équitables. Ils exploitent les enfants et nous payent moins que les adultes »¹¹¹

Toutefois, les enfants ne rapportent pas à la maison tout l'argent qu'ils gagnent. Ils ont confié aux chercheurs comment ils devaient soudoyer les agents de sécurité privés ou de l'État et aussi utiliser l'argent pour couvrir des dépenses. Kikaya, âgé de 9 ans, a expliqué qu'il devait parfois verser 500 francs congolais (0,50 USD) aux mineurs artisanaux adultes. Ces derniers ne s'empêchaient pas aussi parfois de les voler¹¹². Roger, 13 ans, gagnait 1 500 francs congolais par jour (1,50 USD) mais il devait prélever sur cette somme 200 francs congolais (0,20 USD) pour manger. Il a expliqué qu'il ne lui restait pas beaucoup d'argent à la fin de la journée¹¹³.

Parfois les enfants sont obligés de vendre à des négociants en particulier s'ils leur ont emprunté de l'argent. Mathy, 14 ans, travaillait en binôme pour collecter des minéraux de 6 h le matin à 17 heures le soir:

« Parfois, si nous n'avons pas eu un produit, nous allons voir un négociant et nous lui empruntons de l'argent. Nous devons ensuite travailler pour lui le lendemain. Et le lendemain, il nous dit que le sac pèse 8 kg au lieu de 10 kg. Il s'agit juste d'une estimation »¹¹⁴

ABSENCE D'ÉDUCATION PRIMAIRE GRATUITE ET AUTRES CAUSES DU TRAVAIL DES ENFANTS

« Les frais de scolarité sont trop élevés. Les parents sans emploi ne peuvent pas envoyer deux, trois ou quatre enfants à l'école »,

Pascal Bukengere Kanegeshe, school manager, Kolwezi.¹¹⁵

Les enfants enquêtés dans le cadre de ce rapport ont expliqué qu'ils devaient travailler car leurs parents n'avaient pas d'emploi régulier et se battaient pour nourrir et vêtir leurs familles et assurer leur éducation. C'est la pauvreté des familles qui constitue la principale raison du travail dans les mines. C'est ce qu'ont rapporté les mineurs, enfants et adultes, de même que le personnel d'ONG dont la mission est de soustraire les enfants au travail de la mine. La Banque mondiale a indiqué que près des deux tiers de la population de la RDC vivent en dessous du seuil de pauvreté¹¹⁶. Les chercheurs se sont entretenus avec plusieurs anciens enfants mineurs qui ont déclaré avoir travaillé dans les mines pour contribuer à la subsistance de leur famille. Fred, 13 ans, a confié aux chercheurs qu'aucun de ses parents n'avait un emploi, et qu'il devait donc aller travailler à la mine pour collecter les minéraux afin de contribuer aux besoins de sa famille. Pendant la période scolaire, il allait à l'école et travaillait à la mine le samedi. Lors des vacances scolaires, il travaillait du matin au soir dans les mines¹¹⁷.

Pierre, un mineur adulte travaillant à Kasulo, a raconté aux chercheurs que:

« Les parents envoient leurs enfants là-bas parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre et parce qu'ils n'ont pas d'emploi. Si les enfants n'ont rien à manger, ils vont travailler dans les mines ou ils vendent des biscuits et des boissons »¹¹⁸.

111. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

112. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

113. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

114. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

115. Entretien mené par Amnesty International avec le directeur, Projet pour la protection de l'enfant, Les Sœurs du Bon Pasteur, Kolwezi, 13 mai 2015.

116. Banque mondiale, *Données par pays pour la RDC*, disponible à <http://data.worldbank.org/country/congo-dem-rep> (consulté le 16 juillet 2015)

117. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

118. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 10 mai 2015.

Dany, 15 ans, a confié aux chercheurs que « tout l'argent que je gagne dans les mines, je le dépense en nourriture parce qu'à la maison, il n'y a rien à manger »¹¹⁹.

Les enfants enquêtés dans le cadre de ce rapport ont expliqué qu'ils étaient obligés de travailler dans les mines essentiellement parce que leurs parents n'avaient pas les moyens de payer l'école. Le Code de la protection de l'enfant en RDC (2009) dispose que l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit pour tous les enfants¹²⁰. Toutefois, faute de financements adéquats de l'État, la plupart des écoles continuent de facturer des frais mensuels (« le minerval ») aux parents pour couvrir leurs coûts comme les salaires des enseignants, les uniformes des élèves et le matériel pédagogique¹²¹. A Kolwezi, des membres d'ONG ont indiqué aux chercheurs que ce montant pouvait varier entre 10 000 et 30 000 francs congolais (entre 10 et 30 USD) par mois, ce qui est au-dessus des moyens de beaucoup d'entre eux¹²². Ce problème d'accès à l'école est très répandu dans l'ensemble de l'ex-province du Katanga malgré ses richesses minières. Selon l'UNICEF, 1,7 million d'enfants âgés entre 5 et 17 ans n'étaient pas scolarisés en 2013 dans cette zone¹²³. Il s'agit de la province en RDC qui compte le plus grand nombre d'enfants non scolarisés.

L'équipe de recherche a rencontré François près du Lac Malo à Kapata, juste à la sortie de Kolwezi. Il a expliqué aux chercheurs que seulement trois de ses cinq enfants allaient à l'école mais qu'ils en étaient exclus lorsqu'ils ne pouvaient pas payer les frais de scolarité. Un de ses fils, Charles, travaille maintenant avec lui à la mine et va à l'école le matin lorsqu'il a l'argent¹²⁴.

Certains enfants ont dit qu'ils n'allaient pas du tout à l'école. D'autres ont rapporté qu'ils travaillaient avant ou après les heures de classe, pendant les week-ends et les vacances pour payer les frais de scolarité. Dany, 15 ans, a raconté qu'il travaille tous les soirs après l'école mais qu'il a été obligé de rater l'école quand il ne gagnait pas assez¹²⁵. Eddie, 14 ans, a expliqué qu'il commence à 6 heures du matin et réussit à être à l'école à 9 heures¹²⁶. Il dit que ses parents l'envoient au travail « pour contribuer aux besoins de la famille, pour payer les frais de scolarité et acheter les uniformes et les livres ».

La nature exigeante sur un plan physique du travail dans la mine à laquelle sont confrontés les enfants ainsi que les interruptions de leur scolarité lorsque les enfants ou leurs parents n'ont pas les moyens de payer l'école constituent des facteurs pouvant affecter négativement l'éducation des enfants¹²⁷.

ÉDUCATION PRIMAIRE GRATUITE

Il existe au moins un organisme caritatif qui gère un projet à Kolwezi sur le problème de l'accès à l'éducation primaire. Les chercheurs ont interrogé 15 enfants d'une école de la zone de Kanina qui est dirigée par une organisation catholique, Les Sœurs du Bon Pasteur. L'école a également été soutenue par l'UNICEF et World Vision. L'école compte quelques 1000 enfants, garçons et filles, qui travaillent dans les mines artisanales et dont les familles n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école. Les membres du personnel de l'école se rendent dans les mines pour persuader les enfants d'aller à l'école. Le nombre d'élèves a doublé depuis qu'elle a été mise en place en 2013. Contrairement à d'autres écoles gouvernementales ou privées en RDC, cette école est totalement gratuite et offre également un repas par jour à tous les élèves¹²⁸. Le directeur de l'école estime que cela constitue une motivation suffisante pour que les familles des enfants cessent de les envoyer travailler à la mine et les envoient plutôt à l'école.

119. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

120. Article 38, Code de protection de l'enfant en RDC, 2009, disponible à <http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2009/L.09.001.10.01.09.htm> (consulté le 16 juillet 2015).

121. UNICEF, *To school, not to the mines: Investing in primary education in the Democratic Republic of the Congo*, 18 mars 2013, disponible à www.unicef.org/education/drcongo_68298.html (consulté le 16 juillet 2015).

122. Entretien mené par Amnesty International avec la Sœur Nathalie Kangaj, Kolwezi, 13 mai 2015.

123. UNICEF, *To school, not to the mines: Investing in primary education in the Democratic Republic of the Congo*, 18 mars 2013, disponible à www.unicef.org/education/drcongo_68298.html (consulté le 16 juillet 2015).

124. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 12 mai 2015.

125. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

126. Entretien mené par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

127. Dr. Dorte Thorsen, *Children working in mines and quarries: evidence from West and Central Africa*, UNICEF, 2002.

128. Entretien mené par Amnesty International avec Pascal Bukengere Kanegeshe, directeur d'école, Kolwezi, 13 mai 2015.

III. INCAPACITÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RDC À PROTÉGER LES POPULATIONS DES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS

LACUNES ET FAIBLESSES DANS LA RÉGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE

Comme cela a été évoqué dans le chapitre 1 (Le contexte), le Code (2002) et le Règlement minier stipulent que l'exploitation minière artisanale ne peut être effectuée que dans des zones d'exploitation artisanale (ZEA) où l'exploitation industrielle ou semi-industrielle ne peut pas être assurée¹²⁹. Le Code minier définit également les normes minimales selon lesquelles les opérations minières artisanales devraient être gérées. Les mineurs risquent de perdre leur permis (carte de mineurs) s'ils ne les respectent pas¹³⁰.

Le Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining (SAESSCAM) est une agence gouvernementale qui est chargée de réglementer l'exploitation minière artisanale et de s'assurer qu'elle est effectuée en toute sécurité¹³¹. Le personnel de la SAESSCAM, qui est présent dans les ZEA, est censé, entre autres, fournir de la formation et vérifier les tunnels. Toutefois, comme nous allons le voir dans ce chapitre, il existe d'importantes lacunes et faiblesses dans l'approche et dans la réglementation du gouvernement à l'égard de l'exploitation minière artisanale.

MANQUE DE ZONES AGRÉÉES POUR LES MINEURS ARTISANAUX

Le mandat du SAESSCAM ne concerne que les mineurs artisanaux travaillant dans les ZEA. Un responsable au ministère des Mines a expliqué que le SAESSCAM n'est pas « autorisé à travailler dans des zones d'exploitation

minière artisanale non officielle parce que la loi stipule que le travail dans les mines dans ces zones est illégal »¹³². Le réseau PriceWaterhouseCoopers a également déclaré au moment de l'audit de l'agence pour le gouvernement en 2013 que « le SAESSCAM, n'a pas le droit, conformément à son mandat, d'intervenir dans des zones qui n'ont pas été définies comme des ZEA dans la mesure où l'exploitation minière effectuée dans ces zones est illégale »¹³³.

Toutefois, il n'y a pas assez de ZEA dans le sud de la ceinture minière de la RDC et l'essentiel de l'exploitation se déroule dans des zones non autorisées¹³⁴. Selon une liste tenue par le ministère des Mines à Kinshasa, il y a seulement 32 ZEA pour l'ensemble de la région d'exploitation du cuivre et du cobalt dans le sud de la RDC. Parmi celles-ci, il y en a 26 qui ont été créées en 2014 et en 2015, sans que l'on sache combien sont déjà fonctionnelles¹³⁵. Le directeur des opérations du SAESSCAM dans l'ancienne province du Katanga a reconnu qu'il n'y avait pas assez de ZEA par rapport au nombre de mineurs artisanaux. Toutefois, il a pu affirmer aux chercheurs que le gouvernement était engagé à en créer davantage. Il a averti qu'il s'agissait d'un processus long et coûteux et que son agence manquait des ressources nécessaires¹³⁶.

Les mineurs, les négociants, le personnel des ONG et certains responsables du gouvernement qui ont été enquêtés dans le cadre de ce rapport étaient d'accord pour dire que le nombre de ZEA est insuffisant pour répondre aux besoins d'un grand nombre de personnes qui comptent sur l'exploitation minière comme moyens de subsistance. Les ZEA qui existent ne sont souvent plus productives ou sont difficiles d'accès. C'est ainsi qu'à Kolwezi, les mineurs n'étaient autorisés à travailler que dans un site, celui de Mutoshi¹³⁷. En revanche, l'exploitation non autorisée s'effectuaient sur au moins dix sites différents au sein ou autour de Kolwezi en mai 2015 lorsque les chercheurs s'y sont rendus. Les responsables du gouvernement ont affirmé qu'il n'y avait pas de ZEA opérationnelle à Kambove et seulement deux à Likasi¹³⁸.

129. Code minier de la RDC (2002): Loi N° 007/2002 Du 11 Juillet 2002 Portant Code Minier, article 109, disponible à : http://mines-rdc.cd/fr/documents/codeminer_fr.pdf
 130. L'article 299 du Code minier dispose que quiconque se livre, sans autorisation, à des activités d'exploitation minière est puni d'une amende dont le montant en francs congolais est l'équivalent de 10 000 USD à 250 000 USD ; en vertu de l'article 302, quiconque aura acheté ou vendu des substances minérales en violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur est puni d'une amende dont le montant en francs congolais est l'équivalent de 10 000 USD à 30 000 USD.
 131. *Historique du SAESSCAM*, disponible à <http://www.saesscam.cd/SAESSCAM/pages/historique.php> (consulté le 10 juin 2015).
 132. Entretien mené par Amnesty International, DRC, 5 janvier 2016.
 133. Ministère des Mines - Unité d'exécution du projet PROMINES, *Audit du cadre institutionnel et organisationnel régissant le secteur des mines*, available at http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/Rapport_Orga_saess.pdf (consulté le 9 octobre 2015).
 134. Entretiens menés par Amnesty International avec des responsables du gouvernement, du personnel d'ONG, des négociants et des représentants de coopératives minières, RDC, mai 2015.
 135. Voir <http://portals.flexicadastre.com/drc/en/> (consulté le 8 décembre 2015).
 136. Entretien mené par Amnesty International avec le responsable du SAESSCAM au Katanga, Lubumbashi, 18 mai 2015.
 137. Information fournie par une ONG basée en RDC, mai 2015.
 138. Entretien mené par Amnesty International avec des responsables du gouvernement, 15-16 mai 2015.

EXTORSION DE PAIEMENTS ILLÉGAUX PAR LES AUTORITÉS AUPRÈS DES MINEURS ARTISANAUX

Bien que la plupart des exploitations minières artisanales s'effectuent en dehors des ZEA, ces sites miniers sont connus du gouvernement. Les responsables de l'État sont non seulement au courant de ces activités minières pratiquées dans des sites non autorisés mais ils savent aussi en tirer parti selon les témoignages des mineurs et des représentants des coopératives de mineurs. Ces derniers ont expliqué que des responsables provenant de différentes agences gouvernementales et de sécurité contrôlent l'accès à ces sites miniers et exigent d'être payés par les mineurs. Les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrefwatch ont pu observer la présence d'agents de l'État dans trois mines, qui n'étaient pas des ZEA, et dans lesquelles ils s'étaient rendus. Dans le quartier de Kasulo, les chercheurs ont vu des policiers en uniforme ; ils ont été abordés par deux hommes sans uniforme et un avec uniforme, qui se sont présentés comme des membres de la police des mines chargés d'assurer la sécurité dans les sites miniers. Ces hommes ont demandé aux chercheurs de quitter les lieux car les étrangers ne sont pas autorisés à visiter les mines sans une autorisation officielle. Ils ont exigé le paiement d'une amende. Les mineurs travaillant dans le quartier de Kasulo ont raconté aux chercheurs que la police vérifiait chaque véhicule qui quittait le quartier et qu'il fallait payer pour chaque sac de minerai¹³⁹. Les chercheurs ont noté la présence d'une station de police et d'un poste de contrôle sur la route entre Kasulo et le centre de Kolwezi, où les véhicules transportant le minerai sont arrêtés.

Près d'un lac à Kapata où des familles, dont des jeunes enfants, rincent et trient le minerai, les chercheurs ont rencontré un agent du SAESSCAM qui avait certainement remarqué ces enfants qui travaillaient à proximité. Ces personnes qui lavent le minerai ont raconté qu'ils devaient le payer 500 francs congolais (environ 0,50 USD) par jour pour travailler dans ce site¹⁴⁰. Dans un site à Kambove où l'équipe de recherche a vu des femmes et des enfants qui rinçaient le minerai, un agent de police en uniforme était sur place. La Garde républicaine est également présente dans les sites miniers artisanaux et investit dans des maisons à Kambove, d'après plusieurs témoignages de mineurs et de négociants¹⁴¹. Lors des entretiens, ils ont également raconté que l'Agence nationale des renseignements (ANR) disposait d'agents dans les sites miniers. Un mineur artisanal avec vingt ans d'expérience dans différentes mines explique :

*« Il y a toujours la police des mines, le SAESSCAM et l'ANR, de même que le ministère des Mines. Il faut payer ces agents de l'État lorsqu'on veut transporter le minerai hors de la mine. Ils ne donnent pas de reçu pour ces paiements »*¹⁴².

Un responsable du ministère des Mines de l'ex-province du Katanga a confirmé aux chercheurs qu'aucune agence, y compris le SAESSCAM, n'est autorisée à percevoir des paiements (qui sont désignés dans les zones minières comme des « taxes ») de la part des mineurs artisanaux¹⁴³.

Ces résultats sont appuyés par des recherches menées par d'autres organisations. L'audit du SAESSCAM conduite par le réseau PriceWaterhouseCoopers a fait valoir que la perception de ces taxes illégales ternissait la réputation du SAESSCAM auprès des mineurs¹⁴⁴. L'audit cite également une étude financée par l'Union européenne et conduite à Kolwezi en 2011 qui a montré que le SAESSCAM fait payer une gamme de taxes illégales, comme par exemple sur le transport du minerai et comme des frais d'arbitrage lorsqu'il y a conflit entre des mineurs¹⁴⁵.

Un récent rapport sur l'exploitation artisanale de l'or dans l'est de la RDC par l'*Open Society Initiative for Southern Africa* a conclu que le SAESSCAM :

139. Entretien mené par Amnesty International avec des mineurs, Kasulo, 10 mai 2015.

140. Entretien mené par Amnesty International avec des femmes rinçant le minerai, Kapata, 12 mai 2015.

141. Entretiens menés par Amnesty International avec des mineurs et des négociants (dont les noms ne sont pas divulgués), Kambove, 15 mai 2015.

142. Entretien mené par Amnesty International, 15 mai 2015.

143. Entretien mené par Amnesty International, 5 janvier 2016.

144. Ministère des Mines - Unité d'exécution du projet PROMINES, *Audit du cadre institutionnel et organisationnel régissant le secteur des mines*, available at http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/Rapport_Orga_saess.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

145. Ministère des Mines - Unité d'exécution du projet PROMINES, *Audit du cadre institutionnel et organisationnel régissant le secteur des mines*, available at http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/Rapport_Orga_saess.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

« a été mis en place pour soutenir les mineurs mais que leurs agents sous-payés, ou même souvent non payés, extorquent des « taxes », « des redevances » et d'autres « frais » sans fournir aucun service en retour. Le gouvernement doit complètement restructurer l'institution ou la fermer »¹⁴⁶.

Une étude menée par Pact Inc. en 2010 sur l'exploitation minière artisanale à Kolwezi a constaté que seule une petite minorité de mineurs (moins de 3%) payait le juste montant de taxes légales alors qu'on demande à la majorité d'entre eux de payer des « taxes » illégales, dont :

« des taxes dues pour entrer et sortir de la mine ; des taxes pour travailler dans les puits ; des taxes pour enregistrer des minerais, ainsi que les taxes prélevées par la police, par la Garde industrielle de Gécamines et par les chefs traditionnels »¹⁴⁷.

Tout porte à penser que les responsables de l'État extorquent de l'argent aux mineurs artisanaux de façon illégale tout en fermant les yeux sur les conditions dangereuses dans lesquelles les mineurs travaillent. Il s'agit d'une violation des propres lois de la RDC, telles que celle sur l'interdiction du travail des enfants dans les mines.

MANQUE DE SÉCURITÉ ADÉQUATE ET DE NORMES DE TRAVAIL

Les droits des travailleurs en RDC sont inscrits dans le Code du travail du pays (2002)¹⁴⁸. Celui-ci comprend des réglementations sur les heures de travail, les salaires, la santé et la sécurité. Le Code interdit d'employer des enfants âgés de moins de 16 ans et interdit « les pires formes de travail des enfants ».

Comme il a été indiqué ci-dessus, le Code minier de la RDC comprend une série de règlements dont « le Code de conduite pour l'exploitation minière artisanale » qui impose aux exploitants miniers artisanaux de respecter des obligations environnementales ainsi que d'autres obligations¹⁴⁹. Toutefois, il ne contient presque pas de dispositions protégeant le droit du travail des exploitants artisanaux. Le Code contient quelques directives simples en matière de santé et de sécurité, telles que l'interdiction d'utiliser des explosifs ou de descendre à plus de 30 mètres de profondeur de la surface¹⁵⁰. Cette réglementation est censée être mise en œuvre par les agents du ministère des Mines, particulièrement le SAESSCAM¹⁵¹. Le Code minier a également défini les règles sur la façon dont les

substances minérales sont négociées. Ceci sera analysé dans les chapitres 3 et 4. Des maisons d'achat agréés sont dans l'obligation d'acheter du minerai à des exploitants artisanaux titulaires d'un permis mais ne sont pas tenus par la loi de poser des questions sur la location exacte où le minerai a été extrait, ni sur les conditions de l'extraction, comme par exemple la question de savoir si les enfants sont impliqués¹⁵².

Le gouvernement affirme qu'il est actuellement en cours de révision du Code minier de 2002 et a invité la société civile et les groupes industriels à fournir leurs avis¹⁵³. Le projet de loi sur la révision du Code minier comprend un article sur les droits humains :

« Sont illicites l'exploitation et le commerce de produits miniers provenant d'un site où une contravention/violation des lois sur la protection des droits humains, des droits de l'enfant ou des droits de la femme a fait l'objet d'un constat par procès-verbal d'une autorité compétente »¹⁵⁴.

Le gouvernement a donc la possibilité d'explicitier les lois qui réglementent l'exploitation minière artisanale et de

146. Open Society Initiative for Southern Africa, Conflict Gold to Criminal Gold: The new face of artisanal gold mining in Congo, 2012, disponible à <http://www.osisa.org/other/economic-justice/drc/conflict-gold-criminal-gold-new-face-artisanal-gold-mining-congo> (consulté le 9 octobre 2015).

147. Pact Inc (2012), p. 86-87.

148. Le Code du travail de la RDC, 2002, www.droit-afrique.com/images/textes/RDC/RDC%20-%20Code%20du%20travail%202002.pdf (consulté le 7 janvier 2016).

149. Règlement minier de la RDC (2003), *Code de conduite de l'exploitant artisanal*, disponible à http://mines-rdc.cd/fr/documents/Annexe_V.pdf (consulté le 7 janvier 2016).

150. Article 2, Règlement minier de la RDC, 2003.

151. Article 14, le Code minier de la RDC (2002), « La Direction des Mines est chargée de l'inspection et du contrôle des activités minières et des travaux de carrières en matières de sécurité, d'hygiène, de conduite de travail, de production, de transport, de commercialisation et en matière sociale ».

152. Le Code minier de la RDC (2002), articles 116-117.

153. Franz Wild, *Congo submits draft mining code in face of industry opposition*, 11 février 2015, disponible à <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-02-11/congo-submits-draft-mining-code-in-face-of-industry-opposition> (consulté le 23 décembre 2015).

154. Projet de révision du Code minier disponible à <http://congominer.org/reports/765-projet-de-loi-2015-sur-la-revision-du-code-minier>

veiller à la mise en place d'une meilleure protection. Mais il est nécessaire d'ajouter des directives supplémentaires en matière de normes de travail et de sécurité lesquelles devraient être respectées par tous les exploitants mineurs artisanaux. Comme cela sera analysé ci-dessous, il faut également que soit précisée plus clairement l'agence gouvernementale qui va contrôler l'application de ces normes et fournir le soutien et la formation aux mineurs artisanaux. L'ajout d'un article sur le respect des droits humains n'est pas suffisant pour répondre aux importantes lacunes dans la réglementation. Le gouvernement doit aussi lutter contre la complicité des autorités qui ferment les yeux sur les conditions dangereuses dans lesquelles les mineurs artisanaux travaillent tout en leur extorquant illégalement de l'argent.

MANQUE DE CAPACITÉ DES AGENCES GOUVERNEMENTALES POUR UN CONTRÔLE ADÉQUAT ET POUR LA MISE EN VIGUEUR DES NORMES

Le ministère du Travail est chargé de veiller à l'application efficace du Code du travail de la RDC. Il s'agit de contrôler l'absence du travail des enfants dans les sites d'exploitation et de veiller à ce que les règlements en matière de santé et de sécurité soient respectés¹⁵⁵.

Les chercheurs n'ont pas pu observer de cas d'inspection du travail sur des sites d'exploitation minière artisanale, qu'ils soient autorisés ou non, dans l'ex-province du Katanga. L'une des raisons est le manque de moyens. En 2014, le ministère employait seulement 20 inspecteurs pour toute la région minière de l'ancienne province¹⁵⁶. Le directeur d'une ONG basée dans le sud de la RDC a expliqué que :

« Les inspecteurs du travail se concentrent sur des sociétés [plutôt que sur des sites miniers artisanaux]. Chaque ville dispose d'un inspecteur du travail mais les territoires dont ils ont la charge est immense et ils n'ont pas les moyens de voyager »¹⁵⁷.

Les évaluations conduites par d'autres ONG et par le ministère du Travail des États-Unis ont également mis en avant le manque de ressources au sein de l'Inspection du travail et le manque de contrôle et de suivi à l'égard des déclarations de cas de travail des enfants¹⁵⁸. Le ministère du Travail des États-Unis a indiqué :

« Les inspecteurs du travail n'ont souvent pas suffisamment de fonds, de personnels, de services, de communication, d'infrastructures et de moyens de transport pour conduire des inspections... Les inspecteurs du travail n'ont pas reçu de formation sur les pires formes de travail des enfants en 2014... Le ministère du Travail n'a pas de système destiné à suivre les plaintes déposées en matière de travail des enfants et n'ont pas conservé les dossiers d'enquête sur le travail des enfants pendant la période concernée... Les données sur le nombre de plaintes, d'inspections, de procès-verbaux et de poursuites en lien avec le travail des enfants n'est pas disponible publiquement »¹⁵⁹.

Comme nous l'avons déjà vu, le SAESSCAM est l'agence qui a la mission la plus claire pour appliquer les règles du gouvernement dans les exploitations minières artisanales. Le SAESSCAM a les missions suivantes¹⁶⁰:

- Fournir de la formation et assister techniquement et financièrement les mineurs ;
- Assurer le suivi des flux des substances minérales des mines jusqu'au point de vente ;
- Veiller, après la vente, au recouvrement de l'imposition due à l'Etat ;
- Inciter le regroupement des exploitants miniers artisanaux en coopératives minières ;
- Donner des directives en matière de normes de sécurité sur les sites d'exploitation et veiller à leur stricte application.

Les responsables du SAESSCAM à Kolwezi, à Likasi et à Lubumbashi ont décrit aux chercheurs les activités menées par leur agence pour améliorer la sécurité des travailleurs¹⁶¹. Il s'agit de former les mineurs sur la façon de construire des mines respectant les conditions de

155. Article 187, Code du travail de la RDC (2002).

156. Ministère du Travail des USA, 2014 *Findings on the Worst Form of Child Labour*, p. 4, www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/congo_democratic_republic.htm.

157. Courriel du 25 décembre 2015.

158. Pact Inc, *Breaking the Chain: Ending the Supply of Child-Mined Minerals*, p. 12, 201, disponible à : <http://www.pactworld.org/blog/breaking-chain-child-mining-democratic-republic-congo>.

159. Ministère du Travail des USA, 2014 *Findings on the Worst Form of Child Labor*, p. 4. www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/congo_democratic_republic.htm. (consulté 9 octobre 2015)

160. Décret n°047-C/2003 du 28 mars 2003 portant création et statut d'un service public dénommé Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining ou production minière à petite échelle, en sigle 'SAESSCAM', Gouvernement de la RDC, 2003, <http://www.saesscam.cd/SAESSCAM/pages/creation.php>.

161. Entretiens menés par Amnesty International, 11 et 15 mai 2015.

sécurité, d'inspecter les mines pour veiller à ce qu'elles soient sûres, de mettre en place et de former des unités de police pour patrouiller dans les régions d'exploitation minière et d'arbitrer lorsqu'il y a des conflits entre des groupes de mineurs. Le SAESSCAM appuie la création de coopératives regroupant des mineurs, lesquelles gèrent les sites miniers, cherchent des investisseurs et négocient la vente des substances minérales. Comme nous l'avons vu précédemment, le réseau PriceWaterhouseCoopers a été très critique des performances du SAESSCAM lorsqu'il l'a audité en 2013. Il a été souligné l'absence de « plan stratégique », le manque de ressources humaines et logistiques et la priorité accordée par le personnel à la collecte des taxes auprès des mineurs artisanaux par rapport à toutes leurs autres missions¹⁶². On ne sait toujours pas les actions prises par le gouvernement pour améliorer la performance du SAESSCAM depuis que cet audit a été conduit.

INCAPACITÉ À PROTÉGER LES ENFANTS CONTRE LE TRAVAIL DANGEREUX ET À VEILLER À LEURS DROITS À L'ÉDUCATION

Comme nous l'avons déjà vu dans ce chapitre, le travail des enfants est fréquent dans les mines non autorisées d'exploitation du cobalt en RDC. Les enfants effectuent des activités qui peuvent donner lieu à du travail dans les galeries souterraines, du transport de charges lourdes, une exposition à des substances dangereuses, être victimes de violence physique et à des conditions de travail difficiles, notamment celles d'avoir de longues heures de travail. De telles activités « sont susceptibles de nuire à la santé...[et] à la sécurité...des enfants » et constituent une des pires formes de travail des enfants¹⁶³.

Le travail des enfants dans les mines est illégal en RDC. Le Code minier (2002) interdit les enfants de moins de 18 ans de travailler dans l'exploitation minière artisanale. De surcroît, le Code du travail (2002) interdit « les pires

formes du travail des enfants »¹⁶⁴. Néanmoins, le gouvernement de la RDC ne réussit pas à appliquer correctement ces lois dans les mines artisanales¹⁶⁵.

Conformément à la Constitution de la RDC et à une loi récemment promulguée, l'éducation primaire est censée être obligatoire et gratuite¹⁶⁶. Toutefois, l'insuffisance des financements de l'État aux écoles, les frais de scolarité ainsi que d'autres obstacles financiers empêchent les enfants d'avoir accès à un enseignement primaire. Plusieurs organismes de surveillance du respect des droits humains des Nations Unies de même que des Commissions d'experts de l'OIT ont exhorté le gouvernement à plusieurs reprises à améliorer le fonctionnement du système éducatif et à assurer l'accès de tous les enfants à l'école primaire¹⁶⁷. C'est ainsi qu'en 2009, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au gouvernement de « [g]arantir à tous les enfants, sans discrimination, l'accès à un enseignement primaire, gratuit, sans frais supplémentaires (frais autres que les frais d'inscription) » et que « l'État partie donne la priorité à l'amélioration du taux de scolarisation en primaire et à la prévention de l'abandon scolaire, afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants »¹⁶⁸.

Malgré des progrès récents dans la proportion d'enfants scolarisés, la RDC demeure un des pays avec le niveau le plus élevé d'enfants qui ne sont pas scolarisés, que l'UNESCO estime « à plus de deux millions »¹⁶⁹.

En 2011, la RDC a élaboré un plan d'action national visant à éliminer les pires formes du travail des enfants d'ici 2020¹⁷⁰. Ce plan a pour objectif, entre autres, de renforcer le ministère du Travail pour qu'il déploie davantage d'inspecteurs et qu'il veille à ce que l'école soit gratuite et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge minimum d'accès à l'emploi. Néanmoins, ce plan doit encore être officiellement adopté et mis en œuvre par le gouvernement¹⁷¹, malgré les recommandations

162. Ministère des Mines - Unité d'exécution du projet PROMINES, *Audit du cadre institutionnel et organisationnel régissant le secteur des mines*, available at http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/Rapport_Orga_saess.pdf (consulté le 9 octobre 2015).

163. Article 3(d), OIT, *Convention sur les pires formes de travail des enfants*

164. Article 3 du Code du travail de la RDC, 2002, www.droit-afrique.com/images/textes/RDC/RDC%20-%20Code%20du%20travail%202002.pdf

165. Article 23 du Code minier de la RDC.

166. Article 43 de la Constitution de la République démocratique du Congo et l'article 38 du Code de protection de l'enfance, 2009 (Loi no 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant).

167. Voir par exemple, Commission d'experts sur l'application des conventions et des recommandations de l'OIT, Observation sur une Demande directe, adoptée en 2014, publiée dans la 104e session de CIT, 2015, Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants (1999), République démocratique du Congo, disponible à : http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:3185795 (consulté le 7 janvier 2015); et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Concluding Observations: Democratic Republic of the Congo*, Nations Unies, Doc. E/C.12/COD/CO/4, 20 novembre 2009, § 35

168. Comité des droits de l'enfant, *Concluding Observations: Democratic Republic of the Congo*, UN Doc. CRC/C/COD/CO/2, 10 février 2009, § 66 (a) et 81.

169. Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations, Demande directe adoptée en 2013 et publiée lors de la 103e session de la CIT (2014), Convention (n° 138) sur l'âge minimum (1973) – République démocratique du Congo (ratifiée en 2001).

170. Plan d'action national de lutte contre les pires formes de travail des enfants (PAN) en République démocratique du Congo, <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/MONOGRAPH/94977/111643/F-2051372699/COD-94977.pdf>.

171. Entretien mené par Amnesty International avec un délégué de la protection de l'enfance d'UNICEF

faites par des organismes de surveillance de l'OIT au gouvernement l'invitant à adopter et à financer ce plan en urgence¹⁷².

VIOLATIONS DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES DE LA RDC

La RDC est un État partie à différents traités régionaux et internationaux lesquels exigent que la RDC protège le droit au travail et sur le lieu de travail, le droit à la santé, le droit à l'éducation et le droit à un niveau de vie suffisant et qu'elle soustrait les enfants du travail qui est dangereux pour leur sécurité et leur santé. Parmi ces traités figurent le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; la Convention sur les droits de l'enfant ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; la Convention sur les pires formes de travail des enfants de l'OIT ; la Convention de l'âge minimum d'accès à l'emploi de l'OIT et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Le gouvernement de la RDC doit garantir le droit au travail de toute personne, celui de jouir de conditions de travail justes et assurant la sécurité et l'hygiène¹⁷³. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a insisté que « [l]e travail tel qu'énoncé dans l'article 6 du Pacte doit pouvoir être qualifié de travail décent. Un travail décent respecte les droits fondamentaux de la personne humaine ainsi que les droits des travailleurs concernant les conditions de sécurité au travail et de rémunération. Il assure aussi un revenu permettant au travailleur de vivre et de faire vivre sa famille, conformément à l'article 7 du Pacte. Parmi ces droits fondamentaux figurent le respect de l'intégrité physique et mentale du travailleur dans l'exercice de son activité¹⁷⁴ ». Le Comité a souligné que les États doivent réduire le nombre de travailleurs non déclarés, qui de ce fait ne disposent d'aucune protection¹⁷⁵.

Le droit à la santé¹⁷⁶ requiert, entre autres, que les gouvernements améliorent « tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle » et qu'ils assurent la prophylaxie et le traitement des maladies professionnelles ainsi que la lutte contre ces maladies. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a précisé les obligations des États à prendre des mesures de prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Parmi ces mesures, le Comité fait figurer « [celles visant à] empêcher et à réduire l'exposition de la population à certains dangers tels que les radiations ou produits chimiques toxiques et autres facteurs environnementaux nocifs ayant une incidence directe ou indirecte sur la santé des individus. En outre, l'hygiène du travail consiste à réduire autant qu'il est raisonnablement possible les causes des risques pour la santé inhérents au milieu du travail¹⁷⁷ ». Le Comité a expliqué qu'un État manque à son obligation de protéger quand il ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour protéger les personnes relevant de sa juridiction contre des atteintes au droit à la santé imputables à des tiers. « Dans cette catégorie de manquements entrent certaines omissions, comme le fait de ne pas réglementer l'activité de particuliers, de groupes ou de sociétés aux fins de les empêcher de porter atteinte au droit à la santé d'autrui; [et] le fait de ne pas protéger ... les travailleurs contre des pratiques nocives pour la santé »¹⁷⁸.

Les enfants ont le droit d'être protégés contre l'exploitation économique et de « n'être astreint[s] à aucun travail qui comporte des risques ou qui soit susceptible de compromettre [leur] éducation ou de nuire à [leur] santé ou à [leur] développement physique, mental, spirituel, moral ou social »¹⁷⁹. Comme nous l'avons déjà mentionné, la RDC est également un État partie à la Convention sur les pires formes de travail des enfants laquelle exige de la part des gouvernements qu'ils prennent des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants¹⁸⁰.

172. Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations de l'OIT, *Observation* adoptée en 2014 et publiée lors de la 104e session de CIT (2015), Convention (n°138) sur l'âge minimum (1973), République démocratique du Congo, disponible à : http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:3185704 (consulté le 7 janvier 2015).

173. Articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; article 15 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; et article 11 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

174. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Observation générale n° 18 : Le droit au travail*, UN Doc. E/C.12/GC/18, 6 février 2006, § 7.

175. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Observation générale n° 18 : Le droit au travail*, UN Doc. E/C.12/GC/18, 6 février 2006, § 10.

176. Article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et article 16 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

177. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Observation générale n° 14 : Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint* (article 2), UN Doc. E/C.12/2000/4, 11 août 2000, § 15.

178. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Observation générale n° 14 : Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint* (article 2), UN Doc. E/C.12/2000/4, 11 août 2000, § 51.

179. L'article 32 de la Convention sur les droits de l'enfant et l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La RDC est également État partie à la Convention (n°138) sur l'âge minimum d'admission à l'emploi de l'OIT qui demande aux gouvernements de veiller à ce qu'un aucun enfant de moins de 18 ans n'ait un emploi qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, soit susceptible de nuire à la santé et à la sécurité de l'enfant.

180. Organisation internationale du travail (OIT), Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants, article 1, disponible à : http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C182

Dans la Convention, les enfants sont définis comme des personnes de moins de 18 ans¹⁸¹ et elle inclut, entre autres, dans « les pires formes de travail des enfants » « les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant »¹⁸². Toute personne a droit à l'éducation et le gouvernement doit faire en sorte que l'enseignement primaire soit obligatoire et gratuit pour tous¹⁸³.

Le gouvernement de la RDC ne répond pas aux obligations qui lui incombent de protéger les populations contre les violations de leur droits au travail et sur leur lieu de travail et de leurs droits à la santé dans la mesure où il n'a pas mis en place, ni appliqué des mesures de protection suffisantes à l'égard des exploitants artisanaux travaillant dans des zones non autorisées. Le gouvernement a toujours encouragé les exploitants artisanaux mais n'a pas réussi à bien prendre en compte ni à protéger leurs droits du travail. Le nombre de ZEA créées n'est pas suffisant pour accueillir les exploitants artisanaux de sorte que beaucoup d'entre eux sont obligés de travailler dans des zones non autorisées, le plus souvent dans des conditions de travail dangereuses où ils sont exposés à des niveaux élevés de produits chimiques pouvant être néfastes pour leur santé. Les autorités de l'État sont tout à fait au courant de ces exploitations minières illégales et sont aussi souvent présentes sur place. D'ailleurs, ce rapport témoigne de cas d'extorsion illégale d'argent auprès de mineurs artisanaux par des responsables de l'État, lesquels ferment les yeux sur les conditions dangereuses dans lesquelles les mineurs travaillent. Le gouvernement

devrait créer davantage de ZEA et régulariser, dans la mesure du possible, les zones d'exploitation minière non autorisées. Lorsque ce n'est pas possible pour des raisons de sécurité ou pour d'autres considérations, le gouvernement devrait aider les mineurs artisanaux à trouver d'autres sites autorisés et leur créer d'autres possibilités d'emploi. Il devrait étendre et appliquer les normes en matière de travail et de sécurité et offrir du soutien dans la mise en application de ces normes à l'égard de tous les mineurs artisanaux.

Le gouvernement n'a pas réussi à mettre en place un système adéquat pour suivre et faire appliquer les normes existantes en matière de travail, notamment au regard des pires formes de travail des enfants. Un écart important demeure entre l'âge de la scolarité obligatoire et l'âge minimum pour l'accès à l'emploi, aggravant le risque des enfants de se retrouver dans les pires formes de travail. Il faudrait que le gouvernement supprime les barrières, notamment financières, auxquelles les enfants se heurtent pour avoir accès à l'enseignement primaire et qu'il fasse en sorte que tous les enfants puissent aller à l'école primaire gratuite et obligatoire. Il est important que le gouvernement adopte et mette en œuvre de toute urgence le plan d'action national afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants.

La RDC a ratifié la Convention n°81 de l'OIT qui exige que les États disposent d'un système d'inspection du travail doté de moyens suffisants pour veiller à la protection des travailleurs¹⁸⁴.

181. OIT, *Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants*, article 2.

182. OIT, *Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants*, article 3 (d).

183. Article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; article 28 de la Convention sur les droits de l'enfant, article 17 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; et article 10 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

184. OIT, *Convention (n°81) de l'inspection du travail*, 1947

3. LE DEVOIR DE DILIGENCE : LA NORME INTERNATIONALE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

Les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits humains quel que soit le lieu où elles opèrent dans le monde. Cette responsabilité est énoncée dans le guide des Nations Unies *Les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PDEDH)*¹⁸⁵. La responsabilité, qui incombe aux entreprises, de respecter les droits humains existe indépendamment des capacités ou de la détermination d'un État de remplir ses propres devoirs en matière de droits humains¹⁸⁶. Cela signifie que si un État, comme la RDC, n'a pas le cadre réglementaire nécessaire ou n'a pas la capacité ou la volonté d'appliquer les lois en vigueur pour empêcher des atteintes aux droits humains, l'entreprise qui y travaille doit prendre les mesures proactives pour faire respecter les droits humains dans ses activités.

Les PDEDH exigent que les entreprises « ne nuisent pas », ou en d'autres termes, qu'elles prennent des dispositions proactives pour s'assurer qu'elles ne sont pas à l'origine d'atteintes aux droits humains ou qu'elles n'y contribuent pas dans le cadre de leurs activités au niveau mondial. Elles ont aussi l'obligation de répondre aux atteintes de droits humains lorsqu'elles se produisent. Pour « connaître » les droits humains et « montrer » qu'elles assument leurs responsabilités, les entreprises doivent

faire preuve du devoir de diligence en matière de droits humains. Le processus engagé par les entreprises est de : « identifier leurs incidences sur les droits de l'homme, prévenir ces incidences et en atténuer les effets, et rendre compte de la manière dont elles y remédient »¹⁸⁷. Cette responsabilité s'étend aux chaînes d'approvisionnement en ressources minérales des entreprises au niveau mondial. Ainsi conformément avec les normes internationales actuelles, on s'attend à ce que toutes les entreprises qui achètent du cobalt ou des composants qui en contiennent doivent faire preuve de devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a élaboré un guide pratique sur la façon d'exercer le devoir de diligence¹⁸⁸, *Le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque* (Guide de l'OCDE). En 2010, ce guide a été approuvé par 34 États membres de l'OCDE¹⁸⁹. La conférence internationale sur la Région de Grands Lacs (CIRGL), une structure régionale qui comprend la RDC l'a ensuite entériné¹⁹⁰. De plus, neuf États non-membres de l'OCDE ont également adhéré au Guide de l'OCDE¹⁹¹. Plus récemment, la Chine a reconnu le Guide de l'OCDE comme une référence internationale pour exercer un devoir de diligence responsable à l'égard de la chaîne d'approvisionnement en substances minérales¹⁹².

L'adoption par un grand nombre de pays du Guide de l'OCDE témoigne de la conscience croissante au niveau mondial du devoir qu'ont les entreprises d'adopter des pratiques responsables au niveau de leur chaîne d'approvisionnement lorsqu'elles se procurent des minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. La mise en œuvre de cette norme est claire pour les entreprises

185. Les PDEDH ont été élaborés par John Ruggie, l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. Ils ont été analysés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2011. Haut-Commissariat des droits de l'homme, *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies (2011)*, UN Doc HR/PUB/11/04, www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf (consulté le 18 décembre 2015).

186. Les PDEDH, Commentaire du principe 11.

187. Les PDEDH, principes 15(b) et 17. Ces principes sont repris dans le chapitre sur les droits humains dans la version révisée des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Depuis 2011, ce document contient un chapitre sur les droits humains qui explique les étapes en matière de devoir de diligence que les entreprises doivent exercer pour s'assurer qu'elles respectent les droits humains dans leurs activités mondiales. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (2011). Disponible à : <http://www.oecd.org/fr/investissement/mne/48004355.pdf> (consulté le 18 décembre 2015).

188. Actuellement, il existe des suppléments détaillés pour l'étain, le tantale, le tungstène et l'or. Voir l'OCDE, *Le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*, deuxième édition, 2013, disponible à <http://www.oecd.org/fr/investissement/mne/GuideEdition2.pdf>, OCDE, Recommandation du Conseil relative au Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, 2012, disponible à <http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=268&Lang=fr&Book=False>.

189. <http://www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm>. (consulté le 18 décembre 2015)

190. Déclaration de Lusaka, adoptée le 15 décembre 2010. Les États suivants sont concernés : Angola, Burundi, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Ouganda et Zambie. <http://www.oecd.org/daf/inv/mne/47143500.pdf> (consulté le 18 décembre 2015).

191. Il s'agit des pays suivants : Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Lettonie, Lituanie, Maroc, Pérou et Roumanie. Voir <http://mneguidelines.oecd.org/mining.htm> (consulté le 18 décembre 2015). De surcroît, l'OCDE fait des efforts actuellement pour encourager mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention d'entreprises d'exploitation minière en Inde.

192. La Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques, *Chinese Due Diligence Guidelines for Responsible Mineral Supply Chains*, 2 décembre 2015, p.6-7, disponible à : <http://mneguidelines.oecd.org/chinese-due-diligence-guidelines-for-responsible-mineral-supply-chains.htm> (consulté le 18 décembre 2015).

domiciliées et/ou opérant dans des États membres de l'OCDE, dans des États qui ont entériné le Guide de l'OCDE ou dans les États mentionnés ci-dessus qui y ont adhéré. Pour les entreprises qui sont domiciliées et/ou qui opèrent dans d'autres pays, le Guide de l'OCDE peut être utilisé pour indiquer comment les PDEDH peuvent être mis en œuvre par les entreprises s'approvisionnant en minerais, son cadre relatif au devoir de diligence étant conforme avec celui des PDEDH. Alors que le Guide de l'OCDE est un instrument qui n'est pas juridiquement contraignant, il fournit aux entreprises des directives détaillées sur les mesures requises pour qu'elles exercent leur devoir de diligence en matière de droits humains quand elles extraient ou s'approvisionnent en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. L'ensemble des pays, qu'ils soient membres ou non de l'OCDE, devraient agir conformément à ce guide. D'ailleurs, de nombreux pays ont déjà déclaré qu'ils soutenaient cet instrument.

Le Guide de l'OCDE a pour objet de faire en sorte que les entreprises ne profitent pas de la perpétuation d'atteintes graves des droits humains, et qu'elles n'y contribuent pas, dans les mines dans lesquelles elles s'approvisionnent ou partout ailleurs tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Le Guide de l'OCDE vise aussi à s'assurer que les entreprises sont transparentes sur la façon dont elles recensent et traitent les questions relatives aux droits humains. En conséquence, les entreprises doivent être en mesure d'apporter la preuve qu'elles se procurent des minerais de façon responsable. La conduite responsable est détaillée dans le Guide de l'OCDE et diffèrera selon s'il s'agit de fournisseurs en « amont » (de la mine aux fonderies) ou de fournisseurs « en aval » (des fonderies aux détaillants). Un modèle politique pour une chaîne d'approvisionnement, développé dans l'annexe du Guide de l'OCDE, identifie les atteintes graves que les entreprises doivent connaître et savoir gérer¹⁹³. Il s'agit de fournir un « cadre de référence commun pour les entreprises »¹⁹⁴, sans que cette liste ne soit exhaustive des risques en matière de droits humains auxquels les entreprises peuvent être confrontées.

LE DEVOIR DE DILIGENCE ET LE COMMERCE DES SUBSTANCES MINÉRALES

Le Guide de l'OCDE s'applique à toutes les substances minérales et aux entreprises à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement. Il énonce cinq étapes que les entreprises doivent suivre pour respecter les droits humains et éviter de financer les conflits lorsqu'elles s'approvisionnent en minerai dans des zones de conflits ou à haut risque¹⁹⁵. Le devoir de diligence est défini dans le guide comme un « processus continu, proactif et réactif qui permet aux entreprises de s'assurer qu'elles respectent les droits humains, qu'elles ne contribuent pas aux conflits ».

Le Guide de l'OCDE s'applique à toutes les zones de conflit et à haut risque. Les zones à haut risque sont caractérisées par « l'instabilité politique ou la répression, la faiblesse des institutions, l'insécurité, l'effondrement des infrastructures civiles ou une violence généralisée, mais aussi des atteintes systématiques aux droits de l'homme et des violations du droit national et international »¹⁹⁶.

Selon la définition de l'OCDE, la région du sud de la RDC dont fait état ce rapport (anciennement connue comme le Katanga) serait une « zone à haut risque ». De fait, cette zone se caractérise par la présence de nombreux facteurs comme l'instabilité politique, la faiblesse des institutions, l'insécurité, l'absence de protection contre les atteintes aux droits humains et des actes de violence intermittents¹⁹⁷.

Le Guide de l'OCDE établit un cadre pratique en cinq étapes pour l'exercice d'un devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit des prescriptions suivantes : i) la mise en place de solides systèmes de gestion ; ii) l'identification et l'évaluation des risques liés à la chaîne d'approvisionnement ; iii) la conception et la mise en œuvre d'une stratégie pour répondre aux risques identifiés ; iv) la réalisation par un

193. OCDE, *Le Guide de l'OCDE Annexe II : Modèle politique pour une chaîne d'approvisionnement*, p.23, la partie 1 indique que : « ...nous [les entreprises] ne tolérerons, ni profiterons, contribuerons, assisterons ou faciliterons en aucune manière (...) iii) les pires formes de travail des enfants ».

194. OCDE, *Le Guide de l'OCDE Annexe II : Modèle politique pour une chaîne d'approvisionnement*, p. 22, note en bas de page n°1.

195. OCDE, *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 7, Recommandation du Conseil relative au Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, 17 juillet 2012.

196. Voir : *le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 13.

197. Pour une évaluation de la situation en matière des droits humains en RDC, voir L'Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Troisième rapport conjoint des sept experts des Nations Unies sur la situation en République démocratique du Congo, mars 9, 2011, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4d8b45562> (consulté 18 décembre 2015).

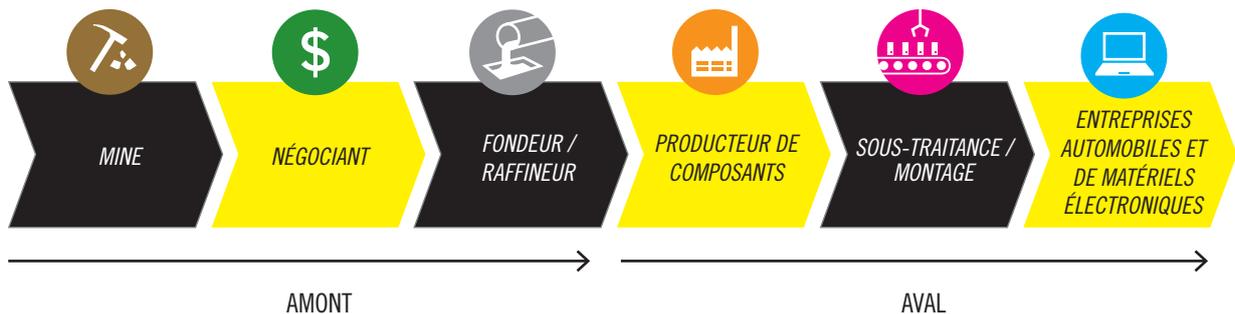
tiers d'un audit indépendant de l'exercice du devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement en des points déterminés de cette chaîne ; et v) la publication d'un rapport public sur les politiques et les pratiques du devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement¹⁹⁸.

L'OCDE opère une distinction entre les responsabilités des entreprises selon leurs positions au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Il y a celles qui opèrent « en amont » et celles « en aval ». Les acteurs « en amont » comprennent les entreprises comme les négociants et les fonderies qui travaillent dans le pays d'origine des substances minérales (c'est-à-dire les maisons d'achat et les négociants internationaux qui achètent et traitent le cobalt en RDC de même qu'en dehors). Les entreprises « en aval » désignent tous les acteurs qui achètent le

cobalt, qui fabriquent ou vendent des composants ou des produits qui contiennent du cobalt après qu'il ait été transformé. Parmi ces acteurs figurent aussi les marques qui vont finalement vendre des produits aux consommateurs finaux.

Le Guide de l'OCDE fournit aussi un cadre détaillé relatif au devoir de diligence pour toute la chaîne de l'approvisionnement en étain, en tantale et en tungstène (souvent appelés les 3T (Tin (étain), Tantale et Tungstène) de même que l'or, selon que les entreprises soient en amont ou en aval. Le supplément sur l'étain, le tantale et le tungstène est pertinent pour la chaîne d'approvisionnement en cobalt dans la mesure où ces différents minerais doivent également subir une transformation dans la fonderie, contrairement à l'or.

Chaîne d'approvisionnement



RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES EN AMONT

Selon le Guide de l'OCDE, il appartient aux entreprises en amont (telles que définies ci-dessus) de retracer l'origine de la substance minérale depuis le lieu d'extraction, de clarifier les circonstances de son extraction, de son commerce, de sa manutention et de son exportation. Les entreprises devraient déployer « sur le terrain des équipes d'évaluation (...) qui seraient chargées de produire et de partager des informations vérifiables, fiables et à jour sur les circonstances qualitatives d'extraction, de commerce,

de traitement et d'exportation »¹⁹⁹. Les entreprises en amont devraient communiquer les informations qu'elles ont collectées à leurs clients en aval.

De surcroît, ces entreprises en amont devraient prendre des dispositions pour identifier, évaluer et gérer les atteintes aux droits humains commises au niveau de la chaîne d'approvisionnement. C'est ainsi qu'elles devraient « réduire au minimum les risques d'exposition des mineurs artisanaux à des pratiques abusives, en soutenant les efforts des gouvernements des pays hôtes pour professionnaliser et légaliser progressivement le secteur artisanal »²⁰⁰.

198. *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 17-19.

199. *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 36.

200. *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 30.

RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES EN AVAL

Les entreprises « en aval » (telles que définies ci-dessus) devraient être en mesure de retracer le cobalt dans leurs produits jusqu'au niveau de l'entreprise où la substance minérale a été raffinée. Contrairement aux entreprises en amont, on ne s'attend pas, selon le Guide de l'OCDE, à ce qu'elles identifient l'origine du cobalt contenu dans leurs produits jusqu'aux mines de la RDC. Toutefois, il appartient aux entreprises en aval « [d']examiner le processus de diligence mis en œuvre par les fonderies/affineries présents dans leur chaîne d'approvisionnement et [d']évalu[er] si celles-ci adhèrent aux mesures de diligence recommandées dans le présent Guide »²⁰¹. Ces acteurs en aval devraient alors prendre des mesures pour atténuer les risques identifiés en travaillant par exemple avec les entreprises de fonderie/affinerie pour qu'elles améliorent leurs pratiques et leurs performances en matière de devoir de diligence. Ces activités peuvent être conduites avec d'autres fournisseurs ou au moyen d'initiatives mises en place dans le secteur, bien que chaque entreprise demeure responsable de son propre devoir de diligence.

Au regard de la réponse à donner à des atteintes en matière de droits humains, le Guide de l'OCDE exige que les entreprises en aval exercent leur influence sur les fournisseurs en amont « qui sont les mieux à même d'atténuer efficacement et directement les risques d'impacts négatifs »²⁰².

RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT À PRENDRE DES MESURES CORRECTIVES

En outre, les PDEDH précisent clairement que les entreprises ont la responsabilité d'atténuer et de prendre des mesures correctives à l'égard des victimes si elles

n'ont pas été en mesure de respecter les droits humains à tout moment de leurs activités. Il est impératif que l'entreprise ne se limite pas à cesser toute relation avec un fournisseur ou à décréter un embargo sur le cobalt de RDC lorsque des atteintes aux droits humains ont été repérées dans la chaîne d'approvisionnement. L'entreprise doit alors prendre des mesures et faire en sorte de donner une réparation aux travailleurs et aux autres personnes qui ont subi des préjudices suite à des atteintes des droits humains, en collaborant avec d'autres acteurs pertinents tels que ses fournisseurs, d'autres entreprises en aval, les autorités nationales, des ONG, des organismes internationaux et le gouvernement du pays d'origine de l'entreprise. Il faudrait, par exemple, mettre en place un plan d'action coordonné avec les autorités nationales et selon le cas, avec l'appui des agences internationales et des ONG, pour soustraire les enfants du travail dangereux, pour s'assurer qu'ils puissent avoir accès à l'éducation, pour fournir une aide aux enfants et si besoin à leurs familles, et pour suivre la situation des enfants. Cette responsabilité à réparer se poursuit même si une entreprise suspend ou cesse la relation commerciale avec un fournisseur²⁰³.

INTRODUIRE LE DEVOIR DE DILIGENCE RELATIF AUX DROITS HUMAINS POUR LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DANS LA LOI

Actuellement il n'existe pas de cadre juridique dans le monde qui impose aux entreprises de la chaîne d'approvisionnement en cobalt d'exercer le devoir de diligence ou de révéler leurs efforts malgré l'existence de quelques lois demandant la divulgation d'information sur d'autres substances minérales provenant de la RDC et des pays voisins.

En 2012, la RDC a intégré le Guide de l'OCDE dans la loi nationale de 2012 pour l'étain, le tantale, le tungstène (3T) et l'or. Par conséquent, les entreprises opérant dans la chaîne d'approvisionnement en 3T et de en or en RDC doivent exercer le devoir de diligence²⁰⁴. Ces

201. OCDE, *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 37.

202. OCDE, *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence*, p. 51.

203. OCDE, *Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence, Annexe II : Modèle politique pour une chaîne d'approvisionnement*, p.20, section 2, L'atténuation des risques devrait être interprétée en relation avec la responsabilité des entreprises de réparer les atteintes aux droits humains commises au sein de leur chaîne d'approvisionnement.

204. Arrêté Ministériel n° 0057 du 29 février 2012 portant mise en œuvre du Mécanisme régional de certification de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs "CIRGL" en République démocratique du Congo, 2012, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Arrete_0057_2012.pdf.

minerais (souvent appelés « les minerais des conflits » ou « minerais de sang ») ont été sélectionnés en raison de leurs liens avérés avec des groupes armés et parce qu'ils alimentent des conflits dans l'est de la RDC²⁰⁵. De surcroît, l'OCDE a produit des suppléments détaillés que les entreprises impliquées dans ces minerais en RDC pourraient suivre. La loi congolaise dispose que de nouvelles substances minérales peuvent être rajoutées à la liste de celles pour lesquelles le devoir de diligence est obligatoire, à la suite d'une décision prise par la structure régionale la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)²⁰⁶.

En attendant que le cobalt soit ajouté à cette liste, son commerce avec la RDC est actuellement régi par le Code minier (2002). Celui-ci exige que tous les négociants en cobalt de RDC disposent d'un permis valide délivré par le gouvernement provincial²⁰⁷. Ces négociants doivent garder des traces de chaque transaction en enregistrant la date, le lieu d'origine (au niveau de la ville et non de la mine) et le nom du vendeur de même que la quantité, la qualité et le prix des substances minérales achetées ou vendues²⁰⁸. Ils ne peuvent acheter qu'à des mineurs artisanaux détenteurs d'un permis²⁰⁹. Toutefois, ils ne sont pas tenus de demander des informations sur la location exacte des mines où le minerai a été extrait, ni sur les conditions d'extraction comme par exemple sur la question de savoir si les enfants sont impliqués. Ces lacunes témoignent de l'insuffisance de la loi dans la mesure où les commerçants ne sont pas obligés de déclarer ni de divulguer ce type d'information qui pourrait être capitale pour identifier, prévenir et atténuer les risques dans le domaine des droits humains et qui sont associés à l'extraction et au commerce du cobalt.

La RDC n'est pas le seul État qui est obligé, selon le droit international relatif aux droits humains, de prévenir les atteintes aux droits humains des entreprises sur son territoire.

En effet, le Guide de l'OCDE a été adopté par l'ensemble des 34 États membres de l'OCDE et entériné par neuf

pays non membres de l'OCDE et les onze États membres de la CIRGL. Il a récemment été reconnu par la Chine comme une référence internationale pour le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement. Toutefois, bien qu'il constitue la référence internationale la plus instructive pour exercer le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement en substances minérales, le Guide de l'OCDE n'est pas contraignant juridiquement.

Néanmoins, les États peuvent prendre des mesures pour exiger légalement auprès des entreprises qu'elles se conforment avec le Guide de l'OCDE. En janvier 2013, il y a eu un changement marquant dans la façon dont les entreprises en aval doivent traiter leur chaîne d'approvisionnement en substances minérales²¹⁰. En effet, une loi américaine est entrée en vigueur (connu sous le nom de la section 1502 de la loi Dodd-Frank) obligeant certaines sociétés cotées en bourse aux États-Unis d'opérer des contrôles sur leurs chaînes d'approvisionnement afin de déterminer si certaines substances minérales (3T et l'or) dans leur produits n'ont pas bénéficié à des groupes armés ou n'ont pas alimenté des atteintes aux droits humains en RDC et dans des pays voisins²¹¹. Ces entreprises sont aussi obligées de soumettre un rapport public sur cette question. Tout comme la loi en RDC, la législation américaine ne couvre pas d'autres substances minérales comme le cobalt bien que le champ d'application de la loi puisse être étendu au cas « de tout autre substance minérale ou son dérivé dont le Secrétaire d'État estime qu'il finance le conflit en RDC ou dans un pays voisin »²¹².

Plus récemment, l'OCDE a signé un protocole d'accord en octobre 2014 avec la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques (CCCMC, en anglais *The China Chamber of Commerce of Metals, Minerals and Chemicals Importers & Exporters*) en vue de promouvoir le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence en Chine. Le CCCMC a depuis lors publié son propre code volontaire de devoir de diligence²¹³. Ceci complète d'autres mesures réglementaires chinoises qui peuvent être utilisées dans

205. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of the Congo*, 2001, <http://www.securitycouncilreport.org/atf/ct/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/DRC%20S%202001%20357.pdf> (consulté le 18 décembre 2015).

206. *Arrêté Ministériel n° 0057 du 29 février 2012 portant mise en œuvre du Mécanisme Régional de Certification de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs "CIRGL" en République Démocratique du Congo*, article 2, 2012, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Arrete_0057_2012.pdf (consulté le 10 juin 2015).

207. Le code minier de la RDC (2002), articles 116-117.

208. "Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier," article 250, http://mines-rdc.cd/fr/documents/Reglement_minier.pdf (consulté le 10 juin 2015).

209. Le Code minier de la RDC (2002), article 116, disponible à: http://mines-rdc.cd/fr/documents/codeminer_eng.pdf (consulté le 10 juin 2015).

210. Bien que la loi Dodd-Frank a été votée en janvier 2010, les entreprises n'ont été obligées de se conformer à la section 1502 de la loi que lorsque la Commission américaine de contrôle des opérations de Bourse (US Securities & Exchange Commission) a publié la règle finale de mise en œuvre – cette règle est entrée en vigueur en janvier 2013.

211. Section 1502, *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, 2010. http://www.cftc.gov/ucm/groups/public/@swaps/documents/file/hr4173_enrolledbill.pdf (consulté le 18 décembre 2015).

212. Section 1502, *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, 2010.

213. La Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques (CCCMC), *Chinese Due Diligence Guidelines for Responsible Mineral Supply Chains*, 2 décembre 2015, <http://mneguidelines.oecd.org/chinese-due-diligence-guidelines-for-responsible-mineral-supply-chains.htm> (consulté le 18 décembre 2015).

le cadre du commerce de cobalt. En vertu de l'article 5 des Mesures administrant les investissements à l'étranger (ci-après dénommés « Mesures »), le ministère du Commerce (MOFCOM) du gouvernement de la République populaire de Chine et ses départements provinciaux sont responsables de la réglementation des investissements étrangers des sociétés chinoises²¹⁴. A ce titre, ils gèrent et supervisent les opérations des entreprises chinoises qui sont agréées pour investir à l'étranger. Les entreprises sont évaluées selon si elles sont, entre autres, en mesure de mener à bien leurs « responsabilités sociales », telles qu'exigées en vertu de l'article 20 des « Mesures »²¹⁵.

L'Union européenne (UE) examine actuellement un projet de loi qui pourrait obliger les entreprises en Europe à exercer le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement concernant les 3T (étain, tantale, tungstène) et l'or en conformité avec le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence²¹⁶.

Outre les mesures spécifiques prises par les États au sujet des chaînes d'approvisionnement en minerais, les États sont également tenus de protéger les droits humains dans le contexte des activités commerciales qui ont une dimension extraterritoriale. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a

précisé que les États ont l'obligation d'empêcher que des tiers, comme des entreprises, portent atteinte aux droits humains à l'étranger, s'ils sont en mesure d'avoir une influence sur ces tiers par des moyens juridiques ou politiques²¹⁷. Ces États sont généralement ceux, mais pas seulement, dans lesquels les entreprises multinationales sont domiciliées ou basées (et souvent appelé États d'origine). Le champ de ce devoir a été défini plus précisément ces dernières années au moyen de mécanismes de défense des droits humains des Nations Unies et par le travail d'experts en droit international²¹⁸. Pour l'essentiel, les obligations extraterritoriales des États nécessitent qu'ils prennent des mesures pour empêcher des entreprises enregistrées ou basées dans leur juridiction d'être à l'origine des atteintes aux droits humains dans d'autres pays ou d'y contribuer.

Les paramètres d'une telle réglementation devraient imposer à l'entreprise l'exercice du devoir de diligence adéquat, la divulgation de ses mesures politiques et de ses pratiques (y compris tous les risques identifiés et la façon dont ils sont gérés) et la façon dont elle agit dans le but d'empêcher que ses activités dans quelque pays que ce soit puissent être à l'origine d'atteintes aux droits humains ou d'y contribuer.

-
214. « Le ministère du Commerce et les départements du commerce dans chaque province, dans les régions autonomes, dans les municipalités administrées directement et dans 'separately listed planning cities' et le Corps de production et de construction du Xinjiang (ci-après, "des départements du commerce au niveau des provinces") sont chargés de mener la gestion et la surveillance des investissements à l'étranger » (Article 5 des Mesures pour la gestion des investissements à l'étranger, Ministère du Commerce de la République populaire de Chine).
215. « Les sociétés devraient exiger à leurs entreprises investissant à l'étranger d'observer les lois et la réglementation en vigueur dans les pays hôtes, de respecter la culture locale et les traditions, de mener à bien leurs responsabilités sociales et de bien réussir à protéger l'environnement et le travail et le développement de la culture d'entreprise, et la promotion de l'assimilation dans les communautés locales » (Article 10 des Mesures pour la gestion des investissements à l'étranger, Ministère du Commerce de la République populaire de Chine. Voir : Articles 26 et 27 sur le rôle du MOFCOM).
216. Commission européenne, *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instaurant un mécanisme européen d'autocertification dans le cadre du devoir de diligence relatif aux chaînes d'approvisionnement, pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène, de leurs minerais et d'or originaires de zones de conflit ou à haut risque*, 2014, disponible à http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2014/march/tradoc_152227.pdf
217. CDESC, l'Observation générale n°15 sur « Le droit à l'eau », 2002, UN Doc. E/C.12/2002/11, § 33 ; Aussi CDESC, l'Observation générale n°18 sur le droit à la sécurité sociale, UN Doc. E/C.12/GC/19, § 54.
218. CDESC, Observations générales n°14 et 15 ; voir aussi le Comité sur les droits de l'enfant, l'Observation générale n°16 sur les obligations de l'État au sujet de l'impact du secteur des entreprises sur les droits des enfants, § 43 et 44 ; Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, l'Observation générale n°28, § 36 ; voir aussi : Les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels disponible à : http://www.etoconsortium.org/nc/en/main-navigation/library/maastricht-principles/?tx_drblob_pi1%5BdownloadUid%5D=23 (consulté le 18 décembre 2015).

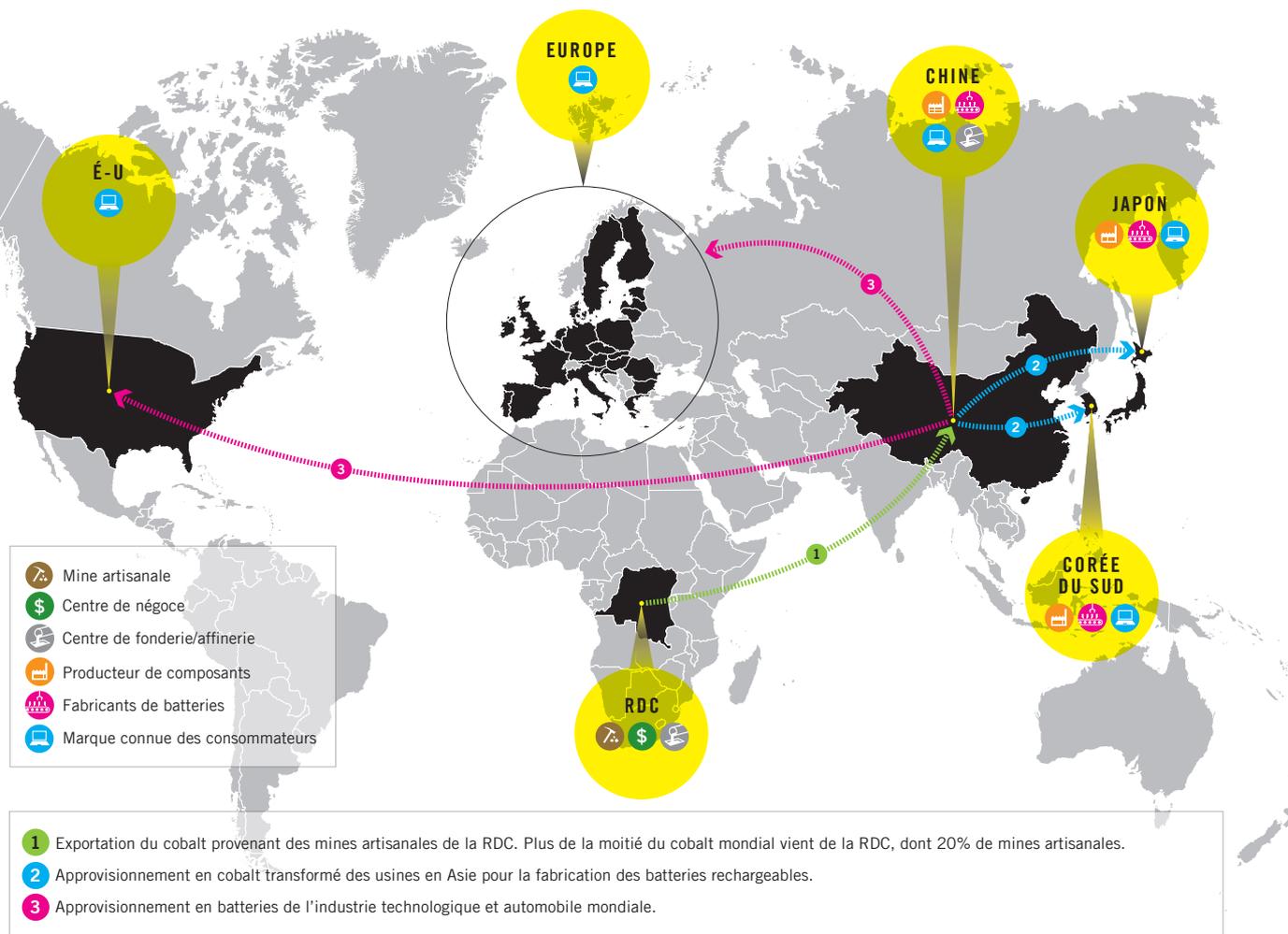
4. CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT : ABSENCE DE DILIGENCE ENTRE LA MINE ET LE MARCHÉ

« Une offre stable de minerai de cobalt brut à faible coût constitue un avantage concurrentiel déterminant pour rivaliser dans ce secteur énergétique. »

Zhejiang Huayou Cobalt Company Limited.²¹⁹

Ce chapitre présente les résultats d'une enquête menée par Amnesty International sur le commerce mondial du cobalt qui est exploité à Kolwezi (notamment à Kasulo et Kapata). Il retrace les routes susceptibles d'être empruntées par ce minerai depuis les mines artisanales de RDC jusqu'aux sociétés utilisant au final les matériaux, parmi lesquels figurent un grand nombre de marques mondialement reconnues. Il détermine par ailleurs si les entreprises dans la chaîne d'approvisionnement exercent le devoir de diligence concernant le respect des droits humains selon les normes en vigueur à l'échelle internationale (voir Chapitre 3 pour de plus amples informations à ce sujet). La première section du chapitre s'intéresse aux entreprises situées en amont de la chaîne d'approvisionnement (c.-à-d. de la mine à la fonderie). La seconde section examine les sociétés travaillant en aval (c.-à-d. de la fonderie à l'utilisateur final).

Le parcours du cobalt des mines artisanales de la RDC au marché mondial



219. Zhejiang Huayou Cobalt Co., Ltd (Huayou Cobalt), Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014, mai 2014, p. 66, disponible sur http://pg.jrj.com.cn/acc/CN_DISC/BOND_NT/2014/05/28/ls0000000000009h43j.pdf (consulté 7 janvier 2016).

Les chercheurs d'Amnesty International ont réuni ces deux aspects de la chaîne d'approvisionnement en cobalt à l'aide de travaux de recherche réalisés à l'intérieur du pays et en s'appuyant sur des éléments de preuve concordants. En commençant par les lieux d'extraction du minerai, les chercheurs ont identifié les entreprises situées en amont de la chaîne d'approvisionnement par le biais d'entretiens auprès de représentants gouvernementaux, de négociants et de mineurs. Les chercheurs ont suivi le parcours des sacs de minerai depuis les mines artisanales de Kolwezi d'où est extrait le cobalt jusqu'au marché où il est commercialisé. À partir de là, le minerai fondu est typiquement exporté de la RDC vers la Chine via un port situé en Afrique du Sud. Les chercheurs ont analysé des documents d'entreprise, notamment la documentation destinée aux investisseurs, les rapports annuels et les sites web pour déterminer les prochaines étapes. Ils ont, en outre, identifié les sociétés travaillant potentiellement en aval de la chaîne d'approvisionnement. Les chercheurs ont écrit à chacune des entreprises citées dans ce rapport et ont inclus des éléments de leurs réponses (des extraits de ces courriers sont fournis en annexe).

Il s'agit, à la connaissance d'Amnesty International, de la première étude de suivi de ce type sur la chaîne d'approvisionnement en cobalt (de la mine aux détaillants). Les travaux de recherche entrepris dans le cadre de ce rapport montrent qu'il existe très peu d'informations disponibles reliant l'ensemble des différents acteurs et les entreprises dans la chaîne d'approvisionnement.

LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT

Sur la base des recherches effectuées par Amnesty International dans l'ancienne province du Katanga, il existe au moins sept étapes entre les mines artisanales en RDC et les sociétés utilisant au final les matériaux.

Le point d'extraction constitue le premier niveau de la chaîne d'approvisionnement et implique les mineurs artisanaux. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les mineurs adultes négocient, par la suite, directement avec les maisons d'achat autorisées. Les enfants interrogés dans le cadre de ce rapport ont également indiqué aux chercheurs qu'ils vendaient leur minerai à des mineurs adultes ou à de petits négociants pour que ceux-ci le revendent à ces mêmes maisons d'achats agréées. À Kolwezi, ces maisons d'achat sont pour la plupart regroupées au niveau du marché de Musompo, à la périphérie de la ville. Ces maisons d'achat vendent ensuite leurs produits à un grand nombre d'entreprises plus importantes qui gèrent des fonderies et exportent le minerai traité.²²⁰

Les recherches effectuées par Amnesty International et Afreewatch ont permis de découvrir que Congo Dongfang Mining International (CDM) était un des plus gros exploitants à Kolwezi. Cette entreprise est une filiale appartenant exclusivement au groupe chinois Zhejiang Huayou Cobalt Company Ltd (Huayou Cobalt) qui figure parmi les plus gros fabricants de produits à base de cobalt.²²¹ CDM est une fonderie qui traite par conséquent le minerai avant de l'exporter vers Huayou Cobalt en Chine pour qu'il soit raffiné davantage.²²²

Chaîne d'approvisionnement



220. La société qui assure la fusion du cobalt occupe un rôle déterminant au sein de la chaîne d'approvisionnement (auquel il est souvent fait référence sous le terme de « point d'étranglement »). Lorsque les minerais sont traités avant d'être incorporés à d'autres composants et produits, il s'agit du meilleur moment auquel une société peut suivre le minerai et les conditions de son extraction et de sa commercialisation de la mine vers les fournisseurs locaux (c.-à-d. les atteintes aux droits humains liées à l'extraction et au mouvement du minerai). Comme nous l'avons indiqué dans le Chapitre 3, le fondeur doit pouvoir démontrer qu'il a obtenu le minerai de manière responsable, notamment en prenant des démarches visant à déterminer si des atteintes aux droits humains ont eu lieu dans ce maillon de la chaîne et à y remédier. Ces informations doivent être mises à la disposition des sociétés travaillant en aval de la chaîne d'approvisionnement.

221. Huayou Cobalt, *Annual Report 2014*, p. 20, disponible sur <http://www.huayou.com/downloadRepository/eda46c8c-448c-40df-8efa-a24bcfb76446.pdf> (consulté 7 janvier 2016).

222. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 66.



Des maisons d'achat au marché de Musompo dans la périphérie de Kolwezi où les mineurs artisanaux vendent du cobalt et du cuivre qu'ils ont extraits des mines artisanales qui entourent la ville, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

D'après les documents d'entreprise de Huayou Cobalt qui énumèrent les principaux clients de cette société, une grande partie des produits du cobalt qu'elle vend servent à produire des batteries rechargeables lithium-ion (Li-ion) pour l'alimentation d'appareils électroniques, tels que des téléphones mobiles, des ordinateurs portables et des appareils photo, ou encore des véhicules électriques.²²³ D'après les documents de l'entreprise, Huayou Cobalt vend ses produits à des fabricants de composants de batteries en Chine et en Corée du Sud. Ces entreprises vendent alors leurs produits à des fabricants de batteries qui négocient ensuite avec des marques bien connues des consommateurs.

I. LES ENTREPRISES EN AMONT

DES MINES VERS LES NÉGOCIANTS

Les chercheurs ont pu observer que la majeure partie du cobalt extrait des mines artisanales de Kolwezi était

commercialisée au marché de Musompo situé à 15 km de la ville. Le gouvernement de la RDC a établi ce marché en 2013 en transférant les maisons d'achat spécialisées dans le cuivre et le cobalt pour désengorger la ville et réduire les niveaux de pollution.²²⁴ Ces maisons sont autorisées à faire le commerce du cobalt. À l'heure actuelle, plus de 200 d'entre eux sont établis à cet endroit, la plupart appartenant à des Chinois, d'après un responsable du gouvernement.²²⁵ Outre les maisons du marché de Musompo, des maisons d'achat sont situées à proximité des sites miniers individuels.²²⁶

On observe un flux constant de motos, de minibus, de voitures et de camions transportant des sacs de cobalt depuis les mines artisanales de Kolwezi vers le marché de Musompo. Les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrewatch ont suivi des véhicules allant de la zone minière de Kasulo au marché. Ils ont vu des maisons acheter du minerai directement auprès de mineurs artisanaux.

223. Huayou Cobalt, Annual Report 2014, p. 12, et Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014, p. 67.

224. Le Potentiel, *Kolwezi : Les entrepôts de minerais déplacés loin des habitations*, 6 août 2013, disponible sur http://www.lepotentielonline.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1810:kolwezi-les-entrepots-de-minerais-deplacés-loin-des-habitations&catid=91:regions (consulté le 20 décembre 2015).

225. Entretien réalisé par Amnesty International auprès de SAESSCAM, Kolwezi, 11 mai 2015.

226. Les chercheurs ont pu faire ces observations à Kapata et Kambove.



Une voiture alourdie par les sacs de minerai sur la route vers le marché de Musompo. Il y a un flux constant de motocyclettes, de minibus, de voitures et de camions transportant des sacs de minerais depuis les mines artisanales de Kolwezi vers le marché de Musompo, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch



Un mineur sur une mobylette transporte des sacs de minerai vers le marché de Musompo dans la périphérie de Kolwezi, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

En enquêtant, les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrewatch ont noté des activités dans quatre maisons d'achat, dont trois à Musompo et un à Kapata. Dans les trois maisons de Musompo, les chercheurs ont interrogé le personnel avec la permission des propriétaires chinois.²²⁷ Dans chaque maison, des mineurs individuels faisaient la queue pour vendre des sacs de minerai contenant du cobalt. Le personnel a pesé les sacs et testé la teneur du minerai afin d'en fixer le prix.²²⁸ Dans les deux maisons d'achat, le personnel a répertorié les noms des vendeurs, l'endroit d'où provenait le minerai d'après eux, ainsi que le poids et la valeur du minerai apporté. Comme nous l'avons expliqué dans le Chapitre 3, les maisons d'achat sont obligées d'acheter le minerai auprès de mineurs artisanaux accrédités. Néanmoins, la loi ne les oblige pas à poser d'autres questions, telles que la provenance exacte du minerai ou les conditions de son extraction, notamment pour déterminer si des enfants ont été impliqués dans cette tâche.²²⁹ Dans une des maisons, le contremaître a indiqué qu'il ne répertoriait même pas la provenance du cobalt.²³⁰

Le personnel de trois maisons de Musompo interrogé par les chercheurs ont indiqué avoir acheté du minerai provenant de l'ensemble des différents sites situés à Kolwezi ou aux alentours de la ville.²³¹ Dans une des maisons d'achat, les mineurs faisant la queue pour vendre leurs biens ont indiqué aux chercheurs qu'ils venaient de Kasulo et Musonoie.²³² Il s'agit de deux zones répertoriées par les chercheurs en raison du recours au travail des enfants et des conditions de travail dangereuses.²³³ De la même manière, les chercheurs ont noté que le personnel des maisons d'achat à Kapata, situées à l'extérieur du marché de Musompo, mais à proximité des sites miniers, ne pouvaient pas ne pas remarquer que le minerai qu'ils achetaient avait été extrait par des enfants dans la mesure où ces derniers travaillaient dans un lac lié aux mines artisanales faisant directement face à la maison.

Des mineurs de Kasulo ont indiqué aux chercheurs qu'ils vendaient leurs produits à différentes maisons du marché de Musompo en fonction du « plus offrant ».²³⁴ Les enfants ayant ramassé des pierres à Musonoie et dans d'autres concessions minières industrielles ont affirmé ne pas les avoir directement vendues aux maisons d'achat agréées du marché de Musompo ou ailleurs, mais à de petits négociants au niveau des sites miniers où ils travaillaient. En déterminant le prix que les enfants recevraient pour le minerai de cobalt, ces petits négociants ne testaient ou ne pesaient pas le minerai. Au lieu de cela, ils leur donnaient un tarif basé sur leur estimation de la qualité et du poids.²³⁵

CONGO DONGFANG MINING INTERNATIONAL (CDM)

Des sources multiples ont identifié Congo Dongfang Mining International (CDM) comme étant le plus grand acheteur individuel de cobalt provenant des mines artisanales de Kolwezi ou de ses alentours. D'après un responsable du Ministère des Mines à Kolwezi, « CDM est un géant. »²³⁶ Un entrepreneur chinois gérant un des comptoirs de Musompo a indiqué que CDM était « aussi grand que l'Amérique ».²³⁷ Un employé de CDM travaillant à l'entrepôt situé à proximité du marché de Musompo a affirmé que cette société envoyait trois à quatre camions par jour remplis de minerai de cobalt et de cuivre de Kolwezi vers Lubumbashi où l'entreprise possède son siège et une fonderie.²³⁸ Le responsable du Ministère des Mines a également indiqué qu'en moyenne 15 camions au total, transportant jusqu'à 25 tonnes de cobalt ou de cuivre, effectuaient chaque jour ce déplacement pour le compte de nombreuses entreprises.²³⁹ Sur la base des chiffres obtenus auprès de CDM et du Ministère des Mines, au moins un camion sur cinq transportant du minerai depuis Musompo appartient à CDM.

227. Entretiens réalisés par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

228. Tous les mineurs et petits négociants interrogés par les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrewatch se sont plaints du fait que les maisons d'achat de Musompo et ailleurs les escroquaient en les empêchant d'obtenir un prix équitable pour leurs biens. Ils reprochent aux maisons de dicter la valeur du minerai après l'avoir pesé et testé sa teneur (en utilisant un appareil connu sous le nom de metorex). Les mineurs et les négociants se sont tous plaints qu'ils ne pouvaient pas remettre en question les résultats des maisons d'achat dans la mesure où ils ne pouvaient pas tester la teneur du minerai ou en déterminer la valeur eux-mêmes. Amnesty International n'est pas en mesure de vérifier le bien-fondé de ces plaintes. Le propriétaire chinois d'une des maisons d'achat de Musompo a rejeté les accusations des mineurs en expliquant que la qualité du minerai provenant de Kasulo avait baissé de manière notable depuis le commencement de l'exploitation minière à cet endroit à l'été 2014. Entretien réalisé par Amnesty International, 14 mai 2015.

229. Code minier de RDC (2002) Art 116-117.

230. Entretiens réalisés par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

231. Entretiens réalisés par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

232. Entretiens réalisés par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

233. Comme nous l'avons indiqué précédemment, Kasulo est le quartier résidentiel de Kolwezi où le cobalt est extrait depuis 2014 à l'aide de tunnels illégaux creusés à la main et où les chercheurs ont noté la présence de main d'œuvre infantile. Musonoie est une concession minière industrielle dans laquelle pénètrent illégalement les mineurs artisanaux, notamment les enfants, pour récupérer des pierres contenant du cuivre et du cobalt.

234. Entretiens réalisés par Amnesty International, Kolwezi, 11-13 mai 2015.

235. Entretiens réalisés par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

236. Entretien réalisé par Amnesty International, Kolwezi, 12 mai 2015.

237. Entretien réalisé par Amnesty International, Kolwezi, 13 mai 2015.

238. Entretien réalisé par Amnesty International, Kolwezi, 12 mai 2015.

239. Entretien réalisé par Amnesty International, Kolwezi, 12 mai 2015.



Le 14 mai 2015, des chercheurs ont aperçu un des camions CDM (Congo Dongfang Mining International) en train d'être chargé avec des sacs de minerai au marché de Musompo. Puis, ils l'ont suivi du marché de Musompo jusqu'à l'entrepôt de l'entreprise qui est situé à seulement 5 km du marché, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch



Un panneau en dehors de l'entrepôt du CDM, qui est situé sur la route entre Kolwezi et le marché de Musompo, annonce en français : « Achat de cuivre et de cobalt à un bon prix », mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

Le personnel travaillant dans les quatre maisons d'achat visitées par les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrewatch a affirmé que CDM figurait parmi leurs clients. CDM utilise des camions de couleur orange faciles à distinguer que les chercheurs ont vu être chargés avec des sacs de minerai au marché de Musompo. Le 14 mai 2015, les chercheurs ont suivi un des camions de CDM depuis le marché de Musompo jusqu'à l'entrepôt de la société qui n'est situé qu'à 5 km du marché. Un agent de sécurité travaillant à cet entrepôt a indiqué aux chercheurs que les sacs contenaient du cobalt et confirmé que le camion arrivait du marché de Musompo.²⁴⁰ Lorsque les chercheurs ont demandé à parler au responsable de l'entrepôt, la secrétaire leur a dit qu'il n'était pas disponible et qu'il se trouvait à Musompo pour y acheter du minerai.²⁴¹

Un panneau en dehors de l'entrepôt de CDM, qui se trouve sur la route ralliant Kolwezi au marché de Musompo, annonce en français que la société « achète

du cuivre et du cobalt à bon prix ». Le fait que le signe est en français suggère que cette publicité est destinée aux mineurs congolais ou aux petits négociants congolais ou francophones, plutôt qu'aux propriétaires chinois des maisons agréées. Certains des entrepreneurs chinois interrogés dans le cadre de ce rapport ne parlaient pas français. Dans une lettre envoyée à Amnesty International, la société mère de CDM (Huayou Cobalt) a rejeté l'existence de ce panneau.²⁴²

D'après les documents destinés aux investisseurs ayant été publiés par Huayou Cobalt, CDM achète le minerai auprès « d'exploitations minières locales, de courtiers en RD Congo ou par le biais de son propre réseau d'approvisionnement. »²⁴³ Le document stipule que CDM achète le cobalt en espèces.²⁴⁴ La société transporte ensuite le cobalt à l'aide de camions vers Lubumbashi où, comme nous l'avons indiqué plus tôt, CDM possède son siège et une fonderie.

240. Entretien réalisé par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

241. Entretien réalisé par Amnesty International, Musompo, 14 mai 2015.

242. Lettre datée du 21 août 2015 (voir Annexe).

243. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 66.

244. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 69.

DU CONGO À LA CHINE – HUAYOU COBALT

À Lubumbashi, CDM traite le cobalt à faible teneur pour le transformer en hydroxyde de cobalt brut avant de l'envoyer, via Durban en Afrique du Sud, vers la province de Zhejiang sur la côte est de la Chine.²⁴⁵ CDM est une filiale en propriété exclusive et directe de Huayou Cobalt qui gère par ailleurs plusieurs mines industrielles en RDC. Durant les trois années qui se sont écoulées jusqu'à 2014, les documents de l'entreprise montrent que CDM a fourni à Huayou Cobalt plus de 40% de la production totale de cobalt de la société.²⁴⁶

Une fois que le cobalt traité arrive en Chine, Huayou Cobalt le traite davantage pour le transformer en un large éventail de produits chimiques.²⁴⁷ Cette société prétend être le plus grand fabricant chinois de produits du cobalt et le troisième fabricant au monde.²⁴⁸

Huayou Cobalt est une société cotée en bourse et inscrite à la Bourse de Shanghai. En 2013, elle a vendu pour 1,5 milliard de yuans (235 millions de dollars) de cobalt,²⁴⁹ réalisant un profit de près de 200 millions de yuans (soit 32 millions de dollars).²⁵⁰

LIENS UNISSANT HUAYOU COBALT AUX GOUVERNEMENTS CHINOIS ET CONGOLAIS

Huayou Cobalt est une société cotée en bourse mais demeurant liée au gouvernement chinois :

Bien que la société demeure principalement sous contrôle privé, environ 24% de l'entreprise sont détenus par des entités du secteur public.²⁵¹ Le Fonds de développement Chine-Afrique est le troisième actionnaire principal de Huayou Cobalt et détient 10% de la société.²⁵² Il s'agit d'un fonds mis en place par le gouvernement pour appuyer les entreprises chinoises implantées en Afrique.²⁵³

Le gouvernement chinois a octroyé des millions de dollars en subventions à cette société, ainsi qu'à l'entreprise publique China Export & Credit Insurance Corporation chargée de l'assurer.²⁵⁴

Huayou Cobalt est actionnaire minoritaire dans l'importante joint-venture Sicominex entre l'entreprise congolaise publique d'exploitation minière Gécamines et un consortium de sociétés chinoises. Les principaux actionnaires sont China Railway Group Limited and Sinohydro Corp, deux entreprises publiques. Huayou Cobalt a acheté 5% de cette entreprise en coparticipation en 2008.²⁵⁵ Huayou Cobalt est également liée à travers sa filiale en participation exclusive, CDM, au gouvernement de la RDC. CDM a effectué plusieurs paiements auprès du gouvernement congolais par le biais de ces « activités d'intérêt public ». Ces paiements ont été détaillés dans une lettre envoyée à Amnesty International.²⁵⁶ Outre le financement de divers projets d'infrastructure et d'œuvres de charité à Katanga, CDM a contribué à hauteur de 20 000 dollars à la campagne électorale du Président Joseph Kabila en 2011.

245. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 70.

246. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 70.

247. Huayou Cobalt, *Product List*, disponible sur http://en.huayou.com/products_list.html (consulté 26 novembre 2015).

248. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 70.

249. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 14.

250. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 57.

251. Huayou Cobalt, *2014 Annual Report*, p. 43.

252. Huayou Cobalt, *2014 Annual Report*, p. 43.

253. The China-Africa Development Fund, *Homepage*, disponible sur <http://www.cadfund.com/en/NewsInfo.aspx?Nid=48> (consulté le 26 novembre 2015)

254. Soit une valeur de 14 470 100 yuans (environ 2,3 millions de dollars) en 2011, 12 458 400 yuans (1,9 million de dollars) en 2012 and 6 689 100 yuans (1 million de dollars) en 2013. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 16.

255. *Accord de coentreprise Sicominex*, 22 avril 2008, disponible sur http://mines-rdc.cd/fr/documents/convention_jv_gcm_cec_avenants.pdf (consulté 26 novembre 2015).

256. Lettre datée du 21 août 2015 (voir Annexe).



Le siège de CDM à Lubumbashi où l'entreprise dispose d'une fonderie. Le minerai acheté dans les maisons d'achat est transporté dans la fonderie, où CDM transforme le cobalt à faible teneur en du hydroxyde de cobalt brut avant de l'envoyer par bateau via Durban en Afrique du Sud jusqu'à la province de Zheijiang sur la côte est de la Chine, mai 2015. © Amnesty International et Afrewatch

ABSENCE DE DILIGENCE DE LA PART DE CDM / HUAYOU COBALT

Dans la mesure où aussi bien CDM que Huayou Cobalt occupent le rôle de fondeurs dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt faisant l'objet de ce rapport et que CDM appartient et est gérée en intégralité par Huayou Cobalt, les deux entreprises sont traitées comme une seule et même entité (Huayou Cobalt) aux fins de l'analyse ci-dessous.

Puisque Huayou Cobalt doit entreprendre des audits préalables répondant aux normes internationales afin de veiller au respect des droits humains, il est attendu de cette entreprise qu'elle comprenne parfaitement comment le cobalt qu'elle achète est extrait, traité, transporté et commercialisé (voir Chapitre 3). Elle doit être en mesure de déterminer le lieu d'extraction, par qui ce travail a été réalisé et dans quelles conditions (notamment pour établir si des atteintes aux droits humains ou toute autre forme d'actes illégaux ont eu lieu). Cette entreprise doit disposer d'un système lui permettant de définir la chaîne de responsabilité ou de retracer le parcours du minerai jusqu'au site d'exploitation minière, notamment en suivant le mouvement des matériaux et plus précisément les routes empruntées par les transporteurs. Elle doit également s'assurer que les maisons d'achat et d'autres acteurs évoluant en amont procèdent également à des audits et des vérifications préalables. En tant que fondeur, Huayou Cobalt doit aussi obtenir auprès des parties tierces des audits attestant des efforts entrepris

pour mener ces vérifications et publier les résultats des contrôles réalisés. Cette société doit enfin entreprendre des démarches pour remédier aux atteintes aux droits humains qu'elle observe à tout moment dans sa chaîne d'approvisionnement (par exemple, au niveau du point d'extraction).

Huayou Cobalt achète du cobalt dans le sud de la RDC depuis 2006. Elle gère des activités de grande ampleur avec des effectifs importants à travers le pays et est implantée dans au moins trois villes (Lubumbashi, Likasi et Kolwezi). Les dangereuses conditions de travail, les accidents se produisant fréquemment dans les mines artisanales, la présence de dizaines de milliers d'enfants mineurs, et la réglementation laxiste du gouvernement congolais en matière d'exploitation minière ont été répertoriés au cours des dernières années par les médias congolais et internationaux, les ONG, les gouvernements étrangers et diverses instances internationales, comme nous l'avons souligné dans le Chapitre 2. L'entreprise a d'ailleurs fait l'objet des critiques sur ses activités. En 2008, Bloomberg News a publié un article prétendant que Huayou Cobalt achetait du minerai extrait par des enfants.²⁵⁷

Étant donné l'attention considérable portée sur ces questions, l'entreprise doit avoir connaissance des mauvaises conditions de travail dans les mines artisanales de cobalt et le problème du travail des enfants dans ces zones. Elle est certainement au courant que le cobalt est une substance devant être maniée avec précaution. Les chercheurs ont en effet observé que CDM fournissait à son personnel en RDC des équipements de protection, tels que des masques, des bottes, des gants et des casques.²⁵⁸

En juillet 2015, Amnesty International a écrit à Huayou Cobalt pour lui poser les questions suivantes :

1. De quels processus et politiques Huayou Cobalt dispose-t-elle en matière d'audit de sa chaîne d'approvisionnement pour veiller à ce que l'obtention de cobalt par CDM n'implique aucune violation des droits humains, notamment les pires formes de travail des enfants ?
2. Quelles mesures prend Huayou Cobalt lorsqu'elle prend connaissance d'atteintes aux droits humains en rapport avec ses fournisseurs ?

257. Simon Clark, Michael Smith, Franz Wild, *China Lets Child Workers Die Digging in Congo Mines for Copper*, Bloomberg News, 22 juillet 2008, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aW8xVLQ4Xhr8> (consulté le 16 décembre 2015)

258. Photo répertoriée par Amnesty International.

3. Quelles sont les démarches entreprises par Huayou Cobalt pour enquêter sur les allégations du rapport Bloomberg de 2008 concernant l'achat par CDM de cobalt extrait par des enfants dans les mines artisanales de RDC et quels ont été les résultats de cette investigation ? Des changements ont-ils été opérés dans les politiques et les processus mis en place par CDM et Zhejiang Huayou ?
4. Quels types d'informations Huayou Cobalt rapporte-t-elle publiquement sur les risques liés aux violations du code du travail et aux atteintes aux droits humains liées à ses activités et sur les mesures préventives ou d'autre nature qu'elle met en place pour y remédier ?
5. Quel sont le volume et la valeur de cobalt acheté par CDM au mineurs artisanaux en RDC chaque année ?

Huayou Cobalt nous a répondu qu'à la suite du rapport de Bloomberg News la société avait décidé de cesser d'acheter du cobalt directement auprès des mineurs et de n'obtenir du minerai qu'auprès de vendeurs agréés (voir la réponse en intégralité en Annexe).²⁵⁹ Elle a déclaré avoir « sélectionné de manière rigoureuse » ces fournisseurs et « raisonnablement supposé que leur comportement était conforme aux réglementations en vigueur en RDC, et assumé les responsabilités sociales adéquates. » La société a mentionné qu'elle avait rédigé un code de conduite destiné à ces fournisseurs. Ce document les oblige notamment à garantir qu'aucun enfant n'est employé « dans le processus d'approvisionnement en biens ou en services envers l'entreprise. »²⁶⁰

Huayou Cobalt a également écrit qu'elle rendait visite à ses fournisseurs « de temps en temps » pour examiner leurs conditions de travail et que lorsque son personnel s'était rendu dans deux mines en 2014 il n'avait pas constaté la présence d'enfants. Enfin, l'entreprise prétend que « certains résidents locaux en RDC » ont utilisé son nom de manière frauduleuse pour acheter du minerai, portant du même coup atteinte à sa réputation.

Néanmoins, la société n'explique pas comment elle choisit ses fournisseurs ou si elle suit l'ensemble des acteurs dans la chaîne d'approvisionnement jusque dans les zones minières. Elle n'a par ailleurs fourni aucun détail démontrant qu'elle tentait de veiller à ce que ses fournisseurs en amont effectuent de véritables contrôles pour identifier la provenance exacte du minerai qu'ils achètent (par exemple son origine et les personnes impliquées dans son extraction) ou encore les conditions dans lesquels ce minerai est extrait. Dans le cadre des

normes internationales concernant les audits à réaliser sur la chaîne d'approvisionnement, Huayou Cobalt devrait entreprendre ces vérifications et prendre des démarches pour remédier aux atteintes aux droits humains observées. L'entreprise ne peut se contenter d'instaurer un code de conduite et de dire ensuite qu'elle « suppose de manière raisonnable » que ses fournisseurs se conforment aux lois locales et assument leurs responsabilités sociales. De ce qu'ont pu observer les chercheurs d'Amnesty International et d'Afrefwatch dans les quatre maisons d'achat, Huayou ne procède à aucune vérification de ce type et n'entreprend aucune autre démarche pour remédier aux conditions de travail dans les mines dont elle doit être au courant pour les raisons citées plus haut. Dans sa lettre, rien n'indique que la société retrace elle-même la chaîne d'approvisionnement en cobalt depuis les zones minières. Par ailleurs, Huayou Cobalt n'indique pas inspecter les conditions de travail ou y remédier dans les zones minières artisanales non autorisées, telles que Kasulo, bien que ses fournisseurs achètent du cobalt provenant de ces sites.

Pour résumer, Huayou Cobalt ne respecte pas les droits humains internationaux comme l'y obligent les Principes directeurs de l'ONU et ne met pas en œuvre le cadre de cinq étapes recommandé dans le Guide de l'OCDE, malgré le fait que ce document ait été reconnu par la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minerais et de produits chimiques comme le « cadre international reconnu » pour la conduite d'audit dans la chaîne d'approvisionnement en minerais.²⁶¹ Pour toutes les raisons citées ci-dessus, il existe un risque élevé que Huayou Cobalt achète (et revende ensuite) du cobalt issu de mines artisanales employant des enfants dans des conditions dangereuses, soit une des pires formes du travail des enfants tout en s'appuyant sur une main d'œuvre adulte confrontée à des conditions de travail précaires et dangereuses.

II. LES ENTREPRISES EN AVAL

Cette section s'intéresse aux entreprises situées en aval de la chaîne d'approvisionnement. Nous nous pencherons en premier lieu sur les sociétés approvisionnées en minerais traités par Huayou Cobalt puis sur les marques les plus connues des consommateurs et proposant des produits contenant du cobalt. Comme nous l'avons indiqué dans le Chapitre 3, chacune de ces firmes situées en aval de la chaîne d'approvisionnement doit

259. Lettre datée du 21 août 2015.

260. Huayou Cobalt, *Code of Conduct for Suppliers*, (voir Annexe).

261. Voir Chapitre 3.

procéder à des vérifications préalables en traçant la provenance du cobalt qu'elles achètent (directement ou par le biais de composants ou de produits) jusqu'au fondeur, soit dans le cas présent Huayou Cobalt. Dans le cadre de ces audits, chacune de ces sociétés doit vérifier que Huayou Cobalt adopte des pratiques confirmant la chaîne de responsabilité et les conditions d'extraction

et de commercialisation des minerais. Ces entreprises doivent en outre remédier à tous les risques observés pouvant nuire au respect des droits humains par rapport au fondeur qu'elles engagent. Amnesty International a écrit à chacune des entreprises citées dans cette section. Leurs réponses sont résumées ci-dessous et présentées plus en détail en annexe.



LE COBALT EN RDC: la chaîne possible d'approvisionnement selon les informations accessibles au public

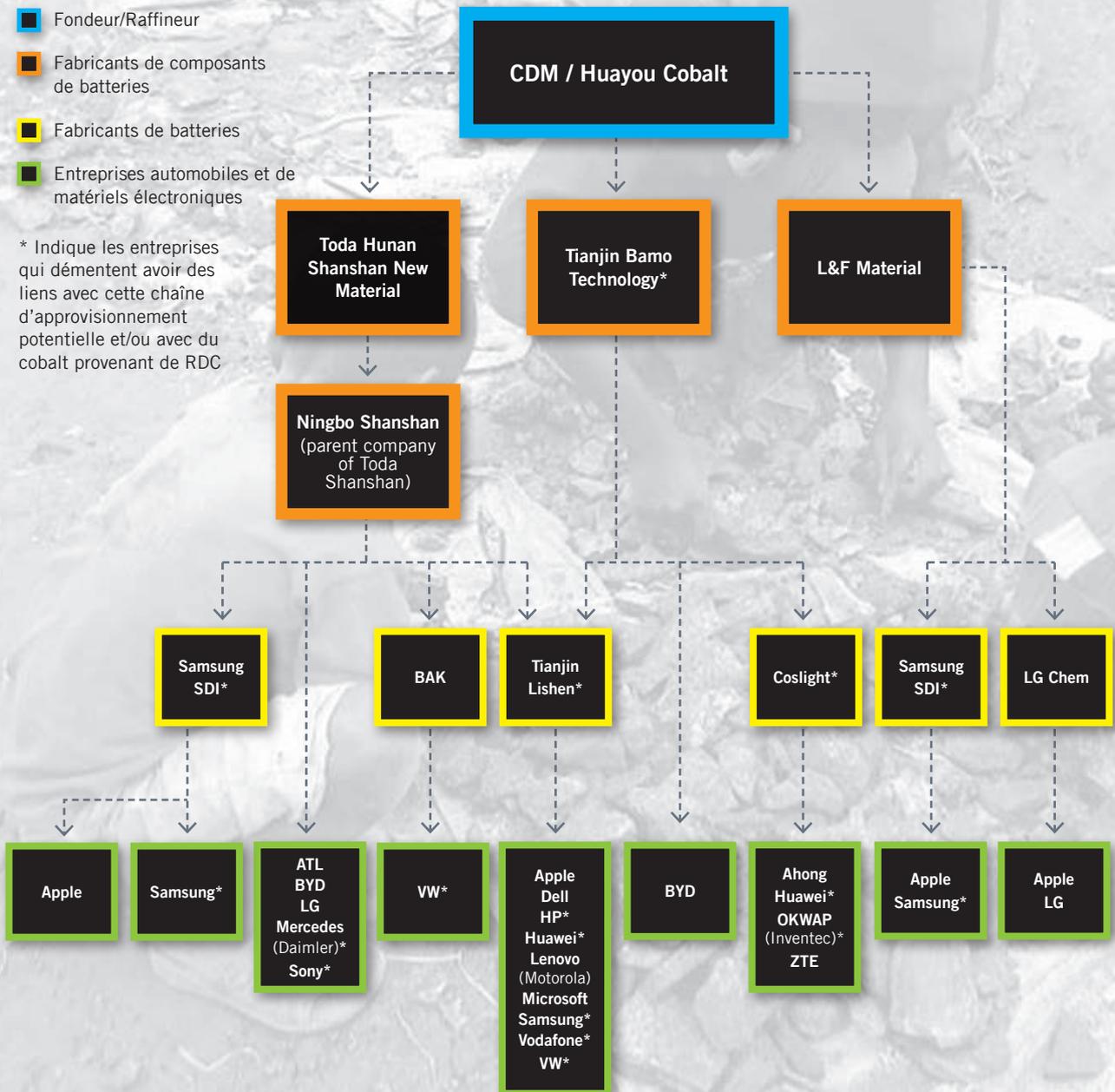
■ Fondeur/Raffineur

■ Fabricants de composants de batteries

■ Fabricants de batteries

■ Entreprises automobiles et de matériels électroniques

* Indique les entreprises qui démentent avoir des liens avec cette chaîne d'approvisionnement potentielle et/ou avec du cobalt provenant de RDC



LES CLIENTS DE HUAYOU COBALT FABRICANTS DE COMPOSANTS POUR BATTERIES ET LEURS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Huayou Cobalt se félicite d'avoir « des réseaux de vente couvrant le marché intérieur ainsi que des marchés internationaux de premier plan, notamment au Japon, en Corée du Sud, en Europe et aux États-Unis. »²⁶² Elle indique également dans son rapport d'activité pour 2014, ainsi que sur son site web, que certains de ses produits à base de cobalt les plus avancés étaient en cours d'évaluation et de certification par Samsung SDI et LG Chem, deux des plus importants fabricants de batteries au monde.²⁶³

Huayou Cobalt a cité ses trois clients les plus importants dans un prospectus d'émission et son rapport annuel, tous deux parus en 2014.²⁶⁴ Il s'agissait notamment de fabricants de composants de batteries de type lithium-ion en Chine et en Corée du Sud :²⁶⁵

- **Toda Hunan Shanshan New Material**, une filiale de **Ningbo Shanshan Co Ltd** (Ningbo Shanshan) qui était le plus gros client de Huayou Cobalt pour ses produits en cobalt, représentant 13,54% des ventes de cobalt, soit 197 432 900 yuans (32 millions de dollars) en 2013.²⁶⁶ Dans son rapport annuel 2014, Ningbo Shanshan a indiqué être le plus grand fournisseur de matériel de batteries de type lithium-ion en Chine.²⁶⁷
- **L&F Material Co.** (L&F), une firme sud-coréenne qui 192 001 500 yuans (31 millions de dollars) en 2013.²⁶⁸

- **Tianjin Bamo Technology Co., Ltd** (Tianjin Bamo), un fournisseur chinois en matériels de batteries, qui représentait 13,13% des ventes, pour une valeur s'élevant à 191 489 400 yuans (31 millions de dollars), d'après Huayou Cobalt.²⁶⁹

Amnesty International a écrit à chacune de ces entreprises et leur a demandé de confirmer qu'elles achetaient du cobalt auprès de Huayou Cobalt.²⁷⁰

- **Ningbo Shanshan** n'a pas répondu au courrier d'Amnesty International.
- **L & F** n'a pas répondu directement à notre lettre mais a indiqué à un de ses clients, LG Chem, qu'elle avait acheté de l'oxyde de cobalt à Huayou Cobalt.²⁷¹
- **Tianjin Bamo** a répondu par l'intermédiaire de deux de ses clients en niant avoir acheté du cobalt auprès de Huayou Cobalt. L'entreprise a écrit qu'elle n'entretenait « pas de relation commerciale » avec cette société.²⁷² Cela en dépit du fait que Huayou Cobalt ait affirmé que Tianjin Bamo était un de ses principaux clients en produits du cobalt en 2011, 2013 et 2014.²⁷³ Tianjin Bamo n'a fourni aucune explication à cette contradiction, ni cherché à déterminer pour quelle raison Huayou Cobalt ferait apparaître des informations erronées dans les documents destinés à ses investisseurs.

En prenant en compte ces réponses de manière collective (une non-réponse, une confirmation et une affirmation peu crédible) et le fait que ces entreprises figurent dans les déclarations de Huayou Cobalt, Amnesty International conclut que ces trois sociétés sont probablement des clientes de Huayou Cobalt et qu'elles font par conséquent partie de la même chaîne d'approvisionnement en cobalt.

Ces trois entreprises (Ningbo Shanshan, L&F et Tianjin Bamo) vendent leurs composants de batteries contenant

262. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 70.

263. Huayou Cobalt, *Annual Report 2014*, p.19 and "The Company's technology and research and development situation," http://www.huayou.com/science/&FrontComContent_list01-1342677884477ContId=37&comContentId=37&comp_stats=comp-FrontComContent_list01-1342677884477.html (consulté le 24 novembre 2015).

264. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68, et *Annual Report 2014*, p. 12.

265. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68.

266. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68, et *Annual Report, 2014*, p. 12.

267. Ningbo Shanshan, *Annual Report, 2014*, p18, http://www.ssgf.net/pdf/600884_2014_n.pdf, consulté le 26 juin 2015 (consulté le 26 juin 2015).

268. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68, et *Annual Report, 2014*, p. 12.

269. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68; and *Annual Report, 2014*, p. 12.

270. Dans ces courriers, nous avons également posé aux différentes sociétés les questions suivantes : 1. « Quelles sont les politiques et les pratiques mises en place par votre entreprise pour identifier et prévenir les atteintes aux droits humains dans vos chaînes d'approvisionnement, plus particulièrement dans le domaine du travail des enfants (par exemple les garanties spécifiques que vous cherchez à obtenir auprès des fournisseurs, les vérifications menées, etc.) ? » 2. « Dans le cas où votre entreprise a détecté des atteintes aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement par le passé, en particulier celles impliquant le recours au travail des enfants, quelles démarches avez-vous entreprises pour y remédier ? » 3. Quelles démarches votre société a-t-elle entreprises pour révéler au public ses politiques et pratiques concernant les audits préalables sur le respect des droits humains (par exemple, des déclarations annuelles, des publications sur le site web) ? »

271. Lettre de LG Chem, 13 novembre 2015 (voir Annexe).

272. Courriel de Tianjin Lishen Battery Co., Ltd., 4 novembre 2015, et Harbin Coslight Power Co., Ltd., 6 novembre 2015.

273. Huayou Cobalt, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p. 68, et *Annual Report, 2014*, p. 12.

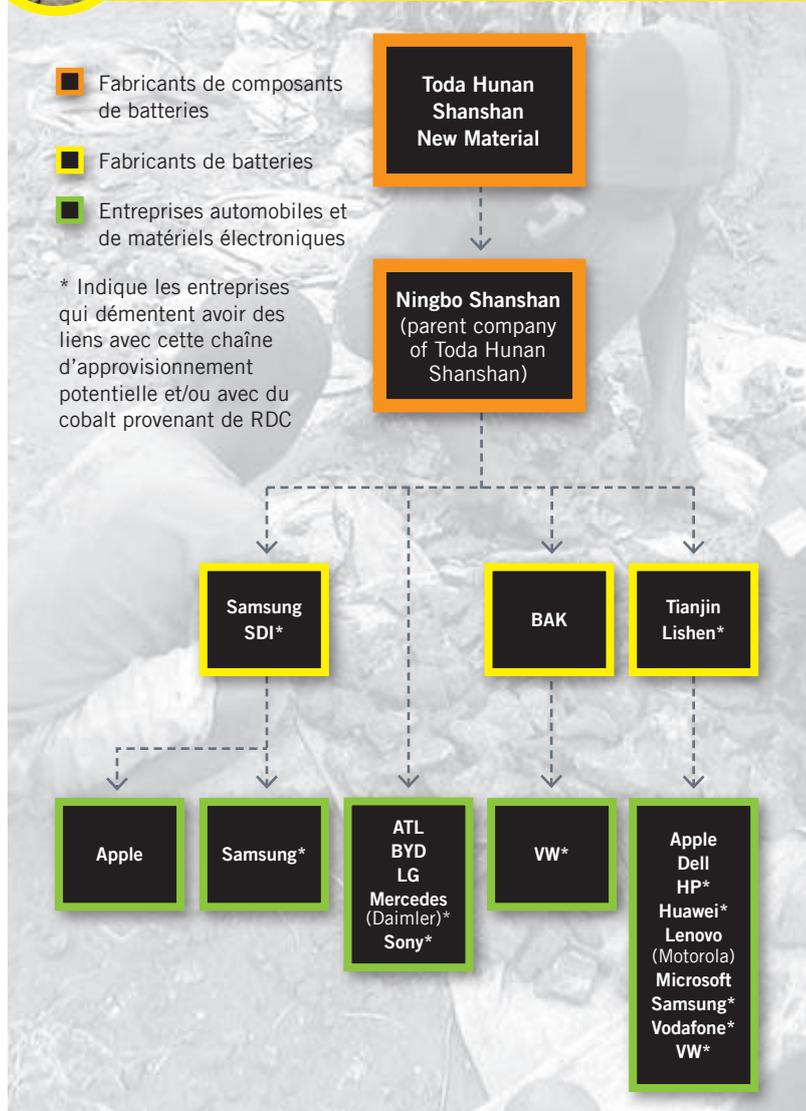
du cobalt à des fabricants de batteries. Ces entreprises donnent les noms de ces fabricants sur le site web ou dans les documents destinés à leurs investisseurs. Les fabricants de batteries, qui constituent le prochain maillon de la chaîne, donnent également les noms de leurs clients sur leur site web et, le cas échéant, dans les publications destinées aux investisseurs. Sur la base de ces informations, Amnesty International a tracé des acteurs potentiels à chaque stade du processus et écrit

à chacune de ces sociétés pour confirmer les aspects suivants : si leurs produits contiennent du cobalt, si elles s’approvisionnent auprès de Huayou Cobalt et/ou auprès d’un des fabricants de batteries publiquement identifié comme étant l’un de leurs fournisseurs et si elles peuvent dispenser des informations concernant les pratiques employées pour veiller au respect des droits humains dans la chaîne d’approvisionnement en cobalt. Les détails de ces réponses sont fournis en annexe.



CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT POTENTIELLE DE NINGBO SHANSHAN

Selon les informations accessibles au public



RÉSEAU DE CLIENTS POTENTIELS DE NINGBO SHANSHAN

Dans son rapport annuel 2014, Ningbo Shanshan a cité les clients suivants :²⁷⁴

« Après plusieurs années d’accumulation de capital, notre entreprise possède une clientèle stable et d’excellente qualité, comprenant notamment des firmes mondialement connues, telles que SDI, SONY, BYD, ATL, LISHEN et BAK. Nous commençons en outre à nous insérer dans la chaîne d’approvisionnement d’entreprises mondialement réputées comme Apple et BENZ. »

Ningbo Shanshan a également affirmé sur son site web qu’elle œuvrait à « une coopération stratégique avec Samsung, LG, Sony et d’autres entreprises internationales de premier plan. »²⁷⁵ Toutefois, aucun détail n’est fourni par l’entreprise concernant le sens de cette démarche. Samsung SDI, un fabricant de batteries sud-coréen, est un membre du groupe Samsung.²⁷⁶ Cette société possède de nombreux clients dont Apple Inc. (Apple), qui a cité Samsung SDI dans la liste de ses plus importants fournisseurs en 2014.²⁷⁷ BYD Company Ltd. (BYD) est un fabricant chinois de véhicules électriques. Cette firme de pointe affirme sur son site web qu’elles possèdent des

274. Ningbo Shanshan Co. Ltd., *Annual Report 2014*, p. 19.

275. Ningbo Shanshan Co. Ltd, About Us, disponible sur <http://www.ssgf.net/aboutus.asp>, (consulté le 26 juin 2015)

276. Page d’accueil de Samsung SDI, disponible sur <http://www.samsungsdi.com/gateway> (consulté le 26 juin 2015).

277. Apple Inc., Supplier List 2015, https://www.apple.com/euro/supplier-responsibility/b/generic/pdf/Apple_Supplier_List_2015.pdf (consulté le 23 juillet 2015)

clients à travers le monde, notamment aux États-Unis, au Canada, au Brésil, en Inde et au Royaume-Uni.²⁷⁸ Amperex Technology Limited (ATL) est un fabricant de batteries basé à Hong Kong.²⁷⁹ China BAK Battery, Inc. (BAK) est un fabricant de batteries qui affirme sur son site web œuvrer comme fournisseur auprès de diverses entreprises, telles que le constructeur automobile allemand, Volkswagen (VW).²⁸⁰

Un autre fabricant chinois de batteries Tianjin Lishen Battery Joint-Stock Co., Ltd. (Tianjin Lishen) déclare sur son site web que parmi ses clients figurent Apple, Samsung, Motorola (appartenant à Lenovo), Dell, Hewlett-Packard (connue aujourd'hui comme HP Inc.), Microsoft, Vodafone, VW « et des chefs de file du secteur à l'échelle nationale, tels que Huawei. »²⁸¹ Tianjin Lishen figure également sur la liste des principaux fournisseurs d'Apple.²⁸²

ANALYSE DES RÉPONSES FOURNIES PAR LES ENTREPRISES

Comme nous l'avons souligné plus haut, Ningbo Shanshan a cité les entreprises suivantes comme acheteurs de ces composants pour batteries : Samsung SDI, Sony, ATL, BYD, Mercedes Benz (qui appartient à Daimler), Tianjin Lishen et BAK.

Samsung SDI a déclaré qu'elle n'entretenait pas de relation commerciale directe avec CDM ou Huayou Cobalt et qu'aucune de ces sociétés ne figurait dans la chaîne d'approvisionnement de Samsung SDI. L'entreprise a également déclaré ne pas entretenir de relations commerciales avec Ningbo Shanshan.²⁸³ Samsung SDI accepte néanmoins d'être approvisionnée par une autre société identifiée par les chercheurs, à savoir L&F (voir ci-dessous). Par ailleurs, Samsung SDI affirme réaliser des audits de sa chaîne d'approvisionnement pour les « minerais des conflits » (tantale, étain, tungstène et

or) mais pas pour le cobalt.²⁸⁴ Cette société conclut par conséquent qu'elle ne connaît pas la provenance du cobalt utilisé dans ces produits :

« En réalité, il est très difficile de retracer la source du minerai en raison des pratiques de non-divulcation des informations des fournisseurs et de la complexité des chaînes d'approvisionnement. Ainsi, il nous est impossible de déterminer si le cobalt fourni à Samsung SDI provient des mines de Katanga en RDC. »

Sony a répondu brièvement à Amnesty International.²⁸⁵ Elle n'a ni confirmé ni infirmé qu'elle obtenait ses composants auprès de Ningbo Shanshan. Elle a écrit ce qui suit :

« Nous prenons ce problème au sérieux et avons mis sur pied une enquête. Jusqu'à présent, nous n'avons pas trouvé d'éléments indiquant de manière explicite que nos produits contenaient du cobalt provenant de Katanga en RDC. »

Elle ne fournit aucun détail sur la teneur de cette enquête, notamment pour savoir si Sony a tracé le cobalt dans ses produits jusqu'à la fonderie comme l'y obligent les normes internationales en vigueur. Elle n'a également fourni aucune preuve attestant du fait que Sony a demandé à ses fournisseurs s'ils avaient obtenu le cobalt de manière responsable, c.-à-d. en identifiant les risques encourus s'agissant du respect des droits humains et les manières d'y remédier, notamment en ce qui concerne le travail des enfants. Sur son site web, Sony détaille sa politique d'audit préalable pour le tantale, l'étain, le tungstène et l'or mais n'indique pas si elle a entrepris des démarches similaires pour d'autres minerais, tels que le cobalt.²⁸⁶ Cet élément suggère que l'entreprise ne dispose pas dans les faits d'un processus (satisfaisant aux normes internationales) permettant de retracer la provenance du cobalt dans ses produits.

278. Page d'accueil de BYD disponible sur <http://www.byd.cn/BYDEnglish/groupnews/index.jsp?pageNumber=1> (consulté le 20 décembre 2015).

279. Page d'accueil d'ATL disponible sur <http://www.atlbattery.com/about/en/about-1.htm> (consulté le 20 décembre 2015).

280. BAK, *China BAK to Supply Lithium-ion Batteries to FAW-Volkswagen Automotive Co., Ltd.*, 23 August 2012, disponible sur http://www.bak.com.cn/news_detail.aspx?NewsCatelD=21&CatelD=21&NewsID=790 (consulté le 20 décembre 2015)

281. Tianjin Lishen, *Company Profile*, <http://en.lishen.com.cn/> (consulté le 29 juin 2015)

282. Apple Inc., *Supplier List 2015*, https://www.apple.com/euro/supplier-responsibility/b/generic/pdf/Apple_Supplier_List_2015.pdf (consulté le 23 juillet 2015)

283. Lettre de Samsung SDI, 23 novembre 2015 (voir Annexe).

284. Voir Chapitre 3.

285. Courriel de Sony, 30 octobre 2015 (voir Annexe).

286. Sony, *Responsible Sourcing of Raw Materials*, disponible sur http://www.sony.net/SonyInfo/csr_report/sourcing/materials/ (consulté le 24 novembre 2015).

Daimler indique que, « pour ce qui est du cas particulier à l'étude nous pouvons confirmer que nous n'obtenons pas directement nos matériaux depuis la RDC ou auprès des sociétés mentionnées. »²⁸⁷ Daimler affirme « ne pas prendre part à l'acquisition de minerais traçables ou de produits de première nécessité provenant de la République démocratique du Congo. » Néanmoins, cette société a fait la déclaration suivante :

« Toutefois, en raison de la forte complexité des chaînes d'approvisionnement dans le domaine de la construction automobile, nous ne sommes pas en mesure de confirmer ou d'infirmer de manière définitive que le cobalt présent dans nos produits provient de cette région ou des entreprises mentionnées à un quelconque stade de nos chaînes d'approvisionnement. »

S'agissant de sa politique en matière de chaînes d'approvisionnement en minerais, Daimler écrit qu'elle procède à l'examen régulier de ses fournisseurs afin de « déterminer d'éventuels risques en termes de pérennité de la chaîne d'approvisionnement par rapport au travail des enfants, à la protection de l'environnement, à la prévention de la corruption, à la violation de la liberté d'association ou aux atteintes aux droits humains. »²⁸⁸ Néanmoins, Daimler ne mentionne en aucun cas la conduite d'audits préalables dans sa chaîne d'approvisionnement en minerais conformément aux normes établies par l'OCDE.

Tianjin Lishen nous a répondu par l'intermédiaire d'un de ses clients situés en aval de la chaîne d'approvisionnement, Huawei.²⁸⁹ Tianjin Lishen rapporte que « les matériaux de cathode nous étant fournis par Tonda Hunan Shanshan New Material Co., Ltd [filiale de Ningbo] n'utilisent pas de matériaux bruts obtenus auprès de Huayou Cobalt. » Néanmoins, la société n'indique pas comment elle a été en mesure de confirmer que cela était bien le cas. Huayou Cobalt a cité publiquement Toda Hunan Shanshan New Material Co., Ltd comme étant son plus grand client en produits du cobalt en 2013.²⁹⁰

Entreprises ayant été identifiées comme apparaissant plus loin dans la chaîne d'approvisionnement de Ningbo Shanshan :

Apple n'a pas répondu directement aux questions d'Amnesty International concernant son achat de composants ou de produits contenant du cobalt ayant été traité par Huayou Cobalt.²⁹¹ Au lieu de cela, en se penchant sur la question plus large de sa politique en matière de devoir de diligence, Apple a formulé la réponse suivante :

« Évaluation à l'heure actuelle de douzaines de matériaux différents, notamment le cobalt, afin de déterminer les risques en matière de travail et sur le plan environnemental, ainsi que les perspectives offertes à Apple de susciter des changements efficaces, évolutifs et durables. »

Apple n'a pas expliqué pourquoi elle n'a pas mis en place de mesures relatives au devoir de diligence portant sur l'approvisionnement en cobalt jusqu'à présent, en particulier dans la mesure où les risques de non-respect des droits humains associés à l'extraction de cette substance minérale RDC sont largement répertoriés. Par exemple, le gouvernement américain émet des avertissements concernant le travail des enfants lié à l'extraction du cobalt en RDC depuis 2009.²⁹²

HP Inc. (anciennement Hewlett-Packard Company) a répondu qu'elle « menait une enquête » auprès de ses fournisseurs en cobalt.²⁹³ Elle a écrit ce qui suit :

« Jusqu'à présent, nous n'avons établi aucun lien entre nos produits et la mine en RDC. Si cette relation était avérée, nous entreprendrions les démarches nécessaires pour remédier aux risques que vous avez soulevés. »

HP n'a pas expliqué en quoi consistait cette enquête ou si elle avait retracé le cobalt dans ses composants ou ses produits jusqu'au fondeur, comme l'y obligent les directives de l'OCDE. HP fait référence à sa politique de responsabilité sociale et environnementale en rapport avec sa chaîne d'approvisionnement qui est conforme aux principes directeurs de l'ONU. Elle affirme également que le code de conduite destiné aux fournisseurs interdit le travail des enfants et que cette disposition est communiquée aux fournisseurs. Toutefois, les détails spécifiques concernant la manière dont les atteintes aux droits des enfants et à d'autres droits humains seront résolus (notamment au niveau du point d'extraction) ne sont pas fournis.

287. Lettre de Daimler, 29 octobre 2015 (voir Annexe).

288. Daimler, *Sustainability Report 2014*, p. 65.

289. Courriel de Tianjin Lishen, 4 novembre 2015 (voir Annexe).

290. Huayou Cobalt, Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014, p. 68, et Annual Report, 2014, p. 12.

291. Courriel d'Apple, 5 octobre 2015 (voir Annexe).

292. US Department of Labour, *List of Goods Produced by Child Labour or Forced Labour*, www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/list-of-goods/ (consulté le 9 octobre 2015).

293. Courriel de HP, 17 décembre 2015.

Microsoft a confirmé que Tianjin Lishen figurait parmi ses fournisseurs mais à une échelle réduite.²⁹⁴

« Nous avons actuellement une relation commerciale avec ce fournisseur [Tianjin Lishen] dans le but d'obtenir un nombre très limité de batteries dans le cadre d'un projet visant le développement d'un produit. À notre connaissance, les batteries produites par Lishen ne sont utilisées dans aucun des produits commercialisés par Microsoft. En raison des faibles volumes utilisés, Tianjin Lishen ne figure pas dans la liste des 100 principaux fournisseurs en matériel de Microsoft (...) Nous avons agi immédiatement en demandant à Tianjin Lishen de retirer cette référence à notre société [de leur site web] car il s'agit d'un détournement du nom de notre société et sous-entend à tort que nous entretenons une relation contractuelle majeure. Lishen s'est pliée à la demande de Microsoft. »

S'agissant de sa politique élargie en matière de traçage de la source des minerais dans les composants et les produits que Microsoft achète, la société a concédé qu'elle ne suivait pas les directives de l'OCDE dans ce domaine. Microsoft a écrit ce qui suit :

« Nous n'avons pas retracé le cobalt utilisé dans les produits de Microsoft à travers notre chaîne d'approvisionnement vers le fondeur en raison de la complexité du processus et de la quantité de ressources requises. »

Amnesty International ne considère pas qu'il s'agisse d'un argument convaincant pour ne pas exercer le devoir de diligence concernant l'approvisionnement en cobalt, en particulier étant donné la taille colossale de la société et l'ampleur des ressources dont elle dispose, et l'influence potentielle qu'elle peut exercer sur ces fournisseurs.

Qui plus est, l'argument de Microsoft consistant à présenter Tianjin Lishen comme un fournisseur de faible envergure est ici hors de propos. Les normes internationales actuellement en vigueur concernant l'exercice du devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement ne sont pas limitées aux efforts de

diligence exercés auprès des principaux fournisseurs d'une entreprise. Les directives de l'OCDE conseillent aux entreprises œuvrant en aval de la chaîne d'approvisionnement et éprouvant des difficultés à identifier leurs fournisseurs en amont de collaborer avec d'autres membres du secteur pour y parvenir.²⁹⁵ De plus, en tant qu'enseigne mondiale, avec un revenu annuel net de plus de 12 millions de dollars, Microsoft exercerait probablement une influence énorme en termes de collaboration avec Lishen pour améliorer ses pratiques en matière de chaîne d'approvisionnement, plus spécifiquement pour chercher à remédier aux atteintes les plus graves relatives aux droits humains à l'intérieur de la chaîne.²⁹⁶

Lenovo, la société mère de Motorola, affirme qu'elle ne s'approvisionne pas directement auprès de Tianjin Lishen et que Huayou Cobalt et CDM n'ont « autrement pas été identifiées comme des sociétés de traitement de cobalt dans la chaîne d'approvisionnement de Lenovo ou celle de Motorola. »²⁹⁷ Toutefois, l'entreprise rapporte que Tianjin Lishen fournit des batteries à deux de ses « tiers concessionnaires » qu'elle commercialise sous la marque de Motorola.

Lenovo a écrit qu'elle :

« Travaillera avec Tianjin Lishen et ses tiers concessionnaires pour enquêter sur les préoccupations soulevées par votre lettre. Si ces préoccupations sont avérées, Lenovo demandera à ses concessionnaires de ne plus recourir à Tianjin Lishen à moins que ou jusqu'à ce que Tianjin Lishen puisse démontrer qu'elle respecte les conditions fixées par Lenovo. Nos accords avec nos concessionnaires obligent ces derniers à se conformer au Code de conduite destiné aux fournisseurs qui leur interdit de s'approvisionner auprès de firmes recourant au travail des enfants »

Lenovo n'indique pas si elle était au courant des risques spécifiques liés au travail des enfants suscités par la chaîne d'approvisionnement de Tianjin Lishen avant d'être contactée par Amnesty International. Alors qu'elle est capable de suivre Tianjin Lishen au sein de sa chaîne d'approvisionnement, Lenovo ne fournit pas de détail quant à la manière dont elle veille à ce que ses

294. Lettre de Microsoft, 29 octobre 2015 (voir Annexe).

295. 291 Directives de l'OCDE, p. 42.

296. Microsoft, *Facts about Microsoft*, disponible sur <http://news.microsoft.com/facts-about-microsoft/> (consulté le 26 novembre 2015).

297. Lettre de Lenovo, 10 novembre 2015 (voir Annexe).

concessionnaires respectent les dispositions de son code de conduite. Par ailleurs, Lenovo n'indique pas si elle a remonté la provenance du minerai jusqu'à la fonderie comme le prévoient les normes internationales (voir Chapitre 3). Lenovo déclare participer aux efforts du secteur en matière d'exercice du devoir de diligence pour l'approvisionnement en tantale, en étain, en tungstène et en or depuis la RDC, mais pas pour d'autres minerais.

Vodafone a répondu à Amnesty International et rapporté qu'elle avait vérifié ses systèmes d'approvisionnement et découvert que Tianjin Lishen ne figurait pas parmi ses fournisseurs directs et qu'elle n'utilisait pas de fabricants de batteries chinois.²⁹⁸

Toutefois, l'entreprise a également indiqué ce qui suit :

« Aussi bien les fonderies que les mines d'où sont extraits les métaux, tels que le cobalt, sont séparées de Vodafone par plusieurs maillons dans la chaîne d'approvisionnement. Pour cette raison, nous ne savons pas si le cobalt contenu dans nos produits provient de Katanga en RDC ou si CDM et Huayou Cobalt traitent du cobalt au sein de nos chaînes d'approvisionnement. »

La réponse de Vodafone montre que cette société ne cherche pas à tracer ses fournisseurs de cobalt jusqu'au niveau des fonderies et qu'elle ne satisfait pas donc aux normes internationales en vigueur. L'entreprise établit une distinction entre ses pratiques de diligence dans sa chaîne d'approvisionnement en tantale, étain, tungstène et or et les éventuelles pratiques employées pour le cobalt. Vodafone affirme que dans la mesure où l'inclusion du cobalt n'est pas explicitement requise dans le rapport annuel déclaré sous l'article Dodd-Frank 1502 aux États-Unis, elle n'a pas à se conformer aux mêmes normes.

Cela semble indiquer une perception plus globale exprimée par d'autres entreprises à laquelle il est fait référence dans ce rapport, à savoir que si une démarche n'est pas légalement obligatoire, elle ne doit pas forcément être entreprise. Cela en dépit du fait que le Guide de l'OCDE s'appliquent à tous les minerais obtenus dans des zones touchées par des conflits ou des régions à haut risque et de l'émission de clarifications par l'OCDE dans ce domaine.

Volkswagen (VW) a confirmé qu'elle n'entretenait pas de relation « active » avec BAK mais qu'elle collaborait avec

Tianjin Lishen.²⁹⁹ VW a déclaré avoir contacté Tianjin Lishen qui a réfuté être approvisionnée de la manière décrite par Amnesty International :

« La chaîne d'approvisionnement que vous avez décrite dans votre lettre a été réfutée par notre fournisseur. À notre connaissance, le cobalt de nos batteries ne provient pas de RDC. »

Dans sa réponse, VW n'a fourni aucune indication concernant d'autres démarches entreprises pour vérifier les dénégations de Tianjin Lishen. Elle ne fait également aucunement référence aux efforts entrepris pour retracer le parcours du cobalt dans la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux fonderies et aller au-delà de Tianjin Lishen comme le requièrent les normes internationales.

VW a ajouté que son « système interne garantissant la pérennité de sa chaîne d'approvisionnement » n'avait pas détecté d'atteintes aux droits humains dans le cadre de l'approvisionnement en cobalt. Il est fait référence aux mesures au titre du devoir de diligence nécessaires mises en œuvre par l'entreprise mais aucun détail spécifique n'est fourni s'agissant des étapes entreprises pour évaluer et détecter les risques d'atteintes aux droits humains découlant de l'approvisionnement en cobalt et y remédier. Par conséquent, il est difficile de déterminer comment VW est parvenue à cette conclusion.

Dans sa lettre, VW fait en outre référence à sa politique concernant les minerais provenant de zones touchées par des conflits pour l'extraction du tantale, de l'étain, du tungstène et de l'or et du risque lié au financement des conflits. Le cobalt n'apparaît pas en termes explicites dans cette politique. Néanmoins, ce document affirme que :

« Volkswagen, tout comme d'autres entreprises et associations commerciales, accueille avec bienveillance la proposition visant à améliorer la transparence au sein du secteur des matériaux bruts, qui joue un rôle essentiel dans le développement économique des pays producteurs. »

Cet élément reflète la reconnaissance par le monde des entreprises qu'une transparence accrue est nécessaire au sein des chaînes d'approvisionnement en cobalt. Cela étant dit, VW ne révèle pas les détails spécifiques ayant trait à l'identification en tant que telle des risques d'atteintes aux droits humains résultant de l'instauration de mesures de diligence dans ses chaînes d'approvisionnement en minerais.

ATL, BAK, BYD et Dell n'ont pas répondu à Amnesty International.

298. Lettre de Vodafone, 29 octobre 2015 (voir Annexe). Lettre de Vodafone, 29 octobre 2015 (voir Annexe). Dans un courriel de suivi, Vodafone a écrit pour clarifier « qu'elle n'obtenait pas de batteries auprès de firmes basées en Chine. Vodafone a ajouté, après vérification, qu'elle n'avait pas connaissance de leur utilisation dans un quelconque appareil de la marque. » Courriel de Vodafone, 12 janvier 2016.

299. Lettre de VW, 18 octobre 2015 (voir Annexe).

RÉSEAU DE CLIENTS POTENTIELS DE L & F MATERIAL CO.'S

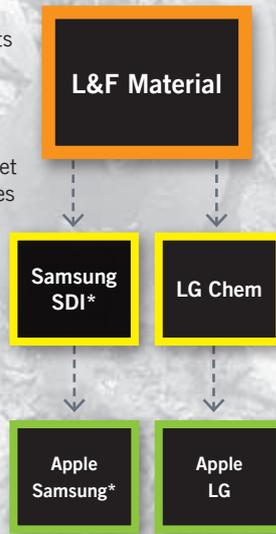


CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT POTENTIELLE DE L&F

Selon les informations accessibles au public

- Fabricants de composants de batteries
- Fabricants de batteries
- Entreprises automobiles et de matériels électroniques

* Indique les entreprises qui démentent avoir des liens avec cette chaîne d'approvisionnement potentielle et/ou avec du cobalt provenant de RDC



En octobre 2014, au cours d'un entretien pour un journal, le PDG de l'entreprise, Lee Bong-Won, a affirmé fournir des matériels de batteries à Samsung SDI, LG Chem et des fabricants de batteries pour véhicules électriques installés au Japon, en Amérique du Nord et en Europe.³⁰⁰

ANALYSE DES RÉPONSES FOURNIES PAR LES ENTREPRISES

LG Chem a confirmé que Huayou Cobalt était un fournisseur de « deuxième rang » et que « Huayou Cobalt qui fournit l'oxyde de cobalt à un de nos fournisseurs en matériels de cathode, L&F Materials, achète du concentré de cobalt et de l'hydroxyde de cobalt brut auprès de CDM. »³⁰¹

LG Chem a déclaré à Amnesty International qu'elle avait demandé à L&F Materials de contacter Huayou Cobalt afin de confirmer les résultats obtenus par Amnesty International et Afreewatch et de tenir LG Chem au courant des démarches entreprises pour éviter « davantage de problèmes. » LG Chem a ajouté ce qui suit :

« Nous sommes en discussion pour déterminer s'il est nécessaire pour nous de réaliser notre propre inspection dans les exploitations minières de cobalt de Katanga, en collaboration avec un inspecteur indépendant. Si les risques d'atteintes aux droits humains sont confirmés et jugé d'un niveau très élevé et grave à travers l'inspection, nous envisagerons de recourir à un large éventail de mesures efficaces pour mettre un terme à ces atteintes, notamment en suspendant nos activités commerciales avec les fournisseurs obtenant du cobalt de ces mines ou en y mettant fin. »

Bien qu'Amnesty International accueille avec bienveillance la réponse fournie par LG Chem et l'idée de réaliser une inspection, il est essentiel que cette société s'engage activement pour remédier au problème du travail des enfants et aux atteintes aux droits humains avant de mettre un terme à toute relation contractuelle.

Comme pour d'autres firmes, LG détaille sa politique sur « les minerais des conflits » (étain, tantale, tungstène et or) mais ne possède pas de système similaire d'exercice du devoir de diligence pour d'autres minerais comme le cobalt.

D'après la réponse fournie par **Samsung SDI**, les matériels de cathode que lui fournit L&F Materials proviennent d'une entreprise japonaise et non pas de Huayou Cobalt.³⁰² Néanmoins, l'entreprise n'explique pas comment elle est au courant de cette information, ou si des efforts ont été entrepris pour retracer la chaîne d'approvisionnement jusqu'à la fonderie. L&F n'a pas répondu directement au courrier d'Amnesty International. Comme nous l'avons répertorié plus haut, Samsung SDI a indiqué qu'en raison de la complexité de la chaîne d'approvisionnement « *il est impossible de déterminer si le cobalt fourni à Samsung SDI provient des mines de Katanga en RDC.* »

Samsung SDI a également nié entretenir une relation commerciale avec Huayou Cobalt.

300. Korean Joongang Daily, *L&F Material Charges Ahead In Secondary Batteries*, 6 octobre 2014, <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=2995702> (consulté le 29 juin 2015).

301. Lettre de LG Chem, 13 novembre 2015 (voir Annexe).

302. Lettre de Samsung SDI, 23 novembre 2015 (voir Annexe).

Apple a cité Samsung SDI et LG Chem dans la liste de ses plus importants fournisseurs en 2014. Sa réponse à Amnesty International figure dans la sous-section ci-dessus (voir : Clients de Ningbo Shanshan).

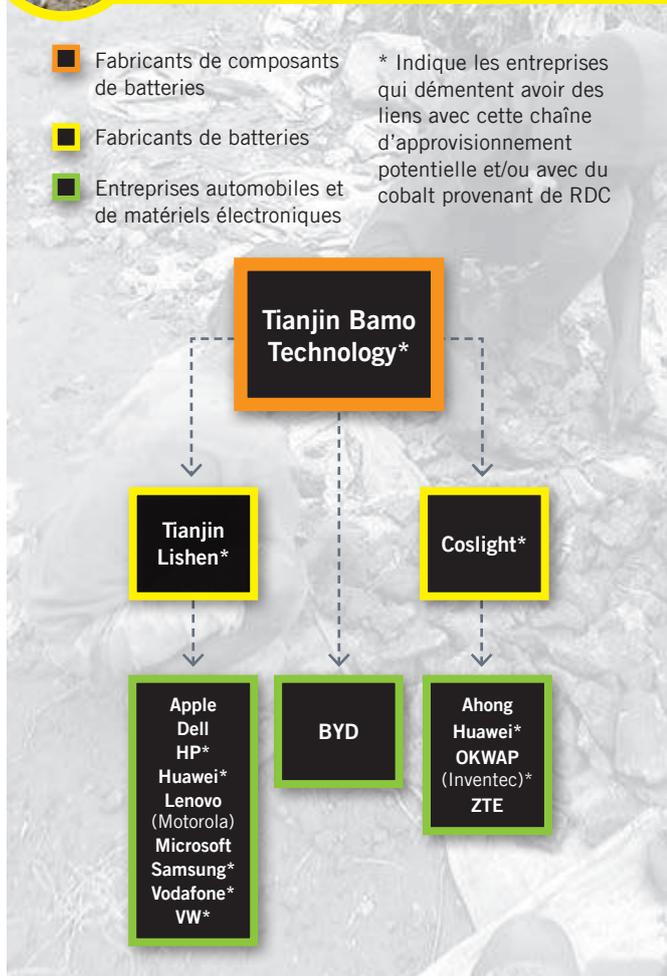
RÉSEAU DE CLIENTS POTENTIELS DE TIANJIN BAMO



CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT POTENTIELLE DE TIANJIN BAMO

Selon les informations accessibles au public

- Fabricants de composants de batteries
 - Fabricants de batteries
 - Entreprises automobiles et de matériels électroniques
- * Indique les entreprises qui démentent avoir des liens avec cette chaîne d'approvisionnement potentielle et/ou avec du cobalt provenant de RDC



D'après un document de 2010 destiné à ses investisseurs, Tianjin Bamo compte parmi ses plus importants clients BYD, Tianjin Lishen et Coslight Group (Coslight).³⁰³ Comme

nous l'avons indiqué plus haut, BYD et Tianjin Lishen sont approvisionnées par Ningbo Shanshan.³⁰⁴ Coslight est un fabricant de batteries chinois et son site web mentionne que ses principaux clients sont des fabricants de téléphones mobiles, tels que Huawei Technology Co., Ltd. (Huawei), ZTE, OKWAP et AHong.³⁰⁵

ANALYSE DES RÉPONSES FOURNIES PAR LES ENTREPRISES

Huawei, le géant chinois des télécommunications, a confirmé que la société était approvisionnée à la fois par Coslight et Tianjin Lishen.³⁰⁶ Après avoir reçu la lettre d'Amnesty International, Huawei a répondu qu'elle avait contacté ces deux entreprises concernant leurs achats de cobalt. Coslight et Tianjin ont toutes les deux répondu que leur fournisseur, Tianjin Bamo, avait déclaré n'entretenir « aucune relation commerciale » avec Huayou Cobalt.

Huawei n'a fourni aucun détail quant aux démarches entreprises pour vérifier ces informations. De la même manière, Coslight n'a pas mentionné les démarches indépendantes qu'elle avait entreprises pour identifier ses fonderies et mener des vérifications auprès d'elles, notamment pour déterminer si Huayou faisait partie de sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cette allégation de Tianjin Bamo contredit les déclarations de Huayou Cobalt, notamment son rapport annuel le plus récent, qui établissaient Tianjin Bamo comme un des plus importants acheteurs de produits du cobalt en 2014 et détaillaient la taille de ses opérations.³⁰⁷ Amnesty International conclut qu'en l'absence d'éléments complémentaires permettant d'étayer ces propos, le démenti de Tianjin Bamo concernant ses relations avec Huayou Cobalt manque de crédibilité.

Huawei n'a pas indiqué avoir instauré une politique de diligence en matière de chaîne d'approvisionnement satisfaisant aux normes internationales en vigueur. Elle ne mentionne pas le cobalt et écrit « avoir progressivement imposé l'interdiction d'acquérir du tantale, de l'étain et du tungstène parmi ses fournisseurs depuis 2002. »

Inventec, propriétaire d'OKWAP, a écrit qu'elle n'avait pas acheté de produits de Coslight. AHong et ZTE n'ont pas fait de commentaires.

303. Tianjin Bamo Technology Co., Ltd, *IPO Draft prospectus*, 2010, p. 105-6, <http://www.p5w.net/stock/ssgsyj/zqgg/201003/P020100312823643990756.pdf> (consulté le 29 juin 2015)

304. Ningbo Shanshan Co. Ltd., *Annual Report 2014*, p. 19.

305. Coslight, About Us, disponible sur <http://www.cncoslight.com/English/company.asp> (consulté le 21 décembre 2015)

306. Lettre de Huawei, 16 novembre 2015 (voir Annexe).

307. Huayou Cobalt Ltd, *Prospectus for First Phase of Short-term Financing Bills of 2014*, p68, et *Annual Report 2014*, p. 12.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES : EXERCICE DU DEVOIR DE DILIGENCE PAR LES ENTREPRISES SITUÉES EN AVAL DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT

D'après les normes internationales actuelles, les entreprises utilisant du cobalt provenant de la RDC dans leurs produits doivent veiller à ce que l'extraction de ce minerai soit faite de manière responsable. Par conséquent, elles doivent être au courant des risques associés à l'extraction et à la commercialisation de ce minerai et y remédier. Beaucoup de signaux d'alarme existent en RDC par rapport à l'extraction du cobalt. Plus de la moitié des ressources mondiales en cobalt sont extraites de régions à haut risque. De plus, le fait que des enfants travaillent dans ces zones minières artisanales et les conditions dangereuses dans lesquels les mineurs opèrent de façon plus générale sont signalés depuis de nombreuses années.³⁰⁸

Les entreprises travaillant en aval auraient dû continuer à faire preuve du devoir de diligence en matière d'approvisionnement en cobalt, notamment en retraçant la provenance de ce minerai jusque dans les fonderies. Elles doivent également se pencher sur les pratiques mises en place par leurs fondeurs (par exemple Huayou Cobalt) pour remédier aux risques détectés. Le mode de réaction d'une entreprise dépend de la place qu'elle occupe dans la chaîne d'approvisionnement. Les firmes pouvant exercer une plus grande influence sur Huayou Cobalt, notamment les entreprises les plus renommées et les fabricants de composants pour batteries situés au plus près de Huayou dans la chaîne d'approvisionnement, ont une responsabilité plus importante et doivent faire jouer leur influence à ces fins.³⁰⁹ Ces activités peuvent également être entreprises avec d'autres sociétés du secteur ou par le biais de projets sectoriels, bien que chaque firme demeure individuellement responsable de ses propres pratiques en matière de devoir de diligence.

Dans leurs lettres à Amnesty International, la plupart des entreprises ont fait référence à leurs politiques internes permettant d'assurer un approvisionnement responsable. Elles ont indiqué prendre le respect des droits humains

très au sérieux et beaucoup d'entre elles ont indiqué exiger de leurs fournisseurs qu'ils fassent valoir ces droits en refusant d'employer des enfants. Toutefois, elles n'ont pas fourni de détails spécifiques quant aux enquêtes et aux vérifications qu'elles avaient entreprises pour déterminer si des enfants étaient employés dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt et pour remédier à cette situation. Bon nombre de firmes ont rapporté être membres d'une initiative sectorielle, la Coalition pour la citoyenneté de l'industrie électronique (EICC), qui a établi un code de conduite.³¹⁰ En revanche, aucune des entreprises approchées par Amnesty International n'a indiqué avoir été en contact avec Huayou Cobalt avant de recevoir notre courrier. Aucune d'elles n'a déclaré avoir entrepris des efforts de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ou retracé la provenance de ce minerai dans ses produits avant d'avoir reçu notre lettre.

Bon nombre de ces entreprises ont déclaré instaurer une politique de tolérance zéro concernant le travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines d'entre elles font référence à des modalités contractuelles imposées à leurs fournisseurs directs pour veiller à ce qu'ils adhèrent à ce type d'interdiction. D'autres se réfèrent à des dispositions spécifiques développées par leur firme en relation avec la réhabilitation des enfants par le biais de l'éducation et ou d'un soutien financier, au cas où ce type de main d'œuvre serait détecté dans les usines. Toutefois, elles n'ont pas fourni d'informations permettant de déterminer si ces politiques sont mises en œuvre en relation avec la chaîne d'approvisionnement en cobalt. De plus, les entreprises ne présentent pas clairement les mesures de réparation qui seront instaurées si le travail des enfants était avéré dans les zones minières à proprement parler plutôt que dans une usine.³¹¹ Cela représente une véritable lacune dans la mise en œuvre de ces politiques, notamment si l'on considère la probabilité que les entreprises ont peut-être déjà obtenu du cobalt extrait dans des conditions constituant des atteintes aux droits humains des enfants et des mineurs adultes.

Seules Apple et Microsoft ont indiqué avoir pris des initiatives pour remédier à des questions relatives aux droits humains dans les mines artisanales du sud de la RDC. Dans le cas d'Apple, ces démarches en sont à un stade embryonnaire dans la mesure où la société « évalue à l'heure actuelle des douzaines de matériaux différents, notamment le cobalt, afin de déterminer les risques en matière de travail et sur le plan environnemental, ainsi que les perspectives offertes à Apple de susciter des

308. Par exemple : Guerin, Orla, *DR Congo's child miner shame*, BBC News, 12 juin 2006, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/5071172.stm> (consulté le 9 juin 2015)

309. Guide de l'OCDE, p. 44.

310. <http://www.eiccoalition.org/standards/code-of-conduct/>

311. Voir le tableau des réponses fournies par les entreprises. Il convient de noter que les conditions de travail dangereuses ne sont pas clairement abordées dans les réponses soumises par les entreprises.

changements efficaces, évolutifs et durables. » Microsoft a indiqué déjà soutenir une organisation s'attaquant aux atteintes aux droits humains, notamment sur le recours au travail des enfants dans les mines artisanales du sud de la RDC.

Concernant le traçage des minerais à travers sa chaîne d'approvisionnement vers la fonderie, Microsoft a admis qu'en pratique, « le traçage des métaux, tels que le cobalt, à travers plusieurs niveaux de la chaîne d'approvisionnement est extrêmement complexe. » Microsoft a par ailleurs écrit que la création d'un mécanisme permettant de retracer le parcours du minerai nécessiterait un degré important de collaboration verticale et transversale à l'intérieur du secteur. » Cependant, aucun autre détail n'a été fourni sur les tentatives réalisées dans les faits par cette société pour retracer cette chaîne. Les recherches menées par Amnesty International montrent qu'il n'est pas plus difficile de mettre en œuvre des pratiques de diligence pour le cobalt que pour les systèmes déjà instaurés par bon nombre de firmes dans le domaine de l'approvisionnement en étain, en tantale, en tungstène et en or. En réalité, les recherches menées dans le cadre de ce rapport suggèrent que le commerce du cobalt est davantage concentré dans la mesure où la plupart des ressources proviennent de la RDC.

La plupart des détaillants que nous avons identifiés dans la chaîne d'approvisionnement de Huayou Cobalt sont implantées à l'échelle mondiale. Pour elles, les obligations en termes de devoir de diligence pour l'ensemble des minerais, telles qu'établies par l'OCDE, ne constituent pas quelque chose de nouveau. Par ailleurs, beaucoup d'entre elles sont des firmes enregistrées aux États-Unis sous la section 1502 de la loi Dodd-Frank qui les oblige à vérifier si certaines substances minérales contenues dans leurs produits (étain, tantale, tungstène et or) contribuent aux conflits ou à perpétuer des atteintes aux droits humains en RDC et dans les pays voisins.³¹² Par conséquent, elles disposent déjà de politiques spécifiques en matière de devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement de ces substances minérales. Cependant, malgré l'application des directives du Guide de l'OCDE sur l'ensemble des chaînes d'approvisionnement en minerais, il est évident que ces entreprises n'appliquent pas les cinq étapes du processus d'exercice du devoir de diligence en dehors substances minérales citées ci-dessus.

Vodafone a notamment écrit ce qui suit :

« Il convient de souligner que le cobalt n'est pas inclus dans la Rapport sur les minerais des conflits [le rapport que certaines firmes doivent émettre dans le cadre de la section 1502 de la loi Dodd-Frank] et que par conséquent ce minerai n'est pas sujet aux mêmes exigences de diligence que les autres matériaux cités précédemment. »

Samsung SDI a écrit :

« Notre entreprise a enquêté sur le pays d'origine du cobalt, qui ne figure pas sur la liste actuelle des minerais des conflits. Toutefois, il est en réalité très difficile de retracer la source du minerai en raison des pratiques de non-divulgaration des informations des fournisseurs et de la complexité des chaînes d'approvisionnement. »

S'agissant des minerais des conflits, Apple affirme qu'elle :

« (...) va au-delà de ses obligations légales pour susciter des changements plus importants en RDC et dans les pays voisins. Nous mettons à disposition des fonds importants et offrons notre expertise stratégique à plusieurs programmes augmentant le nombre de mineurs enregistrés opérant et vendant leurs matériaux dans des zones épargnées par les conflits, tout en fournissant aux communautés de mineurs un accès à l'éducation et aux soins, en développant des pratiques exemplaires permettant aux mineurs au niveau inférieur d'améliorer leur productivité, leur santé et leur sécurité, et en améliorant les méthodes de suivi et de commercialisation des matériaux des mines vers les fonderies. »

Néanmoins, elle n'a pas fourni de détail concernant des programmes équivalents pour l'approvisionnement en cobalt.

En dépit du fait que la RDC constitue de loin la plus grande source d'approvisionnement en cobalt au monde, des conditions précaires rencontrées dans les mines artisanales et de la présence avérée d'enfants parmi les travailleurs, les réponses reçues démontrent que très peu d'entreprises situées en aval de la chaîne d'approvisionnement achetant du cobalt ou des produits contenant du cobalt entreprennent les démarches nécessaires pour satisfaire aux exigences les plus élémentaires en termes de devoir de diligence.

312. Parmi les entreprises enregistrées aux États-Unis figurent Apple, Dell, HP et Microsoft. Section 1502, "Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act," 2010, disponible sur http://www.cftc.gov/ucm/groups/public/@swaps/documents/file/hr4173_enrolledbill.pdf

INACTIION DES ÉTATS DÈS LORS QU'IL S'AGIT D'AMENER LES ENTREPRISES À FAIRE PREUVE DE TRANSPARENCE DANS LEURS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT

Les travaux de recherche mis en avant dans ce rapport montrent que certains États, comme la Chine, pour ne citer qu'elle, ne remplissent pas leur rôle du fait qu'ils n'obligent pas les entreprises à faire preuve de transparence concernant leurs modes d'approvisionnement en cobalt. À l'heure actuelle, aucun pays n'oblige légalement des entreprises à rapporter publiquement l'étendue de leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt. Par conséquent, ces firmes peuvent tirer profit des atteintes aux droits humains perpétrées dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt, notamment à travers le travail des enfants, sans que ces pratiques ne soient détectées.

Nos recherches mettent également en avant des informations discordantes concernant le traçage des acteurs dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt. D'un côté, les statistiques publiques indiquent que la plupart du cobalt utilisé dans le monde provient de RDC qui est ensuite utilisé dans la production de batteries au lithium. Mais d'un autre côté, la plupart des entreprises contactées par Amnesty International nommées dans ce rapport, nient avoir obtenu du cobalt provenant de RDC et/ou de Huayou Cobalt, une entreprise disposant d'une assise considérable aussi bien dans le secteur qu'au niveau de ce pays. Les entreprises réfutent ces allégations en dépit d'informations publiquement disponibles les désignant comme des maillons de la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, dans la mesure où ces sociétés n'ont pas l'obligation légale de révéler comment elles parviennent à de telles conclusions (par exemple, le non-recours au travail des enfants, l'approvisionnement en cobalt en RDC ou auprès de Huayou Cobalt), Amnesty International ne peut indépendamment évaluer ou remettre en question ces affirmations. En raison du manque de transparence, les individus œuvrant à la base de la chaîne d'approvisionnement, qui souffrent d'atteintes aux droits humains, ne peuvent prétendre à une amélioration de leur situation ou à un rétablissement de leurs droits. Cependant, les entreprises peuvent continuer à tirer profit de cette situation.

Des réglementations sont nécessaires pour assurer la transparence par rapport à l'identification des points d'extraction, les conditions d'extraction et de

commercialisation et la chaîne de responsabilité (en d'autres termes les acteurs impliqués) dans l'approvisionnement en cobalt. De telles démarches permettront d'atteindre un objectif plus global consistant à amener les entités responsables des atteintes aux droits humains (notamment les entreprises recourant de manière continue au travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement) à contribuer aux solutions mises en œuvre.

Les réponses des entreprises montrent qu'une loi doit être instaurée pour les obliger à réaliser des audits de leurs chaînes d'approvisionnement (d'une manière continue) et à révéler ces pratiques selon les normes internationales en vigueur. Bon nombre de ces entreprises sont des firmes enregistrées aux États-Unis sous la section 1502 de la loi Dodd-Frank qui les oblige par l'intermédiaire de l'OCDE à mener des audits préalables de leurs chaînes d'approvisionnement pour l'étain, le tantale, le tungstène et l'or. Par conséquent, les sociétés interrogées ont fait référence aux politiques spécifiques en matière de devoir de diligence dont elles disposent pour les chaînes d'approvisionnement de ces quatre substances minérales. Cependant, elles n'adoptent pas les mêmes pratiques pour le cobalt. Une entreprise a même affirmé que les efforts de diligence exigés par l'OCDE ne constituaient pas une obligation dans la mesure où le cobalt n'était pas inclus dans la section 1502. Cela en dépit du fait que l'OCDE ait clairement stipulé que ces directives s'appliquaient à l'ensemble des chaînes d'approvisionnement en minerai. Bon nombre de ces sociétés l'admettent, soulignant ainsi l'importance de réglementations les obligeant à mettre en œuvre et à rapporter ces pratiques pour d'autres minerais extraits de régions touchées par des conflits ou de zones à haut risque.

Dans le cadre du droit international, les États doivent se prémunir des atteintes aux droits humains par l'ensemble des acteurs, notamment les entreprises. Cela oblige notamment les gouvernements à promulguer et appliquer des lois forçant les entreprises à respecter les droits humains, à créer un environnement réglementaire favorisant le respect de ces droits par les sociétés et leur fournissant des directives quant aux responsabilités qui leur incombent.³¹³ Une manière efficace de réaliser ces objectifs consisterait pour les États d'accueil et d'origine à adopter des réglementations rendant obligatoire l'exercice d'un devoir de diligence par les entreprises et la révélation de ces pratiques concernant l'extraction du cobalt et d'autres substances minérales ou leur obtention à partir de régions touchées par des conflits ou des zones à haut risque.

313. Principes directeurs des Nations Unies, Devoir des États de protéger les droits de l'homme (Principes 1, 2 et 3).

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) manque à ses obligations en ne protégeant pas les personnes des atteintes à leurs droits en matière de travail et de santé de par son incapacité à mettre en place et à appliquer des garanties adéquates pour les mineurs artisanaux travaillant dans des zones non autorisées. Le gouvernement de la RDC doit créer davantage de ZEA et régulariser les zones minières non autorisées partout où cela est possible, en envisageant les diverses implications de ces démarches sur le plan de la sécurité et des politiques. Dans la mesure du possible, le gouvernement doit aider les mineurs artisanaux à trouver d'autres sites autorisés et faciliter la création de perspectives d'emploi alternatives. Il doit étendre et appliquer les mesures de sécurité et de protection destinées aux travailleurs et apporter le soutien nécessaire pour qu'elles bénéficient à l'ensemble des mineurs artisanaux.

Le gouvernement n'est pas parvenu à mettre en place un système adéquat permettant de suivre et d'appliquer les normes en vigueur en termes de travail, notamment s'agissant des pires formes de travail des enfants. On continue d'observer un écart notable entre l'âge de l'enseignement obligatoire et l'âge minimum d'accès à l'emploi, augmentant ainsi la vulnérabilité des enfants et la possibilité de les voir finir dans les pires formes de travail des enfants. Le gouvernement doit encore éliminer les obstacles financiers et d'autres entraves auxquels sont confrontés les enfants souhaitant être scolarisés au niveau primaire pour veiller à ce que tous les enfants aient droit à un enseignement gratuit et obligatoire. Il est essentiel que le gouvernement adopte et mette en place le Plan d'action national visant à éradiquer les pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence.

Ce rapport met également en avant des lacunes évidentes dans les réglementations dès lors qu'il s'agit d'États d'origine d'entreprises opérant en RDC et/ou d'entreprises dont les chaînes d'approvisionnement incluent du cobalt extrait dans les mines artisanales de la RDC où des adultes et des enfants travaillent dans des conditions dangereuses. En tant que pays d'origine de Huayou Cobalt, le gouvernement chinois doit immédiatement amener cette entreprise à agir par rapport aux questions soulevées dans

ce document et veiller à ce qu'elle s'attaque aux graves problèmes observés au sein de sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et qu'elle répare les préjudices subis par les individus.

Les États-Unis, la Corée du Sud et beaucoup d'autres États où des firmes identifiées dans ce rapport ont leur siège ne remplissent pas pleinement leur rôle. Au minimum, ces pays doivent exiger une plus grande transparence concernant les pratiques employées dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt. À l'heure actuelle, aucun pays n'oblige légalement les entreprises à rapporter publiquement l'étendue de leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt. Des réglementations sont nécessaires pour assurer la transparence par rapport aux points d'extraction, les conditions d'extraction et de commercialisation et la chaîne de responsabilité (en d'autres termes les acteurs impliqués) dans l'approvisionnement en cobalt. De telles démarches permettront d'atteindre un objectif plus global consistant à amener les entités responsables des atteintes aux droits humains (notamment les entreprises portant ou ayant porté atteinte aux droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement) à contribuer aux solutions mises en œuvre.

Dans le cadre du droit international, les États doivent se prémunir des atteintes aux droits humains par l'ensemble des acteurs, notamment les entreprises à travers leurs activités mondiales. Pour cela, il est nécessaire que tous les gouvernements promulguent et appliquent des lois obligeant les entreprises à exercer le devoir de diligence et à révéler au public comment elles s'approvisionnent en cobalt et en autres minerais.

Les entreprises doivent faire preuve du devoir de diligence et révéler au public les pratiques qu'elles emploient. Il incombe aux entreprises de réduire les risques encourus et de prendre des mesures permettant de réparer les préjudices subis par les victimes si elles n'ont pas veillé au respect des droits humains à un quelconque moment dans le cadre de leurs opérations. Pour cela, une entreprise ne doit pas seulement mettre fin à une relation commerciale avec un fournisseur ou déclarer un embargo sur le cobalt provenant de la RDC une fois que des atteintes aux droits humains ont été observées dans la chaîne d'approvisionnement. Si des atteintes ont été commises à un quelconque moment dans la chaîne d'approvisionnement, aussi bien à présent que par le passé, les entreprises doivent, en collaboration avec d'autres acteurs concernés, tels que leurs fournisseurs et les autorités nationales, réparer les préjudices subis par les personnes dont les droits humains ont été violés.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES AU GOUVERNEMENT DE LA RDC

POUR LE MINISTÈRE DES MINES :

- Créer de nouvelles zones artisanales autorisées (ZEA) dans des sites miniers accessibles et productifs. Par le biais du Service d'assistance et d'encadrement du small-scale mining (SAESSCAM), soutenir la formalisation des activités minières à travers la création de coopératives de mineurs.
- Régulariser les zones minières non autorisées partout où cela est possible, en envisageant les diverses implications de ces démarches sur le plan de la sécurité et des politiques. Dans la mesure du possible, le gouvernement doit aider les mineurs artisanaux à trouver d'autres sites autorisés et faciliter la création de perspectives d'emploi alternatives.
- Fournir à l'ensemble des mineurs artisanaux, notamment ceux travaillant dans les zones minières non autorisées, des équipements de protection, notamment des bottes, des casques et des masques adaptés.
- Faire de l'apport d'un soutien technique et de l'organisation de formations en santé et en sécurité des priorités, en collaboration avec le SAESSCAM, pour venir en aide aux mineurs artisanaux travaillant dans les zones minières non autorisées.
- Veiller à ce que le SAESSCAM soit mandaté et dispose des ressources nécessaires pour dispenser un soutien technique et d'autres types d'assistance à l'ensemble des mineurs artisanaux, notamment ceux travaillant dans les zones minières non autorisées.

POUR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL :

- Extraire les enfants des mines artisanales et, en coopération avec le Ministère du Genre, des Femmes et des Enfants et du Ministère de l'Éducation, mettre en place des mesures visant à répondre aux besoins des enfants sur le plan sanitaire, physique, éducatif, économique et psychologique. Veiller à ce que les activités de réintégration soient alignées sur les activités génératrices de revenus au sein de la communauté.
- Veiller à ce que l'inspection du travail dispose des ressources suffisantes et mette en place les formations adéquates pour suivre et appliquer le droit du travail dans les zones minières artisanales et pour éradiquer les pires formes de travail des enfants.
- Recueillir, suivre et rendre disponibles de manière systématique les informations relatives aux plaintes déposées concernant le travail des enfants, les types et nombres d'inspections réalisées, les assignations à comparaître, les poursuites engagées et l'application des peines.

- En coopération avec le Ministère de l'Éducation, mettre en place des services sanitaires de suivi et de traitement destinés aux mineurs artisanaux pour évaluer et traiter les maladies du travail.

POUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION :

- Éliminer les obstacles financiers et autres entravant l'accès à l'enseignement primaire et offrir une éducation gratuite et obligatoire, comme l'a décrété le Président Joseph Kabila en 2010.
- Réintégrer dans le système scolaire les enfants dont l'éducation a été interrompue en raison de leur implication dans les activités minières artisanales.

POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE :

- Enquêter sur les allégations selon lesquelles d'agents de l'État extorquent illégalement des sommes d'argent aux mineurs artisanaux. Les personnes suspectées d'avoir perpétré de tels actes doivent être poursuivies selon les normes internationales d'équité et des mesures préventives doivent être mises en place pour éviter que ces atteintes se reproduisent.

POUR LE PARLEMENT ET LE PREMIER MINISTRE :

- Réviser l'âge de l'enseignement obligatoire à 16 ans pour qu'il corresponde à l'âge minimum requis pour accéder à l'emploi.
- Amender/réviser le Code minier et ses réglementations pour inclure des normes adaptées en termes de travail et de sécurité étant applicables à tous les mineurs artisanaux.
- Réviser le Code minier pour y inclure l'obligation faite à tous les maisons d'achat d'exercer le devoir de diligence concernant le respect des droits humains dans le cadre de l'approvisionnement en cobalt et en autres minerais qu'ils achètent auprès des mineurs artisanaux et d'orienter ces travailleurs vers le SAESSCAM lorsqu'ils font face à des conditions de travail précaires.
- Mettre en œuvre dans son intégralité le Plan d'action national visant à éradiquer les pires formes de travail des enfants et le doter de ressources adéquates.
- Ratifier la Convention de l'OIT No. 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs 1981, la Convention de l'OIT No. 176 sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 et la Charte africaine des droits et du bien-être des enfants.
- Rechercher une aide internationale et entreprendre des efforts de coopération technique, le cas échéant, pour mettre en œuvre ces recommandations.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

POUR LE MINISTÈRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

- Initier un examen des processus de devoir de diligence mis en œuvre par Huayou Cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement en déterminant s'ils sont adaptés à l'identification, la prévention et la réduction des risques d'atteintes aux droits humains.
- Par rapport aux Mesures liées à l'administration des investissements à l'étranger :
 - Amender l'article 20 pour ajouter « veiller au respect des droits humains à travers l'ensemble des opérations commerciales » à la liste des obligations des entreprises.
 - Promulguer des politiques en référence à l'article 24 obligeant les entreprises qui extraient, traitent, commercialisent, transportent ou utilisent des produits de minerais issus de régions touchées par des conflits ou des zones à haut risque à révéler les étapes entreprises pour prendre en charge et réduire les risques d'atteintes aux droits humains dans le cadre de leurs activités commerciales.

POUR LE COMITÉ PERMANENT DU CONGRÈS NATIONAL POPULAIRE :

- Amender l'article 5, paragraphe 1 du droit des sociétés de la République populaire de Chine pour ajouter « veiller au respect des droits humains à travers l'ensemble des opérations commerciales » par rapport aux obligations statutaires des entreprises chinoises.

POUR LA CHAMBRE DE COMMERCE DES IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS DE MÉTAUX, DE MINÉRAIS ET DE PRODUITS CHIMIQUES (CCCMC) :

- Exiger des entreprises chinoises, notamment Huayou Cobalt, qu'elles mettent en place des processus afin d'exercer le devoir de diligence par rapport à leur chaîne d'approvisionnement en suivant le protocole de cinq étapes défini par l'OCDE et les directives de la CCCMC et rapporter publiquement les démarches entreprises par chaque société pour prendre en charge et réduire les risques d'atteintes aux droits humains dans le cadre de leurs activités commerciales.

- Collaborer avec les entreprises, les experts en matière d'audit et les ONG pour formuler des protocoles et des normes de contrôles de gestion pour le cobalt et des minerais autres que l'étain, le tantale, et le tungstène et l'or.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES À D'AUTRES ÉTATS D'ORIGINE (PAYS OÙ DES MULTINATIONALES COMMERCIALISENT OU ACHÈTENT DU COBALT ET OÙ SE TROUVENT LEUR SIÈGE)

- Exiger légalement des entreprises qu'elles exercent le devoir de diligence s'agissant du respect des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais et rapporter publiquement les politiques et les pratiques employées dans ce domaine conformément aux normes internationales en vigueur.
- Offrir une coopération ou une assistance internationale au gouvernement de la RDC pour appuyer ses efforts dans l'extension de la protection accordée à l'ensemble des mineurs artisanaux et extraire les enfants des pires formes de travail.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS (CIRGL)

- Demander aux États membres, notamment la RDC, d'ajouter le cobalt à la liste des minerais exigeant le recours à des mesures de diligence pour veiller au respect des droits humains parmi les États membres, notamment la RDC, en alignement avec le Guide de l'OCDE.
- Demander aux États membres d'exiger légalement des entreprises qu'elles exercent le devoir de diligence s'agissant du respect des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais et rapporter publiquement les politiques et les pratiques employées dans ce domaine conformément aux normes internationales en vigueur.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES À L'OCDE

- Demander aux États d'exiger légalement des entreprises qu'elles exercent le devoir de diligence s'agissant du respect des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais et rapporter publiquement les politiques et les pratiques employées dans ce domaine conformément aux normes internationales en vigueur.
- Demander aux États de rapporter les mesures prises pour veiller à la mise en œuvre du Guide de l'OCDE de l'OCDE, notamment les obligations de divulgation au public, et le respect par les entreprises des normes établies.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES AUX SOCIÉTÉS

POUR L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS SITUÉES EN AMONT DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT COMMERCIALISANT DU COBALT

- Instaurer et révéler au public les politiques et les pratiques de diligence mises en œuvre concernant l'approvisionnement en cobalt et autres minerais, notamment la manière dont les risques d'atteintes aux droits humains sont détectés, évités et gérés dans le cadre des activités commerciales à l'échelle mondiale.
- Prendre des mesures correctives, en coopération avec d'autres acteurs concernés, si des atteintes ont été commises à un quelconque moment dans la chaîne d'approvisionnement. Réviser les politiques en matière de devoir de diligence ainsi que dans d'autres domaines pour clarifier quelles mesures correctives doivent être prises par les sociétés si des atteintes aux droits humains sont détectées au niveau du point d'extraction, aussi bien dans les zones minières qu'à d'autres niveaux de la chaîne d'approvisionnement (ces mesures ne s'appliquant pas uniquement aux usines des fournisseurs).

POUR HUAYOU COBALT

- Entreprendre des mesures correctives, en coopération avec les autorités nationales, les agences internationales et la société civile, concernant les préjudices subis

par les mineurs artisanaux adultes et enfants auprès desquels l'entreprise s'est approvisionnée. Ces mesures comprennent le développement et la mise en œuvre d'un plan visant soustraire les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants, à soutenir leur réintégration dans le système scolaire et à répondre à leurs besoins sanitaires, physiques, éducatifs, économiques et psychologiques.

- Remédier aux risques d'atteintes aux droits humains à travers l'ensemble des opérations commerciales, en portant une attention particulière à l'élimination des atteintes aux droits humains dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt de sa filiale en propriété exclusive, Congo Dongfang Mining SARL.
- Exercer le devoir de diligence par rapport à la chaîne d'approvisionnement en suivant le protocole de cinq étapes défini par l'OCDE et les directives de la CCCMC. Cela inclut la capacité à déterminer le lieu d'extraction du minerai, la chaîne de responsabilité et les conditions de commercialisation.
- Révéler au public les démarches entreprises pour gérer et réduire les risques d'atteintes aux droits humains et les atteintes avérées à ces droits dans le cadre de ses activités commerciales.

POUR LES ENTREPRISES SITUÉES EN AVAL DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DE HUAYOU COBALT

- Recourir à des pratiques de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement en cobalt et les révéler au public en conformité avec les normes internationales, notamment s'agissant de l'identification des fonderies dans la chaîne d'approvisionnement et de leur exercice de devoir de diligence.
- Prendre des mesures correctives, en coopération avec d'autres acteurs concernés, tels que les fonderies et les autorités nationales pour réparer les préjudices subis par les personnes dont les droits humains ont été violés à un quelconque moment, passé ou présent, à travers la chaîne d'approvisionnement. Ces mesures comprennent le développement et la mise en œuvre d'un plan visant à soustraire les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants, à soutenir leur réintégration dans le système scolaire et à répondre à leurs besoins sanitaires, physiques, éducatifs, économiques et psychologiques.

ANNEXE Lettre de Huayou Cobalt

The Reply to Amnesty International Concerning Conditions for Artisanal Miners in Zhejiang Huayou Cobalt Supply Chain

Dear James Lynch and Amnesty International's officials,

Zhejiang Huayou Cobalt Co, Ltd (hereinafter referred to as "Our Company") received the letter entitled Conditions for Artisanal Miners in Zhejiang Huayou Cobalt Supply Chain (hereinafter referred to as "the Letter") from the Amnesty International (hereinafter referred to as "Your Organisation") on 9 July 2015.

The Letter specifically mentioned that Congo Dongfang International Mining Ltd (hereinafter referred to as "CDM"), our subsidiary and cobalt ore supplier, has purchased cobalt produced at the artisanal mines in Katanga Province in the Democratic Republic of Congo (hereinafter referred to as "DRC"), and the cobalt supplied by its cobalt traders has been mined by children in unsafe working conditions. Your Organisation therefore believes that Zhejiang Huayou has not met its responsibility to respect the human rights, as stipulated in the Chinese and International guidelines.

Additionally, Your Organisation requests a response from us to the following questions:

1. What supply chain due diligence policies and processes do we have in place to ensure that CDM's sourcing of cobalt from the DRC does not involve human rights violations, including the worst forms of child labour?
2. What measures does Zhejiang Huayou take if we became aware of human rights abuses taking place in connection with their suppliers?
3. What steps has Zhejiang Huayou taken to investigate the claims made in the 2008 Bloomberg report regarding CDM's purchasing of cobalt mined by children in artisanal mines in the DRC, and what was the outcome of this investigation? Were any changes made to CDM or Zhejiang Huayou policies and processes?

CDM are mining rights holders and traders who legally hold trader cards. (Please see attachments 2, 3 and 4 for copies of trader cards of some of CDM's suppliers). CDM has reasonably presumed that the behaviours of suppliers comply with relevant regulations of the DRC and taken the corresponding social responsibilities.

5. To ensure the mining conditions of suppliers, CDM's management visits the suppliers from time to time to examine the employment conditions of the suppliers. CDM's management recently visited Luputo site in 2014, and Tulwuzenbe site in June 2014. They didn't find any child labour working at any of the sites during these visits. We would like to draw your consideration that the Labour Department of the DRC should be the regulatory body to oversee the legitimacy of employment conditions of the suppliers, and perform regulatory functions. As a business entity, Our Company is not able to assign staff to the suppliers sites to supervise in a long-term manner. We can only visit the suppliers from time to time to meet our social responsibilities. Our Company has not found any cases of child labour employment during these visits.
6. Your Organisation mentions in page 2 of the Letter that CDM has put up a signboard showing the words "good price" outside its depot in Musompo to buy cobalt directly from artisanal miners. But in fact neither CDM nor any of our subsidiaries has depots in Musompo, nor has any of them put up any "good price" signboard as suggested in P.2 and P.9 of your letter. We would like you to verify this information.

Furthermore, we wish to draw your attention to the fraudulent misuse of the names of Our Company and CDM by some local residents of the DRC to purchase mineral products in various regions, as we have learned. This has greatly damaged the reputation and interests of Our Company and CDM.

7. CDM and COMMUS, our subsidiary in the DRC, have actively taken part in public interest activities concerning human rights and social security in the DRC. CDM employees' remuneration include social security and family payments. We also regularly vaccinate employees to ensure their physical health. Attachment 6 is part of the report on the social public interest activities CDM and COMMUS have engaged since 2007. You can see that Our Company has actively participated in public interest

4. What kind of information does Zhejiang Huayou publicly report on the risks of labour and human rights abuses linked to its operations and on preventative or other measures that it is taking in response?

5. What is the volume and value of the cobalt that CDM buys from artisanal miners in the DRC each year?

Our Company's leadership has taken your letter very seriously. Upon sending a reply to you on 23 July 2015, we have conducted comprehensive reviews of the internal policies and suppliers of Our Company and CDM, as well as the information mentioned in the Letter. Here is the response to Your Organisation:

1. Our Company has not been aware that any of our legitimate suppliers has hired child labour in their mining sites or operated in unsafe working conditions.
2. Our Company has taken positive actions since we became aware of the 2008 Bloomberg report regarding CDM's purchase of cobalt mined by children in artisanal mines in the DRC. For example, we have gradually closed down the procurement sites and all of them have been closed by now. Currently the ores for CDM are mainly from mining rights holders and traders.
3. Our Company has developed a Code of Conduct for Suppliers. The Code will apply to Our Company and CDM, and imposes restrictions on the our suppliers and those of CDM for child labour employment and on working conditions. The Code will be quoted and included as part of the procurement and sales contracts between Our Company, CDM and the suppliers. It states clearly that: "If the supplier breaches the Code and fails to implement rectifying actions before the agreed deadline, Our Company will be entitled to suspend purchase from the supplier unilaterally until the supplier implements rectifying actions, or terminate cooperation with the supplier unilaterally". Our Company will meet its social responsibilities by adopting this Code of Conduct. Please see attachment 1 for the Code of Conduct for Suppliers.
4. CDM has rigorously selected its ore suppliers to ensure the procurement of raw materials through legitimate channels. Currently the suppliers of

activities, and we have put more than US\$5 million into the communities, local social aid, donations and community public interest activities. We will put in more funds for these purposes. Our Company has always actively met its social responsibilities and carried out more than 80 public interest activities so far.

8. Our Company and CDM welcome the scrutiny of Your Organisation, and are more than willing to work closely with you and improve the situation of child labour and working conditions in the DRC, in order to actively advance human rights protection in the DRC.

Attachment 1 : Code of Conduct for Suppliers of Zhejiang Huayou Cobalt Co, Ltd

Attachment 2: IBC Depot (LI Xuzhang) = Carte d negociant

Attachment 3: CdN Likasi

Attachment 4: Elias depot (JIANG Zhi) = Carte d negociant

Attachment 5: The Accounts of Public Interest Activity Management

CHEN Xuehua
Zhejiang Huayou Cobalt Co., Ltd.
19 August 2015

Lettre en chinois de Huayou Cobalt, page 1



致国际特赦组织《关于浙江华友钴业股份有限公司供应链中手工采矿者的状况》的回函

尊敬的 JAMES LYNCH,

尊敬的国际特赦组织各位官员：

浙江华友钴业股份有限公司（以下简称“本公司”）于 2015 年 7 月 9 日收到国际特赦组织（以下简称“贵组织”）发来的《关于浙江华友钴业股份有限公司供应链中手工采矿者的状况》函件（以下简称“函件”）。

该函件着重提到了本公司下属子公司及钴矿供应商刚果东方国际矿业有限公司（以下简称“CDM 公司”）在刚果民主共和国（以下简称“刚果（金）”）加丹加省购买手工采矿场产出的钴矿，并且其钴矿贸易商供应的钴矿是儿童在不安全工作条件下开采的。因此，贵组织认为，华友钴业违反了中国和国际上指导性文件中规定的尊重人权的责任。

此外，贵组织希望本公司就以下问题进行答复：

1. 本公司在供应链方面订立了什么尽责政策和程序，以确保 CDM 公司在刚果（金）的钴业采购不涉及侵犯人权行为，包括最恶劣形式的童工劳动？
2. 如果华友钴业知悉其供应商和侵犯人权行为有关，采取了什么措施处理？
3. 彭博社 2008 年报道了 CDM 公司收购儿童在刚果（金）手工矿场中开采矿物，华友钴业对此报道采取了什么步骤调查？调查结果如何？CDM 公司和华友钴业的政策和程序是否有任何改变？
4. 华友钴业就与业务相关的侵犯劳工权利和侵犯人权行为风险，及其采取的预防或其他应对措施，公开报告了何种信息？
5. CDM 公司每年从刚果（金）的手工采矿者采购的钴矿数量和价值是多少？

贵组织的函件引起了本公司领导层的高度重视，本公司自于 2015 年 7 月 23 日向贵组织做出回函后，对本公司及 CDM 公司内部政策、供应商及函件中提到的信息做了全面的审查，并向贵组织做出以下答复：

Lettre en chinois de Huayou Cobalt, page 2



1. 本公司并不知晓本公司任何合法供应商在其矿区中雇佣童工，或采取不安全的工作条件。
2. 本公司在知晓彭博社 2008 年对 CDM 公司收购儿童在刚果（金）手工矿场中开采矿物的报道后，积极采取了行动。例如，本公司逐步关闭收购点，到目前为止，本公司已经关闭了所有的收购点。目前，CDM 公司的矿原料主要来源于采矿权持有者和贸易商。
3. 本公司已经制定了供应商行为准则。该供应商行为守则将适用于本公司及 CDM 公司，对本公司和 CDM 公司供应商雇佣童工行为以及工作条件做出限制性规定，此行为准则将在本公司及 CDM 公司与供应商签订的购销合同中引用，并成为购销合同的一部分。该行为准则中明确规定：“如果供应商违反本守则的规定，并且未在商定的期限内执行整改行动，本公司有权利单方面保留暂停从该供应商处采购，直至该供应商执行纠正措施；或者有权利单方面终止与该供应商的合作关系。”，本公司将通过实施该行为准则履行本公司的社会责任。供应商行为守则请参见本回函附件 1。
4. CDM 公司对其矿产供应商经过严格的筛选，保证通过合法途径采购原料。CDM 公司的供应商目前为采矿权持有者以及合法持有的贸易商卡的贸易商处进行采购。（CDM 公司部分供应商的贸易商卡复印件，请参见本回函附件 2, 3 和 4）。CDM 公司合理推断供应商的行为符合刚果（金）政府的相关规定，承担了相应的社会责任。
5. 为保证供应商的采矿条件，CDM 公司管理层不定期走访供应商，以审查供应商的雇佣条件。CDM 公司管理层最近于 2014 年走访了 Luputo 矿区，并于 2014 年 6 月走访 Tulwuzenbe 矿区，CDM 公司管理人员在走访期间并未发现任何矿区内有童工工作。提请贵组织理解的是，刚果（金）劳工部门应该为供应商的雇佣条件是否合法的监管部门，由劳工主管部门履行监管职能。本公司作为商业主体，无法长期派员在供应商处驻场监管，本公司只能通过不定期的走访供应商，尽到本公司的社会责任。在本公司不定期的走访过程中，本公司并未发现供应商有雇佣童工的情形。
6. 贵组织在函件中第 2 页提到，CDM 公司在姆松坡的仓库外设有采购钴矿和铜矿的“好价格”标识牌，以直接从手工采矿者手中购买钴矿。然而，事实上 CDM 公司或本公司下属的任何子公司在姆松坡均不设有任何仓库，也从未安装贵组织函件第 2 页和第 9 页所述的“好价格”标识牌。烦请贵组织核实该信息。

此外，需提请贵组织注意的是，本公司了解到刚果（金）当地居民冒用本公司或 CDM 公司的名义在各地收取矿产品，此行为也极大损害本公司及 CDM 公

Lettre en chinois de Huayou Cobalt, page 3



司的声誉及利益。

7. CDM 公司及本公司下属刚果（金）COMMUS 公司积极参与刚果（金）人权及社会保障公益事业。CDM 公司对其员工的劳动报酬中均包含相应社会保障金、家庭金等，并且对员工定期注射疫苗，以保证员工的身体健康。本回函附件 6 为 CDM 公司和 COMMUS 公司自 2007 年以来社会公益活动的部分报告，通过该附件，贵组织可以发现，本公司积极参加刚果（金）社会公益活动，本公司目前已经投入 500 多万美元用于社区以及当地社会援助、捐赠以及参与社区公益事业，本公司为此将进一步的投入资金。本公司一直积极履行社会责任，到目前已经从事了 80 多起的社会公益活动。
8. 本公司及 CDM 公司欢迎贵组织的监督，并且非常愿意与贵组织紧密合作，加强刚果（金）雇佣童工及工作条件的改善工作，以积极推动刚果金（金）人权保护运动。

附件 1：浙江华友钴业股份有限公司供应商行为准则

附件 2：IBC Depot(李绪章)=Carte d negociant

附件 3：CdN Likasi

附件 4：Elias depot(蒋志)=Carte d negociant

附件 5：公益事业管理台账


浙江华友钴业股份有限公司
2015年8月19日

RÉSUMÉ DES RÉPONSES REÇUES DE LA PART DES ENTREPRISES EN AVAL

(Les copies complètes sont disponibles sur amnesty.org)

TABLE 1: Companies potentially buying from Ningbo Shanshan as part of Huayou Cobalt's supply chain

Company	
<p>Apple Inc. 1 Infinite Loop Cupertino, CA 95014 United States of America</p> <p>Annual turnover: US\$233,715,000,000¹ for fiscal year ended 26 September 2015</p> <p>Annual net profit: US\$53,394,000,000² for fiscal year ended 26 September 2015</p>	<p>Does cobalt in the company's products originate in the DRC? Currently under evaluation.</p> <p>Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain? Currently under evaluation.</p> <p>Details of the company's human rights policies and due diligence measures: Child labour: "Underage labor is never tolerated in our supply chain and we are proud to have led the industry in pioneering new safeguards. We not only have strict standards, rigorous audits and industry-leading preventative measures, but we also actively look for any violations. Any supplier found hiring underage workers must 1) fund the worker's safe return home, 2) fully finance the worker's education at a school chosen by the worker and his or her family, 3) continue to pay the worker's wages, and 4) offer the worker a job when he or she reaches the legal age." "We have been reporting on our supply chain for 10 years because we believe transparency and the feedback that comes with it makes us better. Of more than 1.6 million workers covered in 633 audits in 2014, our auditors uncovered 16 cases of underage labor and all were successfully addressed. We take any concerns seriously and investigate every allegation."</p> <p>Conflict Minerals (specific to tin, tungsten, tantalum and gold): "In the last 5 years, Apple worked with peers and stakeholders to implement and improve an industry wide standard, drove compliance with the Conflict Free Sourcing Program or equivalent third party audit programs, and expanded traceability to the mine site. As of November 2015, over 95% of our reported smelters are compliant or participating in a third party audit verifying their conflict-free sourcing practices. And we will not stop until we reach our goal of 100%." "Apple goes beyond what is legally required to drive further change in the DRC and neighboring countries. We provide significant funding and strategic guidance to several programs that are increasing the number of registered miners operating in, and selling their materials through, conflict-free channels, providing educational and health care support to mining communities, developing best practices for small scale miners to improve their productivity and health & safety, and improving methods for tracking and trading materials from the mine to the smelter."</p> <p>Specific to cobalt: "We are currently evaluating dozens of different materials, including cobalt, in order to identify labor and environmental risks as well as opportunities for Apple to bring about effective, scalable and sustainable change. As we gain a better understanding of the challenges associated with cobalt we believe our work in the African Great Lakes region and Indonesia will serve as important guides for creating lasting solutions."</p>

Daimler AG

70546 Stuttgart
Germany

Annual turnover:

129,872,000,000 €³ for fiscal
year ended 31 December 2014

(US\$141,345,242,000⁴)

Annual net profit:

7,290,000,000 €⁵ for fiscal
year ended 31 December 2014

(US\$7,934,018,000⁶)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Company's procurement practices do not: "engage in any traceable mineral or commodity purchasing activities in the Democratic Republic of Congo. Concerning the particular case at hand we can confirm that we neither source from the DRC or the mentioned companies directly."

"Due to the high complexity of automotive supply chains, we are, however, not able to definitely confirm whether or not cobalt in our products originates from this region or from the mentioned companies at any stage within our supply chains."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

After a review via its internal procurement and human rights processes, the company states that "neither Ningbo Shanshan Co. Ltd., nor any of the other companies which were named by you are in fact Daimler suppliers."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"Daimler is committed to adhering to international human rights standards in line with the UN Guiding Principles on Business and Human Rights...We see this commitment as extending to, and including, the ILO core-norms and also, specifically, ILO Norm 182 on the worst forms of child labour."

"Our 'Supplier Sustainability Standards' impose strict obligations with respect to working conditions, social standards, environmental standards and business ethics that go beyond the requirements of the law. These obligations are an integral component of the contractual agreements, which Daimler concludes with its suppliers. By signing the contract, the supplier is expected to implement and verify that these requirements are adhered to by its own suppliers."

"Within these standards we explicitly state that 'Child labor is not allowed at any phase of production or processing. As a minimum, suppliers are requested to comply with the ILO's conventions on minimum employment age and the ban on child labor. Children must not be inhibited in their development. Their health and safety must not be impaired'."

"Our suppliers undertake to comply with these standards, communicate them to their employees, and apply them to their upstream value chains. We support them for this with regular information and training measures. We regularly assess our suppliers' compliance with sustainability standards on the basis of a risk analysis conducted according to country and commodity group risks...In the event of suspicious cases or specific violations, we follow up with an established escalation process...up to and including the termination of the business relationship."

"Our company reports annually about its sustainability management in supplier relationships within the Daimler Sustainability Report."

The company provided its Supplier Sustainability Standards, Integrity Code, and Annual Sustainability Report.

HP Inc

1501 Page Mill Rd
Palo Alto,
CA 94304-1126
United States

Annual turnover:

US\$103,355,000,000⁷ for
fiscal year ended 31 October
2015

Annual net profit:

US\$4,554,000,000⁸ for fiscal
year ended 31 October 2015

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Based on the information provided by Amnesty International, HP is "conducting an investigation with our suppliers. As of now we have not found any linkage between our products and the DRC mine. If a linkage is found, we will take steps to address the risks you have raised."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company does not refer to Huayou Cobalt or name any specific suppliers.

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"We expect our suppliers to conduct their worldwide operations in a socially and environmentally responsible manner pursuant to HP's Supply Chain Social and Environmental Responsibility Policy and consistent with the UN Guiding Principles on Business and Human Rights."

"We pride ourselves on being an ethical company – one where employees are proud to work and a company with which customers, business partners and suppliers want to do business. To that end, we are continuing our efforts to communicate our high standards for suppliers through HP's Supplier Code of Conduct (which prohibits forced, child and prison labor), our Global Human Rights Policy, the California Transparency in Supply Chains Disclosure, and our specialized standards to address unique risks to student and dispatch workers as well as foreign migrant workers in our supply chain."

"As an EICC member, we also participate in the identification and sharing of leading practices, and we engage in other collaborative alliances with Verité, Social Accountability International (SAI), the Global Business Initiative on Human Rights (GBI), among others, to exchange information on issues and coordinate on ways to best protect workers in our supply chain."

Huawei

Huawei Industrial Park,
Yuting Road Chenghua
Industrial Area,
Chenghai Dist.
SHANTOU, GNG 515800
China

Annual turnover:

US\$46,515,000,000⁹ for fiscal
year ended 31 December 2014

Annual net profit:

US\$4,498,000,000¹⁰ for fiscal
year ended 31 December 2014

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

No response provided.

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company denies being part of Huayou's cobalt supply chain.

Details: "Huawei ... contacted the two suppliers, Tianjin Lishen and Coslight, to conduct a review and investigation. Upon investigation by Tianjin Lishen and Coslight, the two suppliers and their upstream suppliers have all confirmed that the cathode materials supplied hadn't used raw materials from Huayou Cobalt, and that the issues mentioned in your [Amnesty International's] letter, such as human rights abuses, haven't been found in their cathode materials supply chain."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"As a member of the UN Global Compact and GeSI, Huawei has always put global social responsibility as our goal and conducted ethical purchasing. We clearly prohibit the behaviours mentioned in your letter, such as the use of child labour and abuse of labour rights, and demand all our suppliers to comply. Huawei has now established comprehensive and sound supplier accreditation and management systems to ensure that the suppliers meet sustainability requirements. Based on the Electronics Industry Code of Conduct (EICC), Huawei has developed a sustainability agreement for suppliers covering five parts including labour standards, health and safety, environmental protection, business ethics and management systems. It demands suppliers to comply with the laws and regulations in their host countries or areas as well as international standards, and bear social and environmental responsibilities. Huawei conducts comprehensive and systematic accreditation on all newly introduced suppliers, to evaluate their capacities and levels of compliance with laws, regulations and the sustainability agreement. Huawei asks accredited suppliers to develop plans for continuous improvement and conduct regular internal reviews according to the requirements of the sustainability agreement."

"Huawei has progressively imposed the prohibition on the purchase of tantalum, tin and tungsten among suppliers since 2002. In addition, the Company also actively participates in GESI/CFSI (Conflict-Free Sourcing Initiative) to address the issue of conflict minerals with the whole industry."

The company provided its 2014 Sustainability Report and supplier's investigation statement.

**Lenovo
(Motorola Mobility is a
wholly-owned subsidiary
of Lenovo)**

No. 6 Shangdi West Road,
Haidian District
BEIJING, BEJ 100085
China

Annual turnover:

Lenovo's revenue was
US\$46,295,593,000 for year
ending 31 March 2015¹¹

Annual net profit:

US\$836,603,000 for year
ending 31 March 2015¹²

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Lenovo does not directly address the question, but states that it has not "...previously detected human rights abuses in the cobalt supply chain."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

"Tianjin Lishen is not currently in the direct supply chain for products manufactured by Lenovo or Motorola. CDM and Huayou Cobalt have not been otherwise identified as cobalt processors in either Lenovo's or Motorola's supply chain...However, we are aware of two third-party trademark licensees that source batteries from Tianjin Lishen for products that they manufacture to be sold under the Motorola brand. We will work with Tianjin Lishen and trademark licensees to investigate the concerns raised...If we verify that these concerns are valid, Lenovo will instruct our licensees to discontinue their use of Tianjin Lishen unless or until [it] can demonstrate compliance to Lenovo's requirements."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"Our agreements with trademark licensees require them to abide by our Supplier Code of Conduct, which prohibits them from using suppliers that utilise child labour. Lenovo has policies and practices in place to identify and prevent human rights violations in the supply chain for Lenovo and Motorola products. Some key practices include:

- As a member of the EICC, we have adopted the EICC Code of Conduct in the operation of our internal and external supply chain. Specifically, we require our suppliers to sign formal agreements that require them to comply with the EICC Code of Conduct, provide annual formal self-assessments reported through EICC tools, conduct biennial audits with EICC approved third party auditors, and provide Lenovo with the resulting audit reports and corrective action plans. The EICC Code itself and our contracts require that suppliers flow-down these requirements through all tiers of the supply chain, including refiners and smelters. A significant percentage of Lenovo's total procurement spend comes from suppliers who are themselves EICC members and conduct similar operations as a requirement of their EICC membership.

- We participate in the EICC Conflict Free Smelter Initiative (CFSI) for due diligence on 3TG in the DRC and surrounding countries... While the CFSI and hundreds of its member companies currently concentrate on processes related to 3TG in the DRC, Lenovo will continue to support and participate in EICC efforts to develop new programs that address further risks with other minerals and commodities."

Company also states that it publishes an annual Sustainability Report, is a signatory to the UN Global Compact, and posts its commitment to eliminating inappropriate labour practices on its website.

Microsoft Corporation

One Microsoft Way
Redmond,
WA 98052-6399
United States of America

Annual turnover:

US\$93,580,000,000¹³ for
fiscal year ended 30 June 2015

Annual net profit:

US\$12,193,000,000¹⁴ for
fiscal year ended 30 June 2015

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Company is unable to say "with absolute assurance" whether or not cobalt in its products originates in Katanga in the DRC.

Details: "Tracing metals such as cobalt up through multiple layers of our supply chain is extremely complex...Tracking the origin of the cobalt metal in [the different compounds used in Microsoft products] to the precise mining area is extremely challenging. Due to our supply chain complexity and the in-region co-mingling of materials, we are unable to say with absolute assurance that any or none of our cobalt sources can be traced to ore mined in the Katanga region. To create such a tracing mechanism would require a large degree of vertical and cross-industry collaboration."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

"We have not traced the cobalt used in Microsoft products through our supply chain to the smelter level due to the complexity and resources required."

"We can confirm that we currently contract with [Tianjin Lishen] to provide a very limited number of batteries for a product development project. To our knowledge, Lishen batteries are not used in any product currently sold by Microsoft. Due to the small volumes used, Tianjin Lishen is not listed on Microsoft Top 100 Hardware Supplier List... We took immediate action by asking Tianjin Lishen to remove this reference [on its website] to Microsoft as it is a misuse of the Microsoft name and implies incorrectly that we have a major contractual relationship. Lishen has complied with Microsoft's request."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:**Child labour:**

"Microsoft does not tolerate the use of child, involuntary or forced labour in our supply chain...To ensure our policies are being followed, we require our suppliers to incorporate our code of conduct and related requirements into their contracts with Microsoft. We train our suppliers and auditors to our specifications and also directly assess our Tier 1 and strategic component suppliers and monitor for such abuses. To eliminate the risk of underage labor, Microsoft does not allow persons under the age of 18 to work on lines dedicated to Microsoft products. We also require our Tier 1 suppliers to monitor further upstream to ensure that laws regarding underage workers are respected and enforced."

"Underage labor has become a rarity in our contracted supply chain due to Microsoft's stringent practices. Were an underage worker to be identified, related work would cease immediately. The factory would be required to pay the underage worker wages through his/her majority and safely escort the worker home."

"In general, actions for non-compliance with our requirements include at a minimum, corrective action plans and follow up verification audits. Further actions may include increased audit frequency, additional assessment, remedial training, certification and termination of the business relationship. In most cases, we are able to influence suppliers to put needed measures in place."

Mineral supply chain:

"Microsoft's "Responsible Sourcing of Raw Materials" Policy extends our Supplier Code of Conduct to the furthest reaches of our upstream supply chain in support of human rights, labor, health and safety, environmental protection, and business ethics. This commitment is global in scope and applies to all substances used in our products, unbounded by materials or location. Our extended strategy for responsible sourcing of raw materials focuses on a combination of building cross-industry sector capability, supporting electronics industry efforts, and working with in-region expert NGOs."

"Microsoft has not identified human rights abuses in its upstream supply chain related to cobalt extraction."

Samsung Electronics Co., Ltd.

129, Samsung-ro,
Yeongtong-gu,
Suwon-si,
Gyeonggi-do,
South Korea

Annual turnover:

Korean Won
206,205,987,000,000¹⁵ for
fiscal year ended 31 December
2014

(US\$188,829,000,000)

Annual net profit:

Korean Won
23,394,358,000,000¹⁷ for
fiscal year ended 31 December
2014

(US\$21,423,000,000)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

No response provided.

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company states that neither CDM nor Huayou Cobalt are registered suppliers and thus Samsung does "not carry out any business transactions with both companies". However, it does not state whether they are in their supply chain. Company confirms that Samsung SDI is a supplier of Samsung Electronics, and that "we have requested additional information regarding CDM and Huayou Cobalt."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

Child labour:

"Samsung maintains "a zero tolerance policy on child labor"...Samsung has taken steps and established strict policies to prevent child labor in our facilities and supplier companies. Samsung established [a] dedicated team to continuously monitor, assess and improve every aspect of working conditions of supplier facilities to meet our own high standards. Since 2012, we have instituted a supplier code of conduct based on Electronic Industry Citizenship Coalition (EICC) guidelines and enforced these policies through the annual self-assessment, on-site audits and 3rd party audits, which is carried out in forms of both regular and unannounced. If a violation of child labour is found, contracts with suppliers who use child labor will be immediately terminated."

Mineral supply chain:

"To ensure our sub-suppliers are also committed to our high standards, Samsung also mandate all of our registered suppliers to complete the annual self-assessment, which is based on EICC checklist. During the annual self-assessment, suppliers are required to submit information about environment, social and health compliance status of their suppliers (or Samsungs's sub-suppliers)."

Human Rights Policy:

"Samsung has developed [a] human rights policy aligned with the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, OECD guidelines for multinational enterprises, the UN convention on the Rights of the Child, and the laws of the countries in which we operate...In the future, we plan to publish our key findings from Human Rights Impact Assessment of our business operations across the globe."

Company provided its Child Labor Prohibition Policy in China and its Business Conduct Guidelines.

Samsung SDI

150-20 Gongse-ro,
Giheung-gu,
Yongin-si,
Gyeonggi-do,
South Korea

Annual turnover:

Korean Won
5,474,221,641,000¹⁹ for year
ended 31 December 2014

(US\$5,012,920,000²⁰)

Annual net profit:

Korean Won
-80,314,437,000²¹ for year
ended 31 December 2014

(US\$-73,547,000²²)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Company states that it is "impossible for us to determine whether the cobalt supplied to Samsung SDI comes from DRC Katanga's mines."

Details:

"The corporate policy of Samsung SDI prohibits the use of minerals originated from conflict-affected areas such as the DRC. Thus, the company conducts yearly investigations on our suppliers about the use of concerned minerals and examines the refiners of 3TG, banned under US SEC's conflict minerals rules. Adding to that, the company investigated the country of origin of cobalt which is not on the current list of conflict minerals. However, in reality, it is very hard to trace the source of the mineral due to suppliers' nondisclosure of information and the complexity of the supply chains."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

"Samsung SDI does not have any direct transactions [with CDM or Huayou Cobalt] and the two companies are not in Samsung SDI's supply chain." L&F Material Co. "supplies Samsung SDI with cathode materials for batteries. However, the source material of cathode materials that L&F Material Co supplies to Samsung SDI comes from a Japanese firm not from Huayou... Except for L&F Materials Co, Samsung SDI does not have any business relationship with other companies mentioned in your email."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:**Child labour:**

"Samsung SDI strictly deals with any major violations of child labor and human right abuses across the entire plants and suppliers around the globe. Up until now, there has been no case of child labor violations reported or detected from Samsungs SDI's plants or suppliers."

Samsung SDI's suppliers of source material of cathode materials "are required to have an approval from Samsung SDI in its product development stage, which allows Samsung SDI to keep track of the original supplier of concerned materials... Samsung SDI operates the S-Partner Certification Program as a way to diagnose and improve CSR issues across its supply chain. For all suppliers, Samsung SDI conducts written evaluations and on-site inspections in areas such as human right, labor, ethics, environment, and health and safety on a two-year basis and awards them with certification. In 2014, the company selected mandatory requirements, including child labour ... and informed its suppliers of the rule that their transactions with Samsung SDI may be terminated if they failed to meet the requirements. In addition... Samsung SDI has required suppliers to sign a written pledge to ban child labor and provided training on compliance for the employees of Samsung SDI's suppliers. The evaluation items of the S-Partner Certification Program satisfy the code of conduct of EICC."

Company referenced its Sustainability Report, stating that through this report Samsung SDI discloses "the result of CSR due diligence on its suppliers in areas of human rights, labor, health and safety, and ethics."

Sony

1-7-1 Konan
Tokyo, -- 108-0075
Japan

Annual turnover:

Yen 8,215,880,000,000²³ for
fiscal year ended 31 March
2015

(US\$68,485,397,000²⁴)

Annual net profit:

Yen -125,980,000,000²⁵ for
fiscal year ended 31 March
2015

(US\$-1.1 bn²⁶)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Company "takes this issue seriously" and has been conducting a fact finding process, and "so far, we could not find obvious results that our products contain cobalt originated from Katanga in the DRC. We will continue the assessment and pay close attention to this matter."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Question not directly addressed by the company

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"It is Sony Group policy to comply with all applicable laws and regulations of countries and regions in which we operate and to conduct our business activities in an honest and ethical manner. Supply chain management is one of our focus areas, and we have implemented the 'Sony Supplier Code of Conduct' for suppliers working with Sony Group. We are working with the suppliers to address issues related to human rights and labor conditions at the production sites, as well as in the procurement of minerals and other raw materials. Our policy and due diligence practices on responsible sourcing are described in our CSR Report."

"As such, Sony has a strong commitment to ethical business conduct and we have a stringent policy and management system to minimize the risk of child labor throughout our supply chain."

Tianjin Lishen Battery Joint-Stock Co., Ltd.

No.6 Lanyuan Road,
Huayuan Hi-tech Industry Park,
Tianjin, China

Annual turnover:

CNY 2,484,651,800²⁷ for year
ended 31 December 2014

(US\$400,319,000²⁸)

Annual net profit:

CNY -80,316,800²⁹ for year
ended 31 December 2014

(US\$-12,940,000³⁰)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

No response provided.

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company denies being part of Huayou's cobalt supply chain.

"Our current cathode materials supplier, Tianjin Bamo Technology Co., Ltd, has no business dealings with Zhejiang Huayou Cobalt Co., Ltd. The cathode materials supplied to us by Toda Hunan Shanshan New Material Co., Ltd hasn't used raw materials from Huayou Cobalt...We have confirmed in writing with our cathode materials suppliers that the cathode materials we currently use have no involvement in any violation of human rights, labour rights and environmental protection."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"We have signed purchasing agreements with our main raw material suppliers. The agreements clearly demand that the products supplied to us must comply with requirements concerning human rights, labour rights and environmental protection."

Vodafone Group plc

Vodafone House
The Connection
Newbury
Berkshire
RG14 2FN

Annual turnover:

£42,227,000,000³¹ for year
ended 31 March 2015

(US\$65,816,769,000³²)

Annual net profit:

£5,917,000,000³³ for year
ended 31 March 2015

(US\$9,222,484,000³⁴)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

Company is "unaware as to whether or not cobalt in our products originates in Katanga in the DRC."

Details:

"Vodafone does not directly purchase raw minerals, ores or metals and we do not manufacture electronic products. However, we do purchase electronic products from suppliers and, in some cases, have influence over the manufacturing and design of products."

"Both the smelters and the mines from which metals such as cobalt are originally sourced are several steps away from Vodafone in the supply chain."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company is "unaware as to whether...CDM and Huayou Cobalt process cobalt within our supply chains."

Details:

"We can confirm that...Tianjin Lishen Battery Joint Stock Company Ltd is not a direct supplier to Vodafone and therefore we do not have a direct contractual relationship with them. For original design manufacturers (ODM) which are branded Vodafone and where we have direct relationships, we do not allow the use of Chinese battery suppliers and Tianjin Lishen Battery Joint Stock Company Ltd is not used in our products. We are not aware if original equipment manufacturers (OEM), such as Apple, Samsung which are named customers on Tianjin Lishen Battery Joint Stock Company Ltd website use cobalt from these mines as we do not have influence over the design or manufacture."

"We will make contact with all our direct suppliers who have a direct relationship with Tianjin Lishen Battery Joint Stock Company to make them aware of the issues you have raised, ask for their response and set out Vodafone's expectations."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

Company states that the standards it demands of its suppliers are set out in its Code of Ethical Purchasing which is based on international standards and which "strictly prohibits child labour." Company states that: "These standards are integrated right from the start of our engagement with suppliers, in the initial qualification process. We then conduct regular site assessments to ensure compliance and if suppliers consistently fail to meet our standards, we will not work with them. To target improvements further down the supply chain, we work with our suppliers to implement similar standards with their suppliers." Company expects suppliers to "be able to source validated conflict-free minerals from the DRC and we support industry initiatives such as the Conflict-Free Sourcing Initiative of which we are a member."

Company referenced its Conflict Minerals Policy Standard. It also provided its second Conflict Minerals report, submitted in accordance with US reporting requirements, stating that it is "important to note that cobalt is not one of the minerals which is included in the Conflict Minerals report and therefore [not] subject to the same level of due diligence as the other minerals noted above [tantalum, tin, tungsten or gold]."

Volkswagen

Brieflach 1998
D-38436 Wolfsburg
Germany

Annual turnover:

€202,458,000,000³⁵ for year
ended 31 December 2014

(US\$245,181,352,000³⁶)

Annual net profit:

€11,068,000,000³⁷ for year
ended 31 December 2014

(US\$13,403,606,000³⁸)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

"To our best knowledge, the cobalt in our batteries does not originate from the DRC."

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

"To our best knowledge CDM or Huayou Cobalt is not part of our supply chain."

Company confirmed that after analysing its business relationships, it did not have an "active" relationship with BAK, but it did with Tianjin Lishen. "We contacted our supplier regarding the use of cobalt in lithium batteries and the respective supply chain. The supply chain you mapped out in your letter was refused by our supplier."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"To our best knowledge we had no human rights abuses in our cobalt supply chains in the past."

"Our supplier relations are based on the "Volkswagen Group requirements regarding sustainability in its relationships with business partners (Code of Conduct for Business Partners)", They formulate our expectations for our business partners' conduct with regard to central environmental and social standards....Child labour is prohibited specifically."

"In order to prevent human rights abuses caused by the mining of raw materials the Volkswagen Group disclosed the "Volkswagen Conflict Mineral Policy" this year. Volkswagen along with other companies and trade associations welcomes the proposition of improving transparency in the raw materials sector, which is of great importance to the economic development of producing countries. Fair and non-discriminatory access to raw materials is also required."

"In general the Volkswagen Group uses an internal system for sustainable supply chain management. It provides supplier-specific sustainability information, enabling the comprehensive analysis of suppliers. If there is reason to suspect that tier 1 suppliers or their sub-suppliers are failing to comply with our sustainability requirements, we ask the party concerned for a written statement using a standardized report (6D Report). Based on the six points in the report, they can describe the status quo and any remedial measures...If the answers prove unsatisfactory, we take further appropriate steps, such as the examination of documents, visits to the supplier's premises, 3rd party CSR audits or other customized supplier development activities...If deviations are revealed, specific improvement measures are agreed with such respective suppliers and followed up by the internal Sustainability in Supplier Relations Network."

"Human rights due diligence policies and practices are annually disclosed in the Volkswagen Sustainability Report. In the Chapter "Supplier Management" Volkswagen informs the public about risk management, sustainability requirement, qualification, monitoring and 3rd party CSR audits of suppliers. Furthermore Volkswagen discloses ad-hoc cases distinguished between geographical distribution, context and type of suppliers. In 2014 for example, 23 suppliers were not compliant with our social standards and in two cases sub-suppliers were involved. Volkswagen also includes sustainability issues in the Volkswagen Annual Report." The company also provided its Internal Code of Conduct and "Sustainability in Supplier Relations" brochure.

The following companies were contacted, but did not respond:

- **ATL**
- **BAK**
- **BYD**
- **Dell**

TABLE 2: Companies potentially buying from Tianjin Bamo as part of Huayou Cobalt's supply chain

Company	
<p>Tianjin Bamo Science and Technology Ltd. Tianjin Binhai High-tech Industrial Zone (outside the ring), No. 8 Haitai Road</p> <p>Annual turnover: CNY 610,221,400³⁹ as of year-end 2013 (US\$100,797,000⁴⁰)</p> <p>Annual net profit: CNY 22,108,900⁴¹ as of year-end 2013 (US\$3,652,000⁴²)</p>	<p>Does cobalt in the company's products originate in the DRC? No response provided.</p> <p>Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain? Tianjin Bamo replied via two of its clients, Coslight and Tianjin Lishen, that it has had "no business dealings" with Huayou Cobalt.</p> <p>Tianjin Bamo states that it purchased lithium cobalt oxide from Jiangsu Cobalt Nickel Metal Co., Ltd and Lanzhou Jinchuan Advanced Materials Technology Co., Ltd.</p> <p>Details of the company's human rights policies and due diligence measures: Coslight stated that Tianjin Bamo has "signed letters of undertaking with its upstream suppliers prohibiting the use of conflict minerals and obliging them to protect human rights, labour rights and the environment."</p>
<p>Coslight No. 68, Dianlan Street, Xuefu Road, Nangang District, Harbin, China</p> <p>Annual turnover: CNY 3,530,664,000⁴³ for year ended 31 December 2014 (US\$568,850,000⁴⁴) (N.B.: Li-ion batteries account for 52.8% of revenues)</p> <p>Annual net profit: CNY 28,333,000⁴⁵ for year ended 31 December 2014 (US\$4,565,000⁴⁶)</p>	<p>Does cobalt in the company's products originate in the DRC? No response provided.</p> <p>Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain? Coslight replied via its client Huawei, and declared that "the products supplied to Huawei don't contain any conflict minerals or involve in any human rights abuse."</p> <p>Company confirmed that its raw materials are supplied by Tianjin Bamo, but that an investigation shows that Tianjin Bamo have had "no business dealings" with Huayou Cobalt. The investigation also "verified and confirmed with existing secondary suppliers that there are no issues of the violation of human rights and labour rights as well as environment protection with the currently used lithium cobalt oxide."</p> <p>Details of the company's human rights policies and due diligence measures: Coslight has "signed an agreement with Tianjin Bamo Technology Co., Ltd strictly prohibiting the use of conflict minerals."</p>

Inventec

(owner of mobile phone manufacturer OKWAP)

Inventec Appliances
No.66, Hougang St.,
Shilin Dist.,
Taipei City 11170,
Taiwan

Annual turnover:

TWD 435,599,968,000⁴⁷ for
year ended 31 December 2014

(US\$13,779,992,000⁴⁸)

Annual net profit:

TWD 6,665,561,000⁴⁹ for year
ended 31 December 2014

(US\$210,862,000⁵⁰)

Does cobalt in the company's products originate in the DRC?

No response provided.

Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?

Company "has learned internally that OKWAP hasn't purchased from Coslight Technology International Group."

Details of the company's human rights policies and due diligence measures:

"In the procurement contracts for electronic components, we clearly demand suppliers in all regions to pledge to fully comply with all local laws and regulations; and guarantee that employees' health and work safety fully complies with local governments' relevant regulations. We also ask them to promise not to use child labour and forced labour, and treat their labour:

- (1) in accordance with the provisions of the International Labour Organisation;
- (2) without any discriminatory rules and regimes concerning labour rights; and
- (3) in compliance with local laws regarding pay schemes and arrangements of working hours."

"We have asked the suppliers to sign and comply with the Code of Ethics for Inventec's Suppliers (Code of Ethics). This Code of Ethics has been developed in accordance with the Universal Declaration of Human Rights, International Labour Organisation Conventions, EICC Electronic Industry Code of Conduct, and other human rights and labour rights provisions and their spirits. Inventec expects suppliers to strictly comply with this Code of Ethics, especially the provisions prohibiting child labour and forced labour."

For responses by Huawei, and Tianjin Lishen and its potential buyers, see table 1.

The following companies were contacted, but did not respond:

- **Ahong**
- **ZTE**
- **BYD**

TABLE 3: Companies potentially buying from L & F Materials as part of Huayou Cobalt's supply chain

Company	
<p>LG Chem Ltd LG Twin Towers, 128, Yeoui-daero, Yeongdeungpo-gu, Seoul</p> <p>Annual turnover: Korean Won 22,577,830,000,000⁵¹ for year ended 31 December 2014</p> <p>(US\$20,675,244,000⁵²)</p> <p>Annual net profit: Korean Won 854,025,000,000⁵³ for year ended 31 December 2014 (U \$782,058,000⁵⁴)</p>	<p><i>Does cobalt in the company's products originate in the DRC?</i> Company confirmed that cobalt from Katanga is in its product.</p> <p>Company stated that “We requested our suppliers of cathode materials to confirm whether they used cobalt originating in Katanga in the DRC, and one of our 2nd-tier suppliers, Zhejiang Huayou Cobalt Co., Ltd. (“Huayou Cobalt”), has confirmed that their product contains cobalt originating in Katanga in the DRC.”</p> <p>“We are discussing whether there is a need for us to conduct our own inspection on the cobalt mining areas in Katanga, together with a 3rd-party inspector. If the risk of human rights violations is confirmed to be very high and serious through the inspection, we will consider taking a wide range of effective actions to stop the violations, such as suspending or terminating business with those suppliers who procure cobalt from such mines.”</p> <p><i>Do CDM or Huayou Cobalt process cobalt within the company's supply chain?</i> Company confirmed that Huayou Cobalt is one of its suppliers of cobalt products.</p> <p>Details: “Huayou Cobalt which supplies cobalt oxide to one of our cathode materials suppliers, L&F Materials, purchases cobalt concentrate and crude cobalt hydroxide from CDM.”</p> <p>LG Chem asked L&F Materials to “contact Huayou Cobalt and confirm the facts and let them know the steps they are taking to prevent further problems.” The company provided Huayou Cobalt's response.</p> <p><i>Details of the company's human rights policies and due diligence measures:</i> “LG Chem is actively participating in the global initiative on prohibiting the use of conflict minerals (3TG)... We have two policies in place to control the components of our products ... the Guideline for the Eco-Friendly SCM which presents to our suppliers the requirements on composition of materials and products supplied to LG Chem. The conflict minerals have been added to the list of Prohibited Substances in the Policy and Guideline since 2013.”</p> <p>“In order to make sure that our suppliers comply with our policy, LG Chem has established a process to control the composition of materials from the procurement stage. Every supplier of materials is required to fill out and submit the composition survey form to confirm whether their product contains any of the prohibited ingredients including conflict minerals. If there exists one, LG Chem requires the supplier to provide the smelter information and a confirmation to guarantee that the mineral is sourced from one of the CFS (Conflict-Free Smelters). Purchase orders cannot be placed without going through this process...”</p> <p>“We will continue to monitor and update our policy on the use of minerals and take actions to restrict or prohibit the use of those which are legally restricted in any parts of the world and confirmed to cause severe damage to social values such as human rights. The use of such minerals in their supply chain will be identified and strictly managed from the procurement stage just like how the conflict minerals are currently being managed.”</p> <p>“We have been drafting a Supplier Code of Conduct as a way of encouraging and requiring their suppliers to meet the global standards on the comprehensive social responsibility. The Code, effective starting from 2016, specifically includes a provision on prohibiting the use of materials which have been obtained by illegal or unethical measures and requires the suppliers to perform due diligence practices to guarantee that they are compliant with the Code if necessary. Such requirements must also be demanded of their own suppliers so that all our upstream suppliers are managed under the same standards.”</p> <p>“We currently only publicly disclose our approach on prohibiting the use of conflict minerals on our website and Sustainability Report. As we are in the course of establishing a system to evaluate our suppliers on their CSR management status, we will disclose the process and results of the evaluation on the Sustainability Report once the system has been set in place.”</p> <p>The company also provided the following documents: Eco-friendly Product Development Policy; Guideline for Eco-Friendly SCM; LG4 Conflict Mineral Committee; Guarantees from Suppliers; ERP System for Substance Management; Supplier Training Material.</p>

For responses by Apple, Samsung SDI, Samsung Electronics, see table 1.

The following companies were contacted, but did not respond:

- **L&F Material**
- **LG (provided answer through LG Chem)**

Endnotes

1. Apple Inc., Form 10-K 2015, Annual Report Pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934, 26 September 2015, p. 39, available at http://files.shareholder.com/downloads/AAPL/1302159207x0x861262/2601797E-6590-4CAA-86C9-962348440FFC/2015_Form_10-K_As-filed_.pdf (accessed on 7 January 2016)
2. Ibid., p. 40
3. Daimler AG, Annual Financial Report 2014, p. 192, available at <https://www.daimler.com/documents/investors/berichte/geschaeftsberichte/daimler/daimler-ir-annualfinancialreport-2014.pdf> (accessed 7 January 2016)
4. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=EUR&date=2016-01-11> (accessed 11 January 2016)
5. Daimler AG, Annual Financial Report 2014, p. 192, available at <https://www.daimler.com/documents/investors/berichte/geschaeftsberichte/daimler/daimler-ir-annualfinancialreport-2014.pdf> (accessed 7 January 2016)
6. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=EUR&date=2016-01-11> (accessed 11 January 2016)
7. HP Inc, Form 10-K, Annual Report Pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934, for period up to 31 October 2015, p. 89 available at <http://h30261.www3.hp.com/~media/Files/H/HP-IR/documents/reports/2016/2015-form-10k.pdf> (accessed 7 January 2016)
8. Ibid, p. 90
9. Huawei Investment and Holding Co., Ltd, Annual Report 2014, p. 12, available at http://www-file.huawei.com/~media/CORPORATE/PDF/annual-report/huawei_annual_report_2014_en.pdf?la=en (accessed 7 January 2016)
10. Ibid
11. Lenovo, Financial Information, available at http://www.lenovo.com/ww/lenovo/financial_information.html (accessed 7 January 2015)
12. Ibid.
13. Microsoft Corporation, Form 10-K, Annual Report Pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934, for the fiscal year ended 30 June 2015, p. 25 and 47
14. Ibid.
15. Samsung Electronics Annual Report 2014, p. 41 available at http://www.samsung.com/common/aboutsamsung/download/companyreports/2014_E.pdf (accessed 7 January 2016)
16. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)
17. Samsung SDI CO., Ltd and Subsidiaries, *Consolidated Financial Statements December 31, 2014 and 2013*, p. 4, available at file://intsec.amnesty.org/data/users/larmiste/Downloads/201407_IFRS_Final.pdf (accessed 7 January 2016)
18. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)
19. Samsung SDI CO., Ltd and Subsidiaries, *Consolidated Financial Statements December 31, 2014 and 2013*, p. 4, available at file://intsec.amnesty.org/data/users/larmiste/Downloads/201407_IFRS_Final.pdf (accessed 7 January 2016)
20. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)
21. Samsung SDI CO., Ltd and Subsidiaries, *Consolidated Financial Statements December 31, 2014 and 2013*, p. 4, available at file://intsec.amnesty.org/data/users/larmiste/Downloads/201407_IFRS_Final.pdf (accessed 7 January 2016)
22. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)
23. Sony, *Consolidated Financial Statements for the Fiscal Year ended 31, March 2015*, p. 6, available at http://www.sony.net/SonyInfo/IR/stock/shareholders_meeting/Meeting98/98_Consolidated_Financial_Statements.pdf (accessed 7 January 2016)
24. According to historic exchange rates on 31 March 2015 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=JPY&date=2015-03-31> (accessed 7 January 2016)
25. Sony, *Consolidated Financial Statements for the Fiscal Year ended 31, March 2015*, p. 8, available at http://www.sony.net/SonyInfo/IR/stock/shareholders_meeting/Meeting98/98_Consolidated_Financial_Statements.pdf (accessed 7 January 2016)
26. According to historic exchange rates on 31 March 2015 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=JPY&date=2015-03-31> (accessed 7 January 2016)
27. Anhui Xinke New Materials Co., Ltd., 2014 Annual report, p. 19, available at: <http://www.cninfo.com.cn/finalpage/2015-04-11/1200812431.PDF#page=19>

28. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
29. Anhui Xinke New Materials Co., Ltd., 2014 Annual report, p. 19, available at: <http://www.cninfo.com.cn/finalpage/2015-04-11/1200812431.PDF#page=19>
30. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
31. Vodafone Group Plc. Annual Report 2015, p. 105, available at http://www.vodafone.com/content/annualreport/annualreport15/assets/pdf/full_annual_report_2015.pdf, (accessed 7 January 2016)
32. According to historic exchange rates on 31 March 2015 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=GBP&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
33. Vodafone Group Plc. Annual Report 2015, p. 105, available at http://www.vodafone.com/content/annualreport/annualreport15/assets/pdf/full_annual_report_2015.pdf, (accessed 7 January 2016)
34. According to historic exchange rates on 31 March 2015 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=GBP&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
35. Volkswagen, *Income Statement of the Volkswagen Group for the Period January 1 to December 31, 2014*, available at <http://annualreport2014.volkswagenag.com/consolidated-financial-statements/income-statement.html> (accessed 7 January 2016)
36. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=EUR&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
37. Volkswagen, *Income Statement of the Volkswagen Group for the Period January 1 to December 31, 2014*, available at <http://annualreport2014.volkswagenag.com/consolidated-financial-statements/income-statement.html> (accessed 7 January 2016)
38. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=EUR&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
39. Fujian Zhonghe Co., Ltd., Announcement of Purchase of Shares of Tianjin Bamo Science and Technology Co., Ltd., p. 3, available at: <http://www.cninfo.com.cn/finalpage/2014-12-01/1200426359.PDF#page=3>
40. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
41. Fujian Zhonghe Co., Ltd., Announcement of Purchase of Shares of Tianjin Bamo Science and Technology Co., Ltd., p. 3, available at: <http://www.cninfo.com.cn/finalpage/2014-12-01/1200426359.PDF#page=3>
42. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
43. Coslight: Technology International Group Ltd. 2014 Annual Report, p.30 (info on percentage of Li-ion is on p. 89), available at: <http://www.hkexnews.hk/listedco/listconews/SEHK/2015/0430/LTN20150430168.pdf#page=31>
44. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
45. Coslight: Technology International Group Ltd. 2014 Annual Report, p.30 (info on percentage of Li-ion is on p. 89), available at: <http://www.hkexnews.hk/listedco/listconews/SEHK/2015/0430/LTN20150430168.pdf#page=31>
46. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=CNY&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
47. Inventec Corporation and its Subsidiaries: Consolidate Financial Statements, December 31, 2014 and 2013, p. 6, available at: <http://www.inventec.com/english/service/pdf/103Q4E.pdf#page=7>
48. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=TWD&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
49. Inventec Corporation and its Subsidiaries: Consolidate Financial Statements, December 31, 2014 and 2013, p. 6, available at: <http://www.inventec.com/english/service/pdf/103Q4E.pdf#page=7>
50. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=TWD&date=2014-12-31> (accessed 11 January 2016)
51. LG Chem, *Annual Report 2014*, p. 20, available at [http://www.lgchem.com/upload/file/annual-report/2014_LGChem_AR\[0\].PDF](http://www.lgchem.com/upload/file/annual-report/2014_LGChem_AR[0].PDF) (accessed 7 January 2016)
52. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)
53. LG Chem, *Annual Report 2014*, p. 20, available at [http://www.lgchem.com/upload/file/annual-report/2014_LGChem_AR\[0\].PDF](http://www.lgchem.com/upload/file/annual-report/2014_LGChem_AR[0].PDF) (accessed 7 January 2016)
54. According to historic exchange rates on 31 December 2014 available at <http://www.xe.com/currencytables/?from=KRW&date=2014-12-31> (accessed 7 January 2016)



**AMNESTY INTERNATIONAL
EST UN MOUVEMENT
MONDIAL DE DÉFENSE
DES DROITS HUMAINS.
LORSQU'UNE INJUSTICE
TOUCHE UNE PERSONNE,
NOUS SOMMES TOUS
CONCERNÉS.**

CONTACTEZ-NOUS

 info@amnesty.org

 +44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION

 www.facebook.com/AmnestyGlobal

 @AmnestyOnline

« VOILÀ POURQUOI ON MEURT »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ALIMENTENT LE COMMERCE MONDIAL DU COBALT

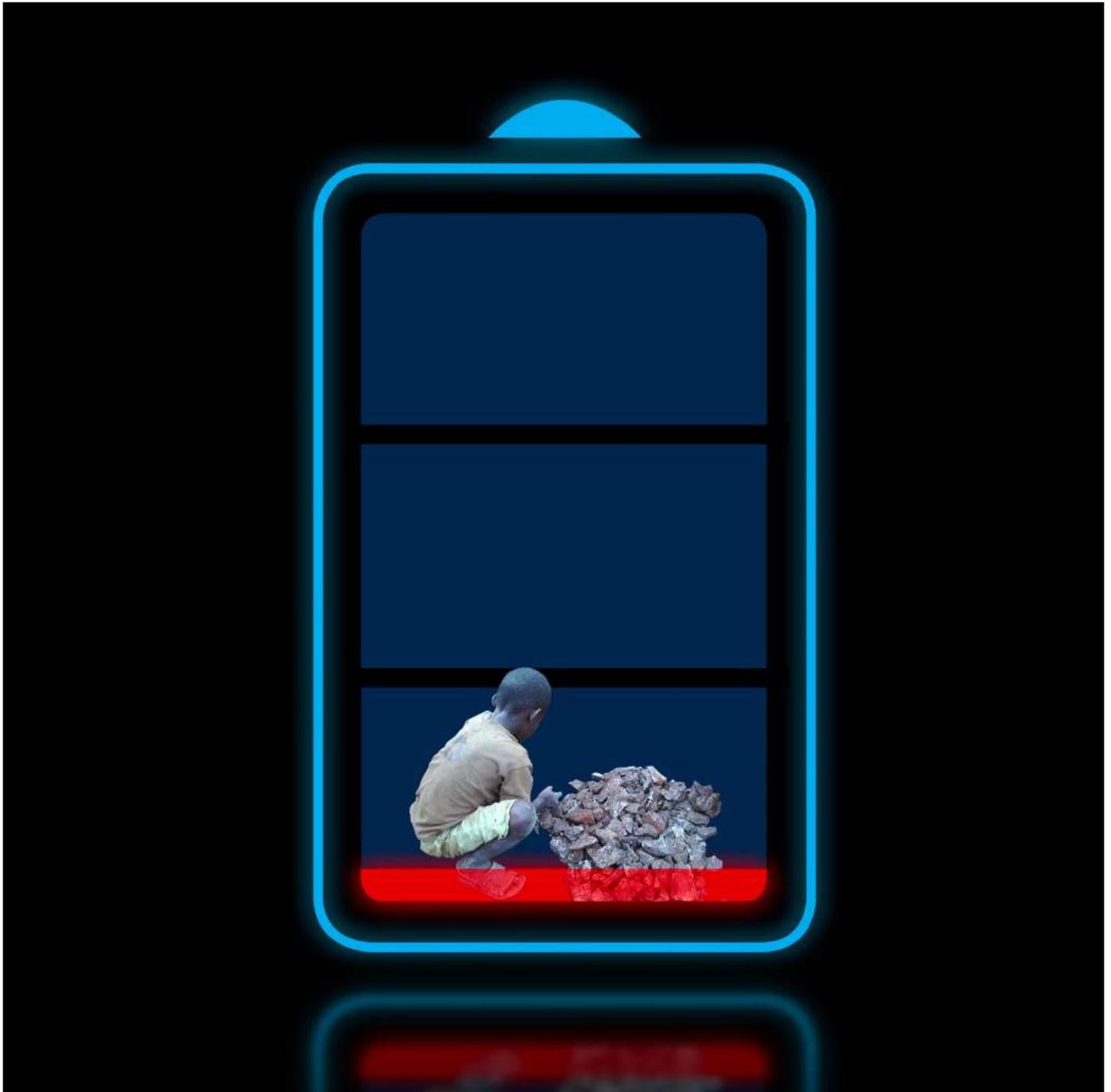
Partout dans le monde, les gens dépendent de plus en plus de batteries rechargeables pour alimenter leurs téléphones portables, leurs tablettes, leurs ordinateurs portables, leur appareils de photo et d'autres appareils électroniques portables. Le cobalt est le composant principal des batteries rechargeables au lithium-ion. Ce rapport fait état des conditions de travail dangereuses auxquelles sont confrontés les mineurs artisanaux qui exploitent le cobalt en République démocratique du Congo (RDC). Ce pays est la source de plus de la moitié de toute l'offre mondiale de cobalt.

À partir d'outils à main rudimentaires, les mineurs artisanaux excavent des pierres de tunnels creusés profondément sous la terre et sont souvent victimes d'accidents. De nombreux enfants travaillent dans l'exploitation minière artisanale. Malgré les effets graves et potentiellement mortels sur la santé d'une exposition prolongée au cobalt, les mineurs, qu'ils soient adultes ou enfants, manient le cobalt sur de longues durées sans même être protégés par des équipements les plus basiques.

Ce rapport dresse pour la première fois un compte-rendu complet sur la façon dont le cobalt, provenant des mines artisanales de la RDC, entre dans la chaîne d'approvisionnement d'un grand nombre des plus grandes marques mondiales. Il dénonce l'incapacité de ces entreprises de mettre en place des mesures relatives au devoir de diligence pour repérer l'origine du cobalt de leurs produits et pour préciser les conditions dans lesquelles cette substance minérale a été extraite et commercialisée.

Le gouvernement de la RDC doit renforcer et appliquer des mesures de protection en matière de travail et de sécurité pour l'ensemble des mineurs artisanaux. Il doit aussi créer davantage de zones d'exploitation autorisées. Le gouvernement, comme les entreprises concernées, devraient veiller à ce que les enfants ne puissent plus travailler dans des conditions dangereuses et devraient répondre aux besoins des enfants en matière d'éducation ainsi qu'à leurs autres besoins. Tous les gouvernements devraient promulguer et faire appliquer des lois qui imposent aux entreprises d'exercer leur devoir de diligence et d'informer le public au regard du cobalt et des autres substances minérales.





LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE
D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION
DES ENTREPRISES

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

© Amnesty International 2017

Sauf exception dûment mentionnée, ce document est sous licence Creative Commons : Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0.

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site :

www.amnesty.org

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

L'édition originale de ce document a été publiée en

2017 par

Amnesty International Ltd

Peter Benenson House, 1 Easton Street

Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

Index AI : AFR 62/7395/2017

Original : anglais

amnesty.org



Crédit photo de couverture : www.NickPurserDesign.com

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



SOMMAIRE

1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE	4
2. CONCLUSIONS	14
3. RECOMMANDATIONS	16
ANNEXE 1	23
ANNEXE 2	24

1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Notre monde fonctionne de plus en plus grâce aux batteries rechargeables de type lithium-ion, aussi bien celles contenues dans les appareils de communication mobiles tels que les téléphones et ordinateurs portables, que celles qui alimentent les véhicules électriques. Il existe également un intérêt croissant pour l'utilisation de batteries rechargeables de très grande taille pour stocker l'électricité produite à partir des sources d'énergie solaire et éolienne et la livrer aux consommateurs de manière plus efficace. Ces technologies sont attrayantes parce qu'elles sont teintées de durabilité. Alors que l'utilisation de ces technologies devient de plus en plus fréquente dans le cadre de ce que certains nomment la révolution des « énergies non polluantes », on doit se demander si l'énergie qui alimente cette révolution est aussi « propre » qu'il n'y paraît.

Le cobalt est une composante essentielle de la révolution des énergies non polluantes. Plus de la moitié de l'offre mondiale totale vient de la République Démocratique du Congo (RDC). D'après les estimations du gouvernement, 20 % du cobalt actuellement exporté depuis la RDC provient de mineurs artisanaux basés au sud du pays. Il existe environ 110 000 à 150 000 mineurs artisanaux dans cette région, qui travaillent aux côtés d'exploitations industrielles beaucoup plus importantes. Ces mineurs artisanaux, appelés « creuseurs » en RDC, extraient le minerai à la main en utilisant les outils les plus rudimentaires pour déterrer des pierres de tunnels souterrains profonds. Une grande partie du cobalt de la RDC est destinée à des fonderies, des raffineries et des usines de traitement situées en Chine où il est transformé en différents produits chimiques utilisés dans la fabrication de batteries rechargeables.

La demande de batteries rechargeables a contribué à l'envolée des prix du cobalt depuis le début de 2017. Elle alimente aussi un marché de minerais extraits à la main en RDC dans des conditions extrêmement dangereuses.

En janvier 2016, Amnesty International et African Resources Watch (Afresource) ont publié conjointement *Voilà pourquoi on meurt : les atteintes aux droits humains en République démocratique du Congo alimentent le commerce mondial du cobalt* (appelé ci-après *Voilà pourquoi on meurt*), un rapport qui examine les conditions dans lesquelles les mineurs artisanaux extraient une proportion importante de l'offre mondiale en cobalt avant de retracer le parcours du minerai jusqu'à sa commercialisation. Ce rapport a révélé que l'exploitation du cobalt dans le sud de la RDC engendre de graves violations des droits humains. Les mineurs artisanaux opérant en dehors des zones minières légales manquent généralement d'équipements de protection ou de sécurité de base, tels que des gants, des masques de protection faciale ou respiratoire, et ne bénéficient d'aucune protection légale de l'État. Les personnes impliquées dans l'exploitation artisanale du minerai souffrent fréquemment de troubles chroniques, ainsi que de maladies pulmonaires graves et potentiellement mortelles du fait de l'inhalation

prolongée de particules de cobalt et d'autres métaux. Des chercheurs ont trouvé des enfants, âgés de 7 ans pour les plus jeunes, qui fouillaient la terre pour récupérer des roches contenant du cobalt.

Ce rapport détermine aussi à quel point 26 entreprises ont mis en place les mesures relatives au devoir de diligence en matière de droits humains pour connaître l'origine du cobalt contenu dans leurs produits et les conditions dans lesquelles cette substance minérale est extraite et commercialisée. Y figure l'entreprise en amont Zhejiang Huayou Cobalt Company Ltd. (Huayou Cobalt), dont la filiale en propriété exclusive en RDC, Congo Dongfang International Mining SARL (CDM), est un important client pour les négociants de cobalt artisanal dans l'ancienne province du Katanga (RDC) ; les chercheurs ont par ailleurs relevé que 25 entreprises en aval achetaient probablement, de façon directe ou indirecte, à Huayou Cobalt.

Amnesty International a conclu que les 26 entreprises n'avaient pas respecté les normes internationales de devoir de diligence requises en matière de droits humains. Encore plus alarmant : la majorité d'entre elles ont été incapables de répondre à des questions basiques sur l'origine du cobalt contenu dans leurs produits et s'il existait des risques tels que ceux observés par les chercheurs.

Amnesty International a également relevé des lacunes et des faiblesses importantes dans la réglementation congolaise de l'exploitation minière artisanale. Le gouvernement de la RDC n'était pas non plus en mesure d'appliquer correctement l'interdiction légale du travail des enfants dans l'exploitation minière artisanale.

ÉVALUATION DES PROGRÈS

Presque deux ans plus tard, le rapport *Le temps est venu de recharger des batteries « propres »* analyse dans quelle mesure les entreprises ont amélioré leurs pratiques pour identifier, prévenir et gérer les atteintes aux droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt et à quel point elles en ont rendu compte publiquement. La situation sur le terrain reste critique, étant donné que des enfants et des adultes continuent de travailler dans des mines de cobalt dans des conditions dangereuses, en violation du droit international.

Ce rapport traite de 29 entreprises, dont Huayou Cobalt (fonderie et « pierre angulaire » de la chaîne d'approvisionnement) et de 28 entreprises en aval. Les sociétés en aval comprennent des sociétés de biens de consommation électroniques comme Apple Inc. (Apple), Huawei Technologies Co., Ltd. (Huawei) et Microsoft Corporation (Microsoft) ; des constructeurs automobiles, notamment le Groupe BMW (BMW), Daimler AG (Daimler) et Tesla Inc. (Tesla) ; des fabricants de cellules de batterie, tels que Samsung SDI Co., Ltd. (Samsung SDI) et LG Chem, Ltd. (LG Chem) ; et des fabricants de cathodes, tels que L&F Co., Ltd. (L&F). Toutes ces sociétés avaient été identifiées dans le cadre des travaux de recherche pour *Voilà pourquoi on meurt* comme ayant d'éventuels liens avec des chaînes d'approvisionnement de Huayou Cobalt, et parmi celles-ci se trouvent cinq constructeurs automobiles (BMW, Fiat-Chrysler Automobiles NV (Fiat-Chrysler), General Motors Co. (General Motors), le Groupe Renault (Renault) et Tesla) contactés après la publication du rapport de 2016.

En s'appuyant sur les normes internationales relatives aux droits humains et aux chaînes d'approvisionnement, le rapport *Le temps est venu de recharger des batteries « propres »* évalue la qualité des pratiques d'approvisionnement en cobalt de ces 29 entreprises. Des évaluations d'entreprises

sont illustrées au moyen d'icônes de batterie dans le rapport pour représenter l'« état de santé » des pratiques de devoir de diligence de chaque entreprise.

NORMES INTERNATIONALES DE DEVOIR DE DILIGENCE APPLICABLES AUX CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DE MINÉRAIS

Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (les Principes directeurs des Nations unies) mettent en avant la responsabilité incombant aux entreprises de respecter les droits humains internationaux dans le cadre de leurs activités mondiales, notamment à travers leurs chaînes d'approvisionnement. Cela requiert, entre autres, que les entreprises exercent le devoir de diligence en matière de respect des droits humains afin d'« identifier leurs incidences sur les droits de l'homme, prévenir ces incidences et en atténuer les effets, et rendre compte de la manière dont elles y remédient ».

Un guide pratique présentant comment un tel devoir de diligence doit être exercé au niveau des chaînes d'approvisionnement a été conçu par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce guide sur le devoir de diligence pour des chaînes responsables d'approvisionnement en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque (Guide OCDE) présente un processus décliné en cinq étapes devant être suivi par toutes les entreprises impliquées dans l'approvisionnement en minerais. Le guide OCDE est approuvé par les États et est largement reconnu comme la norme internationale applicable aux chaînes d'approvisionnement en minerai.

En décembre 2015, la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques de Chine (CCCMC) a promu l'adoption de normes internationales de diligence par le biais de son Guide chinois sur le devoir de diligence des chaînes d'approvisionnement minérales responsables, qui est conforme à celui de l'OCDE. En outre, un certain nombre d'initiatives volontaires plus ou moins importantes du secteur industriel ont vu le jour depuis 2016, notamment l'Initiative pour un cobalt responsable (RCI), l'Initiative pour des matières premières responsables (Responsible Raw Materials Initiative) et l'Alliance mondiale pour les batteries (Global Battery Alliance). Cependant, ces initiatives industrielles sont de nature volontaire, ce qui limite leur impact.

L'évaluation d'Amnesty International dans *Le temps est venu de recharger des batteries propres !* – à la fois les questions posées aux entreprises et l'examen des réponses – se fonde sur les normes internationales établies par les Principes directeurs des Nations unies et le Guide de l'OCDE. Vingt-deux sociétés ont fourni des réponses substantielles. L'évaluation de Huayou Cobalt en tant qu'opérateur de fonderie est quelque peu différente de celle des entreprises en aval. C'est pourquoi le rapport l'a présentée séparément.

LES MESURES PRISES PAR HUAYOU COBALT

Le Guide de l'OCDE exige que les entreprises en amont, comme Huayou Cobalt, soient en mesure de remonter les filières de leurs minerais jusqu'à leur mine d'origine, de cartographier les conditions d'extraction, de vente, de manutention et d'exportation des minerais utilisés, d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie pour répondre aux risques identifiés afin de prévenir ou de réduire les effets préjudiciables, et de fournir ces informations aux consommateurs.

Depuis janvier 2016, Huayou Cobalt a pris un certain nombre de mesures conformes à ces normes internationales. Huayou Cobalt semble avoir réalisé une cartographie détaillée de la chaîne d'approvisionnement et mené un protocole d'identification des risques en RDC. En 2017, l'entreprise a mis en place une stratégie pour une « exploitation minière [artisanale et à petite échelle] responsable » qui a largement donné priorité à la lutte contre le travail des enfants. Tout en précisant qu'elle ne tolérerait pas le travail des enfants dans sa chaîne d'approvisionnement, la société a également déclaré qu'elle continuerait d'acheter du cobalt exploité artisanalement en RDC pour éviter d'affecter les ménages qui dépendent de cette activité. Bien que cela puisse avoir des effets positifs, l'entreprise a la responsabilité de réparer les préjudices causés aux droits humains associés à ses anciennes pratiques d'approvisionnement.

Huayou Cobalt est relativement transparent au sujet de ses mesures de diligence par rapport à d'autres opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt, mais des lacunes en matière d'information subsistent. Bien que l'entreprise ait divulgué sur son site Internet des informations générales sur ses politiques et pratiques relatives au devoir de diligence, il n'a donné aucun détail précis sur les renseignements suivants concernant ses enquêtes d'évaluation des risques menant à l'introduction de son nouveau système : ses anciens fournisseurs de cobalt artisanal, les sites miniers de cobalt de ces fournisseurs, les sites de commercialisation et les réseaux de transport correspondants, ou toute conclusion particulière de Huayou Cobalt sur le travail des enfants, les problèmes de santé et de sécurité ou d'autres questions affectant les mineurs artisanaux. En raison de cette absence d'information, il est difficile d'évaluer la qualité et l'efficacité de ses pratiques en matière de devoir de diligence.

Par ailleurs, alors que le travail des enfants est un enjeu fondamental pour l'entreprise, les travaux de recherche d'Amnesty International ont également révélé que des travailleurs adultes de sexe féminin et masculin souffraient de problèmes de santé importants. On ne sait pas dans quelle mesure Huayou Cobalt a traité ou a envisagé de traiter ces questions. En conclusion, alors que Huayou Cobalt est sur la bonne voie et démontre à ses pairs qu'il est possible de renforcer le principe de diligence requise dans un court laps de temps, sa situation exige toujours de nettes améliorations. Ceci est essentiel pour permettre aux entreprises en aval et aux consommateurs de s'assurer que la chaîne d'approvisionnement en cobalt est exempte d'atteintes aux droits humains.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES EN AVAL

Les entreprises en aval transforment ou utilisent des matériaux contenant du cobalt après que celui-ci ait été fondu ou raffiné. Amnesty International a posé les cinq questions suivantes pour évaluer l'efficacité des politiques et pratiques relatives au devoir de diligence des entreprises en aval en matière de droits humains :

1. L'entreprise a-t-elle enquêté sur ses liens avec la RDC et Huayou Cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement ?
2. L'entreprise dispose-t-elle de politiques et de systèmes efficaces pour détecter les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ?
3. L'entreprise a-t-elle pris des mesures pour identifier les « pierres d'achoppement » et les risques et atteintes relatifs aux droits humains qui y sont liés ?
4. L'entreprise a-t-elle divulgué des informations sur les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ?

5. L'entreprise a-t-elle pris des mesures pour atténuer les risques liés aux droits humains ou pour remédier aux préjudices que sa chaîne d'approvisionnement en cobalt peut provoquer ?

Pour chaque question, les mentions d'inaction, d'action minimale, modérée ou adéquate ont été attribuées aux entreprises comme évaluation de leur performance.

QUESTION N°1 : L'ENTREPRISE A-T-ELLE ENQUÊTÉ SUR SES LIENS AVEC LA RDC ET HUAYOU COBALT DANS SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ?

Amnesty International a demandé aux entreprises des informations sur les origines du cobalt utilisé dans leurs produits au cours des cinq dernières années. Si une entreprise prétendait que Huayou Cobalt et ses filiales ne faisaient pas partie de sa chaîne d'approvisionnement, Amnesty International demandait qu'elle fournisse des preuves de ces affirmations, dont les détails des mesures prises pour vérifier les informations fournies par des tiers. L'entreprise ayant reconnu la présence de Huayou Cobalt et de ses filiales dans sa chaîne d'approvisionnement était invitée à fournir des évaluations de la pertinence des pratiques du devoir de diligence de Huayou Cobalt.

Des 28 entreprises en aval, seulement six ont démontré avoir enquêté sur ces liens d'une façon ou d'une autre. Des entreprises comme Apple, HP, BMW et Tesla ont été mieux notées pour avoir prouvé qu'elles prenaient des mesures pour vérifier des documents ou d'autres types d'informations présentés par les fournisseurs sur la façon dont ils s'approvisionnent en cobalt. Malgré des pratiques initiales très problématiques, LG Chem et Samsung SDI ont fait de réels progrès, en fournissant des preuves de pratiques plus complètes en matière de devoir de diligence dans l'enquête qu'ils ont menée sur leur chaîne d'approvisionnement. Ces avancées justifient leur note relativement élevée dans cette catégorie par rapport à d'autres entreprises (voir ci-dessous et l'annexe 2 du rapport).

Cependant, la plupart des entreprises en aval contactées pour ce rapport ignorent encore largement l'étendue de leurs liens avec Huayou Cobalt/CDM ou avec le cobalt provenant de la RDC. D'après leurs réponses, elles n'ont pas pris suffisamment de mesures pour répondre à des questions fondamentales sur l'origine de leur cobalt. Aucune entreprise ne peut prétendre ignorer les risques que représente le cobalt provenant de RDC pour les droits humains. Cette prise de conscience devrait les amener à prendre des mesures responsables pour enquêter sur ce risque et le gérer, au lieu de simplement vouloir l'éviter. La plupart des entreprises interrogées ont continué à faire des déclarations au sujet de leur approvisionnement en cobalt sans fournir de preuves d'enquêtes supplémentaires permettant de démontrer comment elles vérifiaient les informations envoyées par leurs fournisseurs.

QUESTION N°2 : L'ENTREPRISE DISPOSE-T-ELLE DE POLITIQUES ET DE SYSTÈMES EFFICACES POUR DÉTECTER LES RISQUES ET LES ATTEINTES RELATIFS AUX DROITS HUMAINS DANS SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT ?

Amnesty International a demandé aux entreprises si le cobalt était pris en compte dans la politique de devoir de diligence de leur chaîne d'approvisionnement et si cette politique intégrait ou faisait au moins

référence aux cinq étapes du Guide de l'OCDE. On leur a également demandé comment cette politique avait été communiquée, observée et mise en application chez leurs fournisseurs et qui, au niveau de la direction, était responsable de la mise en œuvre. La définition d'une politique claire est un bon point de départ pour démontrer son respect envers les droits humains dans une chaîne d'approvisionnement en cobalt.

Depuis 2016, seulement 25 % des entreprises en aval ont adopté des politiques en matière de devoir de diligence qui font clairement référence au cobalt et reconnaissent le Guide de l'OCDE comme norme officielle pour exercer leur devoir de diligence afin d'identifier et de traiter les risques et atteintes relatifs aux droits humains dans le secteur du cobalt. Cela représente néanmoins un progrès par rapport à 2016, année où aucune entreprise n'avait défini de telles politiques concernant le cobalt. Mais selon les réponses fournies à Amnesty International, les 20 autres entreprises en aval ont été lentes ou réticentes à adopter des politiques claires en matière de devoir de diligence dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt. Ceci en dépit du fait que la plupart de ces entreprises ont déjà des politiques de gestion des risques en ce qui concerne les minerais dits « de conflits » (étain, tantale, tungstène et or, ou 3TG), ce qui prouve qu'elles sont capables de mettre en place des politiques claires et détaillées pour prendre en considération les répercussions de leurs activités sur les droits humains dans le cadre des chaînes d'approvisionnement en minerais - en particulier lorsque la loi l'exige (par exemple, l'article 1502 de la loi Dodd-Frank sur les sociétés aux États-Unis exige aux entreprises américaines d'exercer leur devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement des 3TG).

QUESTION N°3 : L'ENTREPRISE A-T-ELLE PRIS DES MESURES POUR IDENTIFIER LES « PIERRES D'ACHOPPEMENT » ET LES RISQUES ET ATTEINTES RELATIFS AUX DROITS HUMAINS QUI Y SONT LIÉS ?

Cette question s'appuie sur la question n°1 et porte sur une approche plus globale de l'entreprise pour détecter les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Amnesty International a demandé aux entreprises si elles vérifiaient les déclarations de leurs fournisseurs et, le cas échéant, de quelle manière. Il s'agit de savoir particulièrement si les entreprises ont examiné des informations factuelles telles que le pays d'origine du minerai et son itinéraire à partir de la mine, si elles ont identifié tous les opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt dans leur chaîne d'approvisionnement et comment elles ont évalué la pertinence des pratiques de ces opérateurs en matière de devoir de diligence.

Dans l'ensemble, les entreprises de tous les secteurs en aval ne répondent pas aux attentes minimales quand il s'agit d'enquêter sur les risques liés aux droits humains. Bien que la plupart aient déclaré avoir pris plus d'engagements auprès de leurs fournisseurs depuis janvier 2016, seules Apple et Samsung SDI ont montré qu'elles étaient capables d'identifier tous les opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt. Les groupes chinois Hunan Shanshan Energy Technology Co., Ltd. (Hunan Shanshan), producteur de matériaux cathodiques, et Tianjin Lishen Battery Joint-Stock Co., Ltd. (Tianjin Lishen), fabricant de batteries, ont montré qu'ils avaient pris des mesures de base pour enquêter sur les risques liés au cobalt, ce qui les a distingués d'autres entreprises chinoises de ces mêmes secteurs, comptant parmi les auteurs des pires performances.

QUESTION N°4 : L'ENTREPRISE A-T-ELLE DIVULGUÉ DES INFORMATIONS SUR LES RISQUES ET LES ATTEINTES RELATIFS AUX DROITS HUMAINS DANS SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT ?

Amnesty International a demandé aux entreprises si elles divulguaient publiquement, et de quelle façon, leurs politiques et pratiques en matière de devoir de diligence, y compris l'identité de tous les opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt dans leurs chaînes d'approvisionnement et les détails de leur évaluation des pratiques de devoir de diligence de ces fonderies et raffineries. On leur a également demandé si elles publiaient régulièrement des informations d'audits indépendants ou d'autres contrôles réalisés pour vérifier l'origine du cobalt et la nature des risques ou atteintes relatifs aux droits humains associés à des sociétés ou des sites d'extraction ou de commercialisation particuliers. La divulgation publique de toutes ces informations est nécessaire pour être considérée comme une pratique du devoir de diligence conforme aux normes internationales.

Le degré actuel de transparence du devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt reflète en grande partie les avancées du devoir de diligence des entreprises en général. Les entreprises dotées de politiques pertinentes les rendent habituellement publiques et quelques-unes ont commencé à mentionner leurs préoccupations concernant le cobalt dans leurs rapports sur le développement durable. Cependant, ceci ne reflète qu'un respect minimal des normes internationales. La plupart des fabricants d'équipements électroniques et de véhicules électriques dont Amnesty International a examiné la situation publient déjà des politiques en matière de diligence requise dans leur chaîne d'approvisionnement. D'ordinaire, elles se trouvent sur leurs sites Internet. On remarque cependant que plus on avance en amont de la chaîne d'approvisionnement, moins les entreprises sont transparentes quant à leurs politiques et processus de devoir de diligence. Par exemple, Amperex Technology Co., Ltd. (ATL) était le seul des cinq fabricants chinois de cellules de batterie interrogés à avoir publié sur son site Internet des informations concernant ses politiques en matière de devoir de diligence applicables aux droits humains.

Amnesty International ne considère pas qu'une société en aval soit conforme aux normes internationales avant qu'elle ne rende publiques ses évaluations des pratiques de devoir de diligence des opérateurs de fonderies et de raffineries. Le Guide de l'OCDE et les directives de la CCCMC présentent des normes de transparence claires qui exigent aux entreprises en aval de divulguer publiquement leurs politiques et pratiques relatives au devoir de diligence.

QUESTION N°5 : L'ENTREPRISE A-T-ELLE PRIS DES MESURES POUR ATTÉNUER LES RISQUES LIÉS AUX DROITS HUMAINS OU POUR REMÉDIER AUX PRÉJUDICES QUE SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT PEUT PROVOQUER ?

Lorsqu'une entreprise identifie des risques potentiels et des incidences négatives de ses activités sur les droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement, elle doit prendre des mesures appropriées pour y faire face. Amnesty International a demandé aux entreprises en aval de décrire les mesures qu'elles ont

éventuellement prises, de manière individuelle ou en collaboration avec d'autres, pour faire face aux risques et aux atteintes relatifs aux droits humains associés à l'exploitation artisanale du cobalt, telles que les pires formes de travail des enfants. Les entreprises ont été invitées à fournir des informations sur des cas spécifiques dans lesquels elles avaient pris des mesures en réaction à des risques ou des préjudices identifiés dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Amnesty International n'a pas été en mesure de réaliser une évaluation complète de chaque entreprise pour ses pratiques de réduction des risques et de réparation des préjudices. De nombreuses entreprises des secteurs de l'électronique et de la construction automobile ont répondu aux questions sur la réduction et la réparation des préjudices en mentionnant qu'elles participaient à une ou plusieurs des initiatives conjointes de l'industrie récemment mises sur pied, comme l'Initiative pour un cobalt responsable (RCI) ou l'Initiative pour des matières premières (Raw Materials Initiative). Bien qu'il puisse être utile pour les entreprises de se joindre à ces initiatives, elles ne peuvent pas simplement considérer leur adhésion comme une preuve montrant qu'elles traitent les risques dans leurs chaînes d'approvisionnement. Comme l'indiquent clairement les normes internationales, les entreprises sont toujours directement responsables du respect des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement.

En ce qui concerne la diminution des risques, certaines entreprises ont donné des détails précis sur la façon dont elles avaient utilisé diverses formes de contrainte pour tenter de modifier le comportement des fournisseurs et d'accroître leur capacité à exercer leur devoir de diligence. Mais comme la plupart des entreprises contactées pour ce rapport n'étaient pas encore très avancées dans leur investigation de la chaîne d'approvisionnement et dans leur identification des risques, peu étaient en mesure de faire face aux risques ou préjudices particuliers dans leurs chaînes d'approvisionnement.

COMPARAISON DE LA PERFORMANCE GLOBALE DES ENTREPRISES EN AVAL

Amnesty International a évalué et illustré la performance globale de chaque entreprise à l'aide des barres contenues dans une icône de batterie. Le nombre de barres le plus élevé est de quatre. Veuillez-vous référer à l'annexe 2 pour consulter l'analyse globale de chaque entreprise, ainsi que leurs réponses à l'évaluation, le cas échéant.

LES SOCIÉTÉS DE BIENS DE CONSOMMATION INFORMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE (AU TOTAL : NEUF ENTREPRISES)

Les sociétés de biens de consommation informatique et électronique sont les plus performantes des quatre secteurs couverts par ce rapport, bien que la qualité de leur performance individuelle varie considérablement. Amnesty International a constaté que ces entreprises s'étaient généralement engagées à améliorer leur devoir de diligence en matière de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt. Cependant, peu d'entreprises ont montré qu'elles avaient identifié leurs opérateurs de fonderie ou leurs raffineurs de cobalt de manière conforme aux normes du Guide de l'OCDE. La plupart d'entre elles ont déclaré avoir adhéré à une ou plusieurs initiatives volontaires de l'industrie, ce qui révèle un engagement timide. Dans tous les cas, la divulgation d'atteintes et de

risques précis relatifs aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement est faible, tout comme le sont les efforts particuliers qu'elles ont montrés pour diminuer les risques et réparer les préjudices.

La meilleure performance dans cette catégorie était celle d'Apple (trois barres), tandis que les moins performants étaient Huawei, Lenovo Group, Ltd. (Lenovo), Microsoft et ZTE Corporation (ZTE) (aucune barre). Amnesty International a constaté que Dell Technologies (Dell) (deux barres) et HP (deux barres) montrent des signes encourageants au vu des pratiques qui ressortent de leurs opérations.

LES ENTREPRISES DU SECTEUR AUTOMOBILE (AU TOTAL : 7 ENTREPRISES)

Amnesty International a constaté qu'en tant que groupe, les entreprises du secteur automobile sont à la traîne par rapport à leurs homologues du secteur informatique et électronique. Une seule société interrogée a clairement mentionné que le devoir de diligence du Guide de l'OCDE devait être appliqué au cobalt. Ceci malgré le fait que l'OCDE l'ait stipulé dans un document publié en 2016. Aucune de ces sociétés ne divulgue l'identité de ses opérateurs de fonderie ou de ses raffineurs de cobalt, contrairement à ce qu'exigent les normes internationales. Bien que de nombreuses entreprises aient rejoint des initiatives volontaires de l'industrie pour lutter contre les risques relatifs aux droits humains associés au cobalt et à d'autres matières premières, aucune ne dévoile actuellement de risques ou d'atteintes précis détectés dans leurs chaînes d'approvisionnement. Étant donné la quantité de cobalt consommée par les entreprises de ce secteur et ce qu'elles vont consommer dans les années à venir pour répondre à la demande croissante de véhicules électriques, des actes beaucoup plus importants sont à accomplir de façon urgente.

La meilleure performance dans cette catégorie était celle de BMW (deux barres), tandis que les entreprises les moins performantes étaient Daimler (une barre) et Renault (zéro barre). Amnesty International a constaté que les pratiques d'investigation sur les droits humains de Tesla avaient avancé (deux barres), ce qui laisse présager de potentielles améliorations.

LES FABRICANTS DE CELLULES DE BATTERIES (TOTAL : HUIT ENTREPRISES)

Seuls trois des huit fabricants de cellules de batteries ont répondu à la lettre d'Amnesty International de mars 2017. Samsung SDI (trois barres) et LG Chem (deux barres) ont été les deux seuls à avoir fait davantage que des progrès mineurs en concevant des politiques et pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains dans le secteur du cobalt. Ces deux fabricants de batteries coréens ont clairement pris des mesures pour accroître leurs performances. Initialement, ils se sont concentrés sur les certificats d'origine pour vérifier si Huayou Cobalt leur avait fourni ou pas du cobalt de RDC. Samsung SDI a ensuite reconnu que sa démarche était insuffisante.

Les fabricants chinois de batteries, dont Coslight Technology International Group (Coslight) et BYD Co. Ltd. (BYD), qui de son côté fabrique également des véhicules électriques, n'ont pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International datant de mars 2017. Tianjin Lishen a fourni des informations limitées juste avant la publication de ce rapport. Seul le fabricant de cellules de batterie chinois ATL a prouvé qu'il menait des politiques et des pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains dans le secteur du cobalt. Le manque d'action décevant de tant d'entreprises de ce secteur laisse entendre que des intermédiaires situés au milieu de la chaîne d'approvisionnement, partie

qui n'a pas été rendue publique, utilisent leur invisibilité pour contribuer aux atteintes aux droits humains et en tirer profit.

La meilleure performance dans cette catégorie était celle de Samsung SDI (trois barres), tandis que les moins performants étaient BYD, Coslight et Shenzhen BAK Battery Co., Ltd. (Shenzhen Bak) (aucune barre pour chacun d'entre eux). Amnesty International a constaté que LG Chem (deux barres) montrait des signes encourageants si l'on en croit les récents progrès effectués concernant ses pratiques de devoir de diligence applicables aux droits humains dans le secteur du cobalt.

FABRICANTS DE MATÉRIAUX DE CATHODE (AU TOTAL : TROIS ENTREPRISES)

Amnesty International a constaté que les entreprises produisant des matériaux de cathode contenant du cobalt pour les batteries rechargeables de type lithium-ion ont eu des performances relativement faibles en ce qui concerne leur exercice du devoir de diligence relatif aux droits humains, bien qu'elles sachent qu'il est très probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. La société coréenne L&F a été la seule entreprise parmi les trois de ce secteur à répondre à la lettre de mars 2017 d'Amnesty International, bien qu'Hunan Shanshan ait fourni des informations juste avant la publication de ce rapport. Dans l'ensemble, ces entreprises ne font toujours preuve d'aucun respect pour les droits humains.

Ayant pris des mesures pour renforcer ses pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains et pour identifier les intermédiaires constituant sa chaîne d'approvisionnement, Hunan Shanshan (une barre) a fourni la meilleure performance dans cette catégorie. Néanmoins, l'entreprise doit être plus transparente sur les actions qu'elle mène, y compris sur ses politiques et son processus d'évaluation des risques. Amnesty International a constaté que L&F (aucune barre) faisait des progrès étant donné sa volonté de collaborer avec ses fournisseurs pour « prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute violation identifiée dans [sa] chaîne d'approvisionnement ».

2. CONCLUSIONS

Les entreprises soutenant les technologies de la « révolution des énergies non polluantes » veulent clairement être associées au développement durable plutôt qu'aux violations des droits humains. Un plus grand nombre d'entre elles sont désormais prêtes à admettre qu'il existe des problèmes graves qui ne peuvent plus être ignorés. Cependant, ni la prise de conscience ni les engagements ne se sont traduits en actions d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Alors que des sociétés comme Huayou Cobalt, Apple et Samsung SDI ont démontré qu'elles pouvaient cartographier leurs chaînes d'approvisionnement en RDC, trop nombreuses sont celles qui n'ont pas encore pris de mesures significatives. Aucune des 29 sociétés mentionnées dans ce rapport n'exerce son devoir de diligence en matière de droits humains sur ses chaînes d'approvisionnement en cobalt de manière conforme aux normes internationales.

Le cobalt n'est toujours pas un objectif clair des politiques et des pratiques de devoir de diligence de la chaîne d'approvisionnement des leaders mondiaux du secteur technologique, Huawei et Microsoft y compris. Le secteur automobile n'est largement pas à la hauteur des attentes : aucune entreprise de ce secteur n'a encore identifié publiquement ses opérateurs de fonderie et raffineurs de cobalt.

Amnesty International est préoccupée par le faible taux de réponse des fabricants de matériaux et de cellules pour batterie, dont beaucoup sont basés en Chine. À moins que ces entreprises ne commencent à exercer leur devoir de diligence conformément aux normes internationales, il sera difficile de définir un marché viable pour se procurer du cobalt de façon plus responsable. Cela est d'autant plus vrai que les fabricants chinois de batteries sont en train de passer à la vitesse supérieure afin de répondre à la demande prévue de véhicules électriques fabriqués dans leur pays.

Étant données l'ampleur du problème et la croissance exponentielle de la demande mondiale en cobalt, nous devons en faire beaucoup plus !

Le gouvernement de la RDC se doit de respecter ses engagements et de mettre en œuvre toutes les recommandations du rapport 2016 d'Amnesty International.

Les États tels que la RDC, la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis devraient pour le moins exiger une plus grande transparence en ce qui concerne les droits humains et les pratiques en vigueur dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt. En outre, il est nécessaire d'adopter une réglementation qui garantisse toute transparence au niveau des sites et des conditions d'extraction, de la commercialisation et de la chaîne de responsabilité (acteurs impliqués) du cobalt.

Les entreprises de la chaîne d'approvisionnement en cobalt doivent mettre en œuvre des pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains et les rendre publiques.

La demande croissante de véhicules électriques signifie que des entreprises s'approvisionneront encore davantage en cobalt de RDC. La réalité est qu'aujourd'hui les mineurs artisanaux en RDC ne sont toujours pas protégés de façon satisfaisante. C'est pourquoi il est plus urgent que jamais que les entreprises améliorent leurs pratiques relatives au devoir de diligence pour garantir le respect des droits humains. Le maintien du statu quo n'est pas envisageable : il est temps que les entreprises changent pour des batteries « propres » et assument leurs responsabilités en matière de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt.

Avant la publication du rapport, Amnesty International a adressé un courrier à chacune des 29 entreprises en leur donnant la possibilité de réagir à ses conclusions. Vingt-et-une d'entre elles y ont répondu. Les entreprises suivantes ont contesté leur classement par rapport à au moins un des cinq critères évalués : Apple, BMW, Dell, Fiat-Chrysler, General Motors, HP, Hunan Shanshan, Microsoft, Sony, Tesla et Tianjin Lishen. Amnesty International a examiné leurs réponses de façon approfondie et a tenu compte de manière adéquate des informations qui lui ont été transmises dans l'actualisation de ses résultats. Les réponses des entreprises peuvent être consultées à l'adresse : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr62/7418/2017/en/>.

3. RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS DESTINÉES AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

TOUS LES MINISTÈRES MENTIONNÉS CI-APRÈS DOIVENT :

- Respecter l'engagement public pris lors de la réunion de Kinshasa en août 2017 visant à mettre en application l'ensemble des recommandations contenues dans le rapport 2016 d'Amnesty International. Cela doit comprendre la création d'un groupe de travail interministériel dans lequel les membres auront clairement défini les responsabilités et établi un calendrier pour la mise en œuvre qui sera disponible au public au milieu de l'année 2018.
- Respecter l'engagement public pris lors de la réunion de Kinshasa en août 2017 visant à mettre fin au travail des enfants pour l'année 2025. Le ministère des Mines, en tant qu'instance responsable, devra agir en coordination avec d'autres organes gouvernementaux (mentionnés ci-dessous), des agences internationales spécialisées, des gouvernements donateurs et des experts d'ONG nationales et internationales afin de concevoir et de rendre public pour la mi-2018 un plan opérationnel global comprenant une stratégie claire de mise en œuvre. Ceci implique de :
 - Définir des sous-objectifs mentionnant clairement les échéances et les responsabilités attribuées aux personnes concernées ;
 - Mener une étude préliminaire pour définir l'étendue, ainsi que les causes profondes et les facteurs déterminants de la prévalence du travail des enfants dans l'industrie minière ;
 - Donner la priorité à des programmes de réhabilitation adaptés pour les enfants mineurs ;
 - Créer un système fiable et permanent permettant de faire le suivi continu de la présence et du bien-être des enfants dans les zones minières ;
 - Faire progresser l'action menée conjointement avec les ministères concernés visant à renforcer la protection de l'enfance, à améliorer la protection sociale et à permettre aux enfants de moins de 18 ans d'accéder à une éducation gratuite et à une formation professionnelle.

LE MINISTÈRE DES MINES DOIT :

- Créer de nouvelles zones d'exploitation artisanale (ZEA) dans des sites miniers accessibles et en activité. Par le biais du Service d'Assistance et d'Encadrement du Small Scale Mining (SAESSCAM), soutenir la formalisation des activités minières et la création de coopératives de

mineurs.

- Régulariser les zones minières non autorisées partout où cela est possible, en tenant compte de considérations politiques et de sécurité. Là où cela n'est pas possible, le ministère doit aider les mineurs artisanaux à trouver d'autres sites autorisés et faciliter la création de perspectives d'emploi alternatives.
- Fournir à l'ensemble des mineurs artisanaux, y compris ceux qui travaillent dans des zones minières non autorisées, des équipements de protection tels que des bottes, des casques et des masques adaptés à leur travail.
- Fournir en priorité un soutien technique et des formations en santé et en sécurité aux mineurs artisanaux dans les zones minières illégales, avec le concours du SAESSCAM.
- Veiller à ce que le SAESSCAM soit mandaté et dispose des ressources nécessaires pour dispenser un soutien technique et d'autres types d'assistance à l'ensemble des mineurs artisanaux, y compris ceux qui travaillent dans des zones minières non autorisées.
- Réviser la Note circulaire n°002/CAB.Min/Mines/01/2011 afin d'y inclure le cobalt dans la liste des minerais recensés pour lesquels le devoir de diligence des entreprises est exigé par la loi.

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL DOIT :

- Retirer les enfants des activités minières artisanales et, en coopération avec le ministère des Mines, le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, et le ministère de l'Éducation, mettre en place des mesures visant à répondre aux besoins des enfants sur le plan sanitaire, physique, éducatif, économique et psychologique. Veiller à ce que les activités de réintégration puissent déboucher sur des perspectives génératrices de revenus au sein de la communauté.
- Veiller à ce que l'inspection du travail dispose des ressources et de la formation suffisantes pour appliquer les lois du travail et en faire le suivi dans les zones minières artisanales, et pour lutter contre les pires formes de travail des enfants.
- Recueillir, suivre et rendre publiques de manière systématique toute information relative aux plaintes déposées concernant le travail des enfants, ainsi que les types et nombres d'inspections effectuées, les assignations à comparaître, les poursuites engagées et les peines appliquées à la suite de violations des lois relatives au travail des enfants.
- En coopération avec le ministère de la Santé publique, mettre en place des services de suivi sanitaire et de traitement destinés aux mineurs artisanaux afin d'évaluer et de traiter les maladies professionnelles.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DOIT :

- Éliminer les obstacles financiers et autres barrières empêchant l'accès à l'éducation primaire et offrir une éducation gratuite et obligatoire, comme l'a décrété le président Joseph Kabila en 2010.
- Réintégrer dans le système scolaire les enfants dont l'éducation a été interrompue en raison de leur implication dans l'exploitation minière artisanale.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS DOIT :

- Enquêter sur les rapports selon lesquels des agents de l'État extorquent illégalement des sommes d'argent à des mineurs artisanaux. Les personnes soupçonnées d'infractions doivent être poursuivies conformément aux normes internationales relatives à l'équité des procès, et des mesures préventives doivent être mises en place pour éviter toute récidive.

LE PARLEMENT ET LE PREMIER MINISTRE DOIVENT :

- Revoir l'âge de la scolarité obligatoire à 16 ans et faire en sorte que cet âge corresponde au minimum légal pour accéder à l'emploi.
- Modifier/réviser le Code minier et les règlements applicables à ce secteur pour y inclure des normes de travail et de sécurité pertinentes pour l'ensemble des mineurs artisanaux.
- Réviser le Code minier pour y inclure des obligations pour toutes les sociétés d'achat d'exercer leur devoir de diligence en matière de droits humains liés au cobalt et à d'autres minerais qu'elles achètent à des mineurs artisanaux, et d'orienter les mineurs artisanaux vers le SAESCCAM lorsqu'ils sont confrontés à de mauvaises conditions de travail.
- Mettre en œuvre dans son intégralité le Plan d'action national (PAN) de lutte contre les pires formes de travail des enfants et le doter des ressources nécessaires.
- Ratifier la Convention n°155 sur la sécurité et la santé des travailleurs (OIT,1981), la Convention n°176 sur la sécurité et la santé dans les mines (OIT,1995) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.
- Solliciter l'assistance et la coopération internationales, y compris la coopération technique, le cas échéant, pour mettre en œuvre ces recommandations.

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DU LUALABA DOIT :

- Initier un processus de concertation réelle sur le moment des expulsions, les conditions de réinstallation, les mesures de compensation et autres mesures d'atténuation dans le but de traiter les préjudices causés aux personnes et aux familles vivant à Kasulo et dans d'autres zones potentiellement considérées comme des mines de catégorie 2 par Huayou Cobalt/CDM, avant que ces expulsions n'aient lieu.

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ, DE L'INSPECTION ET DE LA QUARANTAINE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (AQSIQ) DOIT :

- Ajouter le cobalt au champ d'application de toute proposition de règlement rendant obligatoire le devoir de diligence relatif aux droits humains pour les importateurs, les exportateurs, les opérateurs de fonderie et d'affinerie chinois, et s'assurer que ces obligations sont en conformité avec le Guide de l'OCDE.

LE MINISTÈRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE DOIT :

- Recenser l'ensemble des entreprises chinoises qui effectuent des opérations de fonte de cobalt en RDC et initier un examen de l'ensemble de leurs processus de devoir de diligence mis en œuvre dans la chaîne d'approvisionnement en vue d'évaluer s'ils sont adaptés à l'identification, la prévention et la réduction des risques d'atteintes aux droits humains.
- En ce qui concerne les Mesures relatives à l'administration des investissements à l'étranger :

- Modifier l'article 20 pour ajouter « veiller au respect des droits humains à travers l'ensemble des opérations commerciales » à la liste des obligations des entreprises.
- Promulguer des politiques en référence à l'article 24 obligeant les entreprises qui extraient, transforment, commercialisent, transportent ou utilisent des produits minéraux provenant de zones de conflit ou de régions à haut risque, à divulguer les mesures prises pour gérer et réduire les risques d'atteintes aux droits humains dans le cadre de leurs opérations commerciales.

LE COMITÉ PERMANENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE DOIT :

- Modifier l'article 5, paragraphe 1 de la Loi sur les sociétés de la République populaire de Chine pour y ajouter « veiller au respect des droits humains à travers toutes les opérations commerciales » en ce qui concerne les obligations statutaires des entreprises chinoises.

LA CHAMBRE DE COMMERCE CHINOISE DES IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS DE MÉTAUX, DE MINÉRAIS ET DE PRODUITS CHIMIQUES (CCCMC) DOIT :

- Engager les entreprises chinoises, outre Huayou Cobalt, à mettre en place des processus destinés à exercer leur devoir de diligence dans leur chaîne d'approvisionnement en respectant le protocole en cinq étapes défini par le Guide de l'OCDE et les directives de la CCCMC, et rendre publiques les mesures prises par chaque société pour gérer et réduire les risques d'atteintes aux droits humains dans le cadre de leurs activités commerciales.
- Publier une liste de toutes les entreprises chinoises qui opèrent des fonderies de cobalt en RDC ou qui importent ce minerai depuis la RDC pour procéder à son affinage, et inviter ces entreprises à rendre compte publiquement de leur devoir de diligence en matière de droits humains, conformément aux directives de la CCCMC.
- Collaborer avec des entreprises, des auditeurs et des ONG pour établir des protocoles et des normes de contrôle pour le cobalt et des ressources minérales autres que l'étain, le tantale, le tungstène et l'or.

RECOMMANDATIONS AUX AUTRES PAYS D'ORIGINE (PAYS OÙ DES MULTINATIONALES QUI COMMERCIALISENT OU ACHÈTENT DU COBALT ONT LEUR SIÈGE)

- Obliger légalement les entreprises à exercer leur devoir de diligence en matière de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais et à rendre compte publiquement de leurs politiques et pratiques relatives au devoir de diligence, conformément aux normes internationales en vigueur.
- Fournir une coopération et une assistance internationales au gouvernement de la RDC pour soutenir ses efforts visant à protéger l'ensemble des mineurs artisanaux et à retirer les enfants des pires formes de travail.
- Veiller à ce que l'ensemble des politiques nationales faisant la promotion de l'usage de véhicules électriques exigent aussi que les batteries rechargeables utilisées contiennent des minerais extraits

de manière éthique et soient fabriquées et recyclées éthiquement.

■

RECOMMANDATIONS À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS (CIRGL)

- Exhorter les États membres, y compris la RDC, à exiger légalement des entreprises qu'elles ajoutent le cobalt à la liste des minerais nécessitant obligatoirement un devoir de diligence en matière de droits humains, conformément au Guide de l'OCDE.
- Inviter les États membres à exiger légalement des entreprises qu'elles exercent leur devoir de diligence en matière de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais, et qu'elles rendent compte publiquement de leurs politiques et pratiques relatives au devoir de diligence, conformément aux normes internationales en vigueur.

RECOMMANDATIONS À L'OCDE

- Concevoir un mécanisme et des outils d'accompagnement selon lesquels les États adhérents, par roulement tous les trois ans, sont tenus de rapporter officiellement les mesures adoptées et sont évalués à cet effet pour faire en sorte que les recommandations du Guide de l'OCDE sont appliquées par les sociétés opérant dans leur juridiction ou depuis celle-ci.
- Inviter les États à exiger légalement que les entreprises exercent leur devoir de diligence en matière de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement en minerais, et qu'elles rendent compte publiquement de leurs politiques et pratiques relatives au devoir de diligence, conformément aux normes internationales en vigueur.
- Encourager l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine de la République populaire de Chine (AQSIQ) à ajouter le cobalt au champ d'application de toute proposition de règlement rendant obligatoire le devoir de diligence relatif aux droits humains pour les importateurs, les exportateurs, les fonderies et les raffineries de minerais chinois, et veiller à ce que ces obligations soient en totale conformité avec le Guide de l'OCDE.

RECOMMANDATIONS AUX MEMBRES DE L'OCDE ET AUX PAYS ADHÉRENTS

- Améliorer les efforts visant à promouvoir la mise en œuvre des recommandations du Guide de l'OCDE en :

- Prenant des mesures efficaces afin de veiller à ce que les sociétés opérant dans leur juridiction, ou depuis celle-ci, identifient, préviennent, traitent et rapportent – au minimum – tous les risques mentionnés dans l'annexe II du Guide de l'OCDE (Modèle de politique pour les chaînes d'approvisionnement en minerais) ;
- Fournissant à l'OCDE des rapports publics réguliers et fiables concernant les efforts entrepris par les États destinés à la promotion et au suivi de la mise en application des directives de l'OCDE par les sociétés opérant dans leur juridiction ou depuis celle-ci ;
- Nommant un organisme gouvernemental chargé de superviser, d'évaluer régulièrement et d'encourager à respecter les directives de l'OCDE. Cet organisme devrait également recenser et actualiser une liste des sociétés opérant dans ou depuis la juridiction des États et relevant du champ d'application du Guide de l'OCDE.

RECOMMANDATIONS AUX ENTREPRISES

TOUTES LES ENTREPRISES COMMERCIALISANT DU COBALT DOIVENT :

- Exercer leur devoir de diligence dans leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt et autres minéraux et rendre publiques leurs politiques et pratiques relatives au devoir de diligence, conformément aux normes internationales en vigueur, y compris la façon dont elles identifient, préviennent, et traitent les risques d'atteintes aux droits humains dans l'ensemble des opérations commerciales.
- Rejeter l'utilisation des certificats d'origine comme preuve unique de traçabilité permettant de déterminer si une évaluation des risques plus approfondie est nécessaire dans le cadre du devoir de diligence relatif aux droits humains concernant le cobalt ou d'autres minerais.
- Prendre des mesures correctives, en coopération avec d'autres acteurs concernés, si des atteintes aux droits humains ont été commises à un quelconque échelon de la chaîne d'approvisionnement. Réviser les politiques relatives au devoir de diligence entre autres politiques pour clarifier quelles mesures correctives les entreprises prendront en cas d'atteintes aux droits humains sur le site d'extraction, dans les zones minières elles-mêmes et à d'autres niveaux de la chaîne d'approvisionnement (y compris, mais pas uniquement, les usines des fournisseurs).
- Prendre les mesures nécessaires pour concevoir des batteries rechargeables utilisant des minerais extraits de manière éthique et qui soient également fabriquées et recyclées éthiquement.

HUAYOU COBALT DOIT :

- Intensifier les actions, en coopération avec les autorités nationales, les agences internationales et la société civile, visant à réparer les préjudices subis par les mineurs artisanaux enfants et adultes auprès desquels l'entreprise s'est approvisionnée. Ceci implique la création et la mise en œuvre d'un plan ayant pour objectifs de retirer les enfants des pires formes de travail, de soutenir leur réintégration dans le système scolaire et de répondre à leurs besoins sanitaires, physiques, éducatifs, économiques et psychologiques.
- Traiter les risques relatifs aux droits humains dans l'ensemble de ses opérations commerciales, en portant une attention particulière à l'élimination des atteintes aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt de sa filiale en propriété exclusive basée en RDC, Congo Dongfang International Mining SARL (CDM).
- Continuer à mener et à intensifier les efforts portant sur le devoir de diligence concernant la chaîne

d'approvisionnement en cobalt et autres minerais et rendre publiques deux fois par an les mesures prises pour identifier et traiter l'ensemble des risques et des atteintes relatifs aux droits humains, conformément aux normes internationales en vigueur, y compris en ce qui concerne les mines artisanales de catégorie 1 et 2, et ses fournisseurs provenant d'exploitations minières à grande échelle (EMGE) de cobalt congolais.

- Publier des actualisations trimestrielles donnant des renseignements sur le devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement en cobalt, en fournissant des informations liées aux chaînes de responsabilité et de traçabilité (notamment les noms et adresses des distributeurs et tous les sites d'extraction minière) de tous les minerais utilisés par CDM, ainsi que les évaluations détaillées, les plans de réparation de préjudices et les audits réalisés dans le cas de CDM.
- Rendre publiques les actions entreprises dans le cadre de l'officialisation de sites d'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) de catégorie 2, comme celui de Kasulo, en incluant des précisions au sujet des négociations, des paiements et des évaluations des risques.
- Par le biais de CDM, travailler en collaboration avec les autorités gouvernementales pour empêcher toute expulsion forcée et s'engager immédiatement dans un processus de concertation réelle avec les personnes susceptibles d'être affectées par une délocalisation, au sujet du moment des expulsions, de la réinstallation, des mesures d'atténuation et de compensation afin de répondre aux préjudices occasionnés.

TOUTES LES SOCIÉTÉS QUI AFFINENT OU RECYCLENT LE COBALT HORS DE LA RDC DOIVENT :

- Identifier les fonderies, les usines de concentration de minerai ou autres entités responsables d'exporter des ressources en cobalt depuis la RDC et passer avec elles des contrats leur exigeant de fournir des informations détaillées concernant leurs chaînes de responsabilité et de traçabilité mentionnant l'ensemble des sites miniers, des réseaux de transport et des distributeurs ou entreprises de traitement intermédiaires pour chaque expédition de minerais, conformément aux directives énoncées dans le Guide de l'OCDE.
- De manière très détaillée rendre disponible l'ensemble de ces informations aux acheteurs, auditeurs ou autres institutions habilitées à recueillir ce type d'informations et rendre compte annuellement des mesures prises concernant le devoir de diligence relatif à la chaîne d'approvisionnement, notamment des renseignements précis portant sur des risques ou atteintes aux droits humains identifiés, ainsi que des audits réalisés.

LES ENTREPRISES EN AVAL DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE HUAYOU COBALT DOIVENT :

- Exercer le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement en cobalt et autres minerais et rendre publiques leurs politiques et pratiques relatives au droit de diligence, conformément aux normes internationales en vigueur, notamment l'identité des fonderies (EMAPE et EMGE) opérant dans leur chaîne d'approvisionnement et les risques réels ou potentiels que celles-ci représentent en termes de droits humains.
- Prendre les mesures nécessaires, en coopération avec d'autres acteurs concernés, tels que les fonderies et les autorités nationales, pour réparer les préjudices subis par les personnes dont les droits humains ont été violés à un quelconque échelon de la chaîne d'approvisionnement. Ceci implique de veiller à la création et la mise en œuvre d'un plan visant à retirer les enfants des pires formes de travail, à soutenir leur réintégration dans le système scolaire et à répondre à leurs besoins sanitaires, physiques, éducatifs, économiques et psychologiques.

ANNEXE 1

INDICATEURS D'UTILISATION DE COBALT DESTINÉS AUX ENTREPRISES EN AVAL

1. L'entreprise a-t-elle enquêté sur ses liens avec la RDC et Huayou Cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement ?

L'entreprise a demandé à ses fournisseurs de lui présenter des preuves concernant leur approvisionnement en cobalt.

L'entreprise a sollicité des documents pertinents (p.ex. certificats d'origine ou autres documents commerciaux) auprès des fournisseurs.

L'entreprise a effectué des contrôles supplémentaires (p.ex. inspections sur site, audits) pour vérifier la documentation transmise par les fournisseurs portant sur leurs liens d'approvisionnement.

2. L'entreprise dispose-t-elle de politiques et de systèmes efficaces pour détecter les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ?

L'entreprise dispose de politiques générales relatives aux minerais « de confits », à la chaîne d'approvisionnement et aux droits humains faisant un minimum de référence aux normes internationales et dont l'application liée au cobalt n'est pas claire.

L'entreprise dispose de politiques faisant clairement référence au cobalt et qui sont conformes au modèle de politique pour une chaîne d'approvisionnement du guide de l'OCDE.

L'entreprise précise comment elle mesure l'efficacité de sa politique, qui est responsable de sa mise en œuvre et qui, à l'échelle de la direction, assume la responsabilité finale de la supervision et de l'obligation de rendre des comptes.

3. L'entreprise a-t-elle pris des mesures pour identifier « les pierres d'achoppement » et les risques et atteintes aux droits humains qui y sont liés ?

L'entreprise a demandé des informations à ses fournisseurs directs sur leurs liens d'approvisionnement.

L'entreprise a identifié ses opérateurs de fonderie et d'affinerie et a commencé à vérifier les informations factuelles initiales nécessaires à l'identification des risques.

L'entreprise a vérifié les politiques et les pratiques de devoir de diligence de ses fonderies/affineries au regard des normes internationales.

4. L'entreprise a-t-elle divulgué des informations sur les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ?

L'entreprise publie des informations générales sur ses politiques et pratiques en matière de devoir de diligence.

L'entreprise divulgue des informations concernant ses fonderies/affineries.

L'entreprise publie des évaluations des pratiques en matière de devoir de diligence de ses fonderies/affineries.

5. L'entreprise a-t-elle pris des mesures pour atténuer les risques liés aux droits humains et remédier aux préjudices que sa chaîne d'approvisionnement en cobalt peut provoquer ?

L'entreprise a soutenu des actions générales d'atténuation/réparation par le biais d'actions conjointes ne relevant pas de risques/préjudices spécifiquement liés à sa propre chaîne d'approvisionnement.

L'entreprise a déployé des efforts collectifs avec ses propres fournisseurs, tels que des programmes de formation ou de renforcement des compétences.

L'entreprise a entrepris des actions directes d'atténuation/de réparation pour faire face aux risques/préjudices identifiés au sein de sa propre chaîne d'approvisionnement.

ANNEXE 2

FABRICANTS DE MATÉRIAUX DE CATHODE

La performance globale du secteur : les entreprises situées dans cette partie de la chaîne d'approvisionnement ont été faiblement performantes en ce qui concerne leur exercice du devoir de diligence selon l'évaluation réalisée par Amnesty International sur la base des réponses fournies par les entreprises et de leurs déclarations publiques. La société coréenne L&F Materials a été la seule entreprise parmi les trois de ce secteur à répondre à la lettre d'Amnesty International de mars 2017 bien qu'Hunan Shanshan ait fourni des informations juste avant la publication de ce rapport. Dans l'ensemble, ces entreprises ne sont pas en mesure d'agir ou de faire preuve de respect en matière de droits humains, bien qu'elles sachent qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.

Entreprise(s) avec la meilleure performance : Hunan Shanshan

Entreprise(s) avec une faible performance :

Entreprise(s) avec des signes encourageants : L&F

Entreprise(s) n'ayant fourni aucune réponse : Tianjin B&M

<p>Hunan Shanshan Energy Technology Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 2,5 milliards CNY (375 millions USD)</p> <p>(Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 236,8 millions CNY (35,5 millions USD)</p> <p>(Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Amnesty International n'a pas reçu de réponse de Hunan Shanshan à sa lettre datant de mars 2017 (envoyée en même temps à sa société mère Ningbo Shanshan). Sur cette base, Amnesty International a d'abord estimé que cette entreprise n'exerce pas le niveau minimal de devoir de diligence requis par les normes internationales.</p> <p>Suite à cela, Hunan Shanshan a déclaré dans une communication de novembre 2017 qu'elle n'avait pas reçu la lettre de mars 2017, a exprimé « un fort désaccord » avec l'évaluation présentée par Amnesty International et a fourni un certain nombre de documents pour expliquer leurs actions.</p> <p>Hunan Shanshan a indiqué avoir défini ses attentes en matière de droits humains auprès de ses fournisseurs de cobalt à la fin de 2015. Cette société a indiqué qu'elle avait modifié ses contrats d'achat obligeant ses fournisseurs à prendre des mesures garantissant que le cobalt et les 3TG contenus dans leurs produits ne financent ni appuient, directement ou indirectement, des violations graves des droits humains perpétrées par des groupes armés en RDC ou dans d'autres pays et à en assumer la totale responsabilité; à faire en sorte que les matières premières qu'ils obtiennent ne soient pas reliées à des violations en matière de droits humains, de droits du travail et de droit à la protection de l'environnement et que les minéraux utilisés ne proviennent pas de zones de conflit, notamment en RDC.</p> <p>Hunan Shanshan a indiqué qu'elle avait mis en place un système en matière de devoir de diligence dans ses chaînes d'approvisionnement en cobalt et émis des politiques relatives au devoir de diligence, un code de conduite pour les fournisseurs et des mesures de gestion des risques à leur intention. Cette entreprise a déclaré que tous ses fournisseurs en cobalt avaient également défini des codes de conduite auxquels leurs propres fournisseurs devaient se conformer. Hunan Shanshan n'a pas transmis des copies de ces documents, ce qui n'a pas permis de vérifier s'ils respectaient les normes internationales.</p> <p>Toutefois, Hunan Shanshan a également signalé qu'elle avait été l'objet d'un audit mené par RCS Global en mars 2017 et que les auditeurs ont par la suite confirmé que des mesures ont été prises par l'entreprise pour solutionner des problèmes identifiés dans le système</p>	 (1)
---	---	---

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>appuyant le devoir de diligence au sein de sa chaîne d'approvisionnement. L'entreprise n'a pas précisé la nature des problèmes.</p> <p>Hunan Shanshan a aussi fait valoir qu'elle avait fait l'objet d'une enquête par plusieurs clients en aval comme Apple, LG Chem, Samsung SDI et Volkswagen et que les mesures qu'elle avait prises avaient « reçu l'approbation des clients ».</p> <p>Rien n'indique que Hunan Shanshan rend publiques des informations concernant ses pratiques relatives au devoir de diligence en matière de droits humains, comme l'exigent les normes internationales. Hunan Shanshan a certifié qu'elle était membre de l'Initiative pour un cobalt responsable (RCI).</p>	
<p>L&F Co., Ltd (Corée du Sud)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 249,73 milliards KRW (223,88 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 5,69 milliards KRW (5,10 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>L&F a indiqué que Huayou Cobalt lui avait fourni « une confirmation catégorique selon laquelle elle n'avait fourni dans le passé ni ne fournirait dans l'avenir à L&F Co des composés de cobalt extrait de mines artisanales en RDC qui ne respectent pas les normes internationales du travail et les règles internationales ». L&F n'a pas précisé si elle avait demandé des informations ou des documents supplémentaires à Huayou Cobalt pour vérifier la garantie fournie ou en faire le suivi. L&F n'a pas non plus mentionné si elle avait d'autres fournisseurs en cobalt provenant de RDC, malgré une question d'Amnesty International à ce sujet.</p> <p>L&F n'a pas divulgué publiquement si elle disposait de politiques pertinentes de devoir de diligence, en signalant simplement à Amnesty International que : « [notre] équipe de direction a totalement souscrit aux meilleures pratiques comme notre politique d'entreprise habituelle ». L&F indique qu'elle est consciente que des risques sont susceptibles d'exister dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et affirme être engagée dans un programme d'action conjoint avec Huayou Cobalt mais elle n'a donné aucune information à ce sujet. Selon des informations fournies par la CCCMC, l'entreprise s'est engagée à collaborer avec ses fournisseurs pour « prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute violation identifiée dans [sa] chaîne d'approvisionnement » de même qu'elle est membre de l'Initiative RCI.</p> <p>L&F ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement. Et cela, bien qu'elle sache qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Leurs politiques et pratiques peuvent encore être fortement améliorées. Bien qu'il soit encourageant de voir que les relations commerciales de L&F avec Huayou Cobalt sont transparentes et qu'elle a demandé des garanties à Huayou Cobalt au sujet de questions soulevées dans le rapport d'Amnesty International de 2016, on ne sait pas quelles sont les mesures spécifiques relatives au devoir de diligence que L&F a mises en place pour en assurer la vérification.</p> <p>En raison du manque de divulgation de l'information à propos des politiques et pratiques relatives au devoir de diligence applicables aux droits humains dans le secteur du cobalt, il est difficile de savoir comment l'engagement de L&F auprès de ses fournisseurs se traduit en mesures significatives. De même, on ne sait pas au juste si L&F examine les risques et atteintes relatifs aux droits humains associés aux fournisseurs de cobalt provenant d'exploitations minières à grande échelle (EMGE). Une plus grande transparence est nécessaire.</p>	 3
<p>Tianjin B & M Science & Technology Joint Stock Co., Ltd</p>	<p>Tianjin B&M n'a pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International. Cette situation témoigne de sa réticence à s'engager sur des questions liées aux droits humains dans les chaînes</p>	 (1)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>(Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : pas de données</p> <p>Bénéfice net annuel : pas de données</p>	<p>d'approvisionnement en cobalt. Toutefois, d'après la CCCMC, l'entreprise est membre de l'Initiative RCI. Ainsi, l'adhésion seule à une initiative organisée par l'industrie est clairement insuffisante.</p> <p>Bien que Tianjin B&M soit membre de l'Initiative RCI, elle ne publie actuellement aucune politique ou autre mesure en lien avec les risques et atteintes relatifs aux droits humains, mis à part son engagement global à la responsabilité sociale d'entreprise. L'absence de publication, ne serait-ce que des informations élémentaires, sur les politiques et pratiques relatives au devoir de diligence en matière de droits humains indique que l'entreprise ne prend pas en compte les droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Tianjin B&M n'a pris aucune mesure pour améliorer ses pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cette entreprise figure parmi celles présentant les pires performances sur les 29 qui ont été contactées. L'inaction décevante de Tianjin B&M laisse à penser que les intermédiaires situés au milieu de la chaîne d'approvisionnement, inconnus de ce fait de l'opinion publique, se servent de cette invisibilité pour prendre part aux atteintes aux droits humains et pour en tirer profit.</p> <p>Tianjin B & M n'a pas été en mesure d'identifier, de prévenir et de gérer les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ainsi que d'en rendre compte publiquement, contrairement à ce qu'exigent les normes internationales en vigueur. Et cela, bien qu'elle sache qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement.</p>	
--	--	--

FABRICANTS DE CELLULES DE BATTERIES

La performance générale du secteur : Parmi les huit fabricants de cellules batteries contactés pour ce rapport, cinq d'entre eux ont fait preuve de performances pour le moins minimales en matière de respect des normes internationales de devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement. Les deux fabricants de batteries coréens ont montré qu'ils avaient pris des mesures pour améliorer leur performance. Les fabricants de batteries chinois n'ont pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International de mars 2017 et trois d'entre eux n'ont apporté aucune preuve de politiques et de pratiques relatives au devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt. L'inaction décevante de nombreuses entreprises dans ce secteur laisse penser que certains intermédiaires situés au milieu de la chaîne d'approvisionnement, inconnus de ce fait de l'opinion publique, se servent de leur invisibilité pour contribuer aux atteintes aux droits humains et pour en tirer avantage.

Entreprise(s) avec la meilleure performance : Samsung SDI

Entreprise(s) avec une faible performance : Sony, Tianjin Lishen

Entreprise(s) avec des signes encourageants : LG Chem

Entreprise(s) n'ayant fourni aucune réponse : ATL, BYD, Coslight, Shenzhen BAK

<p>Amperex Technology Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : pas de données</p> <p>Bénéfice net annuel : pas de données</p>	<p>Amperex Technology Co., Ltd (ATL) n'a pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International de 2017. C'est regrettable et témoigne de sa réticence à s'engager sur ces questions.</p> <p>En février 2016, la société ATL a écrit qu'elle avait « lancé une enquête auprès de [ses] fournisseurs et conformément aux réactions reçues jusqu'à aujourd'hui de [leur] part [...], elle n'est pas concernée par les sujets de préoccupation mentionnés dans le rapport d'Amnesty International de janvier 2016 ».</p> <p>Selon des informations publiées sur son site Internet, ATL a officiellement émis en avril 2017 une nouvelle série de mesures intitulée « Instructions de travail en matière de devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais ».</p> <p>Ces politiques et mesures connexes sont destinées à permettre à l'entreprise d'exercer le devoir de diligence sur ses chaînes d'approvisionnement pour une multitude de matériaux, notamment les minerais dits « de conflit » (étain, tantale, tungstène et or, ou 3TG), le cobalt, le lithium et le graphite. La politique relative au devoir de diligence d'ATL fait référence de façon explicite aux directives de la CCCMC, au guide de l'OCDE et à d'autres mesures émises par la Coalition pour la citoyenneté de l'industrie électronique (EICC) et par l'Initiative RCI.</p> <p>Ces politiques d'ATL requièrent que celle-ci invite ses fournisseurs de cobalt à lui fournir des informations sur leurs sous-traitants et sur la provenance du minerai. Des responsabilités claires sont établies pour les différentes entreprises à tous les niveaux. Toutefois, ATL n'a pas encore démontré que ces politiques ont été mises en œuvre et n'a pas précisé si elle avait identifié ses opérateurs de fonderies et de raffineries dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>ATL n'a pas été en mesure d'identifier, de prévenir et de gérer les risques et les atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ainsi que de rendre compte de l'exercice du devoir de diligence, contrairement à ce qu'exigent les normes internationales. Bien qu'ATL ait pris certaines mesures depuis janvier 2016, elle pourrait encore fortement améliorer ses politiques et ses pratiques, surtout en matière de divulgation de l'identité de ses opérateurs de fonderies et de raffineries et de diffusion d'informations sur les risques identifiés dans sa chaîne d'approvisionnement de même que sur les mesures d'atténuation de ces risques ou les efforts de réparation en la matière.</p>	 (5)
<p>BYD Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 100,2 milliards CNY (14,4 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 5,48 milliards CNY (789,12 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>BYD n'a pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International. Cela témoigne de sa réticence à s'engager sur des questions liées aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Selon des informations publiées sur son site Internet, BYD a adopté une politique générale portant sur la gestion de sa chaîne d'approvisionnement pour les minerais dits « de conflit » (étain, tungstène, tantale et or), laquelle s'est basée sur le guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque (guide de l'OCDE). Rien ne permet de savoir si cette politique s'applique aussi à la chaîne d'approvisionnement en cobalt de cette entreprise.</p> <p>Par conséquent, BYD ne respecte toujours pas les droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cette entreprise n'a pris aucune mesure pour améliorer ses pratiques relatives au devoir de diligence en matière de droits humains pour sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Elle figure parmi celles avec les pires performances sur les 29 qui ont été contactées. L'inaction décevante de BYD est particulièrement regrettable, étant donné qu'elle prend</p>	 (1)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	part aux atteintes aux droits humains et qu'elle en tire profit à la fois comme fournisseur de cellules de batterie de type lithium-ion pour d'importants fabricants de composants électroniques et comme fabricant majeur de véhicules électriques utilisant ces batteries.	
<p>Coslight Technology International Group (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 4,83 milliards CNY (695,52 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 158,93 millions CNY 22,9 millions USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Coslight n'a pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International. Cela témoigne de sa réticence à s'engager sur des questions liées aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt. Il n'existe aucune information rendue publique laissant entendre que Coslight a effectué des contrôles même élémentaires concernant le respect des droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Par conséquent, Coslight ne respecte toujours pas les droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cette firme n'a pris aucune mesure pour améliorer ses pratiques relatives au devoir de diligence en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Elle figure parmi celles avec les pires performances sur les 29 qui ont été contactées. L'inaction décevante de Coslight permet de penser que les intermédiaires situés au milieu de la chaîne d'approvisionnement, inconnus de ce fait de l'opinion publique, se servent de leur invisibilité pour contribuer aux atteintes aux droits humains et pour en tirer avantage.</p>	 (0)
<p>LG Chem Ltd (Corée du Sud)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 20,66 milliers de milliards KRW (17,12 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 1,28 milliard de milliards KRW (1,06 milliard USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>LG Chem a signalé avoir effectué des enquêtes et procédé à des audits auprès d'un seul fournisseur de matériaux de cathode, L&F Co., Ltd, et auprès d'un seul sous-traitant de matériaux contenant du cobalt, Huayou Cobalt. Bien que LG Chem ait reconnu l'existence de cobalt fourni par Huayou Cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement, en soi une attitude encourageante, elle a déclaré que ce cobalt provenait de Nouvelle-Calédonie et non de la RDC en s'appuyant sur des certificats d'origine. Il serait nécessaire d'avoir davantage de preuves, car même Huayou Cobalt a reconnu qu'on ne pouvait pas compter sur ces certificats pour identifier les risques présents dans la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>En s'appuyant sur des garanties mentionnées dans un courrier du fournisseur Glencore, LG Chem a affirmé aussi que le cobalt de RDC présent dans sa chaîne d'approvisionnement provenait d'« exploitations minières de grande échelle où ne se posent ni le problème du travail des enfants ni celui du non-respect des droits humains ». Toutefois, LG Chem n'a pas précisé comment la vérification et le suivi de ces garanties avaient été effectués. Outre ces informations, l'ampleur de l'implication de LG Chem auprès de ses fournisseurs et de ses sous-traitants est difficile à déterminer. Du reste, l'entreprise n'a pas montré comment elle avait évalué les risques de façon approfondie. LG Chem apparaît accepter l'affirmation de Glencore sans poser plus de questions malgré des normes internationales qui requiert qu'elle intervienne davantage auprès de ses fournisseurs au titre de l'exercice du devoir de diligence afin qu'ils respectent les droits humains dans le cadre de leurs activités.</p> <p>LG Chem a adopté des politiques exigeant que ses fournisseurs exercent le devoir de diligence dans le secteur du cobalt en conformité avec les normes internationales en vigueur. Ces politiques sont gérées et surveillées par des cadres supérieurs de l'entreprise. LG Chem a publié des informations sur ses politiques et pratiques en matière de devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement en cobalt, mais n'a précisé comment elles sont mises en œuvre. Cette entreprise n'a pas identifié tous les opérateurs de fonderies et de raffineries dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ni</p>	 (12)

	<p>divulgué des informations précises sur les risques et les atteintes en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>LG Chem est une entreprise membre de l'Initiative RCI, mais aucune information n'est donnée sur les efforts déployés pour réduire les risques et les atteintes en matière de droits humains et pour y remédier dans sa propre chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>LG Chem a transmis à Amnesty International la page couverture d'une évaluation de la responsabilité sociale des fournisseurs effectuée par un tiers en 2016 concernant L & F (sans précision sur l'audit en lui-même). Elle a également envoyé des informations concernant un audit externe de Huayou Cobalt concernant l'exercice du devoir de diligence depuis le début de l'année 2017 pour ses chaînes d'approvisionnement, qui ne comprenait aucune enquête de terrain relative à la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise en RDC. Le rapport formulait un certain nombre de recommandations visant à renforcer les systèmes et les pratiques de Huayou Cobalt en matière de devoir de diligence, mais n'identifiait pas l'existence de risques ou d'atteintes en matière de droits humains dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement. Bien que la transmission des conclusions de l'audit de Huayou Cobalt par LG Chem à Amnesty International soit un élément encourageant, le champ de cet audit était restreint et n'a pas tenu compte suffisamment des risques liés aux activités de Huayou Cobalt en RDC.</p> <p>Amnesty International estime que LG Chem a procédé à certaines améliorations en matière de politiques et de pratiques, sans qu'elles ne soient encore conformes aux normes internationales. Il est nécessaire que LG Chem adopte une démarche plus efficace. Des progrès sont possibles, surtout au regard de la divulgation publique de l'identité des opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt dans ses chaînes d'approvisionnement et de la communication d'informations sur les risques et les atteintes relatifs aux droits humains et sur les mesures prises pour réduire ces risques et réparer les préjudices.</p>	
<p>Samsung SDI Co., Ltd (Corée du Sud)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 5,20 milliers de milliards KRW (4,31 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 211,1 milliards KRW (170 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Samsung SDI a indiqué qu'elle exerce son devoir de diligence pour sa chaîne d'approvisionnement en cobalt de manière conforme au guide de l'OCDE, qu'elle considère comme « la seule norme existante qui aborde clairement les pratiques [de devoir de diligence] et qui propose une approche structurée du problème [des risques dans la chaîne d'approvisionnement] ». L'entreprise a déclaré dans son rapport d'avancement de 2016 sur les chaînes d'approvisionnement en cobalt responsables que : « Samsung SDI est déterminée à montrer l'exemple et à travailler avec ses fournisseurs actuels et avec d'autres (...) afin d'empêcher et de réduire les impacts préjudiciables du cobalt provenant de circuit douteux, en mettant l'accent par exemple sur les pierres d'achoppement (comme les fonderies et les raffineries), la formation pratique, le renforcement des capacités, le travail de pression auprès des gouvernements, la recherche de moyens de subsistance alternatifs, le partenariat avec de multiples acteurs (comme l'Initiative RCI), l'action immédiate sur le terrain, etc. ».</p> <p>Samsung SDI a pris des mesures pour remonter la filière jusqu'aux opérateurs de fonderies et de raffineries, pour identifier les pays d'origine de ses fournisseurs en cobalt et pour commencer à évaluer les pratiques de devoir de diligence en vigueur dans ses 19 fonderies et raffineries, notamment Huayou Cobalt. Elle a déclaré avoir conduit des enquêtes auprès de ses fournisseurs directs et avoir effectué des contrôles sur site sur la conformité des pratiques de ses fournisseurs et sous-traitants avec les normes internationales en vigueur. L'entreprise a identifié du cobalt provenant de la RDC dans sa chaîne d'approvisionnement, mais elle prétend que le cobalt de Huayou Cobalt vient exclusivement de la Nouvelle-Calédonie. Les</p>	 (22)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>preuves fournies restent à vérifier, peu convaincantes et très problématiques, surtout quand on prend en compte le fait que Huayou Cobalt et Samsung SDI ont reconnu les limites des certificats d'origine pour l'évaluation des risques.</p> <p>Samsung SDI a adopté des politiques exigeant que ses fournisseurs exercent le devoir de diligence pour le cobalt en conformité avec les normes internationales en vigueur. Ces politiques sont gérées et surveillées par des cadres supérieurs de l'entreprise. Dans son rapport d'avancement de 2016, Samsung SDI a publiquement révélé l'identité de toutes ses fonderies/raffineries en date de la fin de 2016 de même que les pays d'origine du cobalt.</p> <p>Samsung SDI respecte de façon modérée les normes de transparence concernées et peut mieux faire, car elle n'a pas encore publié les informations concernant les évaluations du respect du devoir de diligence de ses fonderies et de ses raffineries, notamment des précisions sur les risques et les impacts identifiés. Bien que Samsung SDI soit réticent à publier les résultats de son audit des fonderies et des raffineries à ce stade, Amnesty International soutient que la diffusion publique de ces informations est nécessaire pour être conforme aux normes internationales relatives au respect du devoir de diligence en matière de droits humains.</p> <p>Samsung SDI est membre de l'Initiative RCI et a apporté son soutien à l'étude du Centre pour une action mondiale efficace (<i>Effective Global Action</i>, CEGA). Toutefois, bien que Samsung SDI se soit impliquée auprès de ses fournisseurs et de ses sous-traitants pour faire connaître les directives de l'OCDE et de la CCCMC et les faire appliquer, elle n'a pas divulgué d'informations sur les efforts déployés, le cas échéant, pour diminuer et réparer les risques et atteintes relatifs aux droits humains détectés dans sa propre chaîne d'approvisionnement de cobalt.</p> <p>Amnesty International estime que Samsung SDI a fait des efforts louables pour que ses politiques et pratiques respectent les normes internationales en matière d'approvisionnement responsable de cobalt. C'est l'entreprise présentant la meilleure performance parmi les fabricants de batteries interrogés. Toutefois, ses pratiques ne sont pas encore à la hauteur de ce qu'exigent les normes internationales. L'entreprise a encore beaucoup à faire, surtout concernant la vérification des informations provenant des fournisseurs, la divulgation des conclusions de l'évaluation des risques liés à la chaîne d'approvisionnement et les efforts déployés pour diminuer les risques et réparer les préjudices.</p>	
<p>Shenzhen BAK Battery Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : pas de données</p> <p>Bénéfice net annuel : pas de données</p>	<p>Shenzhen Bak Battery n'a pas répondu à la demande d'information d'Amnesty International. Cela témoigne de sa réticence à s'engager sur des questions liées aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt. Il n'existe aucune information publique laissant entendre que Shenzhen Bak Battery a effectué des contrôles même élémentaires concernant le respect des droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Par conséquent, Shenzhen Bak Battery Co. continue à ne pas respecter les droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Elle n'a pris aucune mesure pour améliorer ses pratiques de devoir de diligence en matière de droits humains concernant la chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cette entreprise figure parmi celles avec les pires performances sur les 29 qui ont été contactées. L'inaction décevante de Shenzhen BAK Battery permet de penser que les acteurs figurant en milieu de chaîne d'approvisionnement, en échappant à l'attention de l'opinion publique, se servent de cette invisibilité pour contribuer aux atteintes aux droits humains et pour en tirer avantage.</p>	 (0)

<p>Sony Corp. (Japon)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 7,60 milliers de milliards JPY (68,33 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 127,56 milliards JPY (1,14 milliard USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p>	<p>La société Sony a signalé avoir mené des enquêtes auprès de ses fournisseurs en 2016 et en 2017 de même qu'elle a identifié du cobalt en provenance de la RDC ou de Huayou Cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement. Elle n'a fourni aucun renseignement supplémentaire sur les entreprises soumises à ses enquêtes, sur le contenu de ses enquêtes et sur les éventuelles mesures supplémentaires prises pour vérifier les informations transmises par les fournisseurs.</p> <p>Le code de conduite de Sony pour la chaîne d'approvisionnement est conforme au code de conduite de la coalition pour la citoyenneté de l'industrie électronique (EICC), lequel n'aborde actuellement pas le cobalt dans sa section sur l'approvisionnement responsable en minerais.</p> <p>Sony a rendu publique certaines informations concernant ses politiques et ses pratiques de diligence en matière de droits humains sans toutefois préciser comment ces politiques sont mises en œuvre par rapport au cobalt et sans révéler l'identité des fonderies /raffineries de cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement. Ce manque de transparence d'informations clés est problématique. Or cette transparence est requise selon les normes édictées par l'OCDE.</p> <p>Sony prend part à l'Initiative RCI et à l'Initiative pour une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement des minerais bruts (<i>Responsible Raw Minerals Initiative</i>, RRMI) de même qu'elle a apporté son soutien à l'étude du Centre pour une action mondiale efficace (<i>Effective Global Action</i>, CEGA). Toutefois elle n'a pas divulgué les mesures d'atténuation et de réparation des risques et atteintes relatifs aux droits humains déployés, le cas échéant, dans sa propre chaîne d'approvisionnement en cobalt. La seule appartenance à des initiatives mises en place par l'industrie n'est pas suffisante pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de devoir de diligence.</p> <p>Amnesty International estime que les pratiques de diligence en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt sont loin d'être conformes aux normes internationales. Et ce, en dépit qu'elle soit consciente qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Cette absence de progrès est décevante surtout si l'on considère que Sony était, jusqu'au moment en septembre 2017 où elle a transféré ses activités de batteries, à la fois un fabricant de batteries de type lithium-ion pour d'autres entreprises et un leader mondial de l'électronique. En raison de l'ampleur de son marché et de son influence en tant qu'importante entreprise d'électronique, Sony a le pouvoir d'améliorer les pratiques au sein de la chaîne d'approvisionnement et sur le terrain. Depuis janvier 2016, Sony a pris quelques mesures, mais peut encore largement améliorer ses politiques et ses pratiques, surtout appliquant le devoir de diligence au cobalt, en révélant l'identité des opérateurs de fonderie et de raffinerie dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et en divulguant des renseignements sur les risques identifiés et les efforts d'atténuation et de réparation mise en place en la matière.</p>	 (5)
<p>Tianjin Lishen Battery Joint-Stock Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : pas de données</p> <p>Bénéfice net annuel : pas de données</p>	<p>Amnesty International n'a pas reçu de réponse de Tianjin Lishen à son courrier de mars 2017 et a conclu, en l'absence d'autres informations, que l'entreprise ne faisait pas preuve d'un exercice minimal du devoir de diligence requis par les normes internationales en vigueur.</p> <p>Suite à l'évaluation qui lui a été présentée, Tianjin Lishen a fourni des renseignements sur ce qu'elle avait fait.</p> <p>Tianjin Lishen a déclaré qu'elle avait conclu des accords avec ses fournisseurs, lesquels interdisent de façon explicite le travail des</p>	 (1)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>enfants et l'utilisation de minerais provenant de zones de conflit. En raison du texte succinct de l'accord présenté par l'entreprise, il est difficile de se prononcer si celle-ci inclut clairement le cobalt dans les minerais « de conflit » ou non. En général, ce n'est pas le cas.</p> <p>Tianjin Lishen a affirmé qu'elle avait invité ses fournisseurs à lui transmettre des renseignements sur l'origine du cobalt qu'ils utilisent et qu'elle leur avait demandé de ne pas avoir recours à du cobalt provenant de mines artisanales.</p> <p>L'entreprise a indiqué qu'elle avait mené des audits en matière de responsabilité sociale des entreprises auprès de ses fournisseurs concernant l'origine des produits qu'ils utilisaient. Toutefois, le questionnaire de l'audit qu'elle nous a fait parvenir pour se justifier ne comportait que des questions sur les minerais 3TG et ne mentionnait pas le cobalt.</p> <p>Tianjin Lishen a déclaré qu'elle ne disposait pas de « bons canaux de diffusion pour divulguer [des renseignements] » et qu'elle ne publiait pas actuellement d'informations concernant sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. L'entreprise n'a pas donné suffisamment d'informations sur les mesures qu'elle a prises pour diminuer les risques et réparer les préjudices. Ainsi il est difficile de procéder à une évaluation de cet aspect.</p>	
--	--	--

ENTREPRISES DE BIENS DE CONSOMMATION INFORMATIQUES, DE COMMUNICATION ET ÉLECTRONIQUE

La performance globale du secteur : les entreprises de ce secteur se sont généralement engagées à améliorer le devoir de diligence pour leur chaîne d'approvisionnement en cobalt et ont commencé à concrétiser leur engagement. Seules quelques entreprises ont indiqué qu'elles avaient identifié les fonderies/raffineries dans leur chaîne d'approvisionnement en cobalt. La plupart des entreprises ont signalé qu'elles appartenaient à une ou plusieurs initiatives mises en place pour lutter contre les risques relatifs au cobalt et à d'autres matières premières. Toutefois, il faut constater que la divulgation des risques et des atteintes aux droits humains identifiés dans les chaînes d'approvisionnement est faible dans l'ensemble du secteur, tout comme les efforts particuliers que les entreprises de ce secteur ont montrés pour diminuer les risques et réparer les préjudices.

Entreprise(s) avec la meilleure performance : Apple

Entreprise(s) avec de faibles performances : Huawei Technologies, Lenovo Group, Microsoft Corp.

Entreprise(s) avec des signes encourageants : Dell Technologies, HP Inc.

Entreprise(s) n'ayant fourni aucune réponse : Aucune

<p>Apple (États-Unis)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 229,23 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 30 septembre 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 48,35 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 30 septembre 2017)</p>	<p>Apple affirme qu'elle fait preuve d'une totale transparence dans sa chaîne d'approvisionnement jusqu'au niveau des fonderies/raffineries, notamment Huayou Cobalt. Apple a signalé : « Plus tôt cette année [2017], nous avons ordonné que Huayou Cobalt cesse de façon temporaire de fournir Apple avec du cobalt provenant de mines artisanales en raison d'inquiétudes concernant sa capacité à garantir des pratiques d'approvisionnement responsables. Toutefois, Apple a seulement mentionné qu'elle avait des « inquiétudes concernant la capacité [de Huayou Cobalt] à garantir des pratiques d'approvisionnement responsables » sans donner plus de précisions sur la nature de ses préoccupations.</p> <p>Dans une lettre à Amnesty International, Apple a indiqué qu'elle avait « demandé que des matériaux provenant de mines artisanales soient correctement séparés du reste du cobalt fourni à la chaîne d'approvisionnement d'Apple » et qu'elle accepte du cobalt des mines artisanales dans sa chaîne d'approvisionnement « [s]i Huayou Cobalt peut établir que le cobalt artisanal est obtenu de façon responsable, en conformité avec les normes rigoureuses d'Apple, et contrôlé dans le cadre d'un audit externe indépendant ». Au moment de la finalisation de ce rapport, Apple a signalé à Amnesty</p>	
---	--	---

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>International que la suspension de l’approvisionnement en cobalt par Huayou Cobalt en provenance des mines artisanales restait en vigueur.</p> <p>La liste publiée des opérateurs de fonderie et de raffinerie de Apple n’indique pas si ces entreprises se procurent du cobalt provenant de la RDC, mais Apple a confirmé dans un courrier envoyé avant la publication que c’était le cas pour toutes.</p> <p>Le 1^{er} janvier 2017, Apple a mis en place des normes actualisées de responsabilité des fournisseurs mentionnant les exigences de devoir de diligence requises pour les entreprises dans ses chaînes d’approvisionnement en minerais, notamment en cobalt. Apple a explicitement cité le cobalt qui figure parmi les minerais pour lesquels les fournisseurs doivent appliquer le devoir de diligence de façon conforme avec les normes internationales. Apple mentionne que son « engagement pour des pratiques commerciales responsables et le code de conduite des fournisseurs sont supervisés au plus haut niveau de l’entreprise ».</p> <p>Parmi les entreprises interrogées en aval, la politique d’Apple est la plus détaillée par rapport à la définition de ses attentes à l’égard des fournisseurs et des sous-traitants en matière d’évaluation des risques, de leur réduction et de la transparence sur le devoir de diligence. Dans le cadre du programme de responsabilités des fournisseurs, Apple a invité tous ses fournisseurs à cartographier et à lister leurs chaînes d’approvisionnement en cobalt ainsi que tous les risques spécifiques identifiés. Apple a doté les fournisseurs d’outils d’évaluation des risques et a mis au point des normes pour les audits permettant de suivre leur performance et d’identifier les domaines nécessitant des améliorations. En avril, Apple a affirmé à Amnesty International : « Dans le cas du cobalt, 100 % des fonderies/raffineries identifiées dans la chaîne d’approvisionnement d’Apple sont actuellement soumises à un audit externe indépendant ». Les procédures et les conclusions des audits doivent être divulguées afin de confirmer qu’ils sont efficaces pour responsabiliser les entreprises à l’égard des pratiques d’extraction minière et d’approvisionnement.</p> <p>Le système d’Apple, destiné à cartographier toute sa chaîne d’approvisionnement en cobalt en remontant jusqu’aux mines et les risques associés, apparaît assez efficace et adapté pour permettre l’exercice du devoir de diligence relative aux droits humains de manière conforme aux normes internationales en vigueur.</p> <p>Apple révèle des informations sur sa politique et ses pratiques de diligence. À la fin de 2016, elle a publié la liste de l’ensemble des fonderies/raffineries avec lesquelles elle travaille et a indiqué si ces entreprises avaient évalué leurs risques (<i>Apple’s Risk Readiness Assessment</i>) et avaient été auditées par un tiers. Apple a reconnu que le cobalt dans sa chaîne d’approvisionnement provenait de la RDC, mais n’a pas identifié d’autres pays d’origine ou fourni des précisions sur les évaluations du devoir de diligence de fonderies/raffineries autres que Huayou Cobalt, notamment celles qui se procurent du cobalt à partir d’exploitations minières à grande échelle. Ce manque de divulgation d’information doit être solutionné pour pouvoir évaluer si Apple vérifie l’origine du cobalt qui est déclarée par ses opérateurs de fonderie et de raffinerie, en conformité avec ce qui est exigé par les normes de l’OCDE.</p> <p>Apple a aidé à mettre au point l’Initiative RCI et soutient activement l’Initiative pour une gestion responsable de la chaîne d’approvisionnement des minerais bruts (RRMI). Elle a aidé à financer des travaux de recherche sur l’exploitation minière artisanale en RDC menés par le Centre pour une action mondiale efficace (<i>Effective Global Action</i>, CEGA). Apple mentionne qu’elle soutient aussi les programmes de prévention concernant le travail</p>	
--	--	--

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D’APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>des enfants en RDC, lesquels sont mis en œuvre par l'organisation américaine à but non lucratif Pact. Toutefois des informations supplémentaires seraient nécessaires pour évaluer l'importance de ces programmes et pour déterminer s'ils ciblent les risques et les atteintes relatifs aux droits humains détectés dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise.</p> <p>Amnesty International estime qu'Apple est une entreprise qui joue un rôle important pour identifier, prévenir et traiter les atteintes aux droits humains dans le cadre de sa chaîne d'approvisionnement en cobalt de même que pour en rendre compte, en conformité avec les exigences des normes internationales. Depuis 2016, Apple s'est fortement engagée avec Huayou Cobalt pour détecter et éradiquer le travail des enfants, surtout dans sa chaîne d'approvisionnement. Le résultat de ces efforts ne peut être clairement évalué dans la mesure où Apple continue de ne pas acheter du cobalt des fonderies provenant d'exploitation minière artisanale. Le fait qu'Apple rend publique l'identité de ses fonderies est un élément positif. Toutefois, il manque encore certaines informations. Apple doit encore faire des efforts, surtout concernant la divulgation d'information sur la façon dont elle évalue les risques liés à ses fournisseurs et sur les efforts d'atténuation et de réparation en la matière.</p>	
<p>Dell Technologies (États-Unis)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 61,64 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 3 février 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 1,72 milliard USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 3 février 2017)</p>	<p>Dell a déclaré qu'en janvier 2016, elle « avait mené une enquête auprès de [ses] fournisseurs de batteries et d'autres fournisseurs importants en vue d'appréhender leur chaîne d'approvisionnement en cobalt, leur traçabilité actuelle et les politiques d'approvisionnement ». En 2017, l'enquête auprès des fournisseurs de Dell a ajouté de nouvelles questions afin de mieux comprendre les stratégies des fournisseurs et les procédures relatives au devoir de diligence, de même que les chaînes d'approvisionnement potentielles en cobalt par les fournisseurs de produits autres que des batteries. Dell a indiqué qu'elle avait mené une enquête auprès de 28 fournisseurs, dont 17 d'entre eux ont confirmé qu'ils lui vendaient des composants de batteries de type lithium-ion. Par l'intermédiaire de ses fournisseurs, Dell a identifié les noms et les localisations de 30 fonderies et/ou de mines.</p> <p>En 2017, Dell a annoncé avoir « élargi [son] système de gestion responsable des matières premières afin d'y inclure le cobalt » et avoir mis en œuvre les directives de l'OCDE concernant l'obtention du cobalt tout en « s'attendant à ce que les fournisseurs fassent de même et participent à [son] processus relatif au devoir de diligence pour le cobalt et aux efforts de renforcement des capacités concernant l'approvisionnement responsable de minerais ». Le cobalt a également été ajouté dans le cadre des responsabilités du Comité de pilotage de la chaîne d'approvisionnement de Dell, lequel supervise le programme de gestion responsable des matières premières de l'entreprise.</p> <p>Dell a déclaré : « Nous continuons à mener une enquête afin de savoir si Huayou Cobalt, CDM ou d'autres fonderies à haut risque sont utilisés dans les niveaux plus en amont de notre chaîne d'approvisionnement...Notre travail de cartographie est en cours et nous pensons qu'il y a une forte possibilité que Huayou Cobalt ou CDM entrent dans notre chaîne d'approvisionnement. Jusqu'à présent, certains de nos fournisseurs nous ont remis des données complètes retraçant l'origine du cobalt jusqu'aux mines tandis que d'autres ne nous ont pas transmis d'information avec le niveau de transparence requis. Les fournisseurs qui ont publié des données avec le plus haut niveau de transparence n'ont pas signalé de relations commerciales avec Huayou Cobalt ou CDM ».</p> <p>Dell a fourni des informations concernant son travail relatif au devoir de diligence dans son premier rapport d'approvisionnement responsable en matières premières, lequel a été publié en juin</p>	 (16)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>2017. Cette entreprise n'a pas identifié publiquement ses fonderies/raffineries dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt et n'a pas divulgué des informations précises sur les risques et les atteintes en matière de droits humains identifiés dans sa chaîne.</p> <p>Dell a signalé être un membre actif de l'Initiative pour une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement des minerais bruts (RRMI) et de l'Initiative RCI et a déclaré : « Grâce à ces démarches coordonnées par le secteur de l'industrie, nous construisons l'infrastructure nécessaire pour cartographier la chaîne d'approvisionnement en cobalt et pour homologuer les fonderies et les entreprises minières conformément aux bonnes pratiques en matière de devoir de diligence pour nous prémunir contre le travail des enfants et d'autres atteintes aux droits humains ». L'entreprise a également signalé que des sessions de formation étaient organisées auprès des fournisseurs, « portant particulièrement sur le cobalt et insistant sur l'importance d'accroître la transparence et de collaborer dans le secteur de l'industrie à mesure que se mettent en place les systèmes nécessaires à l'organisation d'audits et à la diffusion d'informations ».</p> <p>Amnesty International considère que la mise en œuvre par Dell des politiques et des procédures concernant la chaîne d'approvisionnement est prometteuse. Depuis 2016, Dell a pris des mesures pour identifier, empêcher et combattre les atteintes aux droits humains se produisant dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Toutefois, ses pratiques ne sont pas encore conformes avec les normes internationales. Dell a encore beaucoup de progrès à faire, surtout concernant la divulgation de l'identité de ses fonderies/raffineries et des risques détectés dans sa chaîne d'approvisionnement de même que les efforts qu'elle a montrés pour diminuer les risques et réparer les préjudices.</p>	
<p>HP Inc. (États-Unis)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 48,24 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 octobre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 2,5 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 octobre 2016)</p>	<p>HP « a initié des audits sur le terrain concernant les fournisseurs de batteries concernés en vue d'identifier la liste des fonderies qui pourraient être présentes dans le cadre de [sa] chaîne d'approvisionnement en cobalt ». Ces audits « comprenaient la vérification de l'étiquetage des matériaux contenant du cobalt au sein des opérations de fabrication des produits de même que l'examen des bons de commande dans le cadre des activités de production ». HP a signalé que « les fournisseurs de batteries représentant 99 % des dépenses ont été audités ».</p> <p>HP a aussi déclaré : « Dans la mesure où l'approvisionnement en cobalt de nos fournisseurs passe par de multiples acteurs dans la chaîne d'approvisionnement et parce que ni HP ni nos fournisseurs n'ont de relations commerciales directes avec Huayou Cobalt ou avec leurs filiales minières, nos fournisseurs s'appuient sur les déclarations concernant l'approvisionnement de leurs fournisseurs. À partir des informations obtenues par nos fournisseurs, nous estimons que le cobalt transformé par Huayou correspond à moins de 5 % de notre consommation totale de cobalt en 2016 ». Amnesty International estime que la responsabilité qui incombe à HP d'appliquer des mesures d'atténuation et de réparation des risques doit être fondée sur la nature des risques et des atteintes identifiés dans le cadre de l'évaluation du respect du devoir de diligence de Huayou Cobalt et non sur la part de cobalt provenant de Huayou Cobalt dans la consommation totale de cobalt par HP. HP n'a pas fait de commentaires sur la proportion de son approvisionnement en cobalt qui vient de la RDC, lequel pourrait être plus élevé et qui mériterait un examen attentif.</p> <p>En mai 2017, HP a intégré des exigences en matière de respect du devoir de diligence pour le cobalt dans sa politique de responsabilité sociale et environnementale pour sa chaîne d'approvisionnement. L'entreprise a démontré qu'elle faisait des efforts pour surveiller et</p>	 (12)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

	<p>gérer les risques en matière de droits humains dans ses chaînes d’approvisionnement pour les minéraux dits « de conflit » (étain, tantale, tungstène et or), mais n’a pas encore fait valoir comment sa politique va être appliquée pour le cobalt. Il demeure difficile de connaître l’ampleur de l’évaluation des risques concernant sa chaîne d’approvisionnement.</p> <p>HP a publié des informations sur ses politiques et ses pratiques de diligence concernant sa chaîne d’approvisionnement dans son rapport annuel sur le développement durable et sur son site en ligne, mais n’a pas identifié publiquement ses fonderies/raffineries ou transmis des informations sur les risques ou atteintes relatifs aux droits humains qu’elle a identifiés dans sa chaîne d’approvisionnement.</p> <p>HP est membre des Initiatives RCI et RRMI, mais n’a fourni aucune précision sur les efforts de réduction et de réparation déployés par rapport aux risques ou aux violations identifiés dans sa propre chaîne d’approvisionnement de cobalt.</p> <p>Amnesty International estime que HP a procédé à des améliorations au regard de ses politiques et de ses pratiques relatives à la chaîne d’approvisionnement en cobalt, bien que ces dernières ne soient pas encore conformes aux normes internationales. HP peut encore progresser, surtout au regard de la divulgation de l’identité des fonderies et des raffineries présentes dans ses chaînes d’approvisionnement en cobalt, de la publication d’informations relatives aux risques identifiés et aux mesures de réduction des risques et de réparation des préjudices.</p>	
<p>Huawei Technologies Co., Ltd (Chine)</p> <p>Chiffre d’affaires annuel : 521,57 milliards CNY (75,10 milliards USD) (Rapport financier de l’exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 37,05 milliards CNY (5,34 milliards USD) (Rapport financier de l’exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Huawei a répondu à la demande d’information d’Amnesty International, mais l’entreprise n’a pas répondu avec précision aux questions. Elle a signalé qu’elle conduisait « des évaluations spécifiques auprès de 977 fournisseurs dans le cadre de son programme de gestion des minerais « de conflit » afin de vérifier s’ils avaient recours à des pratiques d’achat responsables, conformément aux normes de l’industrie ». Rien n’indique si ces « évaluations spéciales » ont examiné le cobalt spécifiquement. Huawei n’a fourni aucune information supplémentaire sur ces évaluations ni révélé l’identité de ces fournisseurs.</p> <p>Huawei est un exemple d’une marque de pointe dans le domaine de la technologie qui a pris du retard à faire explicitement référence au cobalt dans les politiques et les pratiques de gestion appliquées dans sa chaîne d’approvisionnement. Selon des informations publiées sur son site Internet, Huawei a adopté une politique générale en matière de gestion de la chaîne d’approvisionnement pour les minerais « de conflit » (étain, tungstène, tantale et or), mais rien n’indique si cette politique est conforme aux normes internationales ou si elle s’applique d’une quelconque façon à la chaîne d’approvisionnement en cobalt de l’entreprise. L’absence d’une politique en matière de devoir de diligence relative aux droits humains souligne que même des dispositions de base n’ont pas été mises en place.</p> <p>Huawei est membre de l’Initiative RCI et a fait part de ses efforts pour « s’associer avec d’autres acteurs de l’industrie pour élaborer des solutions durables destinées à traiter des questions de droits humains et celles relatives au travail dans la chaîne d’approvisionnement en cobalt ». Huawei n’a fourni aucune information sur des mesures éventuelles prises de façon indépendante pour exercer le devoir de diligence au sein de sa propre chaîne d’approvisionnement ou sur toutes mesures spécifiques d’atténuation des risques ou de réparation des préjudices. Ceci est clairement insuffisant.</p>	

	<p>L'entreprise doit appliquer sa politique de devoir de diligence au cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement et mettre en œuvre sa politique en s'impliquant davantage auprès de ses fournisseurs. Elle doit divulguer des informations précises sur ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de même que rendre compte des risques détectés et des efforts de réduction et de réparation en la matière.</p>	
<p>Lenovo Group Ltd Chine</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 43,03 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 530,44 millions USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p>	<p>Lenovo a déclaré qu'elle menait une enquête pour déterminer si « du cobalt extrait dans des conditions inhumaines en RDC avait déjà été présent dans la chaîne d'approvisionnement de Tianjin Lishen ». Elle a affirmé avoir embauché un consultant pour qu'il se rende dans la société Tianjin Lishen (un de ses fournisseurs en batterie) et examine la documentation de cette entreprise et son respect des exigences pertinentes en vigueur dans son usine et sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Lenovo a indiqué que : "L'enquête s'est achevée avec une annonce de Tianjin Lishen selon laquelle celle-ci avait un accord avec ses principaux fournisseurs qui les oblige à respecter les normes en matière de droits humains, de droits du travail et de protection de l'environnement de ces clients. Tianjin Lishen est aussi à l'origine de déclarations d'engagement à respecter ces questions de la part de ses principaux fournisseurs ». Il est impossible d'apprécier la pertinence du processus mis en place par Lenovo pour l'évaluation des risques, sans savoir si des risques ou des atteintes en matière de droits humains ont été découverts lors de l'enquête ou si des mesures ont été prises pour vérifier les déclarations de Tianjin Lishen.</p> <p>Lenovo a déclaré que "CDM et Huayou Cobalt n'ont pas été identifiés par ailleurs comme des entreprises de transformation de cobalt dans les chaînes d'approvisionnement de Lenovo ou de Motorola Mobility » et qu'elle « [n'avait] pas décelé auparavant des atteintes aux droits humains dans la chaîne d'approvisionnement de cobalt ».</p> <p>Mis à part cette enquête auprès de Tianjin Lishen, rien n'indique que Lenovo a cherché à obtenir des informations de la part d'autres fournisseurs ou de sous-traitants ou qu'elle s'est engagée dans un processus permanent et volontariste de diligence pour identifier et gérer les risques dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Lenovo a reconnu que « le cobalt ne faisait pas partie, pour l'instant, de son programme de déclaration des minéraux de "conflit" », indiquant que « conformément aux instructions générales du secteur industriel », elle a centré ses efforts jusqu'à présent sur la mise en place de systèmes traitant des minéraux de « conflit » (étain, tantale, tungstène et or) et sur le respect des exigences de la loi Dodd-Frank. Son incapacité à effectuer des vérifications adéquates sur les questions de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt bafoue les normes internationales et souligne la nécessité d'un contrôle officiel exigeant des entreprises qu'elles exercent le devoir de diligence relativement aux droits humains dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Lenovo publie ses politiques et ses pratiques de diligence dans un rapport annuel de développement durable et sur son site Internet. Toutefois, elle n'a pas actuellement divulgué l'identité de ses fonderies/raffineries ou des informations spécifiques concernant les risques et les atteintes en matière de droits humains qu'elle a repérés dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Lenovo a signalé être membre de l'Initiative RRMI et a déclaré qu'elle « soutient les efforts déployés par le secteur industriel pour tenter de faire face aux questions potentielles dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt ». Elle n'a révélé aucune information</p>	 4)

	<p>sur des mesures d'atténuation ou de réparation destinées à sa propre chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Amnesty International estime que Lenovo ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence requises pour sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cela en dépit du fait qu'elle sache qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Ce manque de progrès est décevant, étant donné sa place de leader mondial dans le secteur de l'électronique. Ainsi, Lenovo doit appliquer sa politique de devoir de diligence au cobalt et la mettre en œuvre au travers d'un engagement accru auprès de ses fournisseurs de même qu'elle doit divulguer publiquement des informations sur ses fonderies et ses raffineries, sur les risques détectés et sur les efforts d'atténuation et de réparation en la matière.</p>	
<p>Microsoft Corp. États-Unis</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 89,95 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 30 juin 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 21,20 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 30 juin 2017)</p>	<p>Microsoft a indiqué à Amnesty International : "Nous sommes engagés auprès de tous les fournisseurs de batteries de Microsoft afin d'évaluer leur respect de notre politique responsable d'approvisionnement en matières premières et de veiller à ce qu'ils prônent la conformité auprès de leurs sous-traitants. Bien que nous soyons activement impliqués tout au long de notre chaîne d'approvisionnement, le fait d'être en bout de filière et l'importance du regroupement des ressources minières dans le cadre de la région ne nous permettent pas d'affirmer avec certitude que notre approvisionnement en cobalt ne contient pas du cobalt de Huayou Cobalt ou d'une de ses filiales. » Cette réponse souligne le peu de progrès fait depuis la réponse fournie à Amnesty International en lien avec le rapport de 2016.</p> <p>Microsoft n'a pas appliqué explicitement ses politiques et ses pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement au cobalt. La politique responsable d'approvisionnement en matières premières de Microsoft précise que : « Nous considérons le besoin de faire face aux problèmes associés à la collecte, à l'extraction et au transport des matières premières comme une responsabilité au niveau mondial s'appliquant à toutes les substances utilisées dans nos produits – mais non limités par des matériaux ou des localisations spécifiques ». Microsoft a une politique de diligence raisonnable claire pour sa chaîne d'approvisionnement relativement aux minerais de « conflit », mais on ne sait pas exactement comment cette politique et ses exigences de déclaration sont appliquées, voire pas du tout, à sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Plus largement, la politique globale pour les matières premières pourrait fournir un point de départ utile pour gérer les risques relatifs à la chaîne d'approvisionnement, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires pour voir si Microsoft rend opérationnelle ses politiques, et de quelle façon, afin d'identifier, de prévenir et de combattre les atteintes aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt de même que d'en rendre compte.</p> <p>Microsoft a révélé publiquement des informations sur sa politique et ses pratiques de diligence en matière de droits humains et indique qu'elle va diffuser les résultats de sa politique responsable d'approvisionnement en matières premières en 2018. À ce stade, on ne peut pas savoir ce que ce rapport signalera sur la chaîne d'approvisionnement en cobalt de Microsoft.</p> <p>Microsoft est membre de l'Initiative RRMI. Elle a déclaré des partenariats avec plusieurs ONG qui travaillent sur des questions liées à l'exploitation minière artisanale et de petite échelle et le travail des enfants en RDC, mais pas spécifiquement sur le cobalt. Bien</p>	 4)

	<p>que l'engagement de Microsoft sur ces questions constitue une avancée, l'information communiquée est trop générale. À ce stade, ses partenariats ne constituent pas la preuve selon laquelle Microsoft est impliquée dans la réduction des risques dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Amnesty International estime que Microsoft ne respecte pas les normes internationales de devoir diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cela en dépit du fait qu'elle soit consciente qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Ce manque de progrès est décevant, étant donné surtout la place de Microsoft comme leader mondial dans le secteur de l'électronique. Ainsi, elle doit appliquer sa politique de devoir de diligence au cobalt et montrer comment celle-ci est mise en œuvre. Elle doit aussi divulguer des renseignements sur l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie, sur les risques détectés ainsi que sur les efforts d'atténuation et de réparation déployés en la matière.</p>	
--	---	--

<p>Samsung Electronics Co., Ltd Corée du Sud</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 201,87 milliards de milliards KRW (167,55 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 22,73 milliards de milliards KRW (18,87 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>L'entreprise Samsung Electronics a déclaré à Amnesty International qu'elle a demandé des vérifications auprès de son fournisseur de batteries Samsung SDI après avoir appris par la presse que Huayou Cobalt avait été « impliqué dans des problèmes relatifs aux droits humains provenant de sa filiale en RDC ». Elle a conclu sur la base de cette information que le cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement à partir de Huayou Cobalt provenait de la Nouvelle-Calédonie et non de la RDC. Amnesty International estime que cette conclusion s'appuie sur des sources contestables qui n'ont pas été complètement vérifiées, notamment par Samsung.</p> <p>Samsung Electronics est engagée dans une politique de diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement pour les minerais de conflit « 3TG » (étain, tungstène, tantale et or), sans indication claire par rapport à son application au cobalt. Bien que Samsung Electronics semble contrôler ses chaînes d'approvisionnement pour les « 3TG », il n'a présenté aucune preuve d'un processus permanent et volontariste de diligence visant à suivre ses chaînes d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Dans son rapport de développement durable de 2016, Samsung Electronics a reconnu l'existence de « violations de droits humains et de dégradation environnementale » liées à l'extraction du cobalt et a écrit : « Samsung est tout à fait consciente des responsabilités et du rôle des entreprises au niveau mondial face aux problèmes générés par l'exploitation des minerais. Par conséquent, nous nous sommes engagés à redoubler nos efforts et à trouver des solutions à ces défis en étant à l'écoute d'un plus grand nombre d'acteurs et en participant activement à des initiatives conjointes ». Toutefois, l'entreprise n'a pas identifié ses fonderies/raffineries de cobalt ni fourni des informations spécifiques sur les risques ou les atteintes en matière de droits humains détectés dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Samsung Electronics est membre de l'Initiative RRMI, mais n'a pas fourni d'informations sur les mesures destinées à réduire ou à remédier aux risques et aux atteintes en matière de droits humains détectés dans sa propre chaîne d'approvisionnement en cobalt. L'appartenance seule à une initiative mise en place par le secteur industriel est insuffisante quand vient le temps de s'acquitter de ses responsabilités de devoir de diligence.</p> <p>Amnesty International estime que Samsung Electronics ne respecte pas les normes internationales de devoir diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Cela en dépit du fait qu'elle sache qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Ce manque de progrès est décevant, surtout en raison de la place de Samsung comme leader mondial dans le secteur de l'électronique. Elle a pris certaines mesures depuis janvier 2016, mais d'importantes améliorations peuvent encore être apportées dans ses politiques et ses pratiques, surtout en appliquant explicitement sa politique de devoir de diligence au cobalt, en contrôlant l'information fournie par ses fournisseurs et en divulguant l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt ainsi qu'en révélant les risques identifiés et les efforts de réduction et de réparation déployés en la matière.</p>	 (5)
<p>Vodafone Group Plc (Royaume-Uni)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel :</p>	<p>Vodafone a déclaré avoir mené une enquête auprès de ses fournisseurs, à la suite de la publication du rapport d'Amnesty International, afin d'identifier les fonderies de cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement de ses produits de marque. Elle a affirmé que sur la base des informations fournies par ses fournisseurs, ni Huayou Cobalt ou ses filiales ne sont impliquées comme fonderies</p>	 4)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>47,63 milliards EUR (51,14 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p> <p>Bénéfice net annuel : 6,08 milliards EUR (6,5 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 mars 2017)</p>	<p>de cobalt dans leurs produits. Vodafone n'a transmis aucune information sur les efforts déployés pour vérifier les déclarations de ses fournisseurs.</p> <p>Vodafone a reconnu que "l'information fournie n'était pas complète" et l'entreprise a déclaré que « c'est extrêmement difficile pour nos fournisseurs de remonter la filière en amont (ce qui peut être plusieurs niveaux dans la chaîne d'approvisionnement) jusqu'aux fonderies » et « cela peut prendre du temps pour fournir des informations solides et complètes ». Elle a ajouté : « Nous allons continuer à travailler avec nos fournisseurs afin d'améliorer la qualité et la complétude des informations ». Toutefois on ne peut déterminer clairement si l'entreprise est engagée dans un processus permanent et volontariste de diligence pour assurer le suivi de sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Vodafone n'a donné aucune information sur la présence de cobalt provenant d'autres fournisseurs de la RDC dans sa chaîne d'approvisionnement, malgré les demandes d'Amnesty International à ce sujet. Ce constat semble indiquer que Vodafone a adopté une démarche limitée pour examiner les risques et les atteintes en matière de droits humains survenant dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>L'entreprise a adopté une politique de diligence pour sa chaîne d'approvisionnement en minerais dits « de conflit » (étain, tantale, tungstène et or), mais qui n'est pas appliquée au cobalt. Elle n'a pas divulgué le nom de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie ou dévoilé des informations sur les évaluations des risques ou sur d'autres mesures de diligence raisonnable.</p> <p>Vodafone présente généralement des rapports sur la mise en œuvre du devoir de diligence dans sa chaîne d'approvisionnement et sur la déclaration des minerais de « conflit ». L'entreprise n'a fourni aucune information sur la prise de mesures d'atténuation ou de réparation relativement aux risques et aux atteintes en matière de droits humains associés au cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Amnesty International estime que Vodafone ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Ce manque de progrès est décevant. Ainsi Vodafone doit appliquer sa politique de devoir de diligence au cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement et montrer qu'elle l'applique. Elle doit aussi divulguer des renseignements sur ses fonderies et ses raffineries et sur les risques identifiés ainsi que sur les efforts d'atténuation et de réparation en la matière.</p> <p>Vodafone a déclaré que l'entreprise « n'est pas un client de Tianjin Lishen » et que cette dernière n'apparaît sur aucune liste de fournisseur depuis 2012.</p>	
<p>ZTE Corp. (Chine)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 101,23 milliards CNY (14,57 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 1,41 milliard CNY (203 millions USD)</p>	<p>La société ZTE a affirmé qu'elle "n'a jamais reçu du cobalt directement ou indirectement de la RDC » et « ni Huayou Cobalt ni ses filiales ne font partie de la chaîne d'approvisionnement de ZTE ». L'entreprise n'a pas davantage précisé les « enquêtes internes » qui ont abouti à cette conclusion.</p> <p>ZTE exige de ses fournisseurs qu'ils signent et respectent strictement son accord sur la responsabilité sociale des entreprises et son code de conduite, lequel contient des dispositions sur les droits humains et le travail des enfants. Toutefois, les mesures sur « l'approvisionnement responsable en minerai » ne s'appliquent que pour l'étain, le tungstène, le tantale et l'or. De plus, l'entreprise remarque que de « traiter le cobalt comme un minerai de "conflit" est un sujet de controverse ». Ce point de vue souligne la nécessité de mettre en place des dispositions légales afin d'obliger les entreprises à exercer le devoir de diligence pour empêcher la</p>	

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>(Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>perpétuation d'atteintes graves aux droits humains liées à l'exploitation minière du cobalt.</p> <p>ZTE a déclaré qu'elle menait une "enquête auprès de ses fournisseurs en amont » après avoir été contactée par Amnesty International, mais elle n'a pas indiqué les suites données à cette enquête ou si elle exerçait son devoir de diligence de façon permanente et volontariste sur sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. ZTE n'est pas membre d'une initiative associée à l'approvisionnement responsable de cobalt et ne publie pas des informations sur les stratégies ou les mesures prises pour identifier et combattre les risques en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p>	
---	---	--

CONSTRUCTEURS DE VOITURES ÉLECTRIQUES

Performance générale du secteur : Les constructeurs de voitures électriques, en tant que groupe, sont à la traîne vis-à-vis de leurs homologues de l'informatique, de la communication et des biens de consommation électroniques concernant l'exercice du devoir de diligence dans leur chaîne d'approvisionnement en cobalt. Une seule entreprise parmi toutes celles interrogées a clairement mentionné que le devoir de diligence devait être appliqué au cobalt, bien que la plupart des autres entreprises respectent déjà le guide de l'OCDE pour leur chaîne d'approvisionnement en étain, tantale, tungstène et or. Aucune n'a révélé l'identité de leurs opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt, contrairement à ce qu'exigent les normes internationales. Bien que de nombreuses entreprises aient rejoint des initiatives organisées par le secteur de l'industrie pour lutter contre les risques relatifs aux droits humains associés au cobalt et à d'autres matières premières, aucune ne dévoile actuellement de risques ou d'atteintes précis relatifs aux droits humains détectés dans leur propre chaîne d'approvisionnement. Étant donné la quantité de cobalt que les entreprises de ce secteur prévoient de consommer dans les années à venir, des actes beaucoup plus importants sont à accomplir de toute urgence.

Entreprise(s) avec la meilleure performance : Groupe BMW, Tesla Inc.

Entreprise(s) avec de faibles performances : Groupe Renault, Daimler AG.

Entreprise(s) avec des signes encourageants : Volkswagen AG

<p>Groupe BMW (Allemagne)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 94,16 milliards EUR (99,08 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 6,91 milliards EUR (7,27 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Le groupe BMW a signalé qu'il avait détecté cinq sources de cobalt au sein de sa chaîne d'approvisionnement, dont deux d'entre elles utilisent du cobalt provenant de la RDC.</p> <p>L'entreprise a mené des audits auprès de certains de ses fournisseurs et utilise des questionnaires pour les fournisseurs et des visites de site pour faire le suivi de l'application des normes. BMW a déclaré qu'il n'avait pas constaté « de minerai extrait de mines artisanales dans des conditions incontrôlées à haut risque provenant de Huayou [Cobalt] et de ses filiales » dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>La politique de pratiques durables pour les fournisseurs de BMW (révisée en mai 2017) est énoncée de la façon suivante : « En ce qui concerne les minerais de "conflit" (étain, tungstène, tantale et or) ainsi que pour les autres matières premières, comme le cobalt, le Groupe BMW a mis en place des procédures conformes au [guide de l'OCDE] et attend de ses fournisseurs qu'ils fassent de même. Les fonderies et les raffineries n'ayant pas mis en place des procédures de diligence raisonnable adéquates et évaluées devraient être écartées ». Il est difficile de savoir si les politiques de BMW s'appliquent au cobalt extrait d'exploitation minière à grande échelle et dans quelles conditions ou comment ce groupe contrôle des fournisseurs provenant d'exploitation minière à grande échelle.</p> <p>BMW publie des informations sur les politiques et les pratiques générales de devoir de diligence. Ce groupe a inclus, dans son rapport de développement durable de 2016, une description générale de la façon dont il fait face aux problèmes liés au cobalt, mais il ne divulgue pas actuellement d'informations sur ses fonderies de cobalt et il ne communique pas les évaluations des pratiques de devoir de diligence de ces entreprises. Comme la politique de BMW exige que ses fournisseurs adhèrent aux directives de l'OCDE, le fait de ne pas publier ces informations, alors que c'est requis par l'OCDE, est le reflet d'une certaine incohérence. Le manque de communication des informations constitue clairement une faiblesse chez BMW.</p> <p>BMW a participé aux activités de l'Initiative RCI en tant qu'observateur et a contribué au financement de travaux de recherche sur l'exploitation minière artisanale en RDC, lesquels sont conduits par le Centre pour une action mondiale efficace (CEGA). BMW rapporte qu'il organise régulièrement des ateliers sur le développement durable avec les fournisseurs et a pris part à au moins un atelier portant sur des questions liées au cobalt. L'entreprise n'a fourni aucune information sur les mesures d'atténuation ou de réparation prises par rapport aux risques et atteintes relatifs aux droits humains dans le secteur du cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Amnesty International estime que BMW a apporté certaines améliorations à ses politiques et pratiques relatives aux chaînes d'approvisionnement en cobalt, bien qu'elles ne soient pas encore à la hauteur des normes internationales qui exigent d'identifier, de prévenir, de combattre les atteintes aux droits humains et d'en rendre compte. Bien que BMW soit l'entreprise la plus performante parmi les constructeurs interrogés dans le secteur des voitures électriques, il reste encore beaucoup à faire surtout concernant la divulgation des noms des opérateurs de fonderie et de raffinerie, des risques identifiés actuellement dans la chaîne d'approvisionnement et des efforts d'atténuation et de réparation en la matière.</p>	 (16)
<p>Daimler AG (Allemagne)</p>	<p>Dans sa réponse à Amnesty International, Daimler a affirmé que ni Huayou Cobalt ni ses filiales n'étaient des "fournisseurs directs", qu'elle « n'est pas impliquée dans des achats directs</p>	 (5)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>Chiffre d'affaires annuel : 153,26 milliards EUR (161,28 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 8,78 milliards EUR (9,24 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>de cobalt d'aucune sorte » et qu'elle « n'achète aucun produit directement de la RDC ou d'entreprises qui y sont localisées ». Daimler n'a pas été en mesure de montrer qu'elle avait mené des enquêtes sur sa chaîne d'approvisionnement en cobalt au-delà de ses fournisseurs directs ou qu'elle avait identifié les opérateurs de fonderie et de raffinerie dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Daimler ne cherche pas à prendre en compte la responsabilité lui incombant par rapport au respect des normes internationales de devoir de diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Les normes de durabilité de Daimler à l'intention des fournisseurs (datées de juin 2013) stipulent des clauses générales concernant les obligations des fournisseurs de respecter les droits humains, mais ne détaillent pas spécifiquement l'approvisionnement responsable de minerai. L'entreprise affirme qu'elle « soutient une approche efficace et pratique en vue d'assurer l'approvisionnement responsable de matières premières », mais il n'est pas certain que l'entreprise exige le devoir de diligence concernant le cobalt conformément aux normes internationales.</p> <p>Daimler publie tous les ans des informations générales concernant sa politique et ses pratiques en matière de développement durable. Elle n'a pas divulgué d'informations sur la politique de diligence raisonnable de ses fournisseurs pour des minerais en dehors de ceux dits « de conflit ». De surcroît, elle n'a pas communiqué l'identité de ses opérateurs de fonderie ou raffinerie dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Daimler est membre du Groupe de travail automobile européen sur la durabilité de la chaîne d'approvisionnement. Elle a affirmé avoir contribué à initier un projet pilote sur l'évaluation des risques en matière de droits humains dans le secteur de l'électromobilité, portant principalement sur les composants de batteries à haute tension, y compris le cobalt. Aucune autre information n'est fournie sur ce projet pilote, notamment comment elle s'y prend pour identifier, prévenir et combattre les risques et atteintes relatifs aux droits humains dans sa propre chaîne d'approvisionnement et comment elle en rend compte.</p> <p>Amnesty International estime que Daimler ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Et cela, en dépit du fait qu'elle sache qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. L'absence de progrès de Daimler est décevante, surtout en raison de sa place de leader mondial dans le secteur de l'automobile. Depuis janvier 2016, Daimler a pris quelques mesures, mais beaucoup reste encore à faire pour l'amélioration de ses politiques et pratiques. Ainsi, la politique de Daimler relative au devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement doit s'appliquer au cobalt. De plus, elle doit démontrer dans son action qu'elle met en œuvre sa politique. Elle doit aussi rendre publique l'identité de ses opérateurs de fonderie et raffinerie de cobalt et divulguer des informations sur les risques qui ont été identifiés et sur les efforts de réduction et de réparation en la matière.</p>	
<p>Fiat-Chrysler Automobiles NV (Italie)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel :</p>	<p>L'entreprise Fiat Chrysler n'a pas mentionné si du cobalt provenant de la RDC entrerait dans sa chaîne d'approvisionnement. Elle a affirmé que ni Huayou Cobalt ni aucune de ses filiales n'avaient été identifiées dans la chaîne</p>	 (7)

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>111,02 milliards EUR (116,83 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 1,81 milliard EUR (1,90 milliard USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>d'approvisionnement de Fiat Chrysler. Toutefois, l'entreprise n'a pas été en mesure de montrer qu'elle avait mené une enquête sur sa chaîne d'approvisionnement en cobalt au-delà de ses fournisseurs directs ou qu'elle avait identifié les opérateurs de fonderie et de raffinerie dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Fiat Chrysler a mentionné son code de conduite et de durabilité pour les fournisseurs, lequel définit les attentes générales concernant le respect des droits humains et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. L'entreprise indique que sa politique en matière de droits humains et de conditions de travail « ne fait pas spécifiquement référence à l'approvisionnement en cobalt », mais elle soutient que les directives « couvrent le respect des droits humains et des conditions de travail décentes pour l'approvisionnement de toutes les matières premières ». Toutefois, on ne sait pas comment est appliquée cette politique avec ses rapports obligatoires en vue d'identifier, de prévenir et de gérer les atteintes aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt de même que d'en rendre compte, le cas échéant. Des informations plus précises sont nécessaires.</p> <p>Fiat Chrysler présente sa politique générale du devoir de diligence, mais n'identifie pas publiquement les opérateurs de fonderie et de raffinerie dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ni ne divulgue les évaluations des pratiques relatives au devoir diligence de ces entreprises. Cela n'est pas à la hauteur des recommandations énoncées dans le guide de l'OCDE et il convient d'y répondre.</p> <p>Fiat Chrysler est membre de l'Initiative RRMI et a indiqué qu'elle avait présidé à la création du Groupe de travail Cobalt/Mica au sein du Groupe d'action de l'industrie automobile (AIAG, en anglais <i>Automobile Industry Action Group</i>) pour aider à promouvoir des normes applicables auprès des fournisseurs concernés. L'entreprise n'a fourni aucune autre information. Elle n'a donné aucune précision au sujet de mesures d'atténuation ou de réparation qu'elle aurait prises concernant les risques ou atteintes relatifs aux droits humains identifiés dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Amnesty International estime que Fiat-Chrysler ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence requises en matière de droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Et cela, en dépit du fait qu'elle soit consciente qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Depuis janvier 2016, Fiat-Chrysler a pris quelques mesures, mais il reste encore beaucoup à faire pour que ses politiques et ses pratiques s'améliorent. Ainsi, le cobalt doit être spécifiquement visé par Fiat-Chrysler dans ses politiques de diligence raisonnable concernant sa chaîne d'approvisionnement. De plus, elle doit aussi révéler l'identité de ses opérateurs de fonderies et de raffineries de cobalt et divulguer des informations sur les risques qui ont été identifiés et sur ses efforts de réduction et de réparation en la matière.</p>	
---	--	--

<p>General Motors Co. (États-Unis)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 166,4 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 9,4 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>L'entreprise General Motors a signalé avoir reçu une garantie de la part de l'entreprise LG Chem déclarant que celle-ci « ne s'approvisionnait pas pour ses matériaux de cathode ou ses matériaux en cobalt avec du cobalt provenant de la RDC ». Cette garantie serait basée sur des certificats d'origine, mais General Motors ne précise pas s'il a pris des mesures pour vérifier la déclaration de LG Chem ou pour s'assurer que LG Chem soit le seul fournisseur de produits à base de cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement. Sans des vérifications ou des évaluations d'informations supplémentaires, il est clair que des certificats d'origine sont insuffisants pour détecter l'existence de risques ou d'atteintes aux droits humains dans la chaîne d'approvisionnement. Même Huayou Cobalt a reconnu que ces certificats ne sont pas fiables pour les besoins d'identification des risques au niveau de la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Par ailleurs, il n'y a pas de preuve selon laquelle General Motors exerce le devoir de diligence de façon continue et volontariste en matière de droits humains en vue d'identifier les risques et atteintes relatifs aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et d'y remédier.</p> <p>Les politiques de la chaîne d'approvisionnement de General Motors ne précisent pas que le cobalt est un matériau exigeant un devoir de diligence spécifique des fournisseurs. Ainsi, on n'est pas en mesure de définir l'attention que porte General Motors aux risques et atteintes relatifs aux droits humains dans le cadre du cobalt.</p> <p>General Motors publie des informations générales sur le code de conduite des fournisseurs et ses engagements en faveur du développement durable, mais ne donne pas l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt de même qu'elle ne divulgue pas de renseignements concernant l'exercice du devoir de diligence pour sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Ceci ne respecte pas les recommandations énoncées dans le guide de l'OCDE et il est nécessaire de remédier à ces insuffisances.</p> <p>General Motors est membre de l'Initiative RMMI. Bien qu'elle déclare avoir offert des formations à ses fournisseurs sur un grand nombre de questions liées aux droits humains, on ne sait pas dans quelle mesure ces formations portaient une attention particulière sur la façon d'identifier, de prévenir, de gérer les atteintes aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement en cobalt, ni comment en rendre compte. L'entreprise n'a pas précisé les mesures de réduction et de réparation qu'elle a pu prendre concernant les risques et atteintes relatifs aux droits humains identifiés dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt.</p> <p>Amnesty International estime que General Motors ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Et cela, en dépit du fait qu'elle soit consciente qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. L'absence de progrès est décevante, surtout en raison de la place de General Motors en tant que leader mondial du secteur de l'automobile. Ainsi, General Motors doit appliquer sa politique de devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement au cobalt. De plus, elle doit démontrer qu'elle la met en œuvre. Elle doit aussi révéler l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt et divulguer des informations sur les risques qui ont</p>	 4)
---	--	--

	été identifiés et sur ses efforts de réduction et de réparation en la matière.	
<p>Le Groupe Renault (France)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 51,24 milliards EUR (53,92 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 3,54 milliards EUR (3,73 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>En décembre 2016, le Groupe Renault a signalé qu'il avait demandé à LG Chem de mener une enquête sur sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et avait conclu, sur la base des résultats de cette enquête, qu'il n'y avait aucun « lien entre le cobalt utilisé pour fabriquer les batteries des voitures électriques de Renault et le cobalt provenant des mines auxquelles Amnesty [International] fait référence dans son rapport ».</p> <p>Renault est membre de l'Initiative RRMI, mais il n'a pas précisé les mesures d'atténuation ou de réparation qu'il a pu prendre relativement aux risques et aux atteintes aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Renault est membre du partenariat stratégique l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi (officiellement connu comme l'Alliance Renault-Nissan). Dans le cadre de cette alliance, les entreprises développent ensemble des batteries et d'autres composants. Il existe une disposition pour « un approvisionnement responsable de minerai » dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises mise en place par l'Alliance Renault-Nissan qui comprend les éléments suivants : « Exiger des entreprises qu'elles respectent les lois concernant l'approvisionnement responsable de minerais et qu'elles exercent leur devoir de diligence en matière de minerais de "conflit" ». Indiquer si les minerais entrant dans la composition des matériaux ou des composants sont impliqués dans des problèmes sociaux relatifs aux droits humains ou environnementaux. Si les problèmes sont soupçonnés ou confirmés, il faut identifier ou déployer des mesures pour modifier les approvisionnements ou remplacer la provenance des minerais ».</p> <p>Il n'existe pas d'informations expliquant comment cette politique sera mise en œuvre dans le cadre des différentes activités menées avec les partenaires et quelles mesures seront mises en place pour identifier, prévenir et combattre les atteintes aux droits humains dans les chaînes actuelles d'approvisionnement en minerais et pour en rendre compte publiquement.</p> <p>Amnesty International estime que Renault ne respecte pas les normes internationales de devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement en cobalt. Et cela, en dépit du fait qu'il soit conscient qu'il est probable que des enfants et des adultes extraient du cobalt dans des conditions dangereuses au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Ainsi, Renault doit appliquer ses politiques de devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement au cobalt. De plus, il doit mettre en œuvre sa politique en s'engageant davantage auprès de ses fournisseurs. Il doit révéler l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt et divulguer des informations sur les risques qui ont été identifiés et sur ses efforts de réduction et de réparation en la matière.</p>	 3)
<p>Tesla Inc. (États-Unis)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 7 milliards USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>L'entreprise Tesla a affirmé qu'elle avait « une connaissance transparente » de la chaîne d'approvisionnement de Panasonic, son principal producteur de batterie de type lithium-ion et que Huayou Cobalt ne faisait pas partie de cette chaîne d'approvisionnement. Elle a déclaré qu'elle achetait « un petit nombre » de batteries de type lithium-ion provenant d'autres fabricants, parmi lesquels on en trouve un qui se procurait des composants auprès de Huayou Cobalt, mais que « ce cobalt ne provient ni de la [CDM] ni de la RDC ». Tesla n'a pas précisé les</p>	

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »
LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION DES ENTREPRISES

<p>Bénéfice net annuel : 773 millions USD (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>mesures qu'elle a pu prendre pour vérifier la provenance du cobalt utilisé par Huayou Cobalt.</p> <p>Tesla a déclaré que « la très grande majorité » du cobalt utilisé dans ses batteries provient de « l'Asie du Sud-Est et de localisations hors de la RDC », mais qu'il y avait « une seule grande société minière et commerciale en RDC » qui lui fournissait « une fraction » de ce cobalt depuis cinq ans.</p> <p>Tesla a ajouté : « Nous avons visité de nombreuses mines de cobalt et des usines de transformation, qui alimentent la principale chaîne d'approvisionnement de Tesla, ainsi que de futurs fournisseurs potentiels. Cela comprend des mines en RDC, dans d'autres pays africains, en Australie et ailleurs. Nous évoquons les principaux risques auxquels ils font face et les pratiques mises en place pour réduire ces risques, notamment : les contrôles de traçabilité et les vérifications répétées depuis l'exploitation minière jusqu'à la livraison du client afin de lutter contre l'utilisation illégale de minerai artisanal ; la sécurité sur les sites miniers et le contrôle de leurs accès ; les pratiques de recrutement et l'engagement de l'administration afin de prévenir le travail des enfants sur les sites miniers ; des audits conduits de façon interne et externe ; et la collaboration avec les communautés locales afin de maintenir l'acceptabilité à opérer ».</p> <p>Ces actions indiquent que Tesla prend des mesures pour identifier et prévenir les atteintes aux droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt et pour y remédier. Toutefois, des informations importantes ne sont pas divulguées comme par exemple la liste des autres pays africains, l'identité de ses fournisseurs ainsi que les principaux risques associés à des fournisseurs spécifiques.</p> <p>Tesla poursuit des politiques qui portent sur les droits humains et les minerais de "conflit" (étain, tantale, tungstène et or), mais rien n'indique que ces politiques destinées aux minerais provenant de zones de conflit s'appliquent à la chaîne d'approvisionnement en cobalt. En général, ce n'est pas le cas.</p> <p>Tesla ne communique pas publiquement les noms des fonderies et des raffineries dans sa chaîne d'approvisionnement en cobalt ni les évaluations des pratiques de diligence réalisées auprès de ces dernières. Cette entreprise ne divulgue aucune information sur les audits indépendants ou d'autres contrôles effectués pour la vérification de l'origine ou de la provenance du cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement ni sur les risques associés à des entreprises, des localisations d'extraction ou des activités commerciales spécifiques. Ces pratiques ne sont pas conformes avec les directives de l'OCDE.</p> <p>Tesla a déclaré qu'elle n'a pas « identifié de risques majeurs comme le travail des enfants chez [ses] fournisseurs (toutes les grandes exploitations commerciales) jusqu'à présent » et qu'elle a « directement confirmé que [ses] fournisseurs interdisent le recours à ces pratiques et font face activement aux risques associés ». Amnesty International s'interroge sur l'argument de Tesla comme quoi ses fournisseurs en cobalt sont à l'abri de tout risque. L'entreprise n'a pas divulgué le processus qu'elle a engagé pour aboutir à cette conclusion et il est difficile d'accepter cette affirmation sans autre précision. Le manque d'information concernant l'évaluation des risques par l'entreprise a contribué à sa relativement faible évaluation générale, malgré certains signes de performance prometteurs.</p> <p>Il est difficile de savoir ce que Tesla fait pour faire le suivi des mesures mises en place par ses fournisseurs pour faire face aux</p>	
--	--	--

	<p>risques dans la chaîne d’approvisionnement, hormis le travail des enfants.</p> <p>Tesla a indiqué qu’elle « connaît et évalue un grand nombre de nouvelles initiatives collaboratives internationales qui s’efforcent de développer des projets, de définir des pratiques pour répondre aux risques sociaux et environnementaux dans la production de cobalt et d’établir des responsabilités le long de la chaîne d’approvisionnement ». Tesla a déclaré s’engager auprès de ses fournisseurs sur les risques, mais n’a donné aucune information sur des mesures éventuelles de réparation en la matière.</p> <p>Amnesty International estime que Tesla prend des mesures pour identifier, prévenir et combattre les atteintes aux droits humains dans sa chaîne d’approvisionnement en cobalt à un niveau général. Il s’agit là d’éléments positifs.</p> <p>L’entreprise semble avoir mené une enquête sur sa chaîne d’approvisionnement concernant les risques liés aux activités de Huayou Cobalt, mais on ne sait pas dans quelle mesure ses pratiques d’évaluation des risques captent les risques associés à d’autres fournisseurs. L’entreprise peut encore s’améliorer, surtout en publiant la liste de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt et en rendant publiques des informations sur les risques identifiés et sur les efforts déployés pour atténuer les risques et réparer les préjudices.</p>	
--	--	--

<p>Volkswagen AG (Allemagne)</p> <p>Chiffre d'affaires annuel : 217,27 milliards EUR (228,63 milliards USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p> <p>Bénéfice net annuel : 5,38 millions EUR (5,66 millions USD) (Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016)</p>	<p>Volkswagen a indiqué que ses fournisseurs de batteries « ont confirmé dans des courriers signés par les vice-présidents responsables que ni Huayou Cobalt ni ses filiales (dont CDM) ne font partie de [sa] chaîne d'approvisionnement ». L'entreprise n'a pas expliqué la démarche utilisée pour vérifier ces déclarations. Elle n'a pas non plus signalé si elle se procurait du cobalt de la RDC, malgré la demande d'Amnesty International à ce sujet.</p> <p>Volkswagen a fait référence aux directives de l'OCDE dans sa politique concernant les ressources provenant de zones de conflit, mais cette politique ne mentionne pas explicitement le cobalt. Volkswagen n'a pas démontré qu'elle oblige ses fournisseurs de matériaux contenant du cobalt à respecter cette politique, bien qu'elle affirme que les exigences dont font l'objet les fournisseurs « portent sur l'ensemble des minerais et matériaux » et ne se limitent pas à l'étain, au tantale, au tungstène et à l'or.</p> <p>Volkswagen a déclaré qu'elle exige que ses fournisseurs fassent « transmettre des questions spécifiques aux fonderies le long de la chaîne de valeur » et qu'elle est en train d'essayer d'identifier les fonderies et les raffineries pertinentes dans sa chaîne d'approvisionnement. Elle s'est entretenue auprès du personnel de cinq fournisseurs de batteries sur leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt et a signalé « une suspension temporaire d'achats dans certaines chaînes d'approvisionnement jusqu'à ce que davantage d'efforts de diligence soient mis en place ».</p> <p>Volkswagen publie de l'information sur les politiques et les pratiques de devoir de diligence sur son site Internet et dans son rapport annuel de développement durable, mais ne divulgue pas actuellement l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie dans la mesure où elle est toujours en train de les détecter dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Volkswagen a mentionné qu'elle avait lancé une campagne spécifique sur le cobalt en coopération avec le Groupe de travail européen sur l'automobile concernant la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en vue de coopérer avec les fournisseurs au sujet de leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt et d'évaluer la capacité des fournisseurs et des sous-traitants à retracer le parcours de leur chaîne d'approvisionnement « jusqu'à l'origine des matières premières ». L'entreprise est également membre de l'Alliance mondiale pour les batteries. Volkswagen n'a pas fourni d'informations sur les mesures de réparation qu'elle aurait prises pour lutter contre les risques et les atteintes relatifs aux droits humains identifiés dans sa chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Amnesty International estime que les pratiques de diligence en matière de droits humains dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt ne sont pas conformes aux normes internationales. Depuis janvier 2016, Volkswagen a pris quelques mesures, mais il reste encore beaucoup à faire pour l'amélioration de ses politiques et ses pratiques. Ainsi, Volkswagen doit appliquer ses politiques de devoir de diligence concernant sa chaîne d'approvisionnement au cobalt. De plus, elle doit révéler l'identité de ses opérateurs de fonderie et de raffinerie de cobalt et divulguer des informations sur les risques qui ont été identifiés et sur ses efforts de réduction et de réparation en la matière.</p>	 (7)
---	--	---

Avant la publication du rapport, Amnesty International a adressé un courrier à chacune des 29 entreprises en leur donnant la possibilité de réagir à ses conclusions. Vingt et une d'entre elles y ont répondu. Les entreprises suivantes ont contesté leur classement par rapport à au moins un des cinq critères évalués : Apple, BMW, Dell, Fiat-Chrysler, General Motors, HP, Hunan Shanshan, Microsoft, Sony, Tesla et Tianjin Lishen. Amnesty International a examiné leurs réponses et a tenu compte de manière adéquate des informations qui lui ont été transmises dans l'actualisation de ses conclusions. Les réponses des entreprises peuvent être consultées à l'adresse : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr62/7418/2017/en/>.

LE TEMPS EST VENU DE RECHARGER DES BATTERIES « PROPRES »

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LA CHAÎNE
D'APPROVISIONNEMENT EN COBALT DE RDC : ENTRE ACTION ET INACTION
DES ENTREPRISES